

MONITEUR BELGE

BELGISCH STAATSBLAD

Publication conforme aux articles 472 à 478 de la loi-programme du 24 décembre 2002 publiée au *Moniteur belge* du 31 décembre 2002.

Le *Moniteur belge* peut être consulté à l'adresse :
www.moniteur.be

Direction du Moniteur belge, rue de Louvain 40-42,
1000 Bruxelles, tél. 02 552 22 11 - Conseiller : A. Van Damme

175e ANNEE



N. 145

Publicatie overeenkomstig artikelen 472 tot 478 van de programmawet van 24 december 2002 gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* van 31 december 2002.

Dit *Belgisch Staatsblad* kan geconsulteerd worden op :
op : **www.staatsblad.be**

Bestuur van het Belgisch Staatsblad, Leuvenseweg 40-42,
1000 Brussel, tel. 02 552 22 11 - Adviseur : A. Van Damme

175e JAARGANG

MERCREDI 4 MAI 2005
DEUXIEME EDITION

WOENSDAG 4 MEI 2005
TWEDE EDITIE

SOMMAIRE

Lois, décrets, ordonnances et règlements

Gouvernements de Communauté et de Région

Région wallonne

Ministère de la Région wallonne

17 MARS 2005. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif au Livre I^{er} du Code de l'environnement, p. 21184.

INHOUD

Wetten, decreten, ordonnanties en verordeningen

Gemeenschaps- en Gewestregeringen

Waals Gewest

Ministerie van het Waalse Gewest

17 MAART 2005. — Besluit van de Waalse Regering betreffende Boek I van het Milieuwetboek, bl. 21282.

Gemeinschafts- und Regionalregierungen

Wallonische Region

Ministerium der Wallonischen Region

17. MÄRZ 2005 — Erlass der Wallonischen Regierung über das Buch I des Umweltgesetzbuches, S. 21232.

**LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS
WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN**

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2005 — 1099

[C — 2005/27317]

17 MARS 2005. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif au Livre I^{er} du Code de l'environnement

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 27 mai 2004 relatif au Livre I^{er} du Code de l'environnement;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 6 mai 1993 fixant le modèle des documents à utiliser en exécution du décret du 13 juin 1991 concernant la liberté d'accès des citoyens à l'information relative à l'environnement;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 6 mai 1993 définissant les règles relatives au recours prévu par le décret du 13 juin 1991 concernant la liberté d'accès des citoyens à l'information relative à l'environnement;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 avril 1994 établissant les règles de l'enquête publique et de la consultation relatives à la planification d'environnement dans le cadre du développement durable;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 18 mai 1995 fixant les règles de composition et de fonctionnement du Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2000 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 mai 1999 relatif à l'initiation à l'environnement en Région wallonne;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 organisant l'évaluation des incidences sur l'environnement dans la Région wallonne;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne, donné le 12 février 2004;

Vu l'avis du Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable, donné le 12 février 2004;

Vu l'avis de la Commission régionale de l'aménagement du territoire, donné le 13 février 2004;

Vu l'avis du Conseil d'Etat rendu le 23 juin 2004;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Les dispositions qui suivent forment la partie réglementaire du Livre I^{er} du Code de l'environnement :

« Livre I^{er}. — Dispositions communes et générales

Partie I^{re}. — Principes du droit de l'environnement et définitions générales

TITRE I^{er}. — Principes

TITRE II. — Définitions

Art. R. 1. Au sens du présent livre, il faut entendre par « partie décrétele », les dispositions de la partie décrétele du livre premier du Code de l'environnement contenues à l'article 1^{er} du décret du 27 mai 2004 relatif au Livre I^{er} du Code de l'environnement.

Art. R. 2. Au sens du présent Code, il faut entendre par :

1° « Ministre » : le Ministre qui exerce les compétences visées à l'article 6, paragraphe 1^{er}, II, de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980;

2° « D.G.R.N.E. » : la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement du Ministère de la Région wallonne.

Partie II. — Instance consultative

Art. R. 3. Au sens de la présente partie, il faut entendre par « Conseil » le CWEDD, établi par l'article 7 de la partie décrétele.

Art. R. 4. Le Conseil est composé de vingt-six membres effectifs et de vingt-six membres suppléants ou, si le président et les deux vice-présidents sont choisis en dehors des personnes visées à l'article 5, de vingt-neuf membres effectifs et de vingt-six membres suppléants.

Le Ministre ou les délégués qu'il désigne et le directeur général de la D.G.R.N.E. ou les délégués qu'il désigne peuvent assister aux réunions du Conseil sans toutefois participer au vote.

Art. R. 5. Le Conseil comprend :

1° 3 représentants de l'Union wallonne des Entreprises;

2° 2 représentants des organisations professionnelles agricoles;

- 3° 2 représentants des organisations syndicales;
- 4° 2 représentants des organisations représentatives des classes moyennes;
- 5° 4 représentants des associations de protection de l'environnement;
- 6° 1 représentant des associations représentatives des consommateurs;
- 7° 2 représentants de l'Association des Villes et Communes de Wallonie;
- 8° 3 représentants des institutions universitaires francophones, dont les compétences doivent couvrir l'un des domaines suivants :

- a) écologie, sciences naturelles;
- b) agronomie, sylviculture, ressources du sous-sol;
- c) économie et droit de l'environnement;
- d) sciences appliquées : pollutions industrielles, gestion des eaux, gestion de la qualité de l'air, gestion des déchets;
- e) santé publique, toxicologie;
- 9° les présidents ou vice-présidents :
 - de la Commission régionale des déchets;
 - de la Commission consultative de l'eau;
 - de la Commission régionale d'Aménagement du Territoire;
 - de la Commission régionale d'avis sur l'exploitation des carrières;
 - du Conseil supérieur wallon de la Conservation de la Nature;
 - du Conseil supérieur wallon des Forêts et de la Filière « bois »;
 - du Conseil supérieur wallon de l'Agriculture, de l'Agro-alimentaire et de l'Alimentation.

Art. R. 6. Chacun des organismes, organisations, fédérations ou associations visés à l'article 5, 1° à 8°, présente au Ministre une liste double de candidats effectifs et de candidats suppléants par mandat conféré. Pour les Commissions et Conseils visés à l'article 5, 9°, les présidents sont les membres effectifs et les vice-présidents les membres suppléants.

Les membres effectifs et suppléants sont nommés par le Gouvernement.

Art. R. 7. Les mandats sont conférés pour une période de cinq ans. Ils prennent cours le jour de la signature de l'arrêté portant nomination des membres du Conseil.

Les membres du Conseil ont droit à un jeton de présence de 8,60 euros par séance.

Le président et les vice-présidents du Conseil ont droit à un jeton de présence de 17,20 euros par séance.

Les membres du Conseil peuvent éventuellement désigner la personne morale à laquelle les jetons de présence auxquels ils ont droit sont versés.

Les membres du Conseil bénéficient du remboursement des frais de séjour de 10 euros par séance et le président et les vice-présidents bénéficient du remboursement des frais de séjour de 20 euros par séance.

Les membres du Conseil, en ce compris le président et les vice-présidents, ont droit au remboursement des frais de déplacement selon les modalités suivantes :

Les membres sont remboursés en application de l'article 5 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 mars 2001 modifiant l'article 17 de l'arrêté royal du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours lorsqu'ils se rendent à une réunion du Conseil.

Les membres sont autorisés à utiliser leur véhicule personnel et sont remboursés en application de l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 mars 2001 modifiant l'article 13 de l'arrêté royal du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours lorsqu'ils effectuent un déplacement dans le cadre d'une mission qui leur est assignée par le Conseil. Pour le calcul du montant à rembourser, le lieu de départ de référence est le domicile du membre. Pour l'application de cette disposition, les membres sont assimilés à des agents de niveau 1.

En cas de vacance avant l'expiration d'un mandat effectif, le membre suppléant achève le mandat en cours. Toutefois, le Gouvernement peut nommer un nouveau membre effectif pour achever le mandat en cours; en ce cas, l'article 6, alinéa 1^{er}, est applicable. En cas de vacance avant l'expiration d'un mandat suppléant, le Gouvernement nomme un nouveau membre suppléant, conformément à l'article 6.

Les fonctions de membre du Conseil prennent fin par la perte de la qualité en vertu de laquelle les intéressés ont été nommés.

Pour le renouvellement des mandats, les candidatures sont présentées trois mois au moins avant l'expiration du délai de cinq ans visé à l'alinéa 1^{er}.

Art. R. 8. Le Gouvernement nomme le président et deux vice-présidents, sur proposition du Ministre, le cas échéant en dehors des personnes visées à l'article 5. Les fonctions de président et de vice-président sont attribuées à des personnes dont la compétence dans les matières d'environnement est reconnue et qui présentent des garanties suffisantes d'indépendance.

En cas de démission ou de décès du président, le vice-président le plus âgé et à défaut, le second vice-président assure la présidence jusqu'à ce que le Gouvernement, sur proposition du Ministre, ait désigné son remplaçant.

En cas de démission ou de décès d'un des vice-présidents, l'autre vice-président assure son remplacement et achève le mandat.

Art. R. 9. Le Ministre peut structurer le Conseil en sections spécialisées. Le Ministre nomme les présidents des sections spécialisées, sur proposition du Conseil.

Art. R. 10. Le Conseil peut convier des personnes ayant des compétences particulières à participer aux travaux. Ces personnes ne peuvent pas participer au vote.

Art. R. 11. Le Conseil est convoqué par le président ou, à défaut, par le Ministre. Le Ministre le préside lorsqu'il le juge nécessaire.

Art. R. 12. Le Conseil ne délibère valablement qu'en présence de la moitié de ses membres au moins. Si cette condition n'est pas remplie, le Conseil est reconvoqué avec le même ordre du jour. Il statue alors valablement quel que soit le nombre de membres présents.

Les représentants des institutions universitaires francophones ainsi que les représentants issus d'un organisme agréé comme auteur d'études d'incidences ne peuvent participer au vote dans les matières soumises au Conseil en vertu des articles 49 à 81 de la partie décrétole.

Les décisions sont prises à la majorité simple des présents. En cas de parité de voix, la voix du président est prépondérante.

Lorsqu'un quart au moins des membres présents ayant droit de vote s'oppose à l'avis émis par la majorité, l'avis est complété par une mention relatant l'opinion dissidente.

Art. R. 13. Sauf accord préalable du Ministre, les avis sont adressés exclusivement aux autorités publiques qui les ont sollicités.

Art. R. 14. Le secrétariat du Conseil est assuré par le Conseil économique et social conformément à l'article 4, paragraphe 3, du décret du 25 mai 1983 modifiant, en ce qui concerne le Conseil économique régional pour la Wallonie, la loi-cadre du 15 juillet 1970 portant organisation de la planification et de la décentralisation économique et instaurant un Conseil économique et social de la Région wallonne.

Art. R. 15. La D.G.R.N.E. répond à toute demande d'information adressée par le Conseil ou par son secrétariat dans le cadre de l'accomplissement de leurs missions.

Art. R. 16. Le Conseil élabore son règlement d'ordre intérieur qui est soumis à l'approbation du Ministre.

Le règlement d'ordre intérieur précise notamment :

1° les procédures de convocation, l'établissement de l'ordre du jour, de validation des procès-verbaux, avis et documents publiés par le Conseil;

2° les règles de participation aux séances ainsi que le règlement des conflits d'intérêts pouvant notamment survenir dans le cadre des procédures de vote lorsqu'un ou plusieurs membres du Conseil ont participé à la réalisation d'une étude;

3° le fonctionnement du secrétariat.

Partie III. — Information et sensibilisation en matière d'environnement

TITRE I^{er}. — Accès à l'information relative à l'environnement

CHAPITRE I^{er}. — *Modèle de document*

Art. R. 17. Les documents à utiliser par les autorités publiques pour accuser réception des demandes d'information, pour prolonger les délais d'accès à l'information, ou pour refuser totalement ou partiellement la communication des données, sont établis conformément aux modèles visés respectivement aux annexes I^{re} à III.

CHAPITRE II. — *Règles relatives au recours*

Section 1^{re}. — Commission de recours

Art. R. 18. Il est créé une commission de recours pour statuer sur les recours prévus par l'article 17 de la partie décrétale. Le siège de la commission de recours est fixé dans les locaux de la D.G.R.N.E.

Art. R. 19. § 1^{er}. La commission est composée de six membres effectifs nommés par le Gouvernement, à savoir :

1° un président justifiant d'une expérience d'au moins cinq ans dans la magistrature;

2° deux membres justifiant d'une expérience administrative, dans le niveau 1, d'au moins cinq ans et présentés par le Ministre;

3° un membre justifiant d'une expérience administrative, dans le niveau 1, d'au moins cinq ans et présenté par le Ministre ayant l'Aménagement du territoire dans ses attributions;

4° deux membres présentés, sur listes doubles, par le CWEDD.

§ 2. Le Gouvernement nomme, pour chaque effectif, un suppléant, en respectant les conditions et la procédure prévues pour la nomination des effectifs.

Le président suppléant et les membres suppléants siègent lorsque le président effectif ou le membre effectif dont ils assument la suppléance est empêché.

§ 3. Chaque mandat a une durée de cinq ans à compter de la date de l'arrêté de nomination. Il est renouvelable.

En cas de vacances d'un mandat survenant avant son expiration, le successeur est nommé pour la durée restant à courir du mandat.

Art. R. 20. La commission de recours est assistée d'un secrétaire désigné par le directeur général de la D.G.R.N.E., parmi les agents relevant de celle-ci.

Art. R. 21. La commission établit son règlement d'ordre intérieur qu'elle soumet à l'approbation du Gouvernement.

Art. R. 22. Le président, les membres et le secrétaire de la commission ont droit :

1° à un jeton de présence de 57,60 euros;

2° au remboursement des frais de déplacement suivant les modalités prévues par l'arrêté royal du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours.

Pour l'application de cet arrêté royal, le président, les membres et le secrétaire de la commission sont assimilés aux agents de rang 15.

Section 2. — Procédure de recours

Art. R. 23. Le recours est formé par requête adressée au secrétariat de la commission par lettre recommandée à la poste. Il doit être formé dans les quinze jours de la notification de la décision contestée ou, en l'absence d'une telle décision, dans les quinze jours qui suivent l'expiration des délais prévus à l'article 15 de la partie décrétale.

Art. R. 24. La requête énonce :

1° l'identité et le domicile du requérant;

2° l'identité et le siège de l'autorité publique à laquelle la demande d'information a été faite;

3° l'objet de cette demande d'information;

4° les moyens du recours.

Le requérant produit, en outre, en annexe à sa requête, toutes pièces qu'il juge utiles et un inventaire détaillé des informations qu'il aurait partiellement reçues.

Art. R. 25. § 1^{er}. Dans les dix jours de la réception de la requête, le secrétaire de la commission de recours adresse au requérant un accusé de réception.

§ 2. Dans le même délai, le secrétaire transmet copie du recours à l'autorité publique concernée et requiert de celle-ci la communication des pièces du dossier et de tous renseignements et documents qu'il jugera utiles.

L'autorité publique concernée transmet au secrétaire copie des pièces, renseignements, documents ou données demandés, dans les quinze jours de la demande, en y joignant, le cas échéant, une note d'observations.

Doivent de toute façon être communiquées, les données auxquelles le requérant a demandé à avoir accès, sans obtenir satisfaction.

§ 3. Le secrétaire met l'affaire en état. A cet effet, il recueille directement auprès de toute personne les pièces, renseignements, documents et données complémentaires utiles.

Art. R. 26. La commission siège à huis clos.

Elle peut convoquer et entendre le requérant, l'autorité concernée ainsi que toute personne concernée par la demande. Ceux-ci peuvent se faire représenter ou assister par une personne de leur choix.

La commission peut entendre tout expert qu'elle juge utile de consulter.

Elle peut aussi exiger du requérant ou de l'autorité publique concernée la communication de pièces, renseignements, documents et données complémentaires qu'elle juge utiles.

Art. R. 27. La commission ne délibère et ne décide valablement que si le président et trois autres membres au moins sont présents.

Le président ou le membre de la commission qui, à propos d'un dossier, n'offre pas des garanties d'impartialité suffisantes, doit se récuser avant l'examen du dossier.

Art. R. 28. Les décisions de la commission de recours sont prises à la majorité des voix des membres présents; l'abstention n'est pas permise. En cas de parité des voix, la voix du président est prépondérante.

Art. R. 29. La commission de recours prend sa décision dans les deux mois qui suivent la réception de la requête. Elle peut toutefois, par décision motivée, proroger ce délai; la ou les prorogations ne peuvent excéder un total de quarante-cinq jours.

Art. R. 30. Outre leur motivation, les décisions comportent la mention :

1° de l'identité et du domicile du requérant;

2° de l'identité et du siège de l'autorité publique à laquelle la demande d'information a été faite;

3° le cas échéant, des nom, prénom, domicile et qualité des personnes qui les ont représentés ou assistés;

4° le cas échéant, de la convocation, de la comparution et de l'audition des personnes entendues;

5° le cas échéant, du dépôt d'observations écrites;

6° du prononcé, de sa date, du lieu où il est intervenu, ainsi que du nom des personnes qui ont délibéré;

7° du délai, fixé par la commission en tenant compte des divers intérêts en présence, à l'expiration duquel le requérant peut exercer le droit à l'information qui lui est reconnu à l'issue de la procédure de recours devant la commission.

Les décisions sont signées par le président et le secrétaire.

Art. R. 31. La décision est notifiée au requérant, à l'autorité publique contre laquelle le recours a été dirigé, et à toute personne concernée qui a été entendue conformément à l'article 26, alinéa 2.

Lorsqu'elle estime le recours fondé, la commission peut, selon les modalités prévues à l'article 12 de la partie décrétable, fournir elle-même au requérant l'information à laquelle elle autorise l'accès.

Art. R. 32. § 1^{er}. Les délais prévus par le présent chapitre prennent cours le lendemain de la réception de la pièce qui fait courir le délai.

La pièce envoyée sous pli recommandé à la poste est considérée comme reçue le premier jour ouvrable qui suit la remise du pli à la poste.

La date de la poste fait foi pour l'envoi de toute pièce de procédure.

§ 2. Le jour de l'échéance est compté dans le délai.

Toutefois, lorsque le dernier jour prévu pour faire un acte de procédure est un samedi, un dimanche ou un jour férié légal, le jour de l'échéance est reporté au plus prochain jour ouvrable.

Art. R. 33. Le président et les autres membres de la commission de recours sont tenus au secret des délibérations et des informations dont la confidentialité doit être préservée en vertu de l'article 18 de la partie décrétable et dont ils viendraient à avoir connaissance à l'occasion de l'exercice de leur fonction.

TITRE II. — Initiation à l'environnement

Art. R. 34. § 1^{er}. Toute a.s.b.l. répondant aux conditions fixées par l'article 25 de la partie décrétable peut solliciter l'agrément relatif à la prise en charge de la gestion d'un C.R.I.E.

La demande d'agrément doit être transmise en trois exemplaires à la D.G.R.N.E. par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception et comprend les renseignements suivants :

1° la dénomination de l'a.s.b.l., son adresse, ainsi qu'une copie de la publication de ses statuts et du dernier acte de nomination de ses administrateurs ou une copie certifiée conforme de la demande de publication des statuts;

2° une copie des pièces confirmant les titres pédagogiques et scientifiques des quatre personnes visées à l'article 25, alinéa 3, 2°, de la partie décrétable;

3° une note décrivant le projet envisagé au regard des missions visées à l'article 24 de la partie décrétable et les titres scientifiques et pédagogiques du personnel qui est engagé pour l'exécution de ces missions;

4° une estimation du budget nécessaire à la réalisation du projet visé au 3° dans le cadre du montant fixé à l'article 37, paragraphe 2.

§ 2. Le Ministre notifie à l'asbl demanderesse l'agrément ou le refus d'agrément dans les trois mois qui suivent la réception de la demande reconnue complète.

Art. R. 35. Le Ministre peut procéder à tout moment au retrait de l'agrément moyennant l'avis du comité d'accompagnement visé à l'article 29 de la partie décrétable lorsqu'une des conditions suivantes est rencontrée :

1° l'a.s.b.l. ne correspond plus aux conditions fixées par l'article 25, alinéa 3, de la partie décrétable;

2° la mission n'a pas été accomplie conformément à son objet tel que défini dans l'agrément;

3° le titulaire de l'agrément s'est opposé au contrôle par la D.G.R.N.E. de l'accomplissement de sa mission;

4° le rapport d'activités, le rapport comptable, ou tout autre document devant être communiqué n'ont pas été transmis par le titulaire de l'agrément conformément au délai prescrit par la décision d'agrément;

5° les subventions n'ont pas été affectées aux dépenses qu'elles sont censées couvrir.

Le Ministre informe l'a.s.b.l. par lettre recommandée avec accusé de réception de l'avis de retrait de l'agrément. L'a.s.b.l. répond dans les trente jours de la réception de l'information par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le Ministre statue dans les trente jours de la réception de la réponse.

Art. R. 36. Sans préjudice de l'article 35, le Ministre peut renouveler l'agrément après une période de trois ans.

Trois mois avant la fin de l'agrément, l'a.s.b.l. introduit une nouvelle demande selon la procédure fixée à l'article 34.

Le Ministre statue dans les deux mois de la réception de la demande sur base de l'avis du comité d'accompagnement.

Art. R. 37. § 1^{er}. Dans la limite des crédits budgétaires disponibles, le Ministre octroie à l'asbl agréée une subvention annuelle permettant d'assurer le fonctionnement du C.R.I.E.

Font partie des coûts de fonctionnement :

1° les dépenses relatives au personnel;

2° les coûts de consommation et de fournitures relatifs à la réalisation des missions visées à l'article 24 de la partie décrétable;

3° les charges inhérentes au fonctionnement de l'infrastructure.

§ 2. La subvention annuelle est plafonnée à 248 000 euros par C.R.I.E.

§ 3. En vue de bénéficier de la subvention annuelle, l'a.s.b.l. agréée fait parvenir à la D.G.R.N.E. pour le 15 novembre le projet de budget du C.R.I.E. pour l'année suivante et le programme des activités prévues.

§ 4. Le Ministre décide, sur base de l'avis du comité d'accompagnement, dans un délai n'excédant pas un mois de la réception du projet de budget, du principe de l'octroi des subventions sur base des documents visés au paragraphe 3.

§ 5. La subvention est liquidée selon les modalités suivantes :

1° une première tranche, d'un montant maximum égal à 40 % de la subvention, à la notification de la subvention sur présentation d'une déclaration de créance certifiée sincère et véritable, accompagnée du programme d'activités annuel approuvé par le comité de suivi de chaque C.R.I.E.;

2° les tranches suivantes d'un montant total maximum égal à 50 % de la subvention sont liquidées à la fin de chaque trimestre sur présentation d'une déclaration de créance certifiée sincère et véritable accompagnée d'un rapport d'activités intermédiaire et d'un rapport comptable, approuvés par le comité de suivi de chaque C.R.I.E.;

3° le solde de la subvention est liquidé sur présentation d'une déclaration de créance certifiée sincère et véritable, accompagnée des pièces justificatives de la subvention, du rapport d'activités visé à l'article 28 de la partie décrétable et d'un rapport comptable, approuvés par le comité de suivi de chaque C.R.I.E.

§ 6. La comptabilité est tenue conformément à la législation sur la comptabilité des entreprises.

Art. R. 38. § 1^{er}. Le comité d'accompagnement du réseau des C.R.I.E. comprend :

1° un représentant du Ministre assurant la présidence;

2° un représentant du Ministre ayant la conservation de la nature dans ses attributions assurant la vice-présidence;

3° un représentant du Ministre ayant le tourisme dans ses attributions;

4° un représentant du Ministre ayant la mobilité et l'énergie dans ses attributions;

5° un représentant du Ministre ayant le patrimoine dans ses attributions;

6° un représentant de la D.G.R.N.E.;

7° deux experts portant soit un titre pédagogique, soit un titre scientifique en relation avec des disciplines concernant l'environnement;

8° un représentant élu par l'ensemble des C.R.I.E.

§ 2. Les membres du comité d'accompagnement sont désignés par le Ministre pour une durée de quatre années.

Leur mandat est renouvelable.

Pour chaque membre effectif, le Ministre désigne un suppléant qui peut participer aux travaux du comité d'accompagnement. En cas de vacance avant l'expiration d'un mandat effectif, le membre suppléant achève le mandat en cours.

Art. R. 39. La D.G.R.N.E. met à la disposition du comité d'accompagnement les locaux nécessaires.

Art. R. 40. § 1^{er}. L'avis rendu à propos des demandes d'agrément est pris à la majorité simple des membres présents.

En cas de parité des voix, la voix du président est prépondérante.

Lorsqu'un quart au moins des membres présents s'opposent à l'avis émis par la majorité, le président complète cet avis par une mention relatant l'opinion divergente.

§ 2. Le comité d'accompagnement est convoqué par le président ou, à défaut, par le Ministre. Il se réunit au minimum deux fois par an.

L'Inspecteur des Finances accrédité auprès du Ministre est invité aux réunions.

Le président peut convier toutes personnes ayant des compétences particulières à participer aux travaux du comité d'accompagnement. Celles-ci ne prennent pas part au vote.

§ 3. Le comité d'accompagnement arrête son règlement d'ordre intérieur qui est approuvé par le Ministre. Le règlement d'ordre intérieur précise notamment :

1° les procédures de convocation des membres, d'établissement de l'ordre du jour, la validation des procès-verbaux, avis et autres documents établis au nom du comité d'accompagnement;

2° les modalités de vote et le nombre de participants requis pour siéger valablement;

3° les délégations de signatures;

4° le fonctionnement du secrétariat.

Les mandats sont gratuits. Les membres du comité d'accompagnement ont droit au remboursement des frais de parcours et des frais de séjours calculés selon les règles applicables aux indemnités pour les fonctionnaires de la Région. Ils sont assimilés à cette fin aux agents de rang A4.

Art. R. 41. Le comité d'accompagnement est chargé dans le cadre de sa mission :

1° de remettre un avis au Ministre sur les demandes, les retraits et les renouvellements d'agrément;

- 2° d'examiner les rapports annuels d'activités et comptables remis par les asbl agréées;
- 3° d'assurer la cohérence et l'évaluation des activités dispensées par l'ensemble des C.R.I.E. en Région wallonne;
- 4° de remettre annuellement un rapport d'évaluation des activités dispensées par les C.R.I.E. au Ministre;
- 5° de formuler toute proposition au Ministre.

Partie IV. — Planification environnementale dans le cadre du développement durable

Art. R. 42. L'enquête publique et la consultation prévues aux articles 41 et 42 de la partie décrétales, sont organisées conformément aux présentes dispositions réglementaires.

Art. R. 43. L'enquête publique a lieu pendant une période de quarante-cinq jours débutant à la date fixée par le Gouvernement. Les personnes et instances consultées obligatoirement en vertu de l'article 42 de la partie décrétales et celles que le Ministre décide de consulter transmettent leurs avis motivés au Ministre endéans les trente jours de la clôture de l'enquête publique.

Art. R. 44. Les autorités communales veillent à informer la population au sujet du projet de plan ou programme et des modalités de l'enquête publique. Cette information est basée sur les documents fournis par le Ministre. Les autorités communales accusent directement réception des documents et procèdent de la manière suivante :

1° Affichage, aux endroits habituels d'affichage en parfaites conditions de visibilité et de lisibilité et pendant les quarante-cinq jours de l'enquête publique, d'un avis public d'enquête établi selon le modèle figurant à l'annexe IV;

2° Annonce de l'enquête, dans les mêmes termes que ceux repris dans l'avis affiché et au plus tard sept jours après la date du début de l'affichage, dans au moins deux journaux diffusés dans la région et ce à au moins deux reprises;

Les annonces dans les journaux peuvent être groupées pour plusieurs communes voisines, à condition que les dates, heures et lieux où le dossier dont il est question au 3° est disponible soient spécifiquement précisés;

3° Pendant les quarante-cinq jours d'affichage, le dossier du projet de plan ou de programme peut être consulté à l'endroit indiqué sur l'avis. Cet endroit doit être accessible au public pendant les heures habituelles d'ouverture de l'administration communale et au moins une fois par semaine jusqu'à 20 heures ou le samedi matin;

4° Pendant les quarante-cinq jours d'affichage, tout intéressé peut adresser ses commentaires, critiques et recommandations, par écrit, à l'administration communale. Tout envoi doit porter le nom, l'adresse et la signature du ou des auteurs;

5° Dans le même délai de quarante-cinq jours, les autorités communales peuvent décider de soumettre le projet de plan ou programme à l'avis des commissions consultatives qu'elles ont instituées, et dont les compétences touchent des matières abordées dans le texte soumis à enquête. Un compte-rendu du ou des avis émis est réalisé par écrit;

6° Les autorités communales peuvent mettre en œuvre des initiatives supplémentaires d'information du public;

7° Dans les trente jours de la clôture de l'enquête publique, les autorités communales adressent au Ministre une copie des avis émis par la population et/ou les commissions citées au 5°, auxquels sont joints les éventuels rapport de synthèse et avis motivé du conseil communal;

8° Le délai d'enquête publique est suspendu du 15 juillet au 15 août sans préjudice du droit de consultation et d'avis prévus aux 3° à 6° du présent article.

Art. R. 45. Le Gouvernement n'est pas tenu de prendre en considération les avis rentrés en dehors des délais fixés à l'article 43 et à l'article 44, 7°.

Partie V. — Evaluation des incidences sur l'environnement

CHAPITRE I^{er}. — Définitions

Art. R. 46. Pour l'application de la présente partie, on entend par :

- 1° « administration de l'aménagement du territoire » : le Directeur général de la D.G.A.T.L.P., son ou ses délégués;
- 2° « administration de l'environnement » : le Directeur général de la D.G.R.N.E., son ou ses délégués;
- 3° « auteur d'étude » : la personne agréée qui réalise une étude d'incidences sur l'environnement;
- 4° « demandeur » : l'auteur de projet soumis au système d'évaluation des incidences des projets sur l'environnement;
- 5° « C.C.A.T. » : la Commission consultative communale d'aménagement du territoire;
- 6° « C.R.A.T. » : la Commission régionale d'aménagement du territoire.

CHAPITRE II. — Système d'évaluation des incidences des plans et programmes sur l'environnement

Art. R. 47. La liste des plans et programmes visé à l'article 53, paragraphe 1^{er}, de la partie décrétales est déterminé à l'annexe V.

Section 1^{re}. — L'enquête publique

Art. R. 48. § 1^{er}. Conformément à l'article 57 de la partie décrétales, le collège des bourgmestre et échevins élabore, sur la base d'un projet d'avis proposé par l'auteur du plan ou du programme, un avis mentionnant au minimum :

- 1° l'identité de l'auteur du plan ou du programme;
- 2° la nature du plan ou du programme et le territoire auquel il s'applique;
- 3° la date du début et de la fin de l'enquête publique;
- 4° l'heure et le lieu où peut être consulté le projet de plan ou de programme ainsi que le rapport sur les incidences environnementales.

Le collège des bourgmestre et échevins insère cet avis dans au moins deux quotidiens diffusés dans l'ensemble de la Région wallonne.

§ 2. Le collège des bourgmestre et échevins affiche l'avis visé au paragraphe premier aux endroits habituels d'affichage. L'avis affiché a au moins 35 dm² et doit être visible et lisible jusqu'au lendemain de la fin de l'enquête publique.

Art. R. 49. Toute personne peut, dans le délai de l'enquête publique, émettre ses observations et suggestions en les adressant par écrit au collège des bourgmestre et échevins de la commune concernée par les incidences environnementales du projet de plan ou de programme et en y indiquant ses nom et adresse. A la clôture de l'enquête publique, une copie est adressée par le collège des bourgmestre et échevins à l'auteur du plan ou du programme.

Section 2. — Incidences transfrontières

Art. R. 50. Lorsque la mise en œuvre d'un plan ou programme en cours d'élaboration est susceptible d'avoir des incidences non négligeables sur l'environnement d'une autre Région, d'un autre Etat membre de l'Union européenne ou d'un Etat partie à la Convention d'Espoo du 25 février 1991 sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière, l'auteur du plan ou du programme transmet le projet de plan ou de programme, accompagné du rapport sur les incidences environnementales et de toute information dont il dispose sur les incidences transfrontalières du plan ou du programme, aux autorités concernées de l'Etat et/ou de la Région susceptible d'être affecté en indiquant les modalités d'organisation de l'enquête publique afférente à l'évaluation environnementale du plan ou du programme et notamment la durée de l'enquête, la date probable de début de celle-ci, et la ou les communes chargées de recevoir les observations du public visées à l'article 49.

En même temps que l'auteur du plan ou du programme transmet le dossier, il informe le Gouvernement et la ou les communes visées à l'article 49 de cette transmission.

Art. R. 51. Lorsque le Gouvernement reçoit des informations telles que visées au paragraphe 2 de l'article 58 de la partie décrétable, il les transmet :

1° aux Collèges des bourgmestre et échevins des communes susceptibles d'être concernées, qui les mettent à la disposition du public conformément à la procédure d'enquête publique prévue à l'article 57 de la partie décrétable;

2° au CWEDD.

Les instances visées à l'alinéa 1^{er}, 1°, recueillent les observations du public et transmettent au Gouvernement leurs avis éventuels et les observations qu'ils ont recueillies dans un délai de quarante-cinq jours à dater de la clôture de l'enquête publique visée à l'alinéa 1^{er}. Le CWEDD transmet au Gouvernement son avis éventuel dans un délai de quarante-cinq jours à dater du jour où il a reçu les informations visées à l'alinéa 1^{er}.

CHAPITRE III. — Système d'évaluation des incidences des projets sur l'environnement

Art. R. 52. Sans préjudice des dispositions visées par l'article 49, 5°, *a, b, c, d*, de la partie décrétable et de l'article 62, alinéa 1^{er}, de la partie décrétable la délivrance ou l'adoption des actes administratifs suivants est subordonnée à la mise en œuvre du système d'évaluation des incidences des projets sur l'environnement prévu par les articles 62 à 77 de la partie décrétable :

1° le permis de lotir relatif à un parc résidentiel de week-end requis en vertu de l'article 149 du CWATUP;

2° la concession de mines requise en vertu du décret du 7 juillet 1988 sur les mines;

3° le remembrement prévu par la loi du 22 juillet 1970 relative au remembrement légal de biens ruraux.

Art. R. 53. Lorsque la mise en œuvre d'un projet requiert plusieurs permis indispensables à la bonne fin du projet, celui-ci est soumis à un seul système d'évaluation des incidences des projets sur l'environnement ce qui implique :

1° l'organisation d'une seule consultation du public préalable à l'établissement de l'étude d'incidences;

2° l'établissement d'une seule notice d'évaluation qui comporte l'ensemble des renseignements requis pour chacune des demandes de permis ou, le cas échéant, d'une seule étude d'incidences;

3° l'organisation après la réalisation de l'étude d'incidences, d'une seule procédure d'enquête publique et d'avis du CWEDD, de la C.C.A.T. ou à défaut de la C.R.A.T.

Art. R. 54. Toute demande de délivrance d'actes administratifs visés à l'article 52 comporte soit une notice d'évaluation des incidences sur l'environnement, soit une étude d'incidences sur l'environnement.

Section 1^{re}. — Forme et contenu de la notice d'évaluation

Art. R. 55. Sans préjudice de l'alinéa 2, la forme et le contenu minimum de la notice figurent en annexe VI.

Le dossier de demande de permis constitue la notice d'évaluation des incidences sur l'environnement pour le permis d'environnement ou le permis unique requis en vertu du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement.

Sans préjudice de l'article 54, pour les actes administratifs non visés à l'alinéa précédent, la demande doit être accompagnée de la notice d'évaluation des incidences sur l'environnement.

Section 2. — Projets soumis à étude d'incidences

Art. R. 56. Est soumis à la réalisation d'une étude d'incidences, tout projet identifié comme tel dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et des activités classées et faisant l'objet d'une demande d'au moins un des actes administratifs visés à l'article 52, pour autant que cette demande ait l'un des objets suivants :

1° la création d'un nouveau projet;

2° le renouvellement d'un permis relatif à une installation existante;

3° la transformation ou l'extension d'une installation ou projet existant ou en cours de réalisation atteint ou entraîne le dépassement d'un des seuils visés dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et des activités classées;

4° la transformation ou l'extension d'une installation ou projet visé dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et des activités classées et qui a pour conséquence d'augmenter de plus de 25 % la valeur autorisée par le permis délivré sur base de la dernière étude d'incidences pour le paramètre pris en considération pour la définition des seuils déterminant les projets soumis à étude d'incidences;

5° la transformation ou l'extension d'une installation ou projet visé dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et des activités classées qui sont soumis à étude d'incidences sans condition de seuil et qui a pour conséquence l'augmentation de plus de 25 % la capacité autorisée par le permis délivré sur base de la dernière étude d'incidences.

Section 3. — Forme et contenu de l'étude d'incidences

Art. R. 57. La forme et le contenu minimum de l'étude d'incidences sont déterminées à l'annexe VII.

Le demandeur peut consulter l'autorité compétente relativement aux informations à fournir dans le cadre de l'étude d'incidences. Dans ce cas, l'autorité compétente consulte sans délai l'administration compétente, le CWEDD, la C.C.A.T. ou, à défaut, la C.R.A.T.

Les instances consultées rendent leur avis à l'autorité compétente dans un délai de 30 jours à dater de la réception de la demande et en transmettent copie au demandeur. L'autorité compétente rend son avis au demandeur dans un délai de 45 jours à dater de la réception de la demande d'informations. A défaut pour l'autorité compétente d'avoir rendu son avis dans le délai imparti, le demandeur réalise l'étude d'incidences sur base des avis transmis par les instances consultées et à défaut sur base du contenu minimum visé à l'annexe VII.

CHAPITRE IV. — Auteurs d'études d'incidences

Section 1^{re}. — Agrément, suspension et retrait d'agrément des auteurs d'études d'incidences

Sous-section 1^{re}. — Généralités

Art. R. 58. L'agrément des auteurs d'études d'incidences est octroyé pour une ou plusieurs des catégories de projets suivants :

1° aménagement du territoire, urbanisme (projets visés par la rubrique 70.11 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et des activités classées), activités commerciales (projets visés par la rubrique 52.1 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et des activités classées) et de loisirs (projets visés par les rubriques 92.1 à 92.7; 55.22; 55.23 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et des activités classées);

2° projets d'infrastructure (projets visés par les rubriques 45.23; 45.24; 63.21; 70.19 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et des activités classées) en ce y compris le transport (projets visés par les rubriques 60.10 à 60.30; 61.20; 62.00 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et des activités classées) et communications;

3° mines et carrières;

4° processus industriels relatifs à l'énergie;

5° processus industriels de transformation de matières;

6° gestion des déchets;

7° gestion de l'eau (captage, épuration, distribution et traitement);

8° permis liés à l'exploitation agricole.

Sous-section 2. — Critères d'agrément

Art. R. 59. § 1^{er}. Le demandeur d'agrément a, en son sein pour chacune des catégories d'agrément sollicitées, les compétences nécessaires pour :

1° coordonner l'étude d'incidences;

2° rédiger des cahiers des charges à l'intention des sous-traitants éventuels;

3° exploiter tous les résultats y compris ceux de la sous-traitance;

4° intégrer l'ensemble des résultats obtenus en vue de déterminer les impacts singuliers et synergiques.

§ 2. Le demandeur d'agrément dispose des moyens techniques nécessaires à l'accomplissement de ses missions.

§ 3. Dans le cas d'un renouvellement d'agrément, le demandeur démontre que pendant la dernière période d'agrément il a soit réalisé des études d'incidences, soit participé à des études d'incidences en qualité de sous-traitant ou qu'il a été sollicité pour la réalisation ou la participation à des études d'incidences.

Sous-section 3. — Procédure d'octroi d'agrément

Art. R. 60. La demande d'agrément est envoyée par lettre recommandée à la poste ou remise contre récépissé en cinq exemplaires à l'administration de l'environnement.

Dans le cas d'un renouvellement d'agrément, la demande d'agrément est envoyée 6 mois avant le terme de l'agrément en cours.

Art. R. 61. La demande d'agrément comporte les indications suivantes :

1° les nom et adresse du demandeur;

2° s'il s'agit d'une personne morale, une copie des statuts ainsi que la liste des administrateurs ou des gérants;

3° les titres, qualifications et références du demandeur, des collaborateurs liés au demandeur par un contrat d'emploi et des sous-traitants éventuels;

4° les moyens techniques dont le demandeur dispose;

5° les catégories de projets définies à l'article 58 pour lesquelles le demandeur est susceptible de réaliser des études d'incidences.

Au cas où la demande a trait à un renouvellement d'agrément, elle est, en outre, accompagnée de la liste des études d'incidences que le demandeur a réalisées ou auxquelles il a participé en qualité de sous-traitant, les sollicitations pour la réalisation ou la participation à des études d'incidences ainsi que des avertissements et/ou récusations éventuellement adressés depuis la précédente décision d'agrément.

Art. R. 62. La demande est incomplète s'il manque des renseignements ou des documents requis en vertu de l'article 61.

La demande est irrecevable :

1° si elle a été introduite en violation de l'article 60;

2° si elle est déclarée incomplète à deux reprises;

3° si le demandeur ne fournit pas les renseignements demandés dans le délai prévu par l'article 63, alinéa 2.

Art. R. 63. L'administration de l'environnement envoie au demandeur sa décision statuant sur le caractère complet et recevable de la demande dans un délai de quinze jours à dater du jour où elle reçoit la demande en application de l'article 60.

Si la demande est incomplète, l'administration de l'environnement indique au demandeur, les documents manquants par lettre recommandée à la poste. Le demandeur dispose alors de trente jours à dater de la réception de la lettre recommandée pour fournir à l'administration de l'environnement les compléments demandés par envoi recommandé ou par remise contre récépissé.

Dans les quinze jours suivant la réception des compléments, l'administration de l'environnement envoie au demandeur sa décision sur le caractère complet et recevable de la demande. Si l'administration de l'environnement estime une seconde fois que la demande est incomplète, elle la déclare irrecevable.

Si la demande est irrecevable, l'administration de l'environnement indique au demandeur, dans les conditions et délai prévus à l'alinéa 1^{er}, ou, le cas échéant, dans le délai prévu à l'alinéa 3, les motifs de l'irrecevabilité.

Art. R. 64. Si l'administration de l'environnement n'a envoyé au demandeur aucune décision dans les conditions et délais prévus à l'article 63, la demande est considérée comme recevable.

Dans ce cas, le demandeur envoie une copie du dossier de la demande au Ministre.

Art. R. 65. Dès qu'une demande est déclarée ou réputée recevable, l'administration de l'environnement la soumet pour avis :

1° au CWEDD;

2° à la C.R.A.T.;

3° à l'administration de l'aménagement du territoire.

L'avis de l'administration de l'aménagement du territoire, de la C.R.A.T. et du CWEDD sont transmis à l'administration de l'environnement ou remis contre récépissé, dans un délai de trente jours à dater de la réception de la demande d'avis. A défaut, ceux-ci sont réputés favorables.

Ces délais sont suspendus du 16 juillet au 15 août.

Art. R. 66. L'administration de l'environnement envoie sa proposition de décision accompagnée des avis visés à l'article 65 au Ministre dans les 50 jours de sa décision sur le caractère complet et recevable du dossier.

Ces délais sont suspendus du 16 juillet au 15 août.

Art. R. 67. Le Ministre envoie au demandeur sa décision sur la demande d'agrément, dans les trente jours de la réception de l'avis de l'administration de l'environnement.

La décision d'agrément est publiée par extrait au *Moniteur belge*.

Art. R. 68. La décision statuant sur la demande d'agrément fixe la durée de celui-ci et les catégories de projets définies à l'article 58 pour lesquelles le bénéficiaire est susceptible de réaliser des études d'incidences.

La durée d'agrément ne peut excéder 5 ans.

Art. R. 69. En cas de modification d'un des éléments indiqués dans la demande d'agrément conformément à l'article 61, l'auteur d'études en avise immédiatement, par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception, l'administration de l'environnement. Si celle-ci juge que les modifications indiquées sont de nature à justifier une modification, une suspension ou un retrait de l'agrément elle en fait part, dans les trente jours, à l'auteur agréé, par lettre recommandée à la poste.

L'auteur agréé dispose, à dater de la réception de ce courrier, d'un délai de soixante jours pour notifier à l'administration de l'environnement les mesures qu'il envisage de prendre pour donner suite aux observations de celle-ci.

Art. R. 70. D'initiative ou sur proposition du CWEDD, de la C.C.A.T. ou de la C.R.A.T., le Ministre peut, lorsqu'il juge une ou plusieurs études d'incidences insuffisantes ou incomplètes, adresser à l'auteur d'étude un avertissement. Sa décision est notifiée par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception.

Sous-section 4. — Suspension ou retrait d'agrément

Art. R. 71. Le Ministre peut, pendant la durée de l'agrément, et après avoir invité l'auteur d'étude à faire valoir ses explications, modifier, suspendre ou retirer l'agrément de manière partielle ou totale :

1° dans le cas visé à l'article 69, lorsque l'auteur d'études n'a pas notifié à l'administration de mesure destinée à donner suite à ses observations ou lorsque les mesures envisagées sont estimées insuffisantes;

2° après un avertissement visé à l'article 70.

La décision est publiée par extrait au *Moniteur belge*.

Section 2. — Choix de l'auteur d'étude

Art. R. 72. Le demandeur choisit l'auteur d'étude, parmi les personnes agréées en qualité d'auteurs d'études d'incidences, pour la ou les catégories à laquelle ou auxquelles son projet se rattache conformément à l'article 58.

Il notifie immédiatement son choix, par pli recommandé à la poste :

1° au Ministre;

2° à l'autorité compétente;

3° à l'administration de l'environnement et à l'administration de l'aménagement du territoire.

Il notifie également son choix immédiatement, par pli ordinaire :

1° au CWEDD par pli ordinaire;

2° à la C.C.A.T., ou à défaut à la C.R.A.T., par pli ordinaire.

Section 3. — Récusation d'une personne choisie en qualité d'auteur d'étude d'incidences

Art. R. 73. Toute personne choisie en qualité d'auteur d'étude d'incidences peut être récusée si elle se trouve dans des conditions susceptibles de mettre en cause l'indépendance de l'exercice de sa mission.

Art. R. 74. L'autorité compétente, l'administration de l'environnement ou l'administration de l'aménagement du territoire, peuvent, après audition de l'auteur d'étude d'incidences, proposer au Ministre la récusation d'une personne choisie en qualité d'auteur d'étude d'incidences.

Art. R. 75. Le Ministre statue dans un délai de quinze jours à dater de la notification prévue à l'article 72. Si la proposition de récusation est acceptée, celle-ci est notifiée à l'auteur d'étude d'incidences ainsi qu'au demandeur de permis, par pli recommandé à la poste avec accusé de réception.

Une copie est adressée par pli ordinaire aux instances visées à l'article 72.

CHAPITRE V. — Consultation du public avant l'introduction de la demande de permis

Art. R. 76. La phase de consultation du public prévue à l'article 71 de la partie décrétole est organisée conformément aux dispositions du présent chapitre.

Dans le cas où un projet est situé sur le territoire de plusieurs communes, les articles 77 et 80 s'appliquent à chacune des communes concernées.

Art. R. 77. Au moins quinze jours avant la tenue de la consultation visée à l'article 78, le demandeur procède à la publication d'un avis mentionnant au minimum :

- 1° l'identité du demandeur;
- 2° la nature du projet et son lieu d'implantation;
- 3° la date, l'heure et le lieu de la réunion d'information prévue à l'article 78.

Cet avis est diffusé dans deux médias choisis par le demandeur parmi les médias suivants :

- 1° deux journaux diffusés dans la région;
- 2° un bulletin communal d'information s'il existe et est distribué à toute la population;
- 3° un journal publicitaire toutes boîtes;
- 4° une information toutes boîtes distribuée dans un rayon de 3 kilomètres du lieu d'implantation du projet.

Le demandeur adresse copie des avis publiés et des factures y afférentes au Collège.

L'autorité compétente affiche un avis qui reproduit l'alinéa 1^{er} :

- 1° aux endroits habituels d'affichage;
- 2° à trois endroits proches du lieu où le projet doit être implanté, le long d'une voie publique carrossable ou de passage.

L'avis affiché, a au moins 35 dm² et doit être visible et lisible jusqu'au lendemain de la réunion prévue à l'article 78.

Art. R. 78. Entre le seizième et le vingt-septième jour à dater de la publication prévue à l'article 77, le demandeur organise dans la commune où se situe la plus grande superficie occupée par le projet une réunion de consultation à laquelle la population des communes sur le territoire desquelles le projet est éventuellement destiné à aussi s'implanter est invitée.

Sont également invités à la réunion et peuvent s'y faire représenter :

- 1° la personne choisie par le demandeur pour réaliser l'étude d'incidences;
- 2° l'autorité compétente;
- 3° l'administration de l'environnement et l'administration de l'aménagement du territoire;
- 4° le CWEDD, la C.C.A.T. ou à défaut la C.R.A.T., qui peuvent y déléguer deux de leurs membres au plus;
- 5° les représentants de la ou des communes du lieu d'implantation;
- 6° les représentants des communes situées dans un rayon de 3 kilomètres autour du lieu d'implantation du projet.

La réunion a pour objet :

- 1° de permettre à l'auteur de projet de présenter son projet;
- 2° de permettre au public de s'informer et d'émettre ses observations et suggestions concernant le projet;
- 3° de mettre en évidence des points particuliers qui pourraient être abordés dans l'étude d'incidences;
- 4° de présenter des alternatives pouvant raisonnablement être envisagées par le demandeur afin qu'il en soit tenu compte lors de la réalisation de l'étude d'incidences.

Art. R. 79. Toute personne peut dans un délai de quinze jours à dater du jour de la tenue de la réunion de consultation prévue à l'article 78 émettre ses observations et suggestions destinées à la réalisation de l'étude d'incidences en les adressant par écrit au collège des bourgmestre et échevins du lieu où s'est tenue la réunion de consultation et en y indiquant ses nom et adresse ainsi qu'une copie au demandeur lequel la communique sans délai à l'auteur de l'étude.

Art. R. 80. Les délais prévus au présent chapitre sont suspendus du 16 juillet au 15 août.

CHAPITRE VI. — Avis portant sur l'étude d'incidences sur l'environnement et publicité de la décision

Art. R. 81. En même temps qu'elle notifie au demandeur le caractère complet et/ou recevable de la demande de permis ou qu'elle transmet le dossier de demande à l'autorité compétente, l'instance qui a procédé à cette notification ou à cette transmission transmet au CWEDD, à la C.C.A.T. ou à défaut à la C.R.A.T. :

- 1° la demande de permis;
- 2° l'étude d'incidences;
- 3° l'ensemble des observations et suggestions adressées conformément à l'article 79.

Art. R. 82. Pour tout projet soumis à étude d'incidences sur l'environnement, le CWEDD envoie ou remet contre récépissé un avis sur la qualité de l'étude d'incidences et sur l'opportunité environnementale du projet à l'autorité qui l'a sollicité.

La C.C.A.T. ou, à défaut, la C.R.A.T. envoie ou remet contre récépissé à l'autorité qui l'a sollicité, dans le même délai, un avis sur la qualité de l'étude et sur les objectifs du projet conformément aux objectifs définis par l'article 1^{er}, paragraphe 1^{er}, alinéa 2 du CWATUP lorsque la demande porte sur un des permis suivants :

- 1° un permis unique requis en vertu du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;
 - 2° un permis d'urbanisme ou de lotir requis par le CWATUP;
 - 3° une concession de mines requise en vertu du décret du 7 juillet 1988 sur les mines;
 - 4° un permis de valorisation de terril requis en vertu du décret 9 mai 1985 concernant la valorisation de terrils.
- A défaut d'avis dans les délais requis, l'avis est réputé favorable.

Le CWEDD et les commissions susvisées peuvent demander au demandeur et à l'auteur d'étude d'incidences des informations complémentaires sur l'étude d'incidences ou son contenu.

CHAPITRE VII. — *Incidences transfrontières*

Art. R. 83. Lorsqu'une demande relative à un projet situé en Région wallonne est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement d'une autre Région, d'un autre Etat membre de l'Union européenne ou d'un Etat partie à la Convention d'Espoo, l'instance qui a considéré que le dossier de demande était complet et recevable transmet celui-ci accompagné de l'étude d'incidences et de toute information dont elle dispose sur les incidences transfrontalières du projet aux autorités concernées de l'Etat et/ou de la Région susceptible d'être affectés en indiquant :

- 1° l'autorité compétente et le délai endéans lequel sa décision doit être prise;
- 2° les modalités d'organisation de l'enquête publique afférente à l'instruction de la demande de permis et notamment la durée de l'enquête, la date probable de début de celle-ci, et l'autorité chargée de recevoir les observations du public.

En même temps qu'elle transmet le dossier, elle informe le Gouvernement et l'autorité compétente de cette transmission.

Art. R. 84. L'autorité compétente envoie sa décision par recommandé aux autorités concernées visées à l'article 83.

Art. R. 85. Lorsque le Gouvernement reçoit en exécution de l'article 76, paragraphe 2, de la partie décrétable des informations visées à l'article 7.3 de la directive 85/337/CEE concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics ou privés sur l'environnement, il les transmet :

- 1° aux collèges des bourgmestres et échevins des communes susceptibles d'être concernées qui les mettent à la disposition du public conformément à la procédure d'enquête publique prévue aux articles 24 et suivants du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement pour les demandes de permis d'environnement;
- 2° au CWEDD.

Les instances visées à l'alinéa 1^{er}, 1° recueillent les observations du public et transmettent au Gouvernement leurs avis éventuels et les observations qu'ils ont recueillies dans un délai de trente jours à dater du jour où ils ont reçu les informations visées à l'alinéa 1^{er}.

CHAPITRE VIII. — *Dispositions abrogatoires et transitoires*

Art. R. 86. L'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 31 octobre 1991 portant exécution du décret du 11 septembre 1985 organisant l'évaluation des incidences sur l'environnement en Région wallonne est abrogé.

Par dérogation à l'alinéa premier, jusqu'au 3 juin 2007, le demandeur peut choisir l'auteur d'étude, parmi les personnes agréées en qualité d'auteurs d'étude d'incidences en vertu de l'article 16 de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 31 octobre 1991 portant exécution du décret du 11 septembre 1985 organisant l'évaluation des incidences sur l'environnement dans la Région wallonne pour la ou les catégories à laquelle ou auxquelles son projet se rattache conformément à l'article 10 de l'arrêté précité. Toutefois, lorsque le projet concerne la gestion de l'eau au sens de l'article 58, 7°, le demandeur choisit l'auteur parmi les personnes agréées en qualité d'auteur d'études d'incidences :

- 1° soit pour les catégories « aménagement du territoire, projets de dimension moyenne en particulier les équipements et aménagements ruraux et de loisirs » et « processus industriels de transformation de matières »;
- 2° soit pour les catégories « aménagement du territoire, urbanisme » et « processus industriels de transformation de matières ».

Lorsqu'il est fait application de l'alinéa 2, le choix de l'auteur est notifié conformément à l'article 72, alinéas 2 et 3.

Partie VI. — Conventions environnementales

Annexe I^e

ACCUSE DE RECEPTION	(Date) (x).....
OBJET : Demande d'information relative à l'environnement.	
Accusé de réception.	
Conformément à l'article 13, paragraphe 2, de la partie décrétele j'accuse réception de votre lettre datée du (x)..... reçue le (x)..... et concernant une demande d'information relative à (x).....	
(xx) 1) Le(s) document(s) demandé(s) pourra(ont) être consulté(s) gratuitement à partir du (x)..... (date).	
à l'adresse ci-après (x).....	
les (jours et heures) (x).....	
(xx) 2) Le(s) document(s) demandé(s) vous sera(ont) transmis contre remboursement avant le (x)..... à..... euro/page.	
(xx) 3) Une réponse à votre demande vous sera fournie avant le (x).....(date)	
(x) (signature).....	
<hr/>	
(x) : à compléter	
(xx) : biffer la mention inutile	
MODALITES DE RECOURS	
Livre premier du Code de l'Environnement (extraits)	
Art. R. 15. § 1 ^{er} . L'autorité publique fournit les données au demandeur dans les meilleurs délais et au plus tard dans le mois à compter de la réception de la demande.	
§ 2. L'autorité publique peut prolonger le délai fixé au paragraphe 1 ^{er} en cas d'impossibilité matérielle de fournir l'accès dans le délai prescrit. Cette impossibilité est dûment motivée et notifiée, par écrit, au demandeur. L'autorité publique mentionne clairement les possibilités et les modalités de recours dont dispose le demandeur, conformément à l'article 17.	
Art. R. 17. § 1 ^{er} . Toute personne physique ou morale estimant que le délai fixé par l'autorité publique en vertu de l'article 15, paragraphe 2, est trop long ou estimant que sa demande d'information a été abusivement rejetée ou négligée ou qu'elle n'a pas reçu une réponse satisfaisante de la part de l'autorité publique, peut introduire un recours à l'encontre de la décision, conformément aux règles définies par le Gouvernement.	
§ 2. L'absence de transmission de l'information au terme du délai fixé par l'autorité publique en application de l'article 15 ouvre la possibilité pour le demandeur d'introduire un recours conformément aux règles définies par le Gouvernement.	
Art. R. 18. Il est créé une commission de recours pour statuer sur les recours prévus par l'article 17 de la partie décrétele. Le siège de la commission de recours est fixé dans les locaux de la D.G.R.N.E.	
Art. R. 23. Le recours est formé par requête adressée au secrétariat de la commission par lettre recommandée à la poste. Il doit être formé dans les quinze jours de la notification de la décision contestée ou, en l'absence d'une telle décision, dans les quinze jours qui suivent l'expiration des délais prévus à l'article 15 de la partie décrétele.	
Art. R. 24. La requête énonce :	
1° l'identité et le domicile du requérant;	
2° l'identité et le siège de l'autorité publique à laquelle la demande d'information a été faite;	
3° l'objet de cette demande d'information;	
4° les moyens du recours.	
Le requérant produit, en outre, en annexe à sa requête, toutes pièces qu'il juge utiles et un inventaire détaillé des informations qu'il aurait partiellement reçues.	

Annexe II

PROLONGATION DES DELAIS

Envoi par recommandé (Date) (x).....

OBJET : Demande d'information relative à l'environnement.

Prolongation des délais fixés.

Suite à votre lettre du (x) concernant une demande d'information relative
(x)

Je vous informe que le délai fixé pour répondre à votre demande d'accès à l'information

est prolongé jusque (x)..... (date) en raison de l'impossibilité matérielle de fournir l'accès dans le délai prescrit.

(motiver comme suit) (x)

.....
.....

(signature) (x).....

(x) à compléter.

MODALITES DE RECOURS

Livre premier du Code de l'Environnement (extraits)

Art. R. 15. § 1^{er}. L'autorité publique fournit les données au demandeur dans les meilleurs délais et au plus tard dans le mois à compter de la réception de la demande.

§ 2. L'autorité publique peut prolonger le délai fixé au paragraphe 1^{er} en cas d'impossibilité matérielle de fournir l'accès dans le délai prescrit. Cette impossibilité est dûment motivée et notifiée, par écrit, au demandeur. L'autorité publique mentionne clairement les possibilités et les modalités de recours dont dispose le demandeur, conformément à l'article 17.

Art. R. 17. § 1^{er}. Toute personne physique ou morale estimant que le délai fixé par l'autorité publique en vertu de l'article 15, paragraphe 2, est trop long ou estimant que sa demande d'information a été abusivement rejetée ou négligée ou qu'elle n'a pas reçu une réponse satisfaisante de la part de l'autorité publique, peut introduire un recours à l'encontre de la décision, conformément aux règles définies par le Gouvernement.

§ 2. L'absence de transmission de l'information au terme du délai fixé par l'autorité publique en application de l'article 15 ouvre la possibilité pour le demandeur d'introduire un recours conformément aux règles définies par le Gouvernement.

Art.R. 18. Il est créé une commission de recours pour statuer sur les recours prévus par l'article 17 de la partie décrétales. Le siège de la commission de recours est fixé dans les locaux de la D.G.R.N.E.

Art. R. 23. Le recours est formé par requête adressée au secrétariat de la commission par lettre recommandée à la poste. Il doit être formé dans les quinze jours de la notification de la décision contestée ou, en l'absence d'une telle décision, dans les quinze jours qui suivent l'expiration des délais prévus à l'article 15 de la partie décrétales.

Art. R. 24. La requête énonce :

1° l'identité et le domicile du requérant;

2° l'identité et le siège de l'autorité publique à laquelle la demande d'information a été faite;

3° l'objet de cette demande d'information;

4° les moyens du recours.

Le requérant produit, en outre, en annexe à sa requête, toutes pièces qu'il juge utiles et un inventaire détaillé des informations qu'il aurait partiellement reçues.

Annexe III

REFUS

Envoi par recommandé (Date) (x).....

OBJET : Demande d'information relative à l'environnement.

Refus total ou partiel d'accès à l'information.

Suite à votre lettre du (x)..... concernant une demande d'information relative à (x).....

Je vous informe que les données relatives à (x)..... ne pourront vous être communiquées pour les motifs suivants : (xx).....

O - la demande porte sur des communications internes;

O - la demande est manifestement abusive;

O - la demande est formulée d'une manière trop générale;

O - l'information est susceptible de porter atteinte :

+ au secret des délibérations du Gouvernement, du Collège des Bourgmestres et Echevins, de la Députation permanente;

+ au secret des négociations interrégionales, nationales, internationales de la Région;

+ au secret des procédures engagées devant les juridictions;

+ au secret commercial et industriel;

+ au secret de la vie privée, et notamment au respect des dispositions relatives à la protection et à la confidentialité des données nominatives des archives et des fichiers administratifs.

Motivation (x).....

(signature) (x).....

(x) à compléter.

(xx) cocher le (les) motif(s)

MODALITES DE RECOURS

Livre premier du Code de l'Environnement (extraits)

Art. R. 15. § 1^{er}. L'autorité publique fournit les données au demandeur dans les meilleurs délais et au plus tard dans le mois à compter de la réception de la demande.

§ 2. L'autorité publique peut prolonger le délai fixé au paragraphe 1^{er} en cas d'impossibilité matérielle de fournir l'accès dans le délai prescrit. Cette impossibilité est dûment motivée et notifiée, par écrit, au demandeur. L'autorité publique mentionne clairement les possibilités et les modalités de recours dont dispose le demandeur, conformément à l'article 17.

Art. R. 17. § 1^{er}. Toute personne physique ou morale estimant que le délai fixé par l'autorité publique en vertu de l'article 15, paragraphe 2, est trop long ou estimant que sa demande d'information a été abusivement rejetée ou négligée ou qu'elle n'a pas reçu une réponse satisfaisante de la part de l'autorité publique, peut introduire un recours à l'encontre de la décision, conformément aux règles définies par le Gouvernement.

§ 2. L'absence de transmission de l'information au terme du délai fixé par l'autorité publique en application de l'article 15 ouvre la possibilité pour le demandeur d'introduire un recours conformément aux règles définies par le Gouvernement.

Art. R. 18. Il est créé une commission de recours pour statuer sur les recours prévus par l'article 17 de la partie décrétole. Le siège de la commission de recours est fixé dans les locaux de la D.G.R.N.E.

Art. R. 23. Le recours est formé par requête adressée au secrétariat de la commission par lettre recommandée à la poste. Il doit être formé dans les quinze jours de la notification de la décision contestée ou, en l'absence d'une telle décision, dans les quinze jours qui suivent l'expiration des délais prévus à l'article 15 de la partie décrétole.

Art. R. 24. La requête énonce :

1° l'identité et le domicile du requérant;

2° l'identité et le siège de l'autorité publique à laquelle la demande d'information a été faite;

3° l'objet de cette demande d'information;

4° les moyens du recours.

Le requérant produit, en outre, en annexe à sa requête, toutes pièces qu'il juge utiles et un inventaire détaillé des informations qu'il aurait partiellement reçues.

Annexe IV

Avis à la population

L'administration communale de..... informe la population qu'en vertu des articles 7 à 9 et 30 à 48 de la partie décréale et des articles 42 à 45, et conformément à la décision du Gouvernement wallon du..... le Ministre de l'Environnement pour la Région wallonne a soumis à une enquête publique le projet de plan (ou programme) (suit l'intitulé) pendant une période allant du..... au.....

La population est invitée à :

1. consulter le dossier soumis à enquête publique à l'adresse suivante :..... aux jours et heures suivants.....
 2. introduire par écrit ses observations à l'administration communale et ce à l'adresse suivante :.....
- avant le :

Annexe V

Liste I des plans et programmes visés à l'article 53, paragraphe 1^{er}, de la partie décréale

Sont soumis à évaluation des incidences sur l'environnement, en vertu de l'article 53, paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la partie décréale, les plans et programmes suivants :

1. Le plan parcellaire et le plan de remembrement visés à l'article 3 de la loi du 22 juillet 1970 relative au remembrement légal de biens ruraux;
2. Le plan des nouveaux chemins et des nouvelles voies d'écoulement d'eau visé à l'article 24 de la loi du 22 juillet 1970 relative au remembrement légal de biens ruraux;
3. Le plan parcellaire et le plan d'échange visés à l'article 12 de la loi du 12 juillet 1976 portant des mesures particulières en matière de remembrement légal de biens ruraux lors de l'exécution de grands travaux d'infrastructure;
4. Le plan des nouveaux chemins et des nouvelles voies d'écoulement d'eau visé à l'article 37 de la loi du 12 juillet 1976 portant des mesures particulières en matière de remembrement légal de biens ruraux lors de l'exécution de grands travaux d'infrastructure;
5. Le plan parcellaire et le plan de relotissement visés à l'article 47 de la loi du 12 juillet 1976 portant des mesures particulières en matière de remembrement légal de biens ruraux lors de l'exécution de grands travaux d'infrastructure;
6. Le plan parcellaire et le plan de relotissement visés à l'article 18 de la loi du 10 janvier 1978 portant des mesures particulières en matière de remembrement à l'amiable de biens ruraux;
7. Le plan des nouveaux chemins et des nouvelles voies d'écoulement d'eau visé à l'article 45 de la loi du 10 janvier 1978 portant des mesures particulières en matière de remembrement à l'amiable de biens ruraux;
8. Le plan relatif à la gestion des déchets visé à l'article 24, paragraphe 1^{er}, du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets;
9. Le programme de mesures visé à l'article 23 de la partie décréale du livre II du Code de l'environnement;
10. Le plan de gestion du bassin hydrographique visé à l'article 24 de la partie décréale du livre II du Code de l'environnement;
11. Le plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique visé à l'article 218 de la partie décréale du livre II du Code de l'environnement;
12. Le programme des travaux d'égouttage visé à l'article 219 de la partie décréale du livre II du Code de l'environnement;
13. La programmation des travaux de curage et de dragage à effectuer visée à l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 1995 relatif à la gestion des matières enlevées du lit et des berges des cours et plans d'eau du fait de travaux de dragage ou de curage;
14. Le plan de gestion des travaux exécutés par la watingue visé à l'article 132 de la partie décréale du livre II du Code de l'environnement;
15. Le plan d'environnement pour le développement durable visé à l'article 37 de la partie décréale;
16. Le programme d'action pour la qualité de l'air visé à l'article 46 de la partie décréale;
17. Le programme d'action pour la qualité des sols visé à l'article 46 de la partie décréale;
18. Le programme d'action pour la protection de la nature visé à l'article 46 de la partie décréale;
19. Le plan communal d'environnement et de développement de la nature visé à l'article 48 de la partie décréale;
20. Le plan d'action intégré par zone ou agglomération visé à l'article 8 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 juin 2000 relatif à l'évaluation et la gestion de la qualité de l'air ambiant;
21. L'arrêté de classification des terrils visé à l'article 3 du décret du 9 mai 1985 concernant la valorisation des terrils.

Annexe VI

Forme et contenu minimum de la notice d'évaluation des incidences sur l'environnement visés à l'article 67, paragraphe 1^{er}, de la partie décrétable

1° Demandeur

Nom

Prénom.....

Qualité

Domicile.....

Numéro de téléphone

Numéro de télécopie.....

Date de la demande

2° Présentation du projet

— Pour chacune des phases, décrire le projet selon les aménagements et constructions prévus en indiquant les principales caractéristiques de ceux-ci (superficie, dimensions, etc.).

Mention des divers travaux s'y attachant (déboisement, excavation, remblayage, etc...).

Mention des modalités d'opération ou d'exploitation (procédés de fabrication, ateliers, stockage,...).

Joindre tous les documents permettant de mieux cerner les caractéristiques du projet (croquis, vue en coupe, etc).

3° Situation existante de droit en aménagement du territoire, urbanisme et patrimoine.

— Indiquer en surimpression sur le plan de secteur la destination et/ou périmètre du terrain.

— Indiquer la destination du terrain au plan communal d'aménagement (PCA).

— Le terrain est-il situé :

* dans un lotissement non périmé ? OUI - NON;

* dans un périmètre de protection et/ou inscrit sur une liste de sauvegarde ? OUI - NON;

* à proximité d'un centre ancien protégé, d'un bien immobilier classé, d'un site archéologique ? OUI - NON;

* dans un périmètre de protection visé par la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, modifiée notamment par le décret du 6 décembre 2001 relatif aux réserves naturelles ou forestières, sites Natura 2000.

* à proximité d'un périmètre de protection visé par la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, modifiée notamment par le décret du 6 décembre 2001 relatif aux réserves naturelles ou forestières, sites Natura 2000;

4° Description du site avant la mise en oeuvre du projet.

— Relief du sol et pente du terrain naturel (inférieure à 6 %, entre 6 et 15 %, supérieure à 15 %).

Nature du sol.

Occupation du sol autre que les constructions existantes (friche, terrain vague, jardin, culture, prairie, forêt, lande, fagnes, zone humide...).

Présence de nappes phréatiques, de points de captage.

Direction et points de rejets d'eau dans le réseau hydrographique des eaux de ruissellement.

Cours d'eau, étangs, sources, captages éventuels.

Evaluation sommaire de la qualité biologique du site.

Evaluation sommaire de la qualité du site Natura 2000, des réserves naturelles ou forestières.

Raccordement à une voirie équipée (route, égout, eau, électricité, gaz naturel,...).

Présence d'un site classé ou situé sur une liste de sauvegarde ? OUI - NON.

Présence d'un site archéologique? OUI - NON.

Présence d'un site Natura 2000, réserves naturelles ou réserves forestières ?

5° Effets du projet sur l'environnement.

a) Le projet donnera-t-il lieu à des rejets de gaz, de vapeur d'eau, de poussières ou d'aérosols ?

— dans l'atmosphère : OUI - NON

— indiquez en

* la nature;

* le débit.

b) Le projet donnera-t-il lieu à des rejets liquides ?

dans les eaux de surface : OUI - NON.

dans les égouts : OUI - NON.

sur ou dans le sol : OUI - NON.

— indiquez en

* la nature (eaux de refroidissement, industrielles, pluviales, boues,...);

* le débit ou la quantité

Un plan indiquant le(s) point(s) de déversement dans les égouts ou dans les cours d'eau doit être joint au dossier.

c) Le projet supposera-t-il des captages ?

— en eau de surface :

* lieu;

* quantité;

— en eaux souterraines :

* dénomination du point de captage;

* quantité.

d) Description de la nature, de la quantité, du mode d'élimination et/ou de transport choisis pour les sous-produits et déchets produits par le projet envisagé.

e) Le projet pourra-t-il provoquer des nuisances sonores pour le voisinage ? OUI - NON :

* de quel type;

* de façon permanente ou épisodique.

f) Modes de transport prévus et les voies d'accès et de sortie :

* pour le transport de produits;

* pour le transport de personnes;

* localisation des zones de parking;

* localisation des pipe-line, s'il y en a.

Le projet portera-t-il atteinte à l'esthétique général du site ? OUI - NON

Le projet donnera-t-il lieu à des phénomènes d'érosion ? OUI - NON

i) Intégration au cadre bâti et non bâti : risques d'un effet de rupture dans le paysage naturel ou par rapport aux caractéristiques de l'habitat traditionnel de la région ou du quartier (densité excessive ou insuffisante, différences par rapport à l'implantation, l'orientation, le gabarit, la composition des façades, les matériaux et autres caractéristiques architecturales des constructions environnantes mentionnées au plan d'implantation).

j) Compatibilité du projet avec les voisinages (présence d'une école, d'un hôpital, d'un site Natura 2000, d'une réserve naturelle, d'une réserve forestière, etc).

Risques d'autres nuisances éventuelles.

Modification sensible du relief du sol. Dénivellation maximale par rapport au terrain naturel.

Boisement et/ou déboisement.

Nombre d'emplacements de parkings.

Impact sur la nature.

Construction ou aménagement de voirie.

Epuration individuelle.

6° Justification des choix et de l'efficacité des mesures palliatives ou protectrices éventuelles ou de l'absence de ces mesures.

7° Mesures prises en vue d'éviter ou de réduire les effets négatifs sur l'environnement

— les rejets dans l'atmosphère;

— les rejets dans les eaux;

— les déchets de production;

— les odeurs;

— le bruit;

— la circulation;

— impact sur le patrimoine naturel;

— l'impact paysager.

Annexe VII

Forme et contenu minimum de l'étude d'incidences visés à l'article 67, paragraphe 2, de la partie décréale

Auteur de l'étude

1° Bureau d'étude agréé.

2° Collaborateurs extérieurs associés pour l'étude.

Projet étudié

1° Demandeur.

2° Siège d'exploitation (Coordonnées précises du site d'implantation du projet, coordonnées Lambert).

3° Description des lieux et des abords (description des éléments susceptibles d'être affectés par le projet proposé, y compris notamment la population, la faune, la flore, le sol, l'eau, l'air, les facteurs climatiques, les biens matériels, le patrimoine architectural et archéologique, le paysage ainsi que l'interaction entre les facteurs précités).

4° Type d'établissement.

5° Présentation du projet :

— Secteur d'activités;

— Description succincte;

— Description détaillée (liste des installations et activités et des dépôts, nature des énergies utilisées ou produites, durée du permis sollicité, calendrier approximatif de la mise en oeuvre du permis, liste des matières entrantes, intermédiaires et sortantes).

6° Description des effets importants directs et indirects que le projet est susceptible d'avoir sur l'environnement (y compris notamment sur la population, la faune, la flore, le sol, l'eau, l'air, les réserves naturelles et les réserves forestières, les sites Natura 2000, les facteurs climatiques, les biens matériels, le patrimoine architectural et archéologique, le paysage ainsi que l'interaction entre les facteurs précités) comportant une indication précise des méthodes de prévision et des hypothèses de base retenues ainsi que des données environnementales pertinentes utilisées.

7° Le Ministre peut arrêter les bases de données utiles à la réalisation des calculs de dispersion de polluants gazeux et à la modélisation des effets des sources visées par les articles 52 à 86. Le dossier d'étude d'incidences comprendra au moins une évaluation des niveaux de pollution utilisant les données dont question ci-dessus.

8° Description des incidences sur l'environnement d'un autre Etat membre de l'Union européenne, d'un Etat partie à la convention d'Espoo du 25 février 1991 sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière, d'une autre région, d'une province ou d'une commune voisine.

Solutions et mesures pour éviter et réduire les effets sur l'environnement :

1° Synthèse des observations formulées dans le cadre de la consultation du public avant l'étude d'incidences, prévue à l'article 78.

2° Esquisse des principales solutions de substitution techniquement réalisables examinées par le maître de l'ouvrage et indication des principales raisons de son choix, eu égard aux effets sur l'environnement.

3° Description des mesures envisagées pour éviter, réduire et si possible compenser les effets négatifs importants sur l'environnement.

Commentaires de l'auteur de l'étude :

1° Aperçu des difficultés éventuelles (lacunes techniques ou manques dans les connaissances) rencontrées par l'auteur de l'étude dans la compilation des informations requises.

2° Propositions et recommandations de l'auteur de l'étude.

Résumé non technique des informations reprises aux rubriques ci-dessus :

Cette rubrique 5 est imprimée sur des pages de format A4 et doit être lisible après photocopie éventuelle en noir et blanc à l'exception des expressions cartographiques. »

Art. 2. Sont abrogés :

1° l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 6 mai 1993 fixant le modèle des documents à utiliser en exécution du décret du 13 juin 1991 concernant la liberté d'accès des citoyens à l'information relative à l'environnement modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 avril 1997;

2° l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 6 mai 1993 définissant les règles relatives au recours prévu par le décret du 13 juin 1991 concernant la liberté d'accès des citoyens à l'information relative à l'environnement modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 octobre 1995 et l'arrêté du 21 décembre 1995;

3° l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 avril 1994 établissant les règles de l'enquête publique et de la consultation relatives à la planification d'environnement dans le cadre du développement durable modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 juin 1997;

4° l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 18 mai 1995 fixant les règles de composition et de fonctionnement du Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 septembre 2000 et l'arrêté du 24 octobre 2003;

5° l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2000 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 mai 1999 relatif à l'initiation à l'environnement en Région wallonne;

6° l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 organisant l'évaluation des incidences sur l'environnement dans la Région wallonne modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 janvier 2004.

Art. 3. Les dispositions décrétales contenues dans l'article 1^{er} du décret du 27 mai 2004 relatif au livre premier du Code de l'environnement et les dispositions visées à l'article 1^{er} du présent arrêté sont coordonnées conformément au texte annexé au présent arrêté.

Art. 4. Les présentes dispositions ainsi que le décret du 27 mai 2004 relatif au livre premier du Code de l'environnement, entrent en vigueur le jour de la publication au *Moniteur belge* du présent arrêté.

Art. 5. Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 17 mars 2005.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

Annexe à l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 mars 2005 relatif au livre premier du code de l'environnement

Livre I^{er}. — Dispositions communes et générales

Partie décrétales

Partie I^{er}. — Principes du droit de l'environnement et définitions générales

TITRE I^{er}. — Principes

Article D. 1^{er}. L'environnement et, notamment, les espaces, paysages, ressources et milieux naturels, l'air, le sol, l'eau, la diversité et les équilibres biologiques font partie du patrimoine commun des habitants de la Région wallonne et sous-tendent son existence, son avenir et son développement.

La politique environnementale de la Région repose sur le principe d'action préventive, selon lequel il convient de prévenir un dommage plutôt que d'avoir à le réparer.

Art. D. 2. La Région et les autres autorités publiques, chacune dans le cadre de ses compétences et en coordination avec la Région, sont gestionnaires de l'environnement et garants de sa préservation et, si nécessaire, de sa restauration.

Toute personne veille à la sauvegarde et contribue à la protection de l'environnement.

Les exigences visées à l'alinéa 2 sont intégrées dans la définition et la mise en oeuvre des autres politiques de la Région.

Art. D. 3. La politique environnementale de la Région s'inspire également des trois principes suivants :

1° le principe de précaution, selon lequel l'absence de certitude scientifique ne doit pas retarder l'adoption de mesures effectives et proportionnées visant à prévenir un risque de dommages graves et irréversibles à l'environnement à un coût socialement et économiquement acceptable;

2° le principe du pollueur-payeur, selon lequel les coûts induits par l'adoption de mesures de prévention, de réduction et de lutte contre la pollution sont assumés par le pollueur;

3° le principe de correction, par priorité à la source, des atteintes à l'environnement.

Art. D. 4. Le droit d'accès à l'information relative à l'environnement détenue par les autorités publiques est assuré à toute personne, physique ou morale, sans qu'elle soit obligée de faire valoir un intérêt.

Les autorités publiques diffusent et mettent à la disposition du public les informations relatives à l'environnement qu'elles détiennent.

Art. D. 5. L'éducation et la formation à l'environnement contribuent à l'exercice des droits et devoirs énoncés au présent titre.

La Région tient compte, dans l'élaboration de sa politique environnementale, des données techniques et scientifiques disponibles. La recherche scientifique et le développement des connaissances doivent apporter leur concours à la préservation et à la mise en valeur de l'environnement.

TITRE II. — Définitions

Art. D. 6. Au sens du présent Code, il faut entendre par :

1° « CWATUP » : le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine;

2° « déclaration » : l'acte visé à l'article 1^{er}, 2°, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

3° « CWEDD » : le Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable tel que visé à la partie II du présent livre;

4° « Parlement wallon » : le Conseil régional wallon;

5° « permis d'environnement » : la décision visée à l'article 1^{er}, 1°, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement.

Partie II. — Instance consultative

Art. D. 7. Il est créé un Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable.

Art. D. 8. Ce Conseil a pour mission de réaliser les tâches qui lui sont confiées par les articles 30 à 48, les articles 49 à 81, ainsi que d'autres tâches qui peuvent lui être confiées par le Gouvernement.

Art. D. 9. Le Gouvernement fixe les règles de composition et de fonctionnement du Conseil.

Il peut prévoir la structuration du Conseil en sections spécialisées et déterminer les règles en vertu desquelles ces sections délibèrent valablement au nom du Conseil.

Partie III. — Information et sensibilisation en matière d'environnement

TITRE I^{er}. — Accès à l'information relative à l'environnement

Art. D. 10. Sans préjudice de l'application des dispositions relatives aux procédures de consultation de la population et du voisinage, la liberté d'accès à l'information relative à l'environnement ainsi que sa diffusion sont assurées conformément au présent titre.

Art. D. 11. Au sens du présent titre, on entend par :

1° « autorités publiques » : les administrations communales, provinciales, régionales, et les organismes ayant des responsabilités publiques en matière d'environnement et contrôlés par les autorités publiques.

Les personnes agissant dans l'exercice de pouvoirs judiciaires ainsi que les organismes législatifs ne sont pas compris dans la présente définition;

2° « données détenues par les autorités publiques » : toutes les données existantes qui sont recueillies ou élaborées par les organismes visés dans le présent article, 1°, à l'exception des procès-verbaux et rapports destinés au Parquet, et qui sont incorporées :

- a. dans des documents écrits, tels que les rapports, les études, les avis et les décisions;
- b. dans des bases de traitement automatisé de l'information;
- c. dans des enregistrements visuels;
- d. dans des enregistrements sonores.

En ce qui concerne les informations détenues par les administrations communales, provinciales et les organismes ayant des responsabilités publiques en matière d'environnement et contrôlés par les autorités publiques, le présent titre ne concerne que les documents établis ou recueillis en vue de l'application d'une réglementation édictée par la Région, ou antérieurement aux lois de réformes institutionnelles, par l'État, dans une des matières relevant de la compétence régionale, visées au 3°;

3° « informations relatives à l'environnement » : toutes les données, de nature factuelle ou juridique, relatives à un des domaines visés à l'article 6, § 1^{er}, I, II, III, IV, V, de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, concernant :

- a. l'état des eaux, de l'air, du sol, de la faune, de la flore et des espaces naturels, ainsi que ses altérations;
- b. les projets et activités susceptibles de porter atteinte à l'environnement ou de mettre en danger la santé humaine et les espèces animales ou végétales, notamment en ce qui concerne l'émission, le rejet ou la libération de substances de rayonnements, de vibrations, d'organismes vivants ou d'énergie dans l'eau, dans l'air ou dans le sol, ainsi que la fabrication et l'utilisation de produits ou substances dangereuses;
- c. les mesures de préservation, de protection et d'amélioration de la qualité des eaux, de l'air, du sol, de la faune, de la flore et des espaces naturels, ainsi que celles ayant pour objet la prévention et la réparation des dommages susceptibles d'être occasionnés.

Art. D. 12. § 1^{er}. L'accès aux données incorporées dans les documents écrits visés à l'article 11, 2°, a., s'exerce au choix du demandeur, soit par consultation gratuite sur place, soit par délivrance de copies, dont le coût réel est à charge du demandeur.

§ 2. Les données incorporées dans les bases de traitement automatisé de l'information et dans les enregistrements visuels et/ou sonores visés à l'article 11, 2°, b. à d., sont susceptibles de communication par délivrance de copies, dont le coût réel est à charge du demandeur.

Art. D. 13. § 1^{er}. Toute demande de communication de données relatives à l'environnement doit être écrite et indiquer de façon appropriée son objet.

§ 2. L'autorité publique est tenue d'accuser réception aux demandes mentionnées à l'article 12 et au paragraphe 1^{er} du présent article endéans les dix jours ouvrables à partir de la réception de la demande.

Cet accusé de réception doit mentionner clairement les possibilités et les modalités de recours dont dispose le demandeur et préciser le délai dans lequel les données pourront lui être fournies conformément à l'article 15.

Art. D. 14. Les autorités publiques sont tenues de prendre les mesures nécessaires en vue de l'identification et de la mise à la disposition du demandeur des documents contenant les données faisant l'objet de la demande; elles peuvent cependant rejeter la demande comme non recevable lorsqu'elle suppose la communication de données ou de documents inachevés ou de communications internes ou lorsqu'elle est manifestement abusive ou formulée d'une manière trop générale.

Art. D. 15. § 1^{er}. L'autorité publique fournit les données au demandeur dans les meilleurs délais et au plus tard dans le mois à compter de la réception de la demande.

§ 2. L'autorité publique peut prolonger le délai fixé au paragraphe 1^{er} d'un mois en cas d'impossibilité matérielle de fournir l'accès dans le délai prescrit. Cette impossibilité est dûment motivée et notifiée, par écrit, au demandeur. L'autorité publique mentionne clairement les possibilités et les modalités de recours dont dispose le demandeur, conformément à l'article 17.

Art. D. 16. § 1^{er}. Tout refus total ou partiel de communication des données fait l'objet d'une décision motivée qui est notifiée, par écrit, au demandeur.

§ 2. La notification de refus doit mentionner clairement les possibilités et les modalités de recours dont dispose le demandeur, conformément à l'article 17.

Art. D. 17. § 1^{er}. Toute personne physique ou morale estimant que le délai fixé par l'autorité publique en vertu de l'article 15, § 2, est trop long ou estimant que sa demande d'information a été abusivement rejetée ou négligée ou qu'elle n'a pas reçu une réponse satisfaisante de la part de l'autorité publique peut introduire un recours à l'encontre de la décision, conformément aux règles définies par le Gouvernement.

§ 2. L'absence de transmission de l'information au terme du délai fixé par l'autorité publique en application de l'article 15 ouvre la possibilité pour le demandeur d'introduire un recours conformément aux règles définies par le Gouvernement.

Art. D. 18. § 1^{er}. Sans préjudice des dispositions nationales applicables en Région wallonne, le droit d'accès à l'information garanti par le présent titre peut être limité, dans la mesure où son exercice est susceptible de porter atteinte :

- 1° au secret des délibérations du Gouvernement, du collège des bourgmestre et échevins, de la députation permanente;
- 2° au secret des négociations interrégionales, nationales, internationales de la Région;
- 3° au secret des procédures engagées devant les juridictions;
- 4° au secret commercial et industriel;
- 5° au secret de la vie privée, et notamment au respect des dispositions relatives à la protection de la confidentialité des données nominatives des archives et des fichiers administratifs.

§ 2. Les documents font l'objet d'une communication partielle, lorsqu'il est possible d'éliminer de la reproduction à délivrer au demandeur les mentions dont la diffusion porterait atteinte aux intérêts visés au paragraphe précédent.

§ 3. Des motifs tirés du secret de la vie privée ou du secret commercial ou industriel portant sur des faits qui sont personnels au demandeur ne peuvent pas lui être opposés.

Art. D. 19. § 1^{er}. Toute personne physique ou morale qui constate qu'une information détenue par une autorité publique et qui est relative, soit à l'état de l'environnement, soit à ses activités, est inexacte ou incomplète, peut demander la suppression des erreurs ou la correction de l'information.

La demande écrite, argumentée, constitue une pièce qui doit être jointe au dossier pour en faire partie intégrante.

§ 2. L'autorité publique qui n'accède pas à la demande de correction dans un délai d'un mois est considérée comme refusant celle-ci.

Art. D. 20. Le Gouvernement fixe le modèle des documents à utiliser afin de permettre aux autorités publiques de répondre aux exigences de l'article 13, § 2, de l'article 15 et de l'article 16.

TITRE II. — Initiation à l'environnement

Art. D. 21. Le présent titre a pour objet de mettre en place en Région wallonne un réseau de centres d'initiation à l'environnement destiné à accueillir le public en vue de l'informer, de le sensibiliser et de le former à l'environnement.

Art. D. 22. Pour l'application du présent titre, il faut entendre par :

- 1° « a.s.b.l. » : association sans but lucratif constituée conformément à la loi du 27 juin 1921 accordant la personnalité civile aux associations sans but lucratif et aux établissements publics;
- 2° « C.R.I.E. » : centre régional d'initiation à l'environnement.

Art. D. 23. Le Gouvernement répartit les C.R.I.E. en fonction des critères suivants :

- 1° l'équilibre géographique;
- 2° l'intérêt du patrimoine naturel;
- 3° la densité de population.

Art. D. 24. Chaque C.R.I.E. a pour mission principale de promouvoir la connaissance générale de l'environnement auprès des organisations de jeunesse et d'adultes, des écoles, des familles, des administrations.

Dans ce contexte, il veille à :

- 1° concevoir, dispenser et fournir une méthodologie de l'animation et du matériel didactique et de vulgarisation;
- 2° organiser des animations et des activités de sensibilisation;
- 3° organiser des stages;
- 4° organiser des formations.

Chaque C.R.I.E. est spécialisé dans au moins une des matières relevant de l'environnement, telles que définies à l'article 6, § 1^{er}, II, 1°, 2°, 3°, III, 2°, 3°, 4°, 5°, 6°, 7°, 8°, et V, 5°, de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980.

Art. D. 25. Le Gouvernement agrée selon la procédure qu'il fixe, moyennant l'avis du comité d'accompagnement visé à l'article 29, les a.s.b.l. qui auront la charge de la gestion des C.R.I.E. Il détermine les cas et la procédure dans lesquels l'agrément peut être retiré.

La durée de l'agrément est fixée à trois ans renouvelable.

Pour être agréée, l'a.s.b.l. doit répondre aux conditions suivantes :

- 1° son objet social correspond aux objectifs visés à l'article 21;
- 2° son conseil d'administration compte parmi ses membres au minimum deux personnes porteuses d'un titre pédagogique et deux personnes porteuses d'un titre scientifique en relation avec des disciplines concernant l'environnement;

3° son projet correspond aux missions visées à l'article 24;

4° sa gestion financière est saine.

L'agrément porte notamment sur les éléments suivants :

- 1° l'objet de la mission;
- 2° les modalités de contrôle de l'accomplissement de la mission;
- 3° les documents à fournir par l'a.s.b.l., notamment le rapport d'activités et le rapport comptable;
- 4° les moyens mis à disposition par l'a.s.b.l. pour l'exercice de sa mission;
- 5° les obligations respectives du Gouvernement et de l'a.s.b.l.

Art. D. 26. Pendant la durée de l'agrément, le Gouvernement met à disposition de l'a.s.b.l. agréée en vertu de l'article 25 les biens immobiliers et mobiliers nécessaires à l'exercice des missions visées à l'article 24.

Art. D. 27. Le Gouvernement contribue au fonctionnement des C.R.I.E. par l'octroi d'une subvention annuelle dont il fixe le montant par centre.

Le Gouvernement fixe les modalités de paiement de la subvention annuelle.

Art. D. 28. Le Gouvernement est chargé du suivi administratif et du contrôle de l'emploi des subventions des C.R.I.E.

Le Gouvernement assure l'évaluation annuelle des activités dispensées dans les C.R.I.E., notamment sur la base d'un rapport d'activités que les a.s.b.l. agréées en vertu de l'article 25 transmettent au Gouvernement chaque année.

Art. D. 29. Il est institué un comité d'accompagnement dont la mission est d'assurer la cohérence et l'évaluation des activités dispensées dans les C.R.I.E. et de conseiller le Gouvernement dans le cadre de la procédure d'agrément.

Le Gouvernement arrête la composition et les modalités de fonctionnement de ce dernier.

Partie IV. — Planification environnementale dans le cadre du développement durable

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales*

Art. D. 30. La planification en matière d'environnement vise :

- 1° la préservation des ressources naturelles et des écosystèmes;
- 2° la prévention et l'atténuation des nuisances à l'environnement provoquées par les activités humaines;
- 3° la prise en compte à l'échelle de la Région de la dimension de développement durable.

Art. D. 31. La planification en matière d'environnement comporte :

- 1° l'élaboration annuelle du rapport sur l'état de l'environnement wallon;
- 2° l'élaboration quinquennale du plan d'environnement pour le développement durable;
- 3° l'élaboration de programmes sectoriels;
- 4° l'élaboration de plans communaux d'environnement et de développement de la nature.

CHAPITRE II. — *Rapport sur l'état de l'environnement wallon*

Art. D. 32. Chaque année avant le dépôt du budget et au plus tard avant le 15 novembre, le Gouvernement dépose un rapport sur « l'état de l'environnement wallon » au Parlement wallon qui se prononce par voie de résolution.

Art. D. 33. Le rapport sur « l'état de l'environnement wallon » contient un constat critique, évolutif et prospectif sur les différentes composantes du milieu et sur les pressions exercées par les activités humaines. Il comporte une analyse de la gestion menée en matière d'environnement par les pouvoirs publics, les entreprises et les associations volontaires. Il comporte également un état de transposition des directives européennes en matière d'environnement et de conformité aux engagements internationaux en matière d'environnement, ainsi qu'un bilan des efforts réalisés en Région wallonne en matière de développement durable afin d'exécuter les conventions internationales élaborées dans le cadre de la Conférence de Rio de juin 1992 sur l'environnement et le développement et les principes définis dans le programme Action 21.

Art. D. 34. Le rapport sur « l'état de l'environnement wallon » est établi par la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement, en étroite collaboration avec les universités et les centres de recherche francophones de Wallonie et de Bruxelles. Le Gouvernement définit les modalités pratiques de la réalisation du rapport.

Art. D. 35. L'initiative du Gouvernement, ce rapport fait l'objet d'une consultation et d'une discussion en table ronde à laquelle sont conviés le Conseil économique et social de la Région wallonne et le CWEDD visé à l'article 7. Le CWEDD établit une note de synthèse présentant les résultats de cette consultation et une note de prospective pouvant comprendre des suggestions en matière de lutte et de prévention face à la détérioration de l'environnement.

Art. D. 36. Le rapport sur « l'état de l'environnement wallon » ainsi que les notes élaborées par le CWEDD font l'objet, à l'initiative du Gouvernement, d'une large diffusion notamment auprès des membres du Parlement wallon, des milieux industriels et agricoles concernés, des associations de défense des consommateurs et des milieux scolaires ou parascolaires.

CHAPITRE III. — *Plan d'environnement pour le développement durable*

Art. D. 37. Le Gouvernement établit un plan d'environnement pour le développement durable qui détermine les lignes directrices à suivre à moyen et à long terme, lors de la prise de décisions par le Gouvernement, l'administration régionale, les entreprises pararégionales, les personnes privées chargées d'une mission de service public et, dans les matières d'intérêt régional, les provinces, communes et associations de communes.

Art. D. 38. Le plan se base notamment sur les rapports sur l'état de l'environnement wallon réalisés en exécution du chapitre II et sur les notes établies par le CWEDD, ainsi que sur les programmes d'action arrêtés par l'assemblée générale des Nations unies et le Conseil de l'Union européenne dans le cadre du développement durable.

Art. D. 39. Le plan contient notamment les éléments suivants :

- 1° les objectifs à atteindre pour les différentes composantes de l'environnement et les moyens d'action à développer;
- 2° les éléments permettant d'intégrer l'environnement et la préservation des ressources naturelles dans le processus de développement de la Région et dans l'ensemble des politiques sectorielles régionales.

Art. D. 40. Le Gouvernement élabore ou fait élaborer le projet de plan.

Le Gouvernement peut solliciter les services de la Région, les entreprises pararégionales, les provinces, les communes, les associations de communes pour lui fournir toutes les informations et données nécessaires à l'élaboration du projet de plan.

Le Gouvernement peut également collecter des informations et données auprès des entreprises. Il lui est interdit de divulguer tout ou partie des secrets de fabrication éventuellement contenus dans les renseignements obtenus, lorsque les entreprises qui ont fourni les informations désignent celles qui revêtent un caractère confidentiel et demandent que le secret soit préservé.

Art. D. 41. Le projet de plan est soumis par le Gouvernement à une enquête publique pendant une période de trente jours. Les autorités communales informent la population. Elles recueillent les remarques de la population et les transmettent au Gouvernement en même temps que leurs éventuels avis motivés.

Art. D. 42. En même temps qu'il soumet le projet de plan à enquête publique, le Gouvernement consulte les provinces, les communes, les associations de communes dans les domaines de la production et de la distribution d'eau et dans le domaine des déchets, les organismes d'épuration agréés, le CWEDD, le Conseil économique et social de la Région wallonne et tout autre organe qu'il juge utile de consulter.

Ceux-ci transmettent leurs éventuels avis motivés au Gouvernement endéans les vingt jours après l'expiration du délai prévu à l'article 41.

Art. D. 43. Le Gouvernement adopte le plan par arrêté délibéré en son sein.

Le Gouvernement soumet le plan au Parlement wallon qui se prononce par voie de résolution.

Le Gouvernement communique le plan aux autorités et institutions visées à l'article 37 et aux autres organes qu'il juge utile d'informer directement.

Il en assure la publication par extraits au *Moniteur belge*.

Art. D. 44. Le Gouvernement peut fixer des dispositions particulières concernant la procédure d'adoption du plan.

Il peut notamment allonger les délais de l'enquête publique et de la transmission des avis par les organes qu'il consulte.

Art. D. 45. Le plan est établi tous les cinq ans. Il reste d'application tant qu'il n'a pas été remplacé.

Le Gouvernement peut réévaluer annuellement les moyens d'action à développer.

CHAPITRE IV. — Programmes sectoriels et plans de gestion de bassin hydrographique

Art. D. 46. Le Gouvernement établit des programmes sectoriels dans les domaines suivants:

1° un plan de gestion des déchets tel que visé par le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets;

2° un programme d'action pour la qualité de l'air;

3° un programme d'action pour la qualité des sols;

4° un programme d'action pour la protection de la nature.

Dans chaque bassin hydrographique wallon, l'autorité de bassin établit un plan de gestion tel que visé par l'article 24 du livre II.

Art. D. 47. Les programmes sectoriels peuvent être établis séparément ou de façon groupée.

Ils déterminent les lignes directrices sectorielles comme prévu à l'article 37 et sont établis, conformément aux dispositions des articles 40 à 45, à l'exception des dispositions relatives à la fréquence d'élaboration et sans préjudice de dispositions dérogatoires fixées par le Gouvernement pour tenir compte des spécificités du secteur concerné.

Le plan de gestion du bassin hydrographique wallon est établi conformément aux dispositions des articles 26 et suivants du livre II.

CHAPITRE V. — Plans communaux d'environnement et de développement de la nature

Art. D. 48. Le conseil communal peut établir un plan communal de l'environnement et de développement de la nature.

Ce plan contient notamment les éléments suivants :

1° les actions menées par la commune dans les domaines des déchets, des eaux de surface et souterraines, des eaux usées, de la pollution acoustique, de l'air et du sol, de la préservation et du développement de la nature, de la salubrité publique en général et de la sensibilisation de la population sur ces différents sujets;

2° les objectifs à atteindre et les moyens d'action à développer dans les domaines cités au 1°, notamment dans le respect du plan et des programmes régionaux visés aux chapitres III et IV.

Le Gouvernement définit la procédure d'adoption du plan.

Le plan est établi pour une durée de cinq ans. Il reste d'application tant qu'il n'a pas été remplacé. Le conseil communal peut réévaluer annuellement les moyens d'action à développer.

Le conseil communal peut adopter conjointement le plan communal de l'environnement et de développement de la nature et le schéma de structure communal. Dans ce cas, la procédure unique d'adoption est celle prévue à l'article 17 du CWATUP.

Le Gouvernement peut octroyer, aux conditions qu'il détermine, un subside aux communes qui élaborent un plan communal de l'environnement et de développement de la nature.

Partie V. — Evaluation des incidences sur l'environnement

CHAPITRE 1^{er}. — Définitions et principes

Art. D. 49. Pour l'application de la présente partie, on entend par :

1° « autorité compétente » : tout organe délibérant ou non, doté ou non de la personnalité juridique, chargé d'une mission de service public et habilité à délivrer le permis visé au présent article en ce compris l'autorité compétente sur recours;

2° « étude d'incidences » : l'étude scientifique réalisée par une personne agréée mettant en évidence les effets du projet sur l'environnement;

3° « notice d'évaluation des incidences sur l'environnement » : le document reprenant les principaux paramètres écologiques du projet et mettant en évidence ses effets sur l'environnement;

4° « permis » :

a. les permis accordés en vertu du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

b. les permis accordés en vertu des articles 84, 89 et 127 du CWATUP;

c. les permis de valorisation des terrils délivrés en vertu du décret du 9 mai 1985 concernant la valorisation des terrils;

d. les actes administratifs, énumérés par le Gouvernement, pris en application des lois, décrets et règlements, décidant de réaliser ou de permettre de réaliser un projet en tout ou partie;

5° « plan d'aménagement » : plan d'aménagement au sens du CWATUP;

6° « plans et programmes » : les plans et programmes, ainsi que leurs modifications :

a. élaborés et/ou adoptés par une autorité, à savoir une personne physique ou morale, privée ou publique, exerçant une mission de service public, au niveau régional ou local, ou élaborés par une autorité en vue de leur adoption par le Parlement wallon ou par le Gouvernement wallon;

b. et prévus par des dispositions décrétales, réglementaires ou administratives;

7° « projet » : toute opération, activité, ouvrage, construction, démolition, transformation, extension ou désaffectation d'installations modifiant l'environnement, dont la réalisation est envisagée par une personne physique ou morale, de droit public ou privé;

8° « public » : une ou plusieurs personnes physiques ou morales, ainsi que les associations, organisations et groupes rassemblant ces personnes;

9° « rapport sur les incidences environnementales » : la partie de la documentation relative au plan ou programme contenant les informations prévues à l'article 56;

10° « résumé non technique » : le document présentant les principaux résultats de l'étude d'incidences, une synthèse des impacts du projet sur l'environnement, une présentation des mesures envisagées pour éviter, réduire les effets négatifs du projet sur l'environnement et, si possible, y remédier;

11° « système d'évaluation des incidences des plans et programmes sur l'environnement » : l'élaboration d'un rapport sur les incidences environnementales, la réalisation de consultations, la prise en compte dudit rapport et des résultats des consultations lors de la prise de décision, ainsi que la communication d'informations sur la décision, conformément aux articles 52 à 61;

12° « système d'évaluation des incidences des projets sur l'environnement » : l'ensemble des procédures des dispositions décrétales et réglementaires de la présente partie organisant, préalablement à tout permis, la prise en considération comme élément de décision des incidences des projets sur l'environnement.

Art. D. 50. La mise en œuvre des procédures prévues par la présente partie doit avoir principalement pour but :

- de protéger et d'améliorer la qualité du cadre de vie et des conditions de vie de la population, pour lui assurer un environnement sain, sûr et agréable;
- de gérer le milieu de vie et les ressources naturelles, de façon à préserver leurs qualités et à utiliser rationnellement et judicieusement leurs potentialités;
- d'instaurer entre les besoins humains et le milieu de vie un équilibre qui permette à l'ensemble de la population de jouir durablement d'un cadre et de conditions de vie convenables;
- d'assurer un niveau élevé de protection de l'environnement et de contribuer à l'intégration de considérations environnementales dans l'élaboration et l'adoption des plans et des programmes susceptibles d'avoir des incidences non négligeables sur l'environnement en vue de promouvoir un développement durable.

Art. D. 51. Il est institué, dans la Région wallonne, un système d'évaluation des incidences des plans et programmes sur l'environnement et un système d'évaluation des incidences des projets sur l'environnement.

CHAPITRE II. — *Système d'évaluation des incidences des plans et programmes sur l'environnement*

Art. D. 52. L'évaluation des incidences des plans et programmes sur l'environnement est effectuée pendant l'élaboration du plan ou du programme et avant qu'il soit adopté ou, le cas échéant, soumis à la procédure législative.

Les délais prévus pour l'élaboration des plans et des programmes sont suspendus entre la date de la demande d'exemption au Gouvernement visée à l'article 53, §§ 1^{er} et 2, ou la date de la demande de détermination du contenu du rapport sur les incidences environnementales par le Gouvernement visé à l'article 55, et la date d'adoption du rapport sur les incidences environnementales.

Art. D. 53. § 1^{er}. Une évaluation des incidences des plans et programmes sur l'environnement est effectuée, conformément aux articles 52 à 61, pour les plans et programmes ainsi que leurs modifications dont la liste I est établie par le Gouvernement, qui :

1° sont élaborés pour les secteurs de l'agriculture, de la sylviculture, de la pêche, de l'énergie, de l'industrie, des transports, de la gestion des déchets, de la gestion de l'eau, des sols, des télécommunications, du tourisme et définissent le cadre dans lequel la mise en œuvre des projets repris dans la liste établie en vertu de l'article 66, § 2, pourra être autorisée à l'avenir;

2° sont soumis à une évaluation en vertu de l'article 29 de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature.

Lorsqu'un plan ou un programme visé à l'alinéa 1^{er} détermine l'utilisation de petites zones au niveau local ou constitue des modifications mineures des plans et programmes visés à l'alinéa 1^{er} ou ne définit pas le cadre dans lequel la mise en œuvre des projets repris dans la liste établie en vertu de l'article 66, § 2, pourra être autorisée à l'avenir, et que son auteur estime que ce plan ou ce programme n'est pas susceptible d'avoir des incidences non négligeables sur l'environnement, il peut demander au Gouvernement que ce plan ou ce programme soit exempté de l'évaluation des incidences sur l'environnement. L'auteur du plan ou du programme justifie sa demande par rapport aux critères permettant de déterminer l'ampleur probable des incidences, visés à l'article 54.

Le Gouvernement consulte le CWEDD, les communes concernées et les personnes et instances qu'il juge utile de consulter. Les avis sont transmis dans les trente jours de la demande du Gouvernement. Passé ce délai, les avis sont réputés favorables. Dans les trente jours de la clôture des consultations, le Gouvernement statue sur la demande d'exemption. La décision du Gouvernement et les raisons pour lesquelles il a été décidé d'exempter le plan ou le programme d'une évaluation des incidences sur l'environnement sont publiées au *Moniteur belge*.

§ 2. Les plans et programmes, autres que ceux visés au paragraphe 1^{er}, qui définissent le cadre dans lequel la mise en œuvre de projets pourra être autorisée à l'avenir, sont soumis à évaluation des incidences sur l'environnement quand ils sont susceptibles d'avoir des incidences non négligeables sur l'environnement. Le Gouvernement établit la liste II de ces plans et programmes en appliquant les critères permettant de déterminer l'ampleur probable des incidences, visés à l'article 54, et consulte le CWEDD, les communes concernées et les personnes et instances qu'il juge utile de consulter. Les avis sont transmis dans les trente jours de la demande du Gouvernement. Passé ce délai, les avis sont réputés favorables.

Lorsque l'auteur d'un plan ou d'un programme figurant sur la liste II estime que ce plan ou ce programme n'est pas susceptible d'avoir des incidences non négligeables sur l'environnement, il peut demander au Gouvernement que ce plan ou ce programme soit exempté de l'évaluation des incidences sur l'environnement. Il justifie sa demande par rapport aux critères permettant de déterminer l'ampleur probable des incidences, visés à l'article 54.

Le Gouvernement consulte le CWEDD, les communes concernées et les personnes et instances qu'il juge utile de consulter. Les avis sont transmis dans les trente jours de la demande du Gouvernement. Passé ce délai, les avis sont réputés favorables. Dans les trente jours de la clôture des consultations, le Gouvernement statue sur la demande d'exemption. La décision du Gouvernement et les raisons pour lesquelles il a été décidé d'exempter le plan ou le programme d'une évaluation des incidences sur l'environnement sont publiées au *Moniteur belge*.

§ 3. Le Gouvernement peut soumettre à évaluation des incidences sur l'environnement en vertu du présent chapitre les plans ou programmes susceptibles d'avoir des incidences non négligeables sur l'environnement et qui ne sont pas prévus par des dispositions décrétales, réglementaires ou administratives.

§ 4. Ne sont pas soumis à une évaluation des incidences sur l'environnement en vertu du présent article :

- 1° les plans et programmes destinés uniquement à des fins de défense nationale et de protection civile;
- 2° les plans et programmes financiers ou budgétaires;
- 3° les plans et programmes cofinancés par l'Union européenne au titre des périodes de programmation en cours concernant respectivement les règlements n° 1260/1999 et n° 1257/1999 du Conseil;
- 4° le plan des centres d'enfouissement technique visé à l'article 24, § 2, du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets.

§ 5. Les plans et programmes dont l'évaluation des incidences sur l'environnement est réglée par le CWATUP ne sont pas visés par le présent article.

Art. D. 54. Pour déterminer si les plans et programmes sont susceptibles d'avoir des incidences non négligeables sur l'environnement, il est tenu compte des critères permettant de déterminer l'ampleur probable des incidences suivants :

1° les caractéristiques des plans et programmes, notamment :

a. la mesure dans laquelle le plan ou le programme concerné définit un cadre pour d'autres projets ou activités, en ce qui concerne la localisation, la nature, la taille et les conditions de fonctionnement ou par une allocation de ressources;

b. la mesure dans laquelle un plan ou un programme influence d'autres plans ou programmes, y compris ceux qui font partie d'un ensemble hiérarchisé;

c. l'adéquation entre le plan ou le programme et l'intégration des considérations environnementales, en vue, notamment, de promouvoir un développement durable;

d. les problèmes environnementaux liés au plan ou au programme;

e. l'adéquation entre le plan ou le programme et la mise en oeuvre de la législation relative à l'environnement;

2° les caractéristiques des incidences et de la zone susceptible d'être touchée, notamment :

a. la probabilité, la durée, la fréquence et le caractère réversible des incidences;

b. le caractère cumulatif des incidences;

c. la nature transfrontalière des incidences;

d. les risques pour la santé humaine ou pour l'environnement;

e. la magnitude et l'étendue spatiale géographique des incidences, à savoir la zone géographique et la taille de la population susceptible d'être touchée;

f. la valeur et la vulnérabilité de la zone susceptible d'être touchée, en raison :

— de caractéristiques naturelles ou d'un patrimoine culturel particulier;

— d'un dépassement des normes de qualité environnementales ou des valeurs limites;

— de l'exploitation intensive des sols;

g. les incidences pour des zones ou des paysages jouissant d'un statut de protection reconnu au niveau national, européen ou international.

Art. D. 55. L'auteur d'un plan ou d'un programme soumis à évaluation des incidences sur l'environnement en vertu de l'article 53, s'il n'est pas le Gouvernement, transmet le projet de plan ou de programme au Gouvernement, ou à la personne déléguée à cette fin, afin que ce dernier détermine le contenu du rapport sur les incidences environnementales en application de l'article 56.

Art. D. 56. § 1^{er}. Lorsqu'une évaluation des incidences des plans et programmes sur l'environnement est requise en vertu de l'article 53, un rapport sur les incidences environnementales est rédigé par l'auteur du plan ou du programme, dans lequel les incidences non négligeables probables de la mise en oeuvre du plan ou du programme, ainsi que les solutions de substitution raisonnables tenant compte des objectifs et du champ d'application géographique du plan ou du programme, sont identifiées, décrites et évaluées.

§ 2. Le Gouvernement, ou la personne qu'il délègue à cette fin, détermine les informations que le rapport sur les incidences environnementales élaboré conformément au paragraphe 1^{er} doit contenir, en tenant compte, à cet effet, des connaissances et des méthodes d'évaluation existantes, du contenu et du degré de précision du plan ou du programme, du stade atteint dans le processus de décision et du fait qu'il peut être préférable d'évaluer certains aspects à d'autres stades de ce processus afin d'éviter une répétition de l'évaluation.

§ 3. Les informations à fournir en vertu du paragraphe 2 comprennent à tout le moins les éléments suivants :

1° un résumé du contenu, une description des objectifs principaux du plan ou du programme et les liens avec d'autres plans et programmes pertinents;

2° les aspects pertinents de la situation environnementale ainsi que son évolution probable si le plan ou programme n'est pas mis en oeuvre;

3° les caractéristiques environnementales des zones susceptibles d'être touchées de manière notable;

4° les problèmes environnementaux liés au plan ou au programme, en particulier ceux qui concernent les zones revêtant une importance particulière pour l'environnement, telles que celles désignées conformément aux directives 79/409/C.E.E. et 92/43/C.E.E.;

5° les objectifs de la protection de l'environnement pertinents et la manière dont ces objectifs et les considérations environnementales ont été pris en considération au cours de l'élaboration du plan ou du programme;

6° les incidences non négligeables probables, à savoir les effets secondaires, cumulatifs, synergiques, à court, à moyen et à long terme, permanents et temporaires, tant positifs que négatifs, sur l'environnement, y compris sur des thèmes comme la diversité biologique, la population, la santé humaine, la faune, la flore, les sols, les eaux, l'air, les facteurs climatiques, les biens matériels, le patrimoine culturel, y compris le patrimoine architectural et archéologique, les paysages et les interactions entre ces facteurs;

7° les mesures envisagées pour éviter, réduire et, dans la mesure du possible, compenser toute incidence négative non négligeable de la mise en oeuvre du plan ou du programme sur l'environnement;

8° une déclaration résumant les raisons pour lesquelles les solutions envisagées ont été sélectionnées et une description de la manière dont l'évaluation a été effectuée, y compris toutes difficultés rencontrées, telles que les déficiences techniques ou le manque de savoir-faire, lors de la collecte des informations requises;

9° une description des mesures de suivi envisagées conformément à l'article 59;

10° un résumé non technique des informations visées ci-dessus.

Les renseignements utiles concernant les incidences des plans et programmes sur l'environnement obtenus à d'autres niveaux de décision ou en vertu d'autres législations peuvent être utilisés pour fournir les informations énumérées à l'alinéa précédent.

§ 4. Le Gouvernement, ou la personne qu'il délègue à cette fin, soumet le projet de contenu du rapport sur les incidences environnementales ainsi que le projet de plan ou de programme pour avis au CWEDD, aux communes concernées et aux personnes et instances qu'il juge nécessaire de consulter. Les avis portent sur l'ampleur et la précision des informations que le rapport sur les incidences environnementales doit contenir.

Les avis sont transmis au Gouvernement dans les trente jours de la demande. A défaut, le Gouvernement ou la personne déléguée à cette fin détermine le contenu du rapport sur les incidences environnementales.

Art. D. 57. § 1^{er}. Le projet de plan ou de programme ainsi que le rapport sur les incidences environnementales sont envoyés par l'auteur du plan ou du programme au collège des bourgmestre et échevins de chaque commune concernée par les incidences environnementales du projet de plan ou de programme et sur le territoire de laquelle une enquête publique d'une durée minimale de soixante jours doit être organisée.

§ 2. Selon les modalités arrêtées par le Gouvernement, l'enquête publique est annoncée dans chaque commune concernée par les incidences environnementales du projet de plan ou de programme tant par voie d'affiches que par un avis inséré dans au moins deux quotidiens diffusés dans l'ensemble de la Région wallonne, dont un de langue allemande. Le début et la fin du délai de l'enquête publique sont précisés dans l'annonce. Le délai d'enquête est suspendu entre le 16 juillet et le 15 août.

Les observations sont adressées, par écrit, au collège des bourgmestre et échevins, avant la fin du délai de l'enquête publique. Elles sont annexées au procès-verbal de clôture de l'enquête publique que le collège des bourgmestre et échevins dresse dans les huit jours de cette clôture. Dans les quarante-cinq jours de la clôture de l'enquête publique, le collège des bourgmestre et échevins transmet les observations et le procès-verbal de clôture de l'enquête publique à l'auteur du plan ou du programme.

§ 3. Le projet de plan ou de programme ainsi que le rapport sur les incidences environnementales sont soumis, pour avis, dès leur adoption par l'auteur du plan ou du programme, au CWEDD, aux communes concernées et aux autres personnes et instances que le Gouvernement juge utile de consulter.

Les avis sont transmis à l'auteur du plan ou du programme dans les soixante jours de la demande. A défaut, les avis sont réputés favorables.

Art. D. 58. § 1^{er}. En même temps que le Gouvernement statue en application de l'article 56, § 2, il constate, le cas échéant, si la mise en œuvre d'un plan ou d'un programme en cours d'élaboration est susceptible d'avoir des incidences non négligeables sur l'environnement d'une autre Région, d'un autre Etat membre de l'Union européenne ou d'un autre Etat partie à la Convention d'Espoo du 25 février 1991 sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière. Dans ce cas, le projet de plan ou de programme, accompagné du rapport sur les incidences environnementales et des informations éventuelles sur les incidences transfrontières, est transmis aux autorités compétentes de cette autre Région, de cet autre Etat membre de l'Union européenne ou de cet autre Etat partie à la Convention d'Espoo.

Le Gouvernement peut déterminer :

1° les instances chargées de la transmission du projet de plan ou de programme accompagné du rapport sur les incidences environnementales et des informations éventuelles sur les incidences transfrontières aux autorités visées à l'alinéa 1^{er};

2° les modalités suivant lesquelles les autorités compétentes de la Région ou de l'Etat susceptibles d'être affectés peuvent participer à la procédure d'évaluation des incidences sur l'environnement;

3° les modalités suivant lesquelles les informations visées à l'article 60, alinéa 3, sont communiquées aux autorités visées à l'alinéa 1^{er}.

§ 2. Lorsque la mise en œuvre d'un plan ou d'un programme en cours d'élaboration sur le territoire d'une autre Région, d'un autre Etat membre de l'Union européenne ou d'un autre Etat partie à la Convention d'Espoo du 25 février 1991 sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière est susceptible d'avoir des incidences non négligeables sur l'environnement de la Région wallonne, le projet de plan ou de programme accompagné du rapport sur les incidences environnementales, qui ont été transmis par les autorités compétentes de cette autre Région ou de cet autre Etat, est mis à la disposition du public et des instances désignées par le Gouvernement.

Le Gouvernement détermine :

1° les modalités suivant lesquelles les informations visées à l'alinéa 1^{er} sont mises à la disposition du public et des instances visées à l'alinéa 1^{er};

2° les modalités suivant lesquelles l'avis du public et des instances consultées est recueilli et transmis.

Art. D. 59. L'auteur du plan ou du programme prend en considération le rapport sur les incidences environnementales, les résultats des avis exprimés en vertu de l'article 57, ainsi que les consultations transfrontières effectuées en vertu de l'article 58, pendant l'élaboration du plan ou du programme concerné et avant qu'il ne soit adopté ou, le cas échéant, soumis à une procédure législative.

Il détermine également les principales mesures de suivi des incidences non négligeables sur l'environnement de la mise en œuvre du plan ou du programme, afin d'identifier notamment, à un stade précoce, les impacts négatifs imprévus et d'être en mesure d'engager les actions correctrices qu'il juge appropriées.

Art. D. 60. Lorsqu'il adopte le plan ou le programme, l'auteur du plan ou du programme produit une déclaration environnementale résumant la manière dont les considérations environnementales ont été intégrées dans le plan ou le programme, et dont le rapport sur les incidences environnementales et les avis émis en application des articles 57 et 58 ont été pris en considération, ainsi que les raisons du choix du plan ou du programme tel qu'adopté, compte tenu des autres solutions raisonnables envisagées.

Le plan ou le programme tel qu'il a été adopté, la déclaration environnementale et les mesures arrêtées concernant le suivi conformément à l'article 59 sont publiés au *Moniteur belge*.

L'auteur du plan ou du programme transmet par recommandé, dans les dix jours de la publication au *Moniteur belge*, une copie du plan ou du programme, ainsi que la déclaration environnementale et les mesures arrêtées concernant le suivi, aux communes concernées, au CWEDD, aux autres personnes et instances que le Gouvernement a jugé utile de consulter et, le cas échéant, à la Région ou à l'Etat qui a été consulté en application de l'article 58.

Art. D. 61. § 1^{er}. Les projets prévus par un plan ou par un programme ayant déjà fait l'objet d'une évaluation des incidences des plans et programmes sur l'environnement en application de l'article 53, et qui sont soumis au système d'évaluation des incidences de projets sur l'environnement, visé au chapitre III, ne sont pas dispensés de celle-ci.

§ 2. Lorsque les plans et programmes font partie d'un ensemble hiérarchisé, en vue d'éviter une répétition de l'évaluation des incidences des plans et programmes sur l'environnement, celle-ci peut être fondée notamment sur les renseignements utiles obtenus lors de l'évaluation effectuée précédemment à l'occasion de l'adoption d'un autre plan ou programme de ce même ensemble hiérarchisé.

§ 3. Pour les plans et programmes pour lesquels l'obligation d'effectuer une évaluation des incidences des plans et programmes sur l'environnement, une enquête publique ou une consultation des mêmes autorités découle simultanément du présent chapitre et d'autres législations, ceux-ci sont soumis à une procédure coordonnée ou commune qui satisfait aux dispositions législatives pertinentes les plus exigeantes, afin, notamment, d'éviter de faire plusieurs évaluations, ce qui implique :

- l'organisation d'une seule enquête publique;
- l'organisation d'une consultation unique des mêmes autorités devant émettre un avis sur le plan ou le programme dont l'élaboration est poursuivie;
- l'établissement d'un seul rapport qui comporte l'ensemble des renseignements requis par les législations pertinentes.

CHAPITRE III. — *Système d'évaluation des incidences de projets sur l'environnement*

Art. D. 62. La délivrance de tout permis est subordonnée à la mise en œuvre du système d'évaluation des incidences des projets sur l'environnement prévu par le présent chapitre.

S'il apparaît que, pour la réalisation du projet, plusieurs permis sont requis, le système d'évaluation des incidences est mis en œuvre une seule fois et l'évaluation porte sur l'ensemble des incidences sur l'environnement que le projet est susceptible d'avoir.

Le Gouvernement détermine, par des normes générales, les conditions d'application du présent article.

Art. D. 63. L'autorité compétente sur recours et le juge administratif peuvent prononcer la nullité de tout permis délivré en contradiction avec les dispositions de l'article 62, alinéa 1^{er}.

La nullité doit en tout cas être prononcée dans les cas suivants :

- 1° en cas d'absence de notice d'évaluation lorsqu'elle est requise par les dispositions du présent chapitre;
- 2° en cas de violation d'une des dispositions de l'article 74;
- 3° en cas d'absence d'étude d'incidences lorsqu'elle est requise par ou en vertu des dispositions du présent chapitre;
- 4° lorsque la personne chargée de l'étude n'est pas agréée;
- 5° en cas d'absence de résumé non technique;
- 6° en l'absence de phase de consultation du public prévue à l'article 71.

Art. D. 64. Le permis et le refus de permis doivent être motivés en regard notamment des incidences sur l'environnement et des objectifs précisés à l'article 50.

Art. D. 65. Toute demande de permis comporte soit une notice d'évaluation des incidences sur l'environnement, soit une étude d'incidences sur l'environnement.

Art. D. 66. § 1^{er}. Sans préjudice des articles 42 et 50 du CWATUP, l'évaluation des incidences, qu'il s'agisse de la notice d'évaluation des incidences sur l'environnement ou de l'étude d'incidences, identifie, décrit et évalue de manière appropriée, en fonction de chaque cas particulier, les effets directs et indirects, à court, à moyen et à long terme, de l'implantation et de la mise en œuvre du projet sur :

- 1° l'homme, la faune et la flore;
- 2° le sol, l'eau, l'air, le climat et le paysage;
- 3° les biens matériels et le patrimoine culturel;
- 4° l'interaction entre les facteurs visés aux 1°, 2° et 3°, du présent alinéa.

§ 2. Le Gouvernement arrête la liste des projets qui, en raison de leur nature, de leurs dimensions ou de leur localisation, sont soumis à étude d'incidences sur l'environnement.

Lorsqu'il détermine les projets soumis à étude d'incidences, le Gouvernement tient compte des critères de sélection pertinents suivants :

- 1° les caractéristiques des projets susvisés doivent être considérées notamment par rapport :
 - à la dimension du projet;
 - au cumul avec d'autres projets;
 - à l'utilisation des ressources naturelles;
 - à la production de déchets;
 - à la pollution et aux nuisances;
 - au risque d'accidents, eu égard notamment aux substances ou aux technologies mises en œuvre;
- 2° la sensibilité environnementale des zones géographiques susceptibles d'être affectées par le projet doit être considérée en prenant en compte :
 - l'occupation des sols existants;
 - la richesse relative, la qualité et la capacité de régénération des ressources naturelles de la zone;
 - la capacité de charge de l'environnement naturel;
- 3° les incidences notables qu'un projet pourrait avoir doivent être considérées en fonction des critères énumérés aux 1° et 2°, notamment par rapport à :
 - l'étendue de l'impact (zone géographique et importance de la population affectée);
 - la nature transfrontière de l'impact;
 - l'ampleur et la complexité de l'impact;
 - la probabilité de l'impact;
 - la durée, la fréquence et la réversibilité de l'impact.

§ 3. Sont soumises à notice d'évaluation des incidences sur l'environnement :

- 1° les demandes de permis relatives à des projets non visés au paragraphe 2;
- 2° les demandes visées au paragraphe 2 qui répondent aux conditions visées au paragraphe 4, alinéa 1^{er};
- 3° les demandes de permis relatives à des projets visés au paragraphe 2 et qui répondent aux conditions visées à l'article 26, § 4, du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets.

§ 4. Lorsque la demande de permis répond aux prescriptions d'un plan d'aménagement ayant fait l'objet d'une étude d'incidences conformément aux articles 42 ou 50 du CWATUP, l'autorité chargée d'apprécier le caractère complet du dossier de la demande la dispense de la réalisation d'une étude d'incidences soumise aux dispositions du présent chapitre, pour autant que l'étude d'incidences préalable à l'adoption du plan comporte l'ensemble des informations qui seraient exigées pour l'étude d'incidences relative à la demande.

Lorsque les conditions de l'alinéa 1^{er} ne sont pas remplies, l'étude d'incidences relative à la demande de permis peut être fondée notamment sur les renseignements utiles obtenus lors de l'étude ou des études d'incidences ou du rapport d'incidences environnementales effectués précédemment à l'occasion de l'adoption d'un plan de secteur, d'un plan communal d'aménagement, du schéma de développement de l'espace régional ou d'un schéma de structure communal.

Art. D. 67. § 1^{er}. Le Gouvernement arrête les formes et le contenu minimal de la notice d'évaluation des incidences sur l'environnement. Il peut prévoir que le dossier de demande de permis constitue la notice d'évaluation des incidences sur l'environnement.

§ 2. Le Gouvernement peut arrêter les formes et le contenu minimal de l'étude d'incidences sur l'environnement.

§ 3. La notice d'évaluation des incidences ou l'étude d'incidences comportent au minimum les informations suivantes :

- 1° une description du projet comportant des informations relatives à son site, à sa conception et à ses dimensions;
- 2° les données nécessaires pour identifier et évaluer les effets principaux que le projet est susceptible d'avoir sur l'environnement;
- 3° une description des mesures envisagées pour éviter et réduire les effets négatifs importants et, si possible, pour y remédier;
- 4° une esquisse des principales solutions de substitution qui ont été examinées par le demandeur et une indication des principales raisons de son choix, eu égard aux effets sur l'environnement;
- 5° un résumé non technique des points mentionnés ci-dessus.

Le Gouvernement détermine les modalités suivant lesquelles, lorsqu'elle est sollicitée par le demandeur, l'autorité compétente rend un avis sur les informations à fournir dans la notice d'évaluation ou dans l'étude d'incidences.

Art. D. 68. Lorsqu'une demande de permis fait l'objet d'une notice d'évaluation des incidences sur l'environnement, l'autorité chargée d'apprécier le caractère complet du dossier de demande examine à cette occasion, au vu notamment de la notice et en tenant compte des critères de sélection pertinents visés à l'article 66, § 2, si le projet est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement. Si elle constate que tel est le cas, elle en informe le demandeur en même temps qu'elle lui communique que le dossier est complet.

Elle en informe simultanément le CWEDD en mentionnant que le dossier de demande de permis est à sa disposition et qu'à défaut d'avoir envoyé par lettre recommandée à la poste ou remis contre récépissé son avis dans les trente jours de la réception de l'information précitée, celui-ci est réputé favorable.

Art. D. 69. L'autorité compétente apprécie les incidences du projet en prenant en considération l'étude d'incidences sur l'environnement ou la notice d'évaluation des incidences sur l'environnement, les avis recueillis dans le cadre de la procédure en autorisation et toute autre information qu'elle juge utile.

Lorsqu'elle ne dispose pas des informations requises, l'autorité compétente ou les instances intervenant dans l'instruction de la demande que le Gouvernement désigne peuvent exiger du demandeur et de l'auteur d'études des informations complémentaires.

L'auteur du projet choisit une personne agréée en vertu de l'article 70 pour réaliser l'étude et notifie immédiatement son choix, par pli recommandé à la poste, au Gouvernement ainsi qu'aux personnes désignées par ce dernier. A défaut de récusation en application de l'article 70, alinéa 2, envoyée à l'auteur de projet par pli recommandé dans les quinze jours de la notification précitée, le choix de l'auteur est réputé approuvé.

Art. D. 70. Le Gouvernement agréé, selon les critères et une procédure qu'il détermine, les personnes physiques et morales qui peuvent être chargées d'effectuer des études d'incidences sur l'environnement; il détermine les règles d'octroi et de retrait de l'agrément. L'agrément peut, notamment, être retiré temporairement ou définitivement, lorsqu'après un premier avertissement dûment notifié, le Gouvernement constate la qualité manifestement médiocre d'une étude. Le CWEDD, créé par les articles 7 à 9, doit être consulté avant tout retrait d'agrément, de même que la Commission régionale d'aménagement du territoire dans le cas d'une étude d'incidences relative à un plan d'aménagement lorsque l'étude d'incidences de qualité manifestement médiocre est relative à un plan d'aménagement ou à un projet d'aménagement du territoire, d'urbanisme ou d'infrastructure.

Le Gouvernement détermine les cas où, pour la réalisation d'une étude, une personne agréée peut être récusée.

Art. D. 71. Pour les projets qui font l'objet d'une étude d'incidences, une phase de consultation du public est réalisée avant l'introduction de la demande de permis. Le but de cette phase est notamment de mettre en évidence les points particuliers qui pourraient être abordés dans l'étude d'incidences et de présenter des alternatives pouvant raisonnablement être envisagées par l'auteur du projet afin qu'il en soit tenu compte lors de la réalisation de l'étude d'incidences.

Le Gouvernement détermine :

- 1° les modalités suivant lesquelles ces alternatives sont communiquées à la personne chargée de l'étude;
- 2° les modalités de la consultation et les mesures destinées à en informer préalablement le public.

Art. D. 72. Le CWEDD ou son délégué, ainsi qu'en cas d'étude d'incidences relative à un plan d'aménagement ou à un projet d'aménagement du territoire, d'urbanisme ou d'infrastructure, la Commission consultative communale d'aménagement du territoire ou, à défaut, la Commission régionale d'aménagement du territoire, ont le droit d'obtenir toute information qu'ils sollicitent sur la demande de permis et sur le déroulement de l'étude d'incidences, auprès des autorités publiques concernées, du demandeur et de la personne qui réalise l'étude. Ils peuvent adresser au Gouvernement et à l'autorité compétente toutes observations ou suggestions utiles concernant l'étude d'incidences.

Art. D. 73. Le projet, objet de la demande de permis, peut comporter des modifications par rapport au projet qui a fait l'objet de l'étude d'incidences lorsque ces modifications trouvent leur fondement dans des suggestions faites par l'auteur de cette étude. Lorsque, nonobstant les suggestions faites par l'auteur de l'étude d'incidences, le demandeur de permis n'entend pas modifier son projet, il en rend compte de manière motivée dans sa demande.

Art. D. 74. § 1^{er}. Les demandes de permis qui font l'objet d'une étude d'incidences sont soumises à une enquête publique.

§ 2. Les demandes de permis qui font l'objet d'une notice d'évaluation des incidences sont soumises à une enquête publique :

1° lorsque l'autorité chargée d'apprécier le caractère complet du dossier de demande constate, conformément à l'article 68, que le projet est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement;

2° dans les autres cas, lorsque la législation qui y est applicable l'impose.

§ 3. Les enquêtes publiques visées aux paragraphes 1^{er} et 2 respectent au minimum les principes suivants :

1° le dossier de demande de permis, le résumé non technique, la notice d'évaluation ou l'étude d'incidences sont rendus publics;

2° la durée de l'enquête publique est de quinze jours pour les projets soumis à notice d'évaluation et de trente jours pour les projets soumis à étude d'incidences;

3° le délai d'enquête publique est suspendu du 16 juillet au 15 août.

Le Gouvernement peut prévoir, pour les projets soumis à évaluation des incidences, des règles d'enquête publique complémentaires aux règles d'enquête publique prévues par d'autres lois, décrets ou arrêtés.

Le Gouvernement peut prévoir des règles suivant lesquelles l'enquête publique est organisée, à défaut pour l'autorité chargée de l'organisation de cette enquête de satisfaire à ses obligations.

Art. D. 75. Un dossier accessible au public peut être consulté, aux heures ouvrables, à un endroit que l'autorité compétente désigne. Ce dossier comprend la demande de permis, le résumé non technique, la notice d'évaluation ou l'étude d'incidences en original ou copie certifiée conforme par l'auteur, copie des avis et correspondances adressés, en application des articles 68, 71 et 72, par les citoyens et les différents services ou organismes concernés. Les correspondances adressées et les avis écrits remis à l'autorité compétente, dans le cadre de l'enquête publique, sont, dès leur réception, insérés par celle-ci, dans le dossier.

Art. D. 76. § 1^{er}. Lorsque l'autorité chargée d'examiner le caractère complet du dossier de la demande constate qu'un projet situé en Région wallonne est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement d'une autre Région, d'un autre Etat membre de l'Union européenne ou d'un autre Etat partie à la Convention d'Espoo du 25 février 1991 sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière, le dossier de demande de permis, accompagné soit de la notice d'évaluation des incidences, soit de l'étude d'incidences, et des informations éventuelles sur les incidences transfrontières du dossier, est transmis aux autorités compétentes de cette autre Région, de cet autre Etat membre de l'Union européenne ou de cet autre Etat partie à la Convention d'Espoo.

Le Gouvernement détermine :

1° les instances chargées de la transmission du dossier aux autorités visées à l'alinéa 1^{er};

2° les modalités suivant lesquelles les autorités compétentes de la Région ou de l'Etat susceptibles d'être affectés peuvent participer à la procédure d'évaluation des incidences sur l'environnement;

3° les modalités suivant lesquelles les informations visées à l'article 77 sont communiquées aux autorités visées à l'alinéa 1^{er}.

§ 2. Lorsqu'un projet situé sur le territoire d'une autre Région, d'un autre Etat membre de l'Union européenne ou d'un autre Etat partie à la Convention d'Espoo est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement en Région wallonne, les informations visées à l'article 7.3 de la directive 85/337/C.E.E. concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics ou privés sur l'environnement, telle que modifiée par la directive 97/11/C.E., transmises par les autorités compétentes de cette autre Région ou de cet autre Etat, sont mises à la disposition du public concerné et des instances désignées par le Gouvernement.

Le Gouvernement détermine :

1° les modalités suivant lesquelles les informations visées à l'alinéa 1^{er} sont mises à la disposition du public et des instances visées à l'alinéa 1^{er};

2° les modalités suivant lesquelles l'avis du public et des instances consultées est recueilli et transmis.

Art. D. 77. Le Gouvernement détermine les modalités suivant lesquelles sont rendus publics :

1° la décision de l'autorité compétente, accompagnée, le cas échéant, des conditions d'exploitation;

2° les motifs ayant fondé la décision;

3° le cas échéant, une description des principales mesures destinées à éviter, à réduire et, si possible, à compenser les effets négatifs importants du projet.

CHAPITRE IV. — Dispositions pénales

Art. D. 78. Tout qui fera entrave à l'exercice de l'enquête publique ou soustraira à l'examen du public des pièces du dossier visé à l'article 75 sera puni d'un emprisonnement d'un à six mois et d'une amende de 100 à 250 euros ou d'une de ces peines seulement.

Les personnes chargées de l'étude d'incidences sont assimilées à des « personnes chargées d'un service public » pour l'application du titre IV, chapitre IV, du Code pénal réprimant la corruption.

CHAPITRE V. — Dispositions transitoires

Art. D. 79. L'obligation prévue à l'article 52, alinéa 1^{er}, s'applique aux plans et programmes dont le premier acte préparatoire formel est postérieur au 21 juillet 2004. Les plans et programmes dont le premier acte préparatoire est antérieur à cette date et qui sont adoptés ou présentés plus de vingt-quatre mois après cette date sont soumis à l'obligation prévue à l'article 52, alinéa 1^{er}, à moins que le Gouvernement ne décide au cas par cas que cela n'est pas possible et n'informe le public de cette décision motivée en procédant à sa publication au *Moniteur belge*.

Art. D. 80. Sans préjudice de la possibilité prévue à l'article 70 pour le Gouvernement de retirer temporairement ou définitivement un agrément, les agréments octroyés avant le 1^{er} octobre 2002 restent valables jusqu'au terme pour lequel ils ont été octroyés.

Art. D. 81. Les demandes de permis ainsi que les recours administratifs organisés, introduits avant le 1^{er} octobre 2002, sont traités selon la procédure en vigueur au jour de l'introduction de la demande.

PARTIE VI. — Conventions environnementales

Art. D. 82. Par « convention environnementale », il faut entendre toute convention passée entre la Région, qui est représentée à cet effet par le Gouvernement, d'une part, et un ou plusieurs organismes représentatifs d'entreprises, dénommés ci-après « l'organisme », d'autre part, en vue de prévenir la pollution de l'environnement, d'en limiter ou neutraliser les effets ou de promouvoir une gestion efficace de l'environnement.

La convention environnementale indique notamment :

1° son objet, en ce compris les dispositions législatives européennes ou régionales qu'elle vise à mettre en œuvre, ainsi que les objectifs à atteindre, en ce compris, le cas échéant, les objectifs intermédiaires;

2° les modalités suivant lesquelles elle peut être modifiée conformément aux règles édictées par les dispositions de la présente partie;

3° les modalités suivant lesquelles elle peut être renouvelée conformément aux règles édictées par les dispositions de la présente partie;

4° les modalités suivant lesquelles elle peut être résiliée conformément aux règles édictées par les dispositions de la présente partie;

5° les modalités suivant lesquelles, en cas de résiliation de la convention, la partie qui résilie la convention se conforme aux dispositions décrétales et réglementaires que la convention vise à mettre en œuvre;

6° les modalités de contrôle quant au respect de ses dispositions;

7° les modalités suivant lesquelles sont tranchées les difficultés quant à l'interprétation des clauses de la convention;

8° les clauses pénales en cas d'inexécution de la convention environnementale;

9° les motifs pour lesquels et les conditions dans lesquelles il peut être mis fin à la convention.

La convention environnementale peut formaliser la manière dont la ou les parties contractantes met ou mettent en œuvre ses ou leurs obligations.

Le Gouvernement peut préciser le contenu des conventions environnementales qu'il détermine.

Art. D. 83. Un organisme peut conclure, modifier ou renouveler une convention environnementale avec la Région, pour autant qu'il réponde aux conditions suivantes :

1° jouir de la personnalité juridique;

2° être représentatif d'entreprises qui exercent une activité de même nature ou qui sont confrontées à un problème environnemental commun;

3° être mandaté par tout ou partie de ses membres.

Art. D. 84. La Région ne prend, pendant la durée de la convention environnementale, aucune disposition réglementaire par voie d'arrêté qui établirait relativement aux questions réglées par la convention environnementale des conditions plus restrictives que celles fixées par celle-ci.

La Région conserve cependant, moyennant une consultation préalable des parties à la convention environnementale, le pouvoir de prendre les dispositions réglementaires requises lorsque l'urgence ou l'intérêt général le requièrent, ou afin de satisfaire à des obligations de droit international ou européen.

La Région reste habilitée, même pendant la durée de validité de la convention environnementale, à intégrer dans un arrêté tout ou partie des dispositions d'une convention environnementale.

Art. D. 85. La convention environnementale est obligatoire pour les parties contractantes dix jours après sa publication au *Moniteur belge*. La convention peut fixer un délai supérieur au délai précité.

La convention environnementale est obligatoire de droit pour toutes les entreprises qui adhèrent à l'organisme après la conclusion de la convention, sauf dérogation prévue dans l'acte d'adhésion ou dans la convention.

L'entreprise dont prend fin l'affiliation à un organisme qui a conclu une convention environnementale reste tenue des obligations qui lui incombent en vertu de cette convention.

La convention environnementale peut être source de droits ou d'obligations à l'égard de tiers concernés par son exécution.

Art. D. 86. § 1^{er}. La convention environnementale est élaborée suivant les modalités reprises aux paragraphes 2 à 4.

§ 2. Le Gouvernement et un ou des organismes visés à l'article 83 établissent un projet de convention environnementale.

Le projet est publié au *Moniteur belge* ainsi que sur le site internet de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement ou de la Direction générale des Technologies, de la Recherche et de l'Energie. Dans les sept jours à dater de l'adoption du projet de convention, le Gouvernement annonce également cette publication par un avis inséré dans les pages de deux quotidiens d'expression française et d'un quotidien d'expression allemande.

Cet avis indique au moins l'objet et la portée générale de la convention environnementale, ainsi que l'endroit et les heures où ce projet de convention peut être consulté.

Toute personne peut communiquer par écrit ses observations aux services compétents du Gouvernement désignés à cet effet dans l'avis au public, dans les trente jours de la publication du projet de convention environnementale au *Moniteur belge*.

§ 3. Le Gouvernement peut soumettre le projet de convention environnementale aux personnes et instances qu'il détermine. Ces personnes et instances rendent leur avis dans un délai de trente jours à dater du jour de la réception de la demande d'avis.

A défaut d'avis dans ce délai, l'avis est réputé favorable.

Le Gouvernement et les organismes ayant établi le projet de convention environnementale examinent les observations visées au paragraphe 2 et les avis visés au paragraphe 3, modifient, le cas échéant, le projet de convention et adoptent la convention environnementale.

La convention est conclue par la signature des parties contractantes.

§ 4. La convention environnementale est publiée au *Moniteur belge* ainsi que sur le site internet de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement ou de la Direction générale des Technologies, de la Recherche et de l'Energie.

§ 5. Le Gouvernement adresse et présente au Parlement wallon un rapport bisannuel sur l'état d'avancement des différentes conventions environnementales en vigueur. Ce rapport indique notamment dans quelle mesure les objectifs intermédiaires sont réalisés, lorsque ces objectifs sont prévus par la convention.

Art. D. 87. Un organisme regroupant des entreprises qui satisfait aux conditions visées à l'article 83 peut adhérer à une convention environnementale avec l'assentiment de la Région, et selon la procédure arrêtée par le Gouvernement.

Cette adhésion fait l'objet d'une publication au *Moniteur belge* ainsi que sur le site internet de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement ou de la Direction générale des Technologies, de la Recherche et de l'Energie.

La convention environnementale est obligatoire pour l'organisme adhérent le jour de la publication de l'avis d'adhésion au *Moniteur belge*.

Art. D. 88. § 1^{er}. Toute convention environnementale est conclue pour une période limitée qui ne peut être supérieure à dix ans.

Une évaluation de la convention environnementale est réalisée au terme de la convention et au moins une fois tous les cinq ans. Elle comporte notamment la vérification des objectifs fixés dans la convention.

§ 2. La Région et un ou plusieurs organismes contractants peuvent renouveler une convention environnementale moyennant la publication au *Moniteur belge* d'un avis annonçant le renouvellement six mois avant la date d'échéance de la convention et moyennant information du public par un avis inséré dans les pages de deux quotidiens d'expression française et d'un quotidien d'expression allemande. Cet avis indique au moins l'objet et la portée générale de la convention environnementale, ainsi que l'endroit et les heures où la convention environnementale dont le renouvellement est envisagé peut être consultée.

Le Gouvernement peut également consulter les personnes et instances qu'il détermine sur ce renouvellement. Ces personnes et instances rendent leur avis dans un délai de trente jours à dater du jour de la réception de la demande d'avis. A défaut d'avis dans ce délai, l'avis est réputé favorable.

Toute personne peut communiquer par écrit ses observations aux services compétents du Gouvernement désignés à cet effet dans l'avis au public, dans les trente jours de la publication de l'avis de renouvellement de la convention au *Moniteur belge*.

Le Gouvernement et les organismes ayant conclu la convention examinent les observations et avis visés aux alinéas précédents et approuvent le renouvellement de la convention environnementale, amendée, le cas échéant, pour tenir compte des observations émises.

Le renouvellement de la convention environnementale approuvé par le Gouvernement fait l'objet d'un avenant à la convention signé par les parties contractantes, publié au *Moniteur belge* ainsi que sur le site internet de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement ou de la Direction générale des Technologies, de la Recherche et de l'Energie.

Art. D. 89. Les parties contractantes peuvent modifier une convention environnementale pendant la durée de validité de cette convention moyennant publication au *Moniteur belge* d'un avis de modification et moyennant information du public par un avis inséré dans les pages de deux quotidiens d'expression française et d'un quotidien d'expression allemande. Cet avis indique au moins l'objet et la portée générale de la convention environnementale et de la modification envisagée, ainsi que l'endroit et les heures où la convention environnementale dont la modification est envisagée peut être consultée.

Cet avis est adressé aux personnes liées par la convention environnementale et qui ne sont plus membres d'un organisme signataire de cette convention.

Le Gouvernement peut également consulter les personnes et instances qu'il détermine sur ce projet de modification. Ces personnes et instances rendent leur avis dans un délai de trente jours à dater du jour de la réception de la demande d'avis. A défaut d'avis dans ce délai, l'avis est réputé favorable.

Toute personne peut communiquer par écrit ses observations aux services compétents du Gouvernement désignés à cet effet dans l'avis au public, dans les trente jours de la publication de l'avis de modification de la convention au *Moniteur belge*.

Le Gouvernement et les organismes ayant conclu la convention examinent les observations et avis visés aux alinéas précédents et approuvent la modification de la convention environnementale, amendée, le cas échéant, pour tenir compte des observations émises.

La modification de la convention environnementale approuvée par le Gouvernement fait l'objet d'un avenant à la convention, signé par les parties contractantes.

Cet avenant est adressé par le Gouvernement, par pli recommandé à la poste, aux personnes visées à l'alinéa 2. Dans un délai de quinze jours suivant la réception de cet avenant, ces personnes indiquent si elles souhaitent ne plus être liées par la convention ainsi modifiée ou si elles souhaitent être liées par la modification intervenue. En l'absence de réponse dans ce délai, elles sont réputées adhérer à la modification intervenue.

L'avenant est publié au *Moniteur belge* ainsi que sur le site internet de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement ou de la Direction générale des Technologies, de la Recherche et de l'Energie.

Cette modification entre en vigueur dix jours après la publication au *Moniteur belge* et est obligatoire pour toute personne liée auparavant par la convention, sans préjudice de l'alinéa 7.

Art. D. 90. A condition qu'elles observent un délai de résiliation, les parties contractantes peuvent de commun accord résilier à tout moment une convention environnementale.

Sauf clause contraire dans la convention, le délai de résiliation est de six mois. Le délai de résiliation prévu par la convention environnementale ne peut excéder un an. La résiliation de la convention est, sous peine de nullité, notifiée par une lettre recommandée à la poste aux signataires de la convention. Le délai de résiliation prend cours à partir du premier jour du mois qui suit la notification.

La résiliation de la convention donne lieu à la publication par le Gouvernement d'un avis de résiliation au *Moniteur belge* ainsi que sur le site internet de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement ou de la Direction générale des Technologies, de la Recherche et de l'Energie, qui indique l'objet de la convention résiliée et la date à laquelle la résiliation prend cours.

Art. D. 91. Toute convention environnementale prend fin de l'accord des parties contractantes ou à l'expiration du délai de validité ou par résiliation.

Art. D. 92. Les dispositions de la présente partie sont d'ordre public. Elles sont applicables aux conventions conclues après le 16 février 2002.

Les conventions conclues avant le 16 février 2002 ne peuvent être modifiées ou reconduites, sauf si la modification ou la reconduction sont conformes aux dispositions de la présente partie et aux dispositions réglementaires les exécutant. Elles restent valables jusqu'à leur terme et au maximum jusqu'au 16 février 2007.

PARTIE REGLEMENTAIRE

Partie I^{re} - Principes du droit de l'environnement et définitions générales

TITRE I^{er}. — Principes

TITRE II. — Définitions

Art. R.1. Au sens du présent livre, il faut entendre par « partie décrétable », les dispositions de la partie décrétable du livre premier du Code de l'environnement contenues à l'article 1^{er} du décret du 27 mai 2004 relatif au livre premier du Code de l'environnement.

Art. R. 2. Au sens du présent Code, il faut entendre par :

1° « Ministre » : le Ministre qui exerce les compétences visées à l'article 6, paragraphe 1^{er}, II, de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980;

2° « D.G.R.N.E. » : la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement du Ministère de la Région wallonne.

Partie II. — Instance consultative

Art. R. 3. Au sens de la présente partie, il faut entendre par « Conseil » le CWEDD, établi par l'article 7 de la partie décrétable.

Art. R. 4. Le Conseil est composé de vingt-six membres effectifs et de vingt-six membres suppléants ou, si le président et les deux vice-présidents sont choisis en dehors des personnes visées à l'article 5, de vingt-neuf membres effectifs et de vingt-six membres suppléants.

Le Ministre ou les délégués qu'il désigne et le directeur général de la D.G.R.N.E. ou les délégués qu'il désigne peuvent assister aux réunions du Conseil sans toutefois participer au vote.

Art. R. 5. Le Conseil comprend :

1° 3 représentants de l'Union wallonne des Entreprises;

2° 2 représentants des organisations professionnelles agricoles;

3° 2 représentants des organisations syndicales;

4° 2 représentants des organisations représentatives des classes moyennes;

5° 4 représentants des associations de protection de l'environnement;

6° 1 représentant des associations représentatives des consommateurs;

7° 2 représentants de l'Association des Villes et Communes de Wallonie;

8° 3 représentants des institutions universitaires francophones, dont les compétences doivent couvrir l'un des domaines suivants :

a) écologie, sciences naturelles;

b) agronomie, sylviculture, ressources du sous-sol;

c) économie et droit de l'environnement;

d) sciences appliquées : pollutions industrielles, gestion des eaux, gestion de la qualité de l'air, gestion des déchets;

e) santé publique, toxicologie;

9° les présidents ou vice-présidents :

— de la Commission régionale des déchets;

— de la Commission consultative de l'eau;

— de la Commission régionale d'Aménagement du Territoire;

— de la Commission régionale d'avis sur l'exploitation des carrières;

— du Conseil supérieur wallon de la conservation de la nature;

— du Conseil supérieur wallon des forêts et de la filière « bois »;

— du Conseil supérieur wallon de l'agriculture, de l'agro-alimentaire et de l'alimentation.

Art. R. 6. Chacun des organismes, organisations, fédérations ou associations visés à l'article 5, 1° à 8°, présente au Ministre une liste double de candidats effectifs et de candidats suppléants par mandat conféré. Pour les Commissions et Conseils visés à l'article 5, 9°, les présidents sont les membres effectifs et les vice-présidents les membres suppléants.

Les membres effectifs et suppléants sont nommés par le Gouvernement.

Art. R. 7. Les mandats sont conférés pour une période de cinq ans. Ils prennent cours le jour de la signature de l'arrêté portant nomination des membres du Conseil.

Les membres du Conseil ont droit à un jeton de présence de 8,60 euros par séance.

Le président et les vice-présidents du Conseil ont droit à un jeton de présence de 17,20 euros par séance.

Les membres du Conseil peuvent éventuellement désigner la personne morale à laquelle les jetons de présence auxquels ils ont droit sont versés.

Les membres du Conseil bénéficient du remboursement des frais de séjour de 10 euros par séance et le président et les vice-présidents bénéficient du remboursement des frais de séjour de 20 euros par séance.

Les membres du Conseil, en ce compris le président et les vice-présidents, ont droit au remboursement des frais de déplacement selon les modalités suivantes :

les membres sont remboursés en application de l'article 5 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 mars 2001 modifiant l'article 17 de l'arrêté royal du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours lorsqu'ils se rendent à une réunion du Conseil.

Les membres sont autorisés à utiliser leur véhicule personnel et sont remboursés en application de l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 mars 2001 modifiant l'article 13 de l'arrêté royal du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours lorsqu'ils effectuent un déplacement dans le cadre d'une mission qui leur est assignée par le Conseil. Pour le calcul du montant à rembourser, le lieu de départ de référence est le domicile du membre. Pour l'application de cette disposition, les membres sont assimilés à des agents de niveau 1.

En cas de vacance avant l'expiration d'un mandat effectif, le membre suppléant achève le mandat en cours. Toutefois, le Gouvernement peut nommer un nouveau membre effectif pour achever le mandat en cours; en ce cas, l'article 6, alinéa 1^{er}, est applicable. En cas de vacance avant l'expiration d'un mandat suppléant, le Gouvernement nomme un nouveau membre suppléant, conformément à l'article 6.

Les fonctions de membre du Conseil prennent fin par la perte de la qualité en vertu de laquelle les intéressés ont été nommés.

Pour le renouvellement des mandats, les candidatures sont présentées trois mois au moins avant l'expiration du délai de cinq ans visé à l'alinéa 1^{er}.

Art. R. 8. Le Gouvernement nomme le président et deux vice-présidents, sur proposition du Ministre, le cas échéant en dehors des personnes visées à l'article 5. Les fonctions de président et de vice-président sont attribuées à des personnes dont la compétence dans les matières d'environnement est reconnue et qui présentent des garanties suffisantes d'indépendance.

En cas de démission ou de décès du président, le vice-président le plus âgé et à défaut, le second vice-président assure la présidence jusqu'à ce que le Gouvernement, sur proposition du Ministre, ait désigné son remplaçant.

En cas de démission ou de décès d'un des vice-présidents, l'autre vice-président assure son remplacement et achève le mandat.

Art. R. 9. Le Ministre peut structurer le Conseil en sections spécialisées. Le Ministre nomme les présidents des sections spécialisées, sur proposition du Conseil.

Art. R. 10. Le Conseil peut convier des personnes ayant des compétences particulières à participer aux travaux. Ces personnes ne peuvent pas participer au vote.

Art. R. 11. Le Conseil est convoqué par le président ou, à défaut, par le Ministre. Le Ministre le préside lorsqu'il le juge nécessaire.

Art. R. 12. Le Conseil ne délibère valablement qu'en présence de la moitié de ses membres au moins. Si cette condition n'est pas remplie, le Conseil est reconvoqué avec le même ordre du jour. Il statue alors valablement quel que soit le nombre de membres présents.

Les représentants des institutions universitaires francophones ainsi que les représentants issus d'un organisme agréé comme auteur d'études d'incidences ne peuvent participer au vote dans les matières soumises au Conseil en vertu des articles 49 à 81 de la partie décrétable.

Les décisions sont prises à la majorité simple des présents. En cas de parité de voix, la voix du président est prépondérante.

Lorsqu'un quart au moins des membres présents ayant droit de vote s'oppose à l'avis émis par la majorité, l'avis est complété par une mention relatant l'opinion dissidente.

Art. R. 13. Sauf accord préalable du Ministre, les avis sont adressés exclusivement aux autorités publiques qui les ont sollicités.

Art. R. 14. Le secrétariat du Conseil est assuré par le Conseil économique et social conformément à l'article 4, paragraphe 3, du décret du 25 mai 1983 modifiant, en ce qui concerne le Conseil économique régional pour la Wallonie, la loi-cadre du 15 juillet 1970 portant organisation de la planification et de la décentralisation économique et instaurant un Conseil économique et social de la Région wallonne.

Art. R. 15. La D.G.R.N.E. répond à toute demande d'information adressée par le Conseil ou par son secrétariat dans le cadre de l'accomplissement de leurs missions.

Art. R. 16. Le Conseil élabore son règlement d'ordre intérieur qui est soumis à l'approbation du Ministre.

Le règlement d'ordre intérieur précise notamment :

1° les procédures de convocation, l'établissement de l'ordre du jour, de validation des procès-verbaux, avis et documents publiés par le Conseil;

2° les règles de participation aux séances ainsi que le règlement des conflits d'intérêts pouvant notamment survenir dans le cadre des procédures de vote lorsqu'un ou plusieurs membres du Conseil ont participé à la réalisation d'une étude;

3° le fonctionnement du secrétariat.

PARTIE III. — Information et sensibilisation en matière d'environnement

TITRE 1^{er}. — Accès à l'information relative à l'environnement

CHAPITRE I^{er}. — *Modèle de document*

Art. R. 17. Les documents à utiliser par les autorités publiques pour accuser réception des demandes d'information, pour prolonger les délais d'accès à l'information, ou pour refuser totalement ou partiellement la communication des données, sont établis conformément aux modèles visés respectivement aux annexes I^{re} à III.

CHAPITRE II. — Règles relatives au recours

Section 1^{re}. — Commission de recours

Art. R. 18. Il est créé une commission de recours pour statuer sur les recours prévus par l'article 17 de la partie décrétable. Le siège de la commission de recours est fixé dans les locaux de la D.G.R.N.E.

Art. R. 19. § 1^{er}. La commission est composée de six membres effectifs nommés par le Gouvernement, à savoir :

1° un président justifiant d'une expérience d'au moins cinq ans dans la magistrature;

2° deux membres justifiant d'une expérience administrative, dans le niveau 1, d'au moins cinq ans et présentés par le Ministre;

3° un membre justifiant d'une expérience administrative, dans le niveau 1, d'au moins cinq ans et présenté par le Ministre ayant l'Aménagement du territoire dans ses attributions;

4° deux membres présentés, sur listes doubles, par le CWEDD.

§ 2. Le Gouvernement nomme, pour chaque effectif, un suppléant, en respectant les conditions et la procédure prévues pour la nomination des effectifs.

Le président suppléant et les membres suppléants siègent lorsque le président effectif ou le membre effectif dont ils assument la suppléance est empêché.

§ 3. Chaque mandat a une durée de cinq ans à compter de la date de l'arrêté de nomination. Il est renouvelable.

En cas de vacances d'un mandat survenant avant son expiration, le successeur est nommé pour la durée restant à courir du mandat.

Art. R. 20. La commission de recours est assistée d'un secrétaire désigné par le directeur général de la D.G.R.N.E., parmi les agents relevant de celle-ci.

Art. R. 21. La commission établit son règlement d'ordre intérieur qu'elle soumet à l'approbation du Gouvernement.

Art. R. 22. Le président, les membres et le secrétaire de la commission ont droit :

1° à un jeton de présence de 57,60 euros;

2° au remboursement des frais de déplacement suivant les modalités prévues par l'arrêté royal du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours.

Pour l'application de cet arrêté royal, le président, les membres et le secrétaire de la commission sont assimilés aux agents de rang 15.

Section 2. — Procédure de recours

Art. R. 23. Le recours est formé par requête adressée au secrétariat de la commission par lettre recommandée à la poste. Il doit être formé dans les quinze jours de la notification de la décision contestée ou, en l'absence d'une telle décision, dans les quinze jours qui suivent l'expiration des délais prévus à l'article 15 de la partie décrétable.

Art. R. 24. La requête énonce :

1° l'identité et le domicile du requérant;

2° l'identité et le siège de l'autorité publique à laquelle la demande d'information a été faite;

3° l'objet de cette demande d'information;

4° les moyens du recours.

Le requérant produit, en outre, en annexe à sa requête, toutes pièces qu'il juge utiles et un inventaire détaillé des informations qu'il aurait partiellement reçues.

Art. R. 25. § 1^{er}. Dans les dix jours de la réception de la requête, le secrétaire de la commission de recours adresse au requérant un accusé de réception.

§ 2. Dans le même délai, le secrétaire transmet copie du recours à l'autorité publique concernée et requiert de celle-ci la communication des pièces du dossier et de tous renseignements et documents qu'il jugera utiles.

L'autorité publique concernée transmet au secrétaire copie des pièces, renseignements, documents ou données demandés, dans les quinze jours de la demande, en y joignant, le cas échéant, une note d'observations.

Doivent de toute façon être communiquées, les données auxquelles le requérant a demandé à avoir accès, sans obtenir satisfaction.

§ 3. Le secrétaire met l'affaire en état. A cet effet, il recueille directement auprès de toute personne les pièces, renseignements, documents et données complémentaires utiles.

Art. R. 26. La commission siège à huis clos.

Elle peut convoquer et entendre le requérant, l'autorité concernée ainsi que toute personne concernée par la demande. Ceux-ci peuvent se faire représenter ou assister par une personne de leur choix.

La commission peut entendre tout expert qu'elle juge utile de consulter.

Elle peut aussi exiger du requérant ou de l'autorité publique concernée la communication de pièces, renseignements, documents et données complémentaires qu'elle juge utiles.

Art. R. 27. La commission ne délibère et ne décide valablement que si le président et trois autres membres au moins sont présents.

Le président ou le membre de la commission qui, à propos d'un dossier, n'offre pas des garanties d'impartialité suffisantes, doit se récuser avant l'examen du dossier.

Art. R. 28. Les décisions de la commission de recours sont prises à la majorité des voix des membres présents; l'abstention n'est pas permise. En cas de parité des voix, la voix du président est prépondérante.

Art. R. 29. La commission de recours prend sa décision dans les deux mois qui suivent la réception de la requête. Elle peut toutefois, par décision motivée, proroger ce délai; la ou les prorogations ne peuvent excéder un total de quarante-cinq jours.

Art. R. 30. Outre leur motivation, les décisions comportent la mention :

1° de l'identité et du domicile du requérant;

2° de l'identité et du siège de l'autorité publique à laquelle la demande d'information a été faite;

3° le cas échéant, des nom, prénom, domicile et qualité des personnes qui les ont représentés ou assistés;

4° le cas échéant, de la convocation, de la comparution et de l'audition des personnes entendues;

5° le cas échéant, du dépôt d'observations écrites;

6° du prononcé, de sa date, du lieu où il est intervenu, ainsi que du nom des personnes qui ont délibéré;

7° du délai, fixé par la commission en tenant compte des divers intérêts en présence, à l'expiration duquel le requérant peut exercer le droit à l'information qui lui est reconnu à l'issue de la procédure de recours devant la commission.

Les décisions sont signées par le président et le secrétaire.

Art. R. 31. La décision est notifiée au requérant, à l'autorité publique contre laquelle le recours a été dirigé, et à toute personne concernée qui a été entendue conformément à l'article 26, alinéa 2.

Lorsqu'elle estime le recours fondé, la commission peut, selon les modalités prévues à l'article 12 de la partie décréteale, fournir elle-même au requérant l'information à laquelle elle autorise l'accès.

Art. R. 32. § 1^{er}. Les délais prévus par le présent chapitre prennent cours le lendemain de la réception de la pièce qui fait courir le délai.

La pièce envoyée sous pli recommandé à la poste est considérée comme reçue le premier jour ouvrable qui suit la remise du pli à la poste.

La date de la poste fait foi pour l'envoi de toute pièce de procédure.

§ 2. Le jour de l'échéance est compté dans le délai.

Toutefois, lorsque le dernier jour prévu pour faire un acte de procédure est un samedi, un dimanche ou un jour férié légal, le jour de l'échéance est reporté au plus prochain jour ouvrable.

Art. R. 33. Le président et les autres membres de la commission de recours sont tenus au secret des délibérations et des informations dont la confidentialité doit être préservée en vertu de l'article 18 de la partie décréteale et dont ils viendraient à avoir connaissance à l'occasion de l'exercice de leur fonction.

TITRE II. — Initiation à l'environnement

Art. R. 34. § 1^{er}. Toute asbl répondant aux conditions fixées par l'article 25 de la partie décréteale peut solliciter l'agrément relatif à la prise en charge de la gestion d'un C.R.I.E.

La demande d'agrément doit être transmise en trois exemplaires à la D.G.R.N.E. par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception et comprend les renseignements suivants :

1° la dénomination de l'asbl, son adresse, ainsi qu'une copie de la publication de ses statuts et du dernier acte de nomination de ses administrateurs ou une copie certifiée conforme de la demande de publication des statuts;

2° une copie des pièces confirmant les titres pédagogiques et scientifiques des quatre personnes visées à l'article 25, alinéa 3, 2°, de la partie décréteale;

3° une note décrivant le projet envisagé au regard des missions visées à l'article 24 de la partie décréteale et les titres scientifiques et pédagogiques du personnel qui est engagé pour l'exécution de ces missions;

4° une estimation du budget nécessaire à la réalisation du projet visé au 3° dans le cadre du montant fixé à l'article 37, paragraphe 2.

§ 2. Le Ministre notifie à l'asbl demanderesse l'agrément ou le refus d'agrément dans les trois mois qui suivent la réception de la demande reconnue complète.

Art. R. 35. Le Ministre peut procéder à tout moment au retrait de l'agrément moyennant l'avis du comité d'accompagnement visé à l'article 29 de la partie décréteale lorsqu'une des conditions suivantes est rencontrée :

1° l'asbl ne correspond plus aux conditions fixées par l'article 25, alinéa 3, de la partie décréteale;

2° la mission n'a pas été accomplie conformément à son objet tel que défini dans l'agrément;

3° le titulaire de l'agrément s'est opposé au contrôle par la D.G.R.N.E. de l'accomplissement de sa mission;

4° le rapport d'activités, le rapport comptable, ou tout autre document devant être communiqué n'ont pas été transmis par le titulaire de l'agrément conformément au délai prescrit par la décision d'agrément;

5° les subventions n'ont pas été affectées aux dépenses qu'elles sont censées couvrir.

Le Ministre informe l'asbl par lettre recommandée avec accusé de réception de l'avis de retrait de l'agrément.

L'asbl répond dans les trente jours de la réception de l'information par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le Ministre statue dans les trente jours de la réception de la réponse.

Art. R. 36. Sans préjudice de l'article 35, le Ministre peut renouveler l'agrément après une période de trois ans.

Trois mois avant la fin de l'agrément, l'a.s.b.l. introduit une nouvelle demande selon la procédure fixée à l'article 34.

Le Ministre statue dans les deux mois de la réception de la demande sur base de l'avis du comité d'accompagnement.

Art. R. 37. § 1^{er}. Dans la limite des crédits budgétaires disponibles, le Ministre octroie à l'asbl agréée une subvention annuelle permettant d'assurer le fonctionnement du C.R.I.E.

Font partie des coûts de fonctionnement :

1° les dépenses relatives au personnel;

2° les coûts de consommation et de fournitures relatifs à la réalisation des missions visées à l'article 24 de la partie décréteale;

3° les charges inhérentes au fonctionnement de l'infrastructure.

§ 2. La subvention annuelle est plafonnée à 248 000 euros par C.R.I.E.

§ 3. En vue de bénéficier de la subvention annuelle, l'asbl agréée fait parvenir à la D.G.R.N.E. pour le 15 novembre le projet de budget du C.R.I.E. pour l'année suivante et le programme des activités prévues.

§ 4. Le Ministre décide, sur base de l'avis du comité d'accompagnement, dans un délai n'excédant pas un mois de la réception du projet de budget, du principe de l'octroi des subventions sur base des documents visés au paragraphe 3.

§ 5. La subvention est liquidée selon les modalités suivantes :

1° une première tranche, d'un montant maximum égal à 40 % de la subvention, à la notification de la subvention sur présentation d'une déclaration de créance certifiée sincère et véritable, accompagnée du programme d'activités annuel approuvé par le comité de suivi de chaque C.R.I.E.;

2° les tranches suivantes d'un montant total maximum égal à 50 % de la subvention sont liquidées à la fin de chaque trimestre sur présentation d'une déclaration de créance certifiée sincère et véritable accompagnée d'un rapport d'activités intermédiaire et d'un rapport comptable, approuvés par le comité de suivi de chaque C.R.I.E.;

3° le solde de la subvention est liquidé sur présentation d'une déclaration de créance certifiée sincère et véritable, accompagnée des pièces justificatives de la subvention, du rapport d'activités visé à l'article 28 de la partie décrétales et d'un rapport comptable, approuvés par le comité de suivi de chaque C.R.I.E.

§ 6. La comptabilité est tenue conformément à la législation sur la comptabilité des entreprises.

Art. R. 38. § 1^{er}. Le comité d'accompagnement du réseau des C.R.I.E. comprend :

- 1° un représentant du Ministre assurant la présidence;
- 2° un représentant du Ministre ayant la conservation de la nature dans ses attributions assurant la vice-présidence;
- 3° un représentant du Ministre ayant le tourisme dans ses attributions;
- 4° un représentant du Ministre ayant la mobilité et l'énergie dans ses attributions;
- 5° un représentant du Ministre ayant le patrimoine dans ses attributions;
- 6° un représentant de la D.G.R.N.E.;
- 7° deux experts portant soit un titre pédagogique, soit un titre scientifique en relation avec des disciplines concernant l'environnement;
- 8° un représentant élu par l'ensemble des C.R.I.E.

§ 2. Les membres du comité d'accompagnement sont désignés par le Ministre pour une durée de quatre années.

Leur mandat est renouvelable.

Pour chaque membre effectif, le Ministre désigne un suppléant qui peut participer aux travaux du comité d'accompagnement. En cas de vacance avant l'expiration d'un mandat effectif, le membre suppléant achève le mandat en cours.

Art. R. 39. La D.G.R.N.E. met à la disposition du comité d'accompagnement les locaux nécessaires.

Art. R. 40. § 1^{er}. L'avis rendu à propos des demandes d'agrément est pris à la majorité simple des membres présents.

En cas de parité des voix, la voix du président est prépondérante.

Lorsqu'un quart au moins des membres présents s'opposent à l'avis émis par la majorité, le président complète cet avis par une mention relatant l'opinion divergente.

§ 2. Le comité d'accompagnement est convoqué par le président ou, à défaut, par le Ministre. Il se réunit au minimum deux fois par an.

L'inspecteur des Finances accrédité auprès du Ministre est invité aux réunions.

Le président peut convier toutes personnes ayant des compétences particulières à participer aux travaux du comité d'accompagnement. Celles-ci ne prennent pas part au vote.

§ 3. Le comité d'accompagnement arrête son règlement d'ordre intérieur qui est approuvé par le Ministre. Le règlement d'ordre intérieur précise notamment :

- 1° les procédures de convocation des membres, d'établissement de l'ordre du jour, la validation des procès-verbaux, avis et autres documents établis au nom du comité d'accompagnement;
- 2° les modalités de vote et le nombre de participants requis pour siéger valablement;
- 3° les délégations de signatures;
- 4° le fonctionnement du secrétariat.

Les mandats sont gratuits. Les membres du comité d'accompagnement ont droit au remboursement des frais de parcours et des frais de séjours calculés selon les règles applicables aux indemnités pour les fonctionnaires de la Région. Ils sont assimilés à cette fin aux agents de rang A4.

Art. R. 41. Le comité d'accompagnement est chargé dans le cadre de sa mission :

- 1° de remettre un avis au Ministre sur les demandes, les retraits et les renouvellements d'agrément;
- 2° d'examiner les rapports annuels d'activités et comptables remis par les asbl agréées;
- 3° d'assurer la cohérence et l'évaluation des activités dispensées par l'ensemble des C.R.I.E. en Région wallonne;
- 4° de remettre annuellement un rapport d'évaluation des activités dispensées par les C.R.I.E. au Ministre;
- 5° de formuler toute proposition au Ministre.

Partie IV. — Planification environnementale dans le cadre du développement durable

Art. R. 42. L'enquête publique et la consultation prévues aux articles 41 et 42 de la partie décrétales, sont organisées conformément aux présentes dispositions réglementaires.

Art. R. 43. L'enquête publique a lieu pendant une période de quarante-cinq jours débutant à la date fixée par le Gouvernement. Les personnes et instances consultées obligatoirement en vertu de l'article 42 de la partie décrétales et celles que le Ministre décide de consulter transmettent leurs avis motivés au Ministre endéans les trente jours de la clôture de l'enquête publique.

Art. R. 44. Les autorités communales veillent à informer la population au sujet du projet de plan ou programme et des modalités de l'enquête publique. Cette information est basée sur les documents fournis par le Ministre. Les autorités communales accusent directement réception des documents et procèdent de la manière suivante :

- 1° Affichage, aux endroits habituels d'affichage en parfaites conditions de visibilité et de lisibilité et pendant les quarante-cinq jours de l'enquête publique, d'un avis public d'enquête établi selon le modèle figurant à l'annexe IV;
- 2° Annonce de l'enquête, dans les mêmes termes que ceux repris dans l'avis affiché et au plus tard sept jours après la date du début de l'affichage, dans au moins deux journaux diffusés dans la région et ce à au moins deux reprises;

Les annonces dans les journaux peuvent être groupées pour plusieurs communes voisines, à condition que les dates, heures et lieux où le dossier dont il est question au 3° est disponible soient spécifiquement précisés;

3° Pendant les quarante-cinq jours d'affichage, le dossier du projet de plan ou de programme peut être consulté à l'endroit indiqué sur l'avis. Cet endroit doit être accessible au public pendant les heures habituelles d'ouverture de l'administration communale et au moins une fois par semaine jusqu'à 20 heures ou le samedi matin;

4° Pendant les quarante-cinq jours d'affichage, tout intéressé peut adresser ses commentaires, critiques et recommandations, par écrit, à l'administration communale. Tout envoi doit porter le nom, l'adresse et la signature du ou des auteurs;

5° Dans le même délai de quarante-cinq jours, les autorités communales peuvent décider de soumettre le projet de plan ou programme à l'avis des commissions consultatives qu'elles ont instituées, et dont les compétences touchent des matières abordées dans le texte soumis à enquête. Un compte-rendu du ou des avis émis est réalisé par écrit;

6° Les autorités communales peuvent mettre en oeuvre des initiatives supplémentaires d'information du public;

7° Dans les trente jours de la clôture de l'enquête publique, les autorités communales adressent au Ministre une copie des avis émis par la population et/ou les commissions citées au 5°, auxquels sont joints les éventuels rapport de synthèse et avis motivé du conseil communal;

8° Le délai d'enquête publique est suspendu du 15 juillet au 15 août sans préjudice du droit de consultation et d'avis prévus aux 3° à 6° du présent article.

Art. R. 45. Le Gouvernement n'est pas tenu de prendre en considération les avis rentrés en dehors des délais fixés à l'article 43 et à l'article 44, 7°.

Partie V. — Evaluation des incidences sur l'environnement

CHAPITRE I^{er}. — Définitions

Art. R. 46. Pour l'application de la présente partie, on entend par :

1° « administration de l'aménagement du territoire » : le Directeur général de la Direction générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine, son ou ses délégués;

2° « administration de l'environnement » : le Directeur général de la D.G.R.N.E., son ou ses délégués;

3° « auteur d'étude » : la personne agréée qui réalise une étude d'incidences sur l'environnement;

4° « demandeur » : l'auteur de projet soumis au système d'évaluation des incidences des projets sur l'environnement;

5° « C.C.A.T. » : la Commission consultative communale d'aménagement du territoire;

6° « C.R.A.T. » : la Commission régionale d'aménagement du territoire;

CHAPITRE II. — Système d'évaluation des incidences des plans et programmes sur l'environnement

Art. R. 47. La liste des plans et programmes visé à l'article 53, paragraphe 1^{er}, de la partie décréte est déterminé à l'annexe V.

Section 1^{re}. — L'enquête publique

Art. R. 48. § 1^{er}. Conformément à l'article 57 de la partie décréte, le Collège des Bourgmestre et échevins élabore, sur la base d'un projet d'avis proposé par l'auteur du plan ou du programme, un avis mentionnant au minimum :

1° l'identité de l'auteur du plan ou du programme;

2° la nature du plan ou du programme et le territoire auquel il s'applique;

3° la date du début et de la fin de l'enquête publique;

4° l'heure et le lieu où peut être consulté le projet de plan ou de programme ainsi que le rapport sur les incidences environnementales.

Le collège des bourgmestre et échevins insère cet avis dans au moins deux quotidiens diffusés dans l'ensemble de la Région wallonne.

§ 2. Le Collège des Bourgmestre et échevins affiche l'avis visé au paragraphe premier aux endroits habituels d'affichage. L'avis affiché a au moins 35 dm² et doit être visible et lisible jusqu'au lendemain de la fin de l'enquête publique.

Art. R. 49. Toute personne peut, dans le délai de l'enquête publique, émettre ses observations et suggestions en les adressant par écrit au Collège des bourgmestre et échevins de la commune concernée par les incidences environnementales du projet de plan ou de programme et en y indiquant ses nom et adresse. A la clôture de l'enquête publique, une copie est adressée par le collège des bourgmestre et échevins à l'auteur du plan ou du programme.

Section 2. — Incidences transfrontières

Art. R. 50. Lorsque la mise en oeuvre d'un plan ou programme en cours d'élaboration est susceptible d'avoir des incidences non négligeables sur l'environnement d'une autre Région, d'un autre Etat membre de l'Union européenne ou d'un Etat partie à la Convention d'Espoo du 25 février 1991 sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière, l'auteur du plan ou du programme transmet le projet de plan ou de programme, accompagné du rapport sur les incidences environnementales et de toute information dont il dispose sur les incidences transfrontalières du plan ou du programme, aux autorités concernées de l'Etat et/ou de la Région susceptible d'être affecté en indiquant les modalités d'organisation de l'enquête publique afférente à l'évaluation environnementale du plan ou du programme et notamment la durée de l'enquête, la date probable de début de celle-ci, et la ou les communes chargées de recevoir les observations du public visées à l'article 49.

En même temps que l'auteur du plan ou du programme transmet le dossier, il informe le Gouvernement et la ou les communes visées à l'article 49 de cette transmission.

Art. R. 51. Lorsque le Gouvernement reçoit des informations telles que visées au paragraphe 2 de l'article 58 de la partie décréte, il les transmet :

1° aux Collèges des bourgmestre et échevins des communes susceptibles d'être concernées, qui les mettent à la disposition du public conformément à la procédure d'enquête publique prévue à l'article 57 de la partie décréte;

2° au CWEDD.

Les instances visées à l'alinéa 1^{er}, 1°, recueillent les observations du public et transmettent au Gouvernement leurs avis éventuels et les observations qu'ils ont recueillies dans un délai de quarante-cinq jours à dater de la clôture de l'enquête publique visée à l'alinéa 1^{er}. Le CWEDD transmet au Gouvernement son avis éventuel dans un délai de quarante-cinq jours à dater du jour où il a reçu les informations visées à l'alinéa 1^{er}.

CHAPITRE III. — *Système d'évaluation des incidences des projets sur l'environnement*

Art. R. 52. Sans préjudice des dispositions visées par l'article 49, 5°, a, b, c, d, de la partie décrétable et de l'article 62, alinéa 1^{er}, de la partie décrétable la délivrance ou l'adoption des actes administratifs suivants est subordonnée à la mise en œuvre du système d'évaluation des incidences des projets sur l'environnement prévu par les articles 62 à 77 de la partie décrétable :

- 1° le permis de lotir relatif à un parc résidentiel de week-end requis en vertu de l'article 149 du CWATUP;
- 2° la concession de mines requise en vertu du décret du 7 juillet 1988 sur les mines;
- 3° le remembrement prévu par la loi du 22 juillet 1970 relative au remembrement légal de biens ruraux.

Art. R. 53. Lorsque la mise en œuvre d'un projet requiert plusieurs permis indispensables à la bonne fin du projet, celui-ci est soumis à un seul système d'évaluation des incidences des projets sur l'environnement ce qui implique :

- 1° l'organisation d'une seule consultation du public préalable à l'établissement de l'étude d'incidences;
- 2° l'établissement d'une seule notice d'évaluation qui comporte l'ensemble des renseignements requis pour chacune des demandes de permis ou, le cas échéant, d'une seule étude d'incidences;
- 3° l'organisation après la réalisation de l'étude d'incidences, d'une seule procédure d'enquête publique et d'avis du CWEDD, de la C.C.A.T. ou à défaut de la C.R.A.T.

Art. R. 54. Toute demande de délivrance d'actes administratifs visés à l'article 52 comporte soit une notice d'évaluation des incidences sur l'environnement, soit une étude d'incidences sur l'environnement. [subr]Section première. — Forme et contenu de la notice d'évaluation

Art. R. 55. Sans préjudice de l'alinéa 2, la forme et le contenu minimum de la notice figurent en annexe VI.

Le dossier de demande de permis constitue la notice d'évaluation des incidences sur l'environnement pour le permis d'environnement ou le permis unique requis en vertu du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement .

Sans préjudice de l'article 54, pour les actes administratifs non visés à l'alinéa précédent, la demande doit être accompagnée de la notice d'évaluation des incidences sur l'environnement.

Section 2. — Projets soumis à étude d'incidences

Art. R. 56. Est soumis à la réalisation d'une étude d'incidences, tout projet identifié comme tel dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et des activités classées et faisant l'objet d'une demande d'au moins un des actes administratifs visés à l'article 52, pour autant que cette demande ait l'un des objets suivants :

- 1° la création d'un nouveau projet;
- 2° le renouvellement d'un permis relatif à une installation existante;
- 3° la transformation ou l'extension d'une installation ou projet existant ou en cours de réalisation atteint ou entraîne le dépassement d'un des seuils visés dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et des activités classées;
- 4° la transformation ou l'extension d'une installation ou projet visé dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et des activités classées et qui a pour conséquence d'augmenter de plus de 25 % la valeur autorisée par le permis délivré sur base de la dernière étude d'incidences pour le paramètre pris en considération pour la définition des seuils déterminant les projets soumis à étude d'incidences;
- 5° la transformation ou l'extension d'une installation ou projet visé dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et des activités classées qui sont soumis à étude d'incidences sans condition de seuil et qui a pour conséquence l'augmentation de plus de 25% la capacité autorisée par le permis délivré sur base de la dernière étude d'incidences.

Section 3. — Forme et contenu de l'étude d'incidences

Art. R. 57. La forme et le contenu minimum de l'étude d'incidences sont déterminées à l'annexe VII.

Le demandeur peut consulter l'autorité compétente relativement aux informations à fournir dans le cadre de l'étude d'incidences. Dans ce cas, l'autorité compétente consulte sans délai l'administration compétente, le CWEDD, la C.C.A.T. ou, à défaut, la C.R.A.T.

Les instances consultées rendent leur avis à l'autorité compétente dans un délai de 30 jours à dater de la réception de la demande et en transmettent copie au demandeur. L'autorité compétente rend son avis au demandeur dans un délai de 45 jours à dater de la réception de la demande d'informations. A défaut pour l'autorité compétente d'avoir rendu son avis dans le délai imparti, le demandeur réalise l'étude d'incidences sur base des avis transmis par les instances consultées et à défaut sur base du contenu minimum visé à l'annexe VII.

CHAPITRE IV. — *Auteurs d'études d'incidences**Section 1^{re}. — Agrément, suspension et retrait d'agrément des auteurs d'études d'incidences*Sous-section 1^{re}. — Généralités

Art. R. 58. L'agrément des auteurs d'études d'incidences est octroyé pour une ou plusieurs des catégories de projets suivants :

- 1° aménagement du territoire, urbanisme (projets visés par la rubrique 70.11 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et des activités classées), activités commerciales (projets visés par la rubrique 52.1 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et des activités classées) et de loisirs (projets visés par les rubriques 92.1 à 92.7; 55.22; 55.23 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et des activités classées);

2° projets d'infrastructure (projets visés par les rubriques 45.23; 45.24; 63.21; 70.19 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et des activités classées) en ce y compris le transport (projets visés par les rubriques 60.10 à 60.30; 61.20; 62.00 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et des activités classées) et communications;

3° mines et carrières;

4° processus industriels relatifs à l'énergie;

5° processus industriels de transformation de matières;

6° gestion des déchets;

7° gestion de l'eau (captage, épuration, distribution et traitement);

8° permis liés à l'exploitation agricole.

Sous-section 2. — Critères d'agrément

Art. R. 59. § 1^{er}. Le demandeur d'agrément a, en son sein pour chacune des catégories d'agrément sollicitées, les compétences nécessaires pour :

1° coordonner l'étude d'incidences;

2° rédiger des cahiers des charges à l'intention des sous-traitants éventuels;

3° exploiter tous les résultats y compris ceux de la sous-traitance;

4° intégrer l'ensemble des résultats obtenus en vue de déterminer les impacts singuliers et synergiques.

§ 2. Le demandeur d'agrément dispose des moyens techniques nécessaires à l'accomplissement de ses missions.

§ 3. Dans le cas d'un renouvellement d'agrément, le demandeur démontre que pendant la dernière période d'agrément il a soit réalisé des études d'incidences, soit participé à des études d'incidences en qualité de sous-traitant ou qu'il a été sollicité pour la réalisation ou la participation à des études d'incidences.

Sous-section 3. — Procédure d'octroi d'agrément

Art. R. 60. La demande d'agrément est envoyée par lettre recommandée à la poste ou remise contre récépissé en cinq exemplaires à l'administration de l'environnement.

Dans le cas d'un renouvellement d'agrément, la demande d'agrément est envoyée 6 mois avant le terme de l'agrément en cours.

Art. R. 61. La demande d'agrément comporte les indications suivantes :

1° les nom et adresse du demandeur;

2° s'il s'agit d'une personne morale, une copie des statuts ainsi que la liste des administrateurs ou des gérants;

3° les titres, qualifications et références du demandeur, des collaborateurs liés au demandeur par un contrat d'emploi et des sous-traitants éventuels;

4° les moyens techniques dont le demandeur dispose;

5° les catégories de projets définies à l'article 58 pour lesquelles le demandeur est susceptible de réaliser des études d'incidences.

Au cas où la demande a trait à un renouvellement d'agrément, elle est, en outre, accompagnée de la liste des études d'incidences que le demandeur a réalisées ou auxquelles il a participé en qualité de sous-traitant, les sollicitations pour la réalisation ou la participation à des études d'incidences ainsi que des avertissements et/ou récusations éventuellement adressés depuis la précédente décision d'agrément.

Art. R. 62. La demande est incomplète s'il manque des renseignements ou des documents requis en vertu de l'article 61.

La demande est irrecevable :

1° si elle a été introduite en violation de l'article 60;

2° si elle est déclarée incomplète à deux reprises;

3° si le demandeur ne fournit pas les renseignements demandés dans le délai prévu par l'article 63, alinéa 2.

Art. R. 63. L'administration de l'environnement envoie au demandeur sa décision statuant sur le caractère complet et recevable de la demande dans un délai de quinze jours à dater du jour où elle reçoit la demande en application de l'article 60.

Si la demande est incomplète, l'administration de l'environnement indique au demandeur, les documents manquants par lettre recommandée à la poste. Le demandeur dispose alors de trente jours à dater de la réception de la lettre recommandée pour fournir à l'administration de l'environnement les compléments demandés par envoi recommandé ou par remise contre récépissé.

Dans les quinze jours suivant la réception des compléments, l'administration de l'environnement envoie au demandeur sa décision sur le caractère complet et recevable de la demande. Si l'administration de l'environnement estime une seconde fois que la demande est incomplète, elle la déclare irrecevable.

Si la demande est irrecevable, l'administration de l'environnement indique au demandeur, dans les conditions et délai prévus à l'alinéa 1^{er}, ou, le cas échéant, dans le délai prévu à l'alinéa 3, les motifs de l'irrecevabilité.

Art. R. 64. Si l'administration de l'environnement n'a envoyé au demandeur aucune décision dans les conditions et délais prévus à l'article 63, la demande est considérée comme recevable.

Dans ce cas, le demandeur envoie une copie du dossier de la demande au Ministre.

Art. R. 65. Dès qu'une demande est déclarée ou réputée recevable, l'administration de l'environnement la soumet pour avis :

1° au CWEDD;

2° à la C.R.A.T.;

3° à l'administration de l'aménagement du territoire.

L'avis de l'administration de l'aménagement du territoire, de la C.R.A.T. et du CWEDD sont transmis à l'administration de l'environnement ou remis contre récépissé, dans un délai de trente jours à dater de la réception de la demande d'avis. A défaut, ceux-ci sont réputés favorables.

Ces délais sont suspendus du 16 juillet au 15 août.

Art. R. 66. L'administration de l'environnement envoie sa proposition de décision accompagnée des avis visés à l'article 65 au Ministre dans les 50 jours de sa décision sur le caractère complet et recevable du dossier.

Ces délais sont suspendus du 16 juillet au 15 août.

Art. R. 67. Le Ministre envoie au demandeur sa décision sur la demande d'agrément, dans les trente jours de la réception de l'avis de l'administration de l'environnement.

La décision d'agrément est publiée par extrait au *Moniteur belge*.

Art. R. 68. La décision statuant sur la demande d'agrément fixe la durée de celui-ci et les catégories de projets définies à l'article 58 pour lesquelles le bénéficiaire est susceptible de réaliser des études d'incidences.

La durée d'agrément ne peut excéder 5 ans.

Art. R. 69. En cas de modification d'un des éléments indiqués dans la demande d'agrément conformément à l'article 61, l'auteur d'études en avise immédiatement, par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception, l'administration de l'environnement. Si celle-ci juge que les modifications indiquées sont de nature à justifier une modification, une suspension ou un retrait de l'agrément elle en fait part, dans les trente jours, à l'auteur agréé, par lettre recommandée à la poste.

L'auteur agréé dispose, à dater de la réception de ce courrier, d'un délai de soixante jours pour notifier à l'administration de l'environnement les mesures qu'il envisage de prendre pour donner suite aux observations de celle-ci.

Art. R. 70. D'initiative ou sur proposition du CWEDD, de la C.C.A.T. ou de la C.R.A.T., le Ministre peut, lorsqu'il juge une ou plusieurs études d'incidences insuffisantes ou incomplètes, adresser à l'auteur d'étude un avertissement. Sa décision est notifiée par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception.

Sous-section 4. — Suspension ou retrait d'agrément

Art. R. 71. Le Ministre peut, pendant la durée de l'agrément, et après avoir invité l'auteur d'étude à faire valoir ses explications, modifier, suspendre ou retirer l'agrément de manière partielle ou totale :

1° dans le cas visé à l'article 69, lorsque l'auteur d'études n'a pas notifié à l'administration de mesure destinée à donner suite à ses observations ou lorsque les mesures envisagées sont estimées insuffisantes;

2° après un avertissement visé à l'article 70.

La décision est publiée par extrait au *Moniteur belge*.

Section 2. — Choix de l'auteur d'étude

Art. R. 72. Le demandeur choisit l'auteur d'étude, parmi les personnes agréées en qualité d'auteurs d'études d'incidences, pour la ou les catégories à laquelle ou auxquelles son projet se rattache conformément à l'article 58.

Il notifie immédiatement son choix, par pli recommandé à la poste :

1° au Ministre;

2° à l'autorité compétente;

3° à l'administration de l'environnement et à l'administration de l'aménagement du territoire.

Il notifie également son choix immédiatement, par pli ordinaire :

1° au CWEDD par pli ordinaire;

2° à la C.C.A.T., ou à défaut à la C.R.A.T., par pli ordinaire.

Section 3. — Récusation d'une personne choisie en qualité d'auteur d'étude d'incidences

Art. R. 73. Toute personne choisie en qualité d'auteur d'étude d'incidences peut être récusée si elle se trouve dans des conditions susceptibles de mettre en cause l'indépendance de l'exercice de sa mission.

Art. R. 74. L'autorité compétente, l'administration de l'environnement ou l'administration de l'aménagement du territoire, peuvent, après audition de l'auteur d'étude d'incidences, proposer au Ministre la récusation d'une personne choisie en qualité d'auteur d'étude d'incidences.

Art. R. 75. Le Ministre statue dans un délai de quinze jours à dater de la notification prévue à l'article 72. Si la proposition de récusation est acceptée, celle-ci est notifiée à l'auteur d'étude d'incidences ainsi qu'au demandeur de permis, par pli recommandé à la poste avec accusé de réception.

Une copie est adressée par pli ordinaire aux instances visées à l'article 72.

CHAPITRE V. — *Consultation du public avant l'introduction de la demande de permis*

Art. R. 76. La phase de consultation du public prévue à l'article 71 de la partie décrétable est organisée conformément aux dispositions du présent chapitre.

Dans le cas où un projet est situé sur le territoire de plusieurs communes, les articles 77 et 80 s'appliquent à chacune des communes concernées.

Art. R. 77. Au moins quinze jours avant la tenue de la consultation visée à l'article 78, le demandeur procède à la publication d'un avis mentionnant au minimum :

- 1° l'identité du demandeur;
- 2° la nature du projet et son lieu d'implantation;
- 3° la date, l'heure et le lieu de la réunion d'information prévue à l'article 78.

Cet avis est diffusé dans deux médias choisis par le demandeur parmi les médias suivants :

- 1° deux journaux diffusés dans la région;
- 2° un bulletin communal d'information s'il existe et est distribué à toute la population;
- 3° un journal publicitaire toutes boîtes;
- 4° une information toutes boîtes distribuée dans un rayon de 3 kilomètres du lieu d'implantation du projet.

Le demandeur adresse copie des avis publiés et des factures y afférentes au Collège.

L'autorité compétente affiche un avis qui reproduit l'alinéa 1^{er} :

- 1° aux endroits habituels d'affichage;
- 2° à trois endroits proches du lieu où le projet doit être implanté, le long d'une voie publique carrossable ou de passage.

L'avis affiché, a au moins 35 dm² et doit être visible et lisible jusqu'au lendemain de la réunion prévue à l'article 78.

Art. R. 78. Entre le seizième et le vingt-septième jour à dater de la publication prévue à l'article 77, le demandeur organise dans la commune où se situe la plus grande superficie occupée par le projet une réunion de consultation à laquelle la population des communes sur le territoire desquelles le projet est éventuellement destiné à aussi s'implanter est invitée.

Sont également invités à la réunion et peuvent s'y faire représenter :

- 1° la personne choisie par le demandeur pour réaliser l'étude d'incidences;
- 2° l'autorité compétente;
- 3° l'administration de l'environnement et l'administration de l'aménagement du territoire;
- 4° le CWEDD, la C.C.A.T. ou à défaut la C.R.A.T., qui peuvent y déléguer deux de leurs membres au plus;
- 5° les représentants de la ou des communes du lieu d'implantation;
- 6° les représentants des communes situées dans un rayon de 3 kilomètres autour du lieu d'implantation du projet.

La réunion a pour objet :

- 1° de permettre à l'auteur de projet de présenter son projet;
- 2° de permettre au public de s'informer et d'émettre ses observations et suggestions concernant le projet;
- 3° de mettre en évidence des points particuliers qui pourraient être abordés dans l'étude d'incidences;
- 4° de présenter des alternatives pouvant raisonnablement être envisagées par le demandeur afin qu'il en soit tenu compte lors de la réalisation de l'étude d'incidences.

Art. R. 79. Toute personne peut dans un délai de quinze jours à dater du jour de la tenue de la réunion de consultation prévue à l'article 78 émettre ses observations et suggestions destinées à la réalisation de l'étude d'incidences en les adressant par écrit au collège des bourgmestre et échevins du lieu où s'est tenue la réunion de consultation et en y indiquant ses nom et adresse ainsi qu'une copie au demandeur lequel la communique sans délai à l'auteur de l'étude.

Art. R. 80. Les délais prévus au présent chapitre sont suspendus du 16 juillet au 15 août.

CHAPITRE VI. — *Avis portant sur l'étude d'incidences sur l'environnement et publicité de la décision*

Art. R. 81. En même temps qu'elle notifie au demandeur le caractère complet et/ou recevable de la demande de permis ou qu'elle transmet le dossier de demande à l'autorité compétente, l'instance qui a procédé à cette notification ou à cette transmission transmet au CWEDD, à la C.C.A.T. ou à défaut à la C.R.A.T. :

- 1° la demande de permis;

2° l'étude d'incidences;

3° l'ensemble des observations et suggestions adressées conformément à l'article 79.

Art. R. 82. Pour tout projet soumis à étude d'incidences sur l'environnement, le CWEDD envoie ou remet contre récépissé un avis sur la qualité de l'étude d'incidences et sur l'opportunité environnementale du projet à l'autorité qui l'a sollicité.

La C.C.A.T. ou, à défaut, la C.R.A.T. envoie ou remet contre récépissé à l'autorité qui l'a sollicité, dans le même délai, un avis sur la qualité de l'étude et sur les objectifs du projet conformément aux objectifs définis par l'article 1^{er}, paragraphe 1^{er}, alinéa 2 du CWATUP lorsque la demande porte sur un des permis suivants :

1° un permis unique requis en vertu du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

2° un permis d'urbanisme ou de lotir requis par le CWATUP;

3° une concession de mines requise en vertu du décret du 7 juillet 1988 sur les mines;

4° un permis de valorisation de terril requis en vertu du décret 9 mai 1985 concernant la valorisation de terrils.

A défaut d'avis dans les délais requis, l'avis est réputé favorable.

Le CWEDD et les commissions susvisées peuvent demander au demandeur et à l'auteur d'étude d'incidences des informations complémentaires sur l'étude d'incidences ou son contenu.

CHAPITRE VII. — *Incidences transfrontières*

Art. R. 83. Lorsqu'une demande relative à un projet situé en Région wallonne est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement d'une autre Région, d'un autre Etat membre de l'Union européenne ou d'un Etat partie à la Convention d'Espoo, l'instance qui a considéré que le dossier de demande était complet et recevable transmet celui-ci accompagné de l'étude d'incidences et de toute information dont elle dispose sur les incidences transfrontalières du projet aux autorités concernées de l'Etat et/ou de la Région susceptible d'être affectés en indiquant :

1° l'autorité compétente et le délai endéans lequel sa décision doit être prise;

2° les modalités d'organisation de l'enquête publique afférente à l'instruction de la demande de permis et notamment la durée de l'enquête, la date probable de début de celle-ci, et l'autorité chargée de recevoir les observations du public.

En même temps qu'elle transmet le dossier, elle informe le Gouvernement et l'autorité compétente de cette transmission.

Art. R. 84. L'autorité compétente envoie sa décision par recommandé aux autorités concernées visées à l'article 83.

Art. R. 85. Lorsque le Gouvernement reçoit en exécution de l'article 76, paragraphe 2, de la partie décrétable des informations visées à l'article 7.3 de la directive 85/337/CEE concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics ou privés sur l'environnement, il les transmet :

1° aux Collèges des bourgmestres et échevins des communes susceptibles d'être concernées qui les mettent à la disposition du public conformément à la procédure d'enquête publique prévue aux articles 24 et suivants du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement pour les demandes de permis d'environnement;

2° au CWEDD.

Les instances visées à l'alinéa 1^{er}, 1° recueillent les observations du public et transmettent au Gouvernement leurs avis éventuels et les observations qu'ils ont recueillies dans un délai de trente jours à dater du jour où ils ont reçu les informations visées à l'alinéa 1^{er}.

CHAPITRE VIII. — *Dispositions abrogatoires et transitoires*

Art. R. 86. L'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 31 octobre 1991 portant exécution du décret du 11 septembre 1985 organisant l'évaluation des incidences sur l'environnement en Région wallonne est abrogé.

Par dérogation à l'alinéa premier, jusqu'au 3 juin 2007, le demandeur peut choisir l'auteur d'étude, parmi les personnes agréées en qualité d'auteurs d'étude d'incidences en vertu de l'article 16 de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 31 octobre 1991 portant exécution du décret du 11 septembre 1985 organisant l'évaluation des incidences sur l'environnement dans la Région wallonne pour la ou les catégories à laquelle ou auxquelles son projet se rattache conformément à l'article 10 de l'arrêté précité. Toutefois, lorsque le projet concerne la gestion de l'eau au sens de l'article 58, 7°, le demandeur choisit l'auteur parmi les personnes agréées en qualité d'auteurs d'études d'incidences :

1° soit pour les catégories « aménagement du territoire, projets de dimension moyenne en particulier les équipements et aménagements ruraux et de loisirs » et « processus industriels de transformation de matières »;

2° soit pour les catégories « aménagement du territoire, urbanisme » et « processus industriels de transformation de matières ».

Lorsqu'il est fait application de l'alinéa 2, le choix de l'auteur est notifié conformément à l'article 72, alinéas 2 et 3.

Partie VI. — Conventions environnementales

Annexe I^e

ACCUSE DE RECEPTION (Date) (x).....

OBJET : Demande d'information relative à l'environnement.

Accusé de réception.

Conformément à l'article 13, paragraphe 2, de la partie décrétele j'accuse réception de votre lettre datée du (x)..... reçue le (x)..... et concernant une demande d'information relative à (x).....

(xx) 1) Le(s) document(s) demandé(s) pourra(ont) être consulté(s) gratuitement à partir du (x) (date).

à l'adresse ci-après (x).....

les (jours et heures) (x).....

(xx) 2) Le(s) document(s) demandé(s) vous sera(ont) transmis contre remboursement avant le (x)..... à..... euro/page.

(xx) 3) Une réponse à votre demande vous sera fournie avant le (x).....(date)

(x) (signature).....

(x) : à compléter

(xx) : biffer la mention inutile

MODALITES DE RECOURS

Livre premier du Code de l'Environnement (extraits)

Art. R. 15. § 1^{er}. L'autorité publique fournit les données au demandeur dans les meilleurs délais et au plus tard dans le mois à compter de la réception de la demande.

§ 2. L'autorité publique peut prolonger le délai fixé au paragraphe 1^{er} en cas d'impossibilité matérielle de fournir l'accès dans le délai prescrit. Cette impossibilité est dûment motivée et notifiée, par écrit, au demandeur. L'autorité publique mentionne clairement les possibilités et les modalités de recours dont dispose le demandeur, conformément à l'article 17.

Art. R. 17. § 1^{er}. Toute personne physique ou morale estimant que le délai fixé par l'autorité publique en vertu de l'article 15, paragraphe 2, est trop long ou estimant que sa demande d'information a été abusivement rejetée ou négligée ou qu'elle n'a pas reçu une réponse satisfaisante de la part de l'autorité publique, peut introduire un recours à l'encontre de la décision, conformément aux règles définies par le Gouvernement.

§ 2. L'absence de transmission de l'information au terme du délai fixé par l'autorité publique en application de l'article 15 ouvre la possibilité pour le demandeur d'introduire un recours conformément aux règles définies par le Gouvernement.

Art. R. 18. Il est créé une commission de recours pour statuer sur les recours prévus par l'article 17 de la partie décrétele. Le siège de la commission de recours est fixé dans les locaux de la D.G.R.N.E.

Art. R. 23. Le recours est formé par requête adressée au secrétariat de la commission par lettre recommandée à la poste. Il doit être formé dans les quinze jours de la notification de la décision contestée ou, en l'absence d'une telle décision, dans les quinze jours qui suivent l'expiration des délais prévus à l'article 15 de la partie décrétele.

Art. R. 24. La requête énonce :

1° l'identité et le domicile du requérant;

2° l'identité et le siège de l'autorité publique à laquelle la demande d'information a été faite;

3° l'objet de cette demande d'information;

4° les moyens du recours.

Le requérant produit, en outre, en annexe à sa requête, toutes pièces qu'il juge utiles et un inventaire détaillé des informations qu'il aurait partiellement reçues.

Annexe II

PROLONGATION DES DELAIS

Envoi par recommandé

(Date) (x).....

OBJET : Demande d'information relative à l'environnement.

Prolongation des délais fixés.

Suite à votre lettre du (x)..... concernant une demande d'information relative (x).....

Je vous informe que le délai fixé pour répondre à votre demande d'accès à l'information est prolongé jusque (x)..... (date) en raison de l'impossibilité matérielle de fournir l'accès dans le délai prescrit.

(motiver comme suit) (x)

.....

.....

(signature) (x).....

(x) à compléter.

MODALITES DE RECOURS

Livre premier du Code de l'Environnement (extraits)

Art. R. 15. § 1^{er}. L'autorité publique fournit les données au demandeur dans les meilleurs délais et au plus tard dans le mois à compter de la réception de la demande.§ 2. L'autorité publique peut prolonger le délai fixé au paragraphe 1^{er} en cas d'impossibilité matérielle de fournir l'accès dans le délai prescrit. Cette impossibilité est dûment motivée et notifiée, par écrit, au demandeur. L'autorité publique mentionne clairement les possibilités et les modalités de recours dont dispose le demandeur, conformément à l'article 17.Art. R. 17. § 1^{er}. Toute personne physique ou morale estimant que le délai fixé par l'autorité publique en vertu de l'article 15, paragraphe 2, est trop long ou estimant que sa demande d'information a été abusivement rejetée ou négligée ou qu'elle n'a pas reçu une réponse satisfaisante de la part de l'autorité publique, peut introduire un recours à l'encontre de la décision, conformément aux règles définies par le Gouvernement.

§ 2. L'absence de transmission de l'information au terme du délai fixé par l'autorité publique en application de l'article 15 ouvre la possibilité pour le demandeur d'introduire un recours conformément aux règles définies par le Gouvernement.

Art. R. 18. Il est créé une commission de recours pour statuer sur les recours prévus par l'article 17 de la partie décrétales. Le siège de la commission de recours est fixé dans les locaux de la D.G.R.N.E.

Art. R. 23. Le recours est formé par requête adressée au secrétariat de la commission par lettre recommandée à la poste. Il doit être formé dans les quinze jours de la notification de la décision contestée ou, en l'absence d'une telle décision, dans les quinze jours qui suivent l'expiration des délais prévus à l'article 15 de la partie décrétales.

Art.R. 24. La requête énonce :

1° l'identité et le domicile du requérant;

2° l'identité et le siège de l'autorité publique à laquelle la demande d'information a été faite;

3° l'objet de cette demande d'information;

4° les moyens du recours.

Le requérant produit, en outre, en annexe à sa requête, toutes pièces qu'il juge utiles et un inventaire détaillé des informations qu'il aurait partiellement reçues.

Annexe III

REFUS

Envoi par recommandé (Date) (x).....

OBJET : Demande d'information relative à l'environnement.

Refus total ou partiel d'accès à l'information.

Suite à votre lettre du (x) concernant une demande d'information relative à (x)

Je vous informe que les données relatives à (x) ne pourront vous être communiquées pour les motifs suivants : (xx).....

O - la demande porte sur des communications internes;

O - la demande est manifestement abusive;

O - la demande est formulée d'une manière trop générale;

O - l'information est susceptible de porter atteinte :

+ au secret des délibérations du Gouvernement, du Collège des Bourgmestre et Echevins, de la Députation permanente;

+ au secret des négociations interrégionales, nationales, internationales de la Région;

+ au secret des procédures engagées devant les juridictions;

+ au secret commercial et industriel;

+ au secret de la vie privée, et notamment au respect des dispositions relatives à la protection et à la confidentialité des données nominatives des archives et des fichiers administratifs.

Motivation (x)

(signature) (x).....

(x) à compléter.

(xx) cocher le (les) motif(s)

MODALITES DE RECOURS

Livre premier du Code de l'Environnement (extraits)

Art. R. 15. § 1^{er}. L'autorité publique fournit les données au demandeur dans les meilleurs délais et au plus tard dans le mois à compter de la réception de la demande.

§ 2. L'autorité publique peut prolonger le délai fixé au paragraphe 1^{er} en cas d'impossibilité matérielle de fournir l'accès dans le délai prescrit. Cette impossibilité est dûment motivée et notifiée, par écrit, au demandeur. L'autorité publique mentionne clairement les possibilités et les modalités de recours dont dispose le demandeur, conformément à l'article 17.

Art. R. 17. § 1^{er}. Toute personne physique ou morale estimant que le délai fixé par l'autorité publique en vertu de l'article 15, paragraphe 2, est trop long ou estimant que sa demande d'information a été abusivement rejetée ou négligée ou qu'elle n'a pas reçu une réponse satisfaisante de la part de l'autorité publique, peut introduire un recours à l'encontre de la décision, conformément aux règles définies par le Gouvernement.

§ 2. L'absence de transmission de l'information au terme du délai fixé par l'autorité publique en application de l'article 15 ouvre la possibilité pour le demandeur d'introduire un recours conformément aux règles définies par le Gouvernement.

Art. R. 18. Il est créé une commission de recours pour statuer sur les recours prévus par l'article 17 de la partie décrétable. Le siège de la commission de recours est fixé dans les locaux de la D.G.R.N.E.

Art. R. 23. Le recours est formé par requête adressée au secrétariat de la commission par lettre recommandée à la poste. Il doit être formé dans les quinze jours de la notification de la décision contestée ou, en l'absence d'une telle décision, dans les quinze jours qui suivent l'expiration des délais prévus à l'article 15 de la partie décrétable.

Art. R. 24. La requête énonce :

1° l'identité et le domicile du requérant;

2° l'identité et le siège de l'autorité publique à laquelle la demande d'information a été faite;

3° l'objet de cette demande d'information;

4° les moyens du recours.

Le requérant produit, en outre, en annexe à sa requête, toutes pièces qu'il juge utiles et un inventaire détaillé des informations qu'il aurait partiellement reçues.

Annexe IV

Avis à la population

L'administration communale de..... informe la population qu'en vertu des articles 7 à 9 et 30 à 48 de la partie décréale et des articles 42 à 45, et conformément à la décision du Gouvernement wallon du..... le Ministre de l'Environnement pour la Région wallonne a soumis à une enquête publique le projet de plan (ou programme) (suit l'intitulé) pendant une période allant du..... au.....

La population est invitée à :

1. consulter le dossier soumis à enquête publique à l'adresse suivante :
- aux jours et heures suivants :
2. introduire par écrit ses observations à l'administration communale et ce à l'adresse suivante :
- avant le :

Annexe V

Liste I des plans et programmes visés à l'article 53, paragraphe 1^{er}, de la partie décréale

Sont soumis à évaluation des incidences sur l'environnement, en vertu de l'article 53, paragraphe 1^{er}, alinéa 1, de la partie décréale, les plans et programmes suivants :

1. Le plan parcellaire et le plan de remembrement visés à l'article 3 de la loi du 22 juillet 1970 relative au remembrement légal de biens ruraux;
2. Le plan des nouveaux chemins et des nouvelles voies d'écoulement d'eau visé à l'article 24 de la loi du 22 juillet 1970 relative au remembrement légal de biens ruraux;
3. Le plan parcellaire et le plan d'échange visés à l'article 12 de la loi du 12 juillet 1976 portant des mesures particulières en matière de remembrement légal de biens ruraux lors de l'exécution de grands travaux d'infrastructure;
4. Le plan des nouveaux chemins et des nouvelles voies d'écoulement d'eau visé à l'article 37 de la loi du 12 juillet 1976 portant des mesures particulières en matière de remembrement légal de biens ruraux lors de l'exécution de grands travaux d'infrastructure;
5. Le plan parcellaire et le plan de relotissement visés à l'article 47 de la loi du 12 juillet 1976 portant des mesures particulières en matière de remembrement légal de biens ruraux lors de l'exécution de grands travaux d'infrastructure;
6. Le plan parcellaire et le plan de relotissement visés à l'article 18 de la loi du 10 janvier 1978 portant des mesures particulières en matière de remembrement à l'amiable de biens ruraux;
7. Le plan des nouveaux chemins et des nouvelles voies d'écoulement d'eau visé à l'article 45 de la loi du 10 janvier 1978 portant des mesures particulières en matière de remembrement à l'amiable de biens ruraux;
8. Le plan relatif à la gestion des déchets visé à l'article 24, § 1^{er}, du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets;
9. Le programme de mesures visé à l'article 23 de la partie décréale du livre II du Code de l'environnement;
10. Le plan de gestion du bassin hydrographique visé à l'article 24 de la partie décréale du livre II du Code de l'environnement;
11. Le plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique visé à l'article 218 de la partie décréale du livre II du Code de l'environnement;
12. Le programme des travaux d'égouttage visé à l'article 219 de la partie décréale du livre II du Code de l'environnement;
13. La programmation des travaux de curage et de dragage à effectuer visée à l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 1995 relatif à la gestion des matières enlevées du lit et des berges des cours et plans d'eau du fait de travaux de dragage ou de curage;
14. Le plan de gestion des travaux exécutés par la watingue visé à l'article 132 de la partie décréale du livre II du Code de l'environnement;
15. Le plan d'environnement pour le développement durable visé à l'article 37 de la partie décréale;
16. Le programme d'action pour la qualité de l'air visé à l'article 46 de la partie décréale;
17. Le programme d'action pour la qualité des sols visé à l'article 46 de la partie décréale;
18. Le programme d'action pour la protection de la nature visé à l'article 46 de la partie décréale;
19. Le plan communal d'environnement et de développement de la nature visé à l'article 48 de la partie décréale;
20. Le plan d'action intégré par zone ou agglomération visé à l'article 8 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 juin 2000 relatif à l'évaluation et la gestion de la qualité de l'air ambiant;
21. L'arrêté de classification des terrils visé à l'article 3 du décret du 9 mai 1985 concernant la valorisation des terrils.

Annexe VI

Forme et contenu minimum de la notice I d'évaluation des incidences sur l'environnement visés à l'article 67, paragraphe 1^{er}, de la partie décrétable.

1° Demandeur

Nom

Prénom.....

Qualité

Domicile.....

Numéro de téléphone

Numéro de télécopie.....

Date de la demande

2° Présentation du projet

— Pour chacune des phases, décrire le projet selon les aménagements et constructions prévus en indiquant les principales caractéristiques de ceux-ci (superficie, dimensions, etc).

Mention des divers travaux s'y attachant (déboisement, excavation, remblayage, etc...).

Mention des modalités d'opération ou d'exploitation (procédés de fabrication, ateliers, stockage,...).

Joindre tous les documents permettant de mieux cerner les caractéristiques du projet (croquis, vue en coupe, etc).

3° Situation existante de droit en aménagement du territoire, urbanisme et patrimoine.

— Indiquer en surimpression sur le plan de secteur la destination et/ou périmètre du terrain.

— Indiquer la destination du terrain au plan communal d'aménagement (PCA).

— Le terrain est-il situé :

* dans un lotissement non périme ? OUI - NON;

* dans un périmètre de protection et/ou inscrit sur une liste de sauvegarde ? OUI - NON;

* à proximité d'un centre ancien protégé, d'un bien immobilier classé, d'un site archéologique ? OUI - NON;

* dans un périmètre de protection visé par la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, modifiée notamment par le décret du 6 décembre 2001 relatif aux réserves naturelles ou forestières, sites Natura 2000.

* à proximité d'un périmètre de protection visé par la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, modifiée notamment par le décret du 6 décembre 2001 relatif aux réserves naturelles ou forestières, sites Natura 2000;

4° Description du site avant la mise en oeuvre du projet.

— Relief du sol et pente du terrain naturel (inférieure à 6%, entre 6 et 15 %, supérieure à 15 %).

Nature du sol.

Occupation du sol autre que les constructions existantes (friche, terrain vague, jardin, culture, prairie, forêt, lande, fagnes, zone humide...).

Présence de nappes phréatiques, de points de captage.

Direction et points de rejets d'eau dans le réseau hydrographique des eaux de ruissellement.

Cours d'eau, étangs, sources, captages éventuels.

Evaluation sommaire de la qualité biologique du site.

Evaluation sommaire de la qualité du site Natura 2000, des réserves naturelles ou forestières.

Raccordement à une voirie équipée (route, égout, eau, électricité, gaz naturel,...).

Présence d'un site classé ou situé sur une liste de sauvegarde ? OUI - NON.

Présence d'un site archéologique? OUI - NON.

Présence d'un site Natura 2000, réserves naturelles ou réserves forestières ?

5° Effets du projet sur l'environnement.

a) Le projet donnera-t-il lieu à des rejets de gaz, de vapeur d'eau, de poussières ou d'aérosols ?

— dans l'atmosphère : OUI - NON

— indiquez en

* la nature;

* le débit.

b) Le projet donnera-t-il lieu à des rejets liquides ?

dans les eaux de surface : OUI - NON.

dans les égouts : OUI - NON.

sur ou dans le sol : OUI - NON.

— indiquez en

* la nature (eaux de refroidissement, industrielles, pluviales, boues,...);

* le débit ou la quantité

Un plan indiquant le(s) point(s) de déversement dans les égouts ou dans les cours d'eau doit être joint au dossier.

c) Le projet supposera-t-il des captages ?

— en eau de surface :

* lieu;

* quantité;

— en eaux souterraines :

* dénomination du point de captage;

* quantité.

d) Description de la nature, de la quantité, du mode d'élimination et/ou de transport choisis pour les sous-produits et déchets produits par le projet envisagé.

e) Le projet pourra-t-il provoquer des nuisances sonores pour le voisinage ? OUI - NON :

* de quel type;

* de façon permanente ou épisodique.

f) Modes de transport prévus et les voies d'accès et de sortie :

* pour le transport de produits;

* pour le transport de personnes;

* localisation des zones de parking;

* localisation des pipe-line, s'il y en a.

Le projet portera-t-il atteinte à l'esthétique général du site ? OUI - NON

Le projet donnera-t-il lieu à des phénomènes d'érosion ? OUI - NON

i) Intégration au cadre bâti et non bâti : risques d'un effet de rupture dans le paysage naturel ou par rapport aux caractéristiques de l'habitat traditionnel de la région ou du quartier (densité excessive ou insuffisante, différences par rapport à l'implantation, l'orientation, le gabarit, la composition des façades, les matériaux et autres caractéristiques architecturales des constructions environnantes mentionnées au plan d'implantation).

j) Compatibilité du projet avec les voisinages (présence d'une école, d'un hôpital, d'un site Natura 2000, d'une réserve naturelle, d'une réserve forestière, etc).

Risques d'autres nuisances éventuelles.

Modification sensible du relief du sol. Dénivellation maximale par rapport au terrain naturel.

Boisement et/ou déboisement.

Nombre d'emplacements de parkings.

Impact sur la nature.

Construction ou aménagement de voirie.

Epuración individuelle.

6° Justification des choix et de l'efficacité des mesures palliatives ou protectrices éventuelles ou de l'absence de ces mesures.

7° Mesures prises en vue d'éviter ou de réduire les effets négatifs sur l'environnement

— les rejets dans l'atmosphère;

— les rejets dans les eaux;

— les déchets de production;

— les odeurs;

— le bruit;

— la circulation;

— impact sur le patrimoine naturel;

— l'impact paysager.

Annexe VII

Forme et contenu minimum de l'étude d'incidences visés à l'article 67, paragraphe 2, de la partie décréale

Auteur de l'étude

1° Bureau d'étude agréé.

2° Collaborateurs extérieurs associés pour l'étude.

Projet étudié

1° Demandeur.

2° Siège d'exploitation (Coordonnées précises du site d'implantation du projet, coordonnées Lambert).

3° Description des lieux et des abords (description des éléments susceptibles d'être affectés par le projet proposé, y compris notamment la population, la faune, la flore, le sol, l'eau, l'air, les facteurs climatiques, les biens matériels, le patrimoine architectural et archéologique, le paysage ainsi que l'interaction entre les facteurs précités).

4° Type d'établissement.

5° Présentation du projet :

— Secteur d'activités;

— Description succincte;

— Description détaillée (liste des installations et activités et des dépôts, nature des énergies utilisées ou produites, durée du permis sollicité, calendrier approximatif de la mise en oeuvre du permis, liste des matières entrantes, intermédiaires et sortantes).

6° Description des effets importants directs et indirects que le projet est susceptible d'avoir sur l'environnement (y compris notamment sur la population, la faune, la flore, le sol, l'eau, l'air, les réserves naturelles et les réserves forestières, les sites Natura 2000, les facteurs climatiques, les biens matériels, le patrimoine architectural et archéologique, le paysage ainsi que l'interaction entre les facteurs précités) comportant une indication précise des méthodes de prévision et des hypothèses de base retenues ainsi que des données environnementales pertinentes utilisées.

7° Le Ministre peut arrêter les bases de données utiles à la réalisation des calculs de dispersion de polluants gazeux et à la modélisation des effets des sources visées par les articles 52 à 86. Le dossier d'étude d'incidences comprendra au moins une évaluation des niveaux de pollution utilisant les données dont question ci-dessus.

8° Description des incidences sur l'environnement d'un autre Etat membre de l'Union européenne, d'un Etat partie à la convention d'Espoo du 25 février 1991 sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière, d'une autre région, d'une province ou d'une commune voisine.

Solutions et mesures pour éviter et réduire les effets sur l'environnement :

1° Synthèse des observations formulées dans le cadre de la consultation du public avant l'étude d'incidences, prévue à l'article 78.

2° Esquisse des principales solutions de substitution techniquement réalisables examinées par le maître de l'ouvrage et indication des principales raisons de son choix, eu égard aux effets sur l'environnement.

3° Description des mesures envisagées pour éviter, réduire et si possible compenser les effets négatifs importants sur l'environnement.

Commentaires de l'auteur de l'étude :

1° Aperçu des difficultés éventuelles (lacunes techniques ou manques dans les connaissances) rencontrées par l'auteur de l'étude dans la compilation des informations requises.

2° Propositions et recommandations de l'auteur de l'étude.

Résumé non technique des informations reprises aux rubriques ci-dessus :

Cette rubrique 5 est imprimée sur des pages de format A4 et doit être lisible après photocopie éventuelle en noir et blanc à l'exception des expressions cartographiques. »

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2005 — 1099

[C - 2005/27317]

17. MÄRZ 2005 — Erlass der Wallonischen Regierung über das Buch I des Umweltgesetzbuches

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 27. Mai 2004 über das Buch I des Umweltgesetzbuches;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 6. Mai 1993 zur Festlegung des Musters der in Ausführung des Dekrets vom 13. Juni 1991 über den freien Zugang der Bürger zu Informationen über die Umwelt zu benutzenden Dokumente;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 6. Mai 1993 zur Bestimmung der Regeln betreffend den im Dekret vom 13. Juni 1991 über den freien Zugang der Bürger zu Informationen über die Umwelt vorgesehenen Einspruch;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. April 1994 zur Festlegung der Regeln für die öffentliche Untersuchung und die Konsultation zur Umweltplanung im Rahmen einer nachhaltigen Entwicklung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 18. Mai 1995 zur Festlegung der Zusammensetzung und der Arbeitsweise des "Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable (Wallonischer Umweltrat für eine nachhaltige Entwicklung);

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 20. Dezember 2000 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 20. Mai 1999 über die Umwelterziehung in der Wallonischen Region;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Organisation der Bewertung der Umweltverträglichkeit in der Wallonischen Region;

Aufgrund des am 12. Februar 2004 abgegebenen Gutachtens des "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoher Rat der Städte, Gemeinden und Provinzen der wallonischen Region);

Aufgrund des am 12. Februar 2004 abgegebenen Gutachtens des Wallonischen Umweltrats für eine nachhaltige Entwicklung;

Aufgrund des Gutachtens des Regionalausschusses für Raumordnung vom 13. Februar 2004;

Aufgrund des am 23. Juni 2004 abgegebenen Gutachtens des Staatsrates;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus; Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Die nachstehenden Bestimmungen bilden den verordnungsrechtlichen Teil vom Buch I des Umweltgesetzbuches:

"Buch I — Gemeinsame und allgemeine Bestimmungen

Teil I - Grundsätze des Umweltrechts und allgemeine Definitionen

TITEL I - Grundsätze

TITEL II - Definitionen

Art. R. 1. Im Sinne des vorliegenden Buches versteht man unter "dekretalem Teil" diejenigen Bestimmungen des dekretalen Teils vom Buch I des Umweltgesetzbuches, die in Art. 1 des Dekrets vom 27. Mai 2004 über das Buch I des Umweltgesetzbuches enthalten sind.

Art. R. 2. Im Sinne des vorliegenden Gesetzbuches gelten folgende Definitionen:

1 "Minister": der Minister, der die in Art. 6, § 1, II des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen genannten Befugnisse ausübt;

2° "D.G.R.N.E. » : die Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt des Ministeriums der Wallonischen Region.

Teil II - Beratungsinstanz

Art. R. 3. Im Sinne des vorliegenden Teils versteht man unter "Rat" den durch Art. 7 des dekretalen Teils eingesetzten "CWEDD" (Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable) (Wallonischer Umweltrat für eine nachhaltige Entwicklung).

Art. R. 4. Der Rat besteht aus sechsundzwanzig effektiven und sechsundzwanzig stellvertretenden Mitgliedern oder aber, wenn der Vorsitzende und die beiden stellvertretenden Vorsitzenden nicht unter den in Art. 5 genannten Personen gewählt werden, aus neunundzwanzig effektiven und sechsundzwanzig stellvertretenden Mitgliedern.

Der Minister oder die von ihm bezeichneten Bevollmächtigten und der Generaldirektor der D.G.R.N.E. oder die von ihm bezeichneten Bevollmächtigten können den Versammlungen des Rats beiwohnen, ohne jedoch ihre Stimme abgeben zu können.

Art. R. 5. Der Rat setzt sich wie folgt zusammen:

- 1° 3 Vertreter der "Union wallonne des Entreprises" (Wallonischer Verband der Unternehmen);
- 2° 2 Vertreter der landwirtschaftlichen Berufsorganisationen;
- 3° 2 Vertreter der Gewerkschaftsorganisationen;
- 4° 2 Vertreter der Organisationen, die den Mittelstand vertreten;
- 5° 4 Vertreter der Umweltschutzvereinigungen;
- 6° 1 Vertreter der Verbrauchervereinigungen;
- 7° 2 Vertreter der "Association des Villes et Communes de Wallonie" (Vereinigung der wallonischen Städte und Gemeinden);
- 8° 3 Vertreter der französischsprachigen universitären Einrichtungen, deren Fachkenntnisse mindestens einen der folgenden Bereiche decken:
 - a) Ökologie, Naturwissenschaften;
 - b) Agronomie, Forstwirtschaft, Bodenschätze;
 - c) Wirtschaftswissenschaft und Umweltrecht;
 - d) angewandte Wissenschaften: industrielle Verschmutzungen, Wasserwirtschaft, Luftreinhaltungspolitik, Abfallwirtschaft;
 - e) öffentliches Gesundheitswesen, Toxikologie;
- 9° die Vorsitzenden oder stellvertretenden Vorsitzenden:
 - der Regionalkommission für Abfälle;
 - des Beratungsausschusses für Wasser;
 - des Regionalausschusses für Raumordnung;
 - der "Commission régionale d'avis pour l'exploitation des carrières" (begutachtender Regionalausschuss für den Steinbruchbetrieb);
 - des Wallonischen hohen Rats für die Erhaltung der Natur;
 - des Wallonischen Hohen Rats des Forstwesens und des Holzgewerbes;
 - des Wallonischen Hohen Rats für die Landwirtschaft, die Land- und Ernährungswirtschaft und die Ernährungswirtschaft.

Art. R. 6. Alle unter Art. 5, 1° bis 8° genannten Organe, Organisationen, Verbände oder Vereinigungen stellen dem Minister je eine doppelte Liste der effektiven und stellvertretenden Kandidaten pro verliehenes Mandat vor. Was die in Art. 5, 9° erwähnten Ausschüsse und Räte betrifft, sind die Vorsitzenden die effektiven, und die stellvertretenden Vorsitzenden die stellvertretenden Mitglieder.

Die effektiven und stellvertretenden Mitglieder werden von der Regierung ernannt.

Art. R. 7. Die Mandate werden für eine Periode von fünf Jahren erteilt. Sie laufen ab dem Tage der Unterzeichnung des Erlasses zur Ernennung der Mitglieder des Rates.

Die Mitglieder des Rates haben Anspruch auf einen Betrag von 8,60 Euro pro Sitzung als Anwesenheitsgeld.

Der Vorsitzende und die stellvertretenden Vorsitzenden des Rates haben Anspruch auf einen Betrag von 17,0 Euro pro Sitzung als Anwesenheitsgeld.

Die Mitglieder des Ausschusses sind gegebenenfalls berechtigt, die juristische Person zu bezeichnen, der die Anwesenheitsgelder, auf die sie Anspruch haben, vergütet werden.

Pro Sitzung haben die Mitglieder des Ausschusses Anrecht auf die Rückerstattung eines Betrags von 10 Euro als Aufenthaltskosten; der Vorsitzende sowie die stellvertretenden Vorsitzenden haben Anrecht auf die Rückerstattung eines Betrags von 20 Euro als Aufenthaltskosten.

Die Mitglieder des Ausschusses, einschließlich des Vorsitzenden und der stellvertretenden Vorsitzenden, haben Anspruch auf die Rückerstattung der Fahrtkosten nach den folgenden Modalitäten:

Den Mitgliedern werden die Fahrtkosten in Anwendung von Artikel 5 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 7. März 2001 zur Abänderung von Artikel 17 des Königlichen Erlasses vom 18. Januar 1965 zur allgemeinen Regelung in Sachen Fahrtkosten vergütet, wenn sie sich zu einer Sitzung des Ausschusses begeben.

Die Mitglieder werden erlaubt, ihr eigenes Fahrzeug zu benutzen und die Fahrtkosten werden ihnen in Anwendung von Artikel 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 7. März 2001 zur Abänderung von Artikel 13 des Königlichen Erlasses vom 18. Januar 1965 zur allgemeinen Regelung in Sachen Fahrtkosten vergütet, wenn sie eine Dienstreise im Rahmen einer Aufgabe vornehmen, die ihnen durch den Ausschuss zugewiesen wird. Für die Berechnung des zu vergütenden Betrags gilt der Wohnsitz des Mitglieds als Abfahrtsstelle. Für die Anwendung dieser Bestimmung werden die Mitglieder Bediensteten der Stufe 1 gleichgestellt. Für die Anwendung dieser Bestimmung werden die Mitglieder Bediensteten der Stufe 1 gleichgestellt.

Wenn ein effektives Mandat vor seinem Ablauf frei wird, beendet das stellvertretende Mitglied das laufende Mandat. Die Regierung kann jedoch ein neues effektives Mitglied ernennen, um das laufende Mandat zu beenden; in diesem Fall ist Art. 6, Absatz 1 anwendbar. Wenn ein stellvertretendes Mandat vor seinem Ablauf frei wird, ernennt die Regierung ein neues stellvertretendes Mitglied gemäß Artikel 6.

Das Amt eines Ratsmitglieds geht zu Ende, wenn der Betroffene die Eigenschaft verliert, aufgrund deren er ernannt worden ist.

Im Hinblick auf die Erneuerung der Mandate werden die Bewerbungen mindestens drei Monate vor dem Ablauf der in Absatz 1 erwähnten fünfjährigen Frist vorgelegt.

Art. R. 8. Auf Vorschlag des Ministers ernannt die Regierung den Vorsitzenden und den stellvertretenden Vorsitzenden, gegebenenfalls außerhalb der in Artikel 5 erwähnten Personen. Die Ämter des Vorsitzenden und des stellvertretenden Vorsitzenden werden Personen verliehen, deren Fachkenntnisse in den Umweltbereichen anerkannt sind, und die eine genügende Unabhängigkeitsgewähr leisten.

Wenn der Vorsitzende seinen Rücktritt erklärt oder stirbt, führt der älteste stellvertretende Vorsitzende, oder mangels dessen der zweite stellvertretende Vorsitzende den Vorsitz, bis die Regierung, auf Vorschlag des Ministers, seinen Vertreter bezeichnet hat.

Wenn einer der stellvertretenden Vorsitzenden seinen Rücktritt erklärt oder stirbt, wird er durch den anderen stellvertretenden Vorsitzenden ersetzt; dieser beendet das Mandat.

Art. R. 9. Der Minister kann den Rat in spezialisierte Abteilungen einteilen. Auf Vorschlag des Rates ernennt der Minister die Vorsitzenden der spezialisierten Abteilungen.

Art. R. 10. Der Rat ist berechtigt, Personen mit besonderen Fachkenntnissen einzuladen, um an den Arbeiten teilzunehmen. Diese Personen sind nicht berechtigt, an der Abstimmung teilzunehmen.

Art. R. 11. Der Rat wird von seinem Vorsitzenden, oder mangels dessen vom Minister einberufen. Der Minister führt den Vorsitz, wenn er es für notwendig hält.

Art. R. 12. Die Beschlüsse des Rates sind nur dann gültig, wenn mindestens die Hälfte seiner Mitglieder anwesend sind. Falls diese Bedingung nicht erfüllt ist, wird der Rat erneut mit derselben Tagesordnung einberufen. Seine Beschlüsse sind dann gültig, was die Anzahl der anwesenden Mitglieder dann auch sein mag.

Die Vertreter der französischsprachigen Universitätseinrichtungen sowie die Vertreter, die aus einer als Umweltverträglichkeitsprüfer anerkannten Einrichtung stammen, sind nicht berechtigt, an der Abstimmung in den Sachgebieten teilzunehmen, die dem Rat aufgrund der Artikel 49 bis 81 des dekretalen Teils vorgelegt werden.

Die Beschlüsse werden mit der einfachen Mehrheit der anwesenden Mitglieder gefasst. Bei Stimmgleichheit gibt die Stimme des Vorsitzenden den Ausschlag.

Wenn mindestens ein Viertel der anwesenden Mitglieder mit Wahlrecht dem von der Mehrheit abgegebenen Gutachten entgegenstehen, wird das Gutachten mit einem Vermerk über die Meinungsverschiedenheit ergänzt.

Art. R. 13. Vorbehaltlich einer vorherigen Genehmigung des Ministers werden die Gutachten ausschließlich den öffentlichen Behörden, die sie beantragt haben, zugeschickt.

Art. R. 14. Das Sekretariat des Rates wird vom Wirtschafts- und Sozialrat geführt, gemäß Artikel 4, § 3 des Dekrets vom 25. Mai 1983 zur Abänderung, was den regionalen Wirtschaftsrat für die Wallonie betrifft, des Rahmengesetzes vom 15. Juli 1970 zur Organisation der Planung und der wirtschaftlichen Dezentralisierung und zur Einführung eines Wirtschafts- und Sozialrates der Wallonischen Region.

Art. R. 15. Die Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt beantwortet jede Anfrage auf Information, die vom Rat oder dessen Sekretariat im Rahmen der Ausübung ihrer Aufgaben gestellt worden ist.

Art. R. 16. Der Rat legt seine allgemeine Dienstordnung fest, die dem Minister zur Zustimmung vorgelegt wird.

Die allgemeine Dienstordnung gibt insbesondere Folgendes an:

1° die Einberufungsverfahren, die Anfertigung der Tagesordnung, die Verfahren für die Rechtmäßigkeit der Protokolle sowie der vom Rat veröffentlichten Gutachten und Dokumente;

2° die Regeln über die Teilnahme an den Sitzungen sowie die Beilegung der Interessenkonflikte, die sich insbesondere im Rahmen der Abstimmungsverfahren ereignen können, wenn ein bzw. mehrere Mitglieder des Rates an der Ausführung einer Studie teilgenommen haben;

3° die Arbeitsweise des Sekretariats.

Teil III - Information und Sensibilisierung in Sachen Umwelt

TITEL I - Zugang zu Umweltinformationen

KAPITEL I — Muster für die Dokumente

Art. R. 17. Die Dokumente, die die öffentlichen Behörden benutzen müssen, um den Empfang von Informationsanfragen zu bestätigen, um Fristen für den Zugang zu Informationen zu verlängern, um die Übermittlung von Daten ganz oder teilweise zu verweigern, werden nach den in den Anlagen I bis III angeführten Mustern aufgestellt.

KAPITEL II - Regeln für die Einsprüche

Abschnitt 1 - Einspruchskommission

Art. R. 18. Es wird eine Einspruchskommission errichtet, um über die in Artikel 17 des dekretalen Teils vorgesehenen Einsprüche zu befinden. Der Sitz der Einspruchskommission wird in den Räumlichkeiten der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt festgelegt.

Art. R. 19. § 1. Die Kommission besteht aus sechs von der Regierung ernannten effektiven Mitgliedern, nämlich:

1° ein Vorsitzender, der eine Erfahrung von mindestens fünf Jahren in der Magistratur nachweisen kann;

2° zwei Mitglieder, die eine Erfahrung von mindestens fünf Jahren in der Stufe 1 der Verwaltung nachweisen können, die vom Minister vorgestellt werden;

3° ein Mitglied, das eine Erfahrung von mindestens fünf Jahren in der Stufe 1 der Verwaltung nachweisen kann, das vom Minister vorgestellt wird, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Raumordnung gehört;

4° zwei Mitglieder, die auf doppelten Listen vom CWEDD vorgestellt werden.

§ 2. Für jedes effektive Mitglied ernennt die Regierung ein stellvertretendes Mitglied, unter Berücksichtigung der für die Ernennung der effektiven Mitglieder vorgesehenen Bedingungen und Verfahren.

Der stellvertretende Vorsitzende und die stellvertretenden Mitglieder tagen wenn der effektive Vorsitzende oder das effektive Mitglied, den/das sie vertreten, verhindert ist.

§ 3. Jedes Mandat hat eine Dauer von fünf Jahren ab dem Datum des Ernennungserlasses. Es ist erneuerbar.

Wenn ein Mandat vor seinem Ablauf frei wird, wird der Nachfolger für die noch zu laufende Dauer des Amtes ernannt.

Art. R. 20. Die Einspruchskommission wird von einem Sekretär unterstützt, der vom Generaldirektor der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt unter den dieser Generaldirektion angehörenden Bediensteten bezeichnet wird.

Art. R. 21. Die Kommission legt ihre allgemeine Dienstordnung fest, die sie der Regierung zur Genehmigung vorlegt.

Art. R. 22. Der Vorsitzende, die Mitglieder und der Sekretär der Kommission haben Anspruch auf:

1° einen Betrag von 57,60 Euro als Anwesenheitsgeld;

2° die Rückerstattung der Fahrtkosten nach den im Königlichen Erlass vom 18. Januar 1965 zur allgemeinen Regelung in Sachen Fahrtkosten vorgesehenen Modalitäten.

Für die Anwendung dieses Königlichen Erlasses werden der Vorsitzende, die Mitglieder und der Sekretär der Kommission den Bediensteten der Rangklasse 15 gleichgestellt.

Abschnitt 2 - Einspruchsverfahren

Art. R. 23. Der Einspruch wird durch eine Bittschrift eingelegt, die dem Sekretariat der Kommission per bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief zugeschickt wird. Es muss binnen fünfzehn Tagen nach der Zustellung des angefochtenen Beschlusses, oder mangels eines solchen Beschlusses binnen fünfzehn Tagen nach dem Ablauf der in Art. 15 des dekretalen Teils vorgesehenen Fristen eingelegt werden.

Art. R. 24. In der Bittschrift stehen folgende Angaben:

- 1° Personalien und Wohnsitz des Antragstellers;
- 2° Identität und Sitz der öffentlichen Behörde, bei der die Informationsanfrage eingereicht worden ist;
- 3° Gegenstand dieser Informationsanfrage;
- 4° die Mittel des Einspruches.

Als Anlage zu seiner Bittschrift legt der Antragsteller außerdem alle von ihm für notwendig gehaltenen Schriftstücke und eine ausführliche Bestandsaufnahme der Informationen, die er teilweise bekommen hat, bei.

Art. R. 25. § 1. Innerhalb von zehn Tagen nach Empfang der Bittschrift schickt der Sekretär der Einspruchskommission dem Antragsteller eine Empfangsbestätigung zu.

§ 2. Innerhalb derselben Frist übermittelt der Sekretär der betroffenen öffentlichen Behörde eine Abschrift des Einspruchs und bittet sie um die Mitteilung der Schriftstücke der Akte und aller Auskünfte und Dokumente, die er für notwendig hält.

Innerhalb von fünfzehn Tagen nach der Anfrage übermittelt die betroffene öffentliche Behörde dem Sekretär eine Abschrift der gefragten Schriftstücke, Auskünfte, Dokumente oder Angaben. Ein Bemerkungsschein wird gegebenenfalls dazu beigefügt.

Die Daten, zu denen der Antragsteller um freien Zugang gebeten, jedoch nicht erhalten hat müssen auf jeden Fall mitgeteilt werden.

§ 3. Die Angelegenheit wird vom Sekretär entscheidungsreif gemacht. Zu diesem Zweck sammelt der Sekretär bei allen betroffenen Personen die notwendigen zusätzlichen Schriftstücke, Dokumente und Angaben.

Art. R. 26. Die Kommission sitzt unter Ausschluss der Öffentlichkeit.

Sie kann den Antragsteller, die betroffene Behörde sowie jede von dieser Antragstellung betroffene Person vorladen und anhören. Diese dürfen sich von einer Person ihrer Wahl vertreten oder beraten lassen.

Die Kommission kann jeden Sachverständigen anhören, dessen Konsultierung sie für notwendig hält.

Sie kann auch vom Antragsteller oder von der betroffenen Behörde die Mitteilung der von ihr für nützlich gehaltenen zusätzlichen Schriftstücke, Auskünfte, Dokumente und Daten verlangen.

Art. R. 27. Die Beratungen und Beschlüsse der Kommission sind nur dann gültig, wenn wenigstens der Vorsitzende und drei andere Mitglieder anwesend sind.

Der Vorsitzende oder das Mitglied der Kommission, der / das für eine Akte keine genügenden Unparteilichkeitsgarantien bietet, hat sich vor der Untersuchung der Akte für nicht zuständig zu erklären.

Art. R. 28. Die Beschlüsse der Einspruchskommission werden mit der Stimmenmehrheit der anwesenden Mitglieder gefasst; die Stimmenthaltung wird nicht erlaubt. Bei Stimmengleichheit gibt die Stimme des Vorsitzenden den Ausschlag.

Art. R. 29. Die Einspruchskommission fasst ihren Beschluss binnen zwei Monaten nach Empfang der Bittschrift. Durch begründeten Beschluss darf sie jedoch diese Frist verlängern. Die Verlängerung(en) kann (können) fünfzig Tage nicht überschreiten.

Art. R. 30. Außer ihrer Begründung enthalten die Beschlüsse folgende Angaben:

- 1° Personalien und Wohnsitz des Antragstellers;
- 2° Identität und Sitz der öffentlichen Behörde, bei der die Informationsanfrage eingereicht worden ist;
- 3° ggf. Name, Vorname, Wohnsitz und Eigenschaft der Personen, die sie vertreten oder ihnen beigestanden haben;
- 4° gegebenenfalls die Vorladung, die Vernehmung und die Anhörung bestimmter Personen;
- 5° gegebenenfalls die Hinterlegung von schriftlichen Bemerkungen;
- 6° die Verkündung des Beschlusses, das Datum und der Ort, wo sie stattgefunden hat, sowie der Name der Personen, die den Beschluss getroffen haben;

7° die Frist, die von der Kommission unter Berücksichtigung der verschiedenen anwesenden Interessen festgelegt worden ist, am Ablauf deren der Antragsteller seinen Anspruch auf die Information, der ihm am Ende des Einspruchsverfahrens vor der Kommission zuerkannt worden ist, geltend machen darf.

Die Beschlüsse werden von dem Vorsitzenden und dem Sekretär unterzeichnet.

Art. R. 31. Der Beschluss wird dem Antragsteller, der öffentlichen Behörde, gegen die der Einspruch erhoben worden ist, und jeder betroffenen Person, die in Übereinstimmung mit Artikel 26 Absatz 2 angehört worden ist, mitgeteilt.

Wenn sie den Einspruch für begründet hält, darf die Kommission in Übereinstimmung mit den in Artikel 12 des dekretalen Teils vorgesehenen Modalitäten dem Antragsteller die Information, zu der sie ihm den Zugang erlaubt, selbst liefern.

Art. R. 32. § 1. Die im vorliegenden Kapitel vorgesehenen Fristen laufen ab dem Tag nach dem Empfang des Schriftstückes, das die Frist laufen lässt.

Es wird davon ausgegangen, dass das per Einschreibebrief zugeschickte Schriftstück am ersten Arbeitstag, nach dem das Schriftstück bei der Post aufgegeben worden ist, eingegangen ist.

Es gilt das Datum des Poststempels für die Sendung jedes Schriftstückes des Verfahrens.

§ 2. Der Verfalltag wird in der Frist aufgenommen.

Wenn der für eine Verfahrenshandlung vorgesehene Tag jedoch ein Samstag, ein Sonntag oder ein gesetzlicher Feiertag ist, wird das Ende der Frist auf den unmittelbar folgenden Werktag verlegt.

Art. R. 33. Der Vorsitzende und die anderen Mitglieder der Einspruchskommission sind zur Geheimhaltung der Beschlüsse und der Informationen verpflichtet, deren Vertraulichkeit nach Artikel 18 des dekretalen Teils eingehalten werden muss und wovon sie im Laufe der Ausübung ihres Amtes Kenntnis nehmen könnten.

TITEL II - Umwelterziehung

Art. R. 34. § 1. Jede VoE, die den durch den Artikel 5 des Dekrets festgelegten Bedingungen genügt, kann die Zulassung bezüglich der Übernahme der Verwaltung eines «C.R.I.E.» beantragen.

Der Zulassungsantrag muss der D.G.R.N.E. in dreifacher Ausfertigung per Einschreiben bei der Post gegen Empfangsbescheinigung übermittelt werden und folgende Auskünfte enthalten:

1° die Bezeichnung der VoE, ihre Anschrift, sowie eine Abschrift der Veröffentlichung ihrer Satzungen und der letzten Ernennungsurkunde ihrer Verwaltungsratsmitglieder oder eine gleichlautende Abschrift des Antrags auf die Veröffentlichung der Satzungen;

2° eine Abschrift der Dokumente, die die pädagogischen und wissenschaftlichen Befähigungen der vier in Artikel 25, Absatz 3, 2° des dekretalen Teils erwähnten Personen bestätigen;

3° eine Mitteilung, in der das beabsichtigte Projekt im Hinblick auf die in Artikel 24 des Dekrets erwähnten Aufgaben und die wissenschaftlichen und pädagogischen Befähigungsnachweise des zur Durchführung der Aufgaben angestellten Personals beschrieben werden;

4° eine Veranschlagung der zur Verwirklichung des in 3° erwähnten Projekts im Rahmen des in Artikel 37, § 2 festgelegten Betrags erforderlichen Haushaltsmittel.

§ 2. Der Minister stellt der antragstellenden VoE innerhalb von drei Monaten nach dem Erhalt des als vollständig befundenen Antrags die Zulassung oder die Ablehnung der Zulassung zu.

Art. R. 35. Der Minister kann jederzeit nach Stellungnahme des in Artikel 29 des dekretalen Teils erwähnten Begleitausschusses die Zulassung entziehen, wenn einer der folgenden Bedingungen begegnet wird:

1° die VoE entspricht nicht mehr den durch den Artikel 25 Absatz 3 des dekretalen Teils festgelegten Bedingungen;

2° die Aufgabe wurde nicht gemäß ihrer Zielsetzung durchgeführt, so wie sie in der Zulassung bestimmt wurde;

3° der Inhaber der Zulassung hat sich der Kontrolle durch die Verwaltung der Durchführung seiner Aufgabe widersetzt;

4° der Tätigkeitsbericht, der Rechnungsbericht oder jede andere zu übermittelnde Unterlage wurden von dem Inhaber der Zulassung nicht gemäß der in dem Zulassungsbeschluss vorgeschriebenen Frist übermittelt;

5° die Zuschüsse wurden nicht den Ausgaben zugeteilt, die es zu decken galt.

Der Minister informiert die VoE per Einschreiben gegen Empfangsbescheinigung über den Entzugsbescheid der Zulassung.

Die VoE gibt ihre Antwort innerhalb von dreißig Tagen ab dem Erhalt der Information per Einschreiben gegen Empfangsbescheinigung.

Der Minister fasst innerhalb von dreißig Tagen ab dem Erhalt der Antwort einen Beschluss.

Art. R. 36. Unbeschadet des Artikels 35 kann der Minister nach einem Zeitraum von drei Jahren die Zulassung erneuern.

Drei Monate vor Ablauf der Zulassung reicht die VoE gemäß dem in Artikel 34 festgelegten Verfahren einen neuen Antrag ein.

Der Minister fasst innerhalb von zwei Monaten nach dem Erhalt des Antrags auf der Grundlage des Gutachtens des Begleitausschusses einen Beschluss.

Art. R. 37. § 1. Im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel gewährt der Minister der zugelassenen VoE einen jährlichen Zuschuss, durch den es möglich ist, den Betrieb des «C.R.I.E.» zu sichern.

Zu den Betriebskosten gehören:

1° die Ausgaben für das Personal;

2° die Konsum- und Materialkosten für die Durchführung der in Artikel 24 des dekretalen Teils erwähnten Aufgaben;

3° die der Funktion der Infrastruktur anhaftenden Kosten.

§ 2. Der jährliche Zuschuss beläuft sich auf einen Höchstbetrag von 248 000 Euro je «C.R.I.E.» .

§ 3. Um den jährlichen Zuschuss in Anspruch nehmen zu können, lässt die zugelassene VoE der D.G.R.N.E. bis zum 15. November den Haushaltsvoranschlag des «C.R.I.E.» für das folgende Jahr und das Programm der vorgesehenen Tätigkeiten zukommen.

§ 4. Der Minister beschließt auf der Grundlage des Gutachtens des Begleitausschusses innerhalb einer Frist, die einen Monat ab dem Erhalt des Haushaltsvoranschlags nicht überschreitet, über den Grundsatz zur Gewährung des Zuschusses auf der Grundlage der in § 3 erwähnten Unterlagen.

§ 5. Der Zuschuss wird nach folgenden Modalitäten ausgezahlt:

1° ein erster Teilbetrag, dessen Höchstbetrag 40 % des Zuschusses entspricht, bei der Bekanntgabe der Zuschussgewährung gegen Vorlage einer für richtig bescheinigten Forderungsanmeldung, unter Beifügung des von dem Begleitausschuss eines jeden «C.R.I.E.» genehmigten jährlichen Tätigkeitsprogramms;

2° die nachfolgenden Teilbeträge, deren gesamter Höchstbetrag 50 % des Zuschusses entspricht, werden am Ende eines jeden Trimesters gegen Vorlage einer für richtig bescheinigten Forderungsanmeldung, unter Beifügung eines von dem Begleitausschuss eines jeden «C.R.I.E.» genehmigten Zwischenberichts über die Tätigkeiten und Rechnungsberichts ausgezahlt;

3° der Restbetrag des Zuschusses wird bei Vorlage einer für richtig bescheinigten Forderungsanmeldung, unter Beifügung der Belege des Zuschusses, des von dem Begleitausschuss eines jeden «C.R.I.E.» genehmigten in Artikel 28 des dekretalen Teils erwähnten Tätigkeitsberichts und Rechnungsberichts ausgezahlt.

§ 6. Die Buchhaltung wird gemäß der Gesetzgebung über die Buchhaltung der Unternehmen geführt.

Art. R. 38. §1. Der Begleitausschuss des Netzes der «C.R.I.E.» setzt sich aus folgenden Personen zusammen:

1° ein Vertreter des Ministers, der den Vorsitz führt;

2° ein Vertreter des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Naturerhaltung gehört und der den stellvertretenden Vorsitz führt;

3° ein Vertreter des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Tourismus gehört;

- 4° ein Vertreter des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Mobilität und die Energie gehören;
- 5° ein Vertreter des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Erbe gehört;
- 6° ein Vertreter der D.G.R.N.E.;
- 7° zwei Sachverständige, die entweder ihre pädagogischen oder ihre wissenschaftlichen Befähigungen in Verbindung mit den Fachgebieten bezüglich der Umwelt nachweisen können;
- 8° ein von den gesamten "C.R.I.E. » gewählter Vertreter.

§ 2. Die Mitglieder des Begleitausschusses werden von dem Minister für eine Dauer von vier Jahren bezeichnet. Ihr Mandat kann erneuert werden.

Für jedes effektive Mitglied bezeichnet der Minister einen Stellvertreter, der an den Arbeiten des Begleitausschusses teilnehmen kann. Im Falle einer Vakanz vor Ablauf eines effektiven Mandats führt das stellvertretende Mitglied das laufende Mandat zu Ende.

Art. R. 39. Die D.G.R.N.E. stellt dem Begleitausschuss die erforderlichen Räume zur Verfügung.

Art. R. 40. § 1. Das über die Zulassungsanträge abgegebene Gutachten wird mit einfacher Mehrheit der anwesenden Mitglieder abgestimmt.

Bei Stimmgleichheit gibt die Stimme des Vorsitzenden den Ausschlag.

Wenn sich mindestens ein Viertel der anwesenden Mitglieder dem von der Mehrheit ausgedrückten Gutachten widersetzen, vervollständigt der Vorsitzende dieses Gutachten mit einem Vermerk, in dem die unterschiedliche Auffassung angegeben wird.

§ 2. Der Begleitausschuss wird von dem Vorsitzenden oder in dessen Ermangelung von dem Minister zur Versammlung einberufen. Er kommt mindestens zweimal im Jahr zusammen.

Der bei dem Minister beglaubigte Finanzinspektor wird zu den Versammlungen geladen.

Der Vorsitzende kann alle Personen, die über besondere Sachkenntnisse verfügen, aufrufen, an den Arbeiten des Begleitausschusses teilzunehmen. Diese nehmen nicht an der Abstimmung teil.

§ 3. Der Begleitausschuss verabschiedet seine allgemeine Dienstordnung, die von dem Minister genehmigt wird. Die allgemeine Dienstordnung gibt insbesondere Folgendes an:

- 1° die Verfahren zur Einberufung der Mitglieder, zur Aufstellung der Tagesordnung, zur Gültigkeitserklärung der Protokolle, Gutachten und anderen im Namen des Begleitausschusses ausgestellten Unterlagen;
- 2° die Modalitäten für die Abstimmung und die Anzahl der Teilnehmer, die erforderlich ist, um wirksam tagen zu können;
- 3° die Übertragungen der Zeichnungsberechtigungen;
- 4° die Arbeitsweise des Sekretariats.

Die Mandate werden nicht vergütet. Die Mitglieder des Begleitausschusses haben ein Anrecht auf die Rückerstattung der nach den auf die Vergütungen für die Beamten der Wallonischen Region anwendbaren Regeln berechneten Dienstfahrt- und Aufenthaltskosten. Sie werden zu diesem Zweck mit den Bediensteten des Dienstrangs A 4 gleichgestellt.

Art. R. 41. Der Begleitausschuss wird im Rahmen seines Auftrags mit folgenden Aufgaben beauftragt:

- 1° dem Minister ein Gutachten über die Zulassungsanträge, -entzüge und -erneuerungen abgeben;
- 2° die von den zugelassenen VoE vorgelegten jährlichen Tätigkeitsberichte und Rechnungsberichte überprüfen;
- 3° die Kohärenz und die Bewertung der in den gesamten "C.R.I.E. » in der Wallonischen Region verrichteten Arbeiten gewährleisten;
- 4° dem Minister jährlich einen Bericht über die Bewertung der in den "C.R.I.E. » verrichteten Arbeiten vorlegen;
- 5° dem Minister jeglichen Vorschlag unterbreiten.

Teil IV - Umweltplanung im Rahmen der nachhaltigen Entwicklung

Art. R. 42. Die in Art. 41 und 42 des dekretalen Teils vorgesehene öffentliche Untersuchung und Konsultation werden gemäß den nachstehenden verordnungsrechtliche Bestimmungen organisiert.

Art. R. 43. Die öffentliche Untersuchung findet während eines Zeitraums von fünfundvierzig Tagen ab dem vor der Regierung festgelegten Datum statt. Die gemäß Art. 42 des dekretalen Teils konsultierten Personen und Instanzen und diejenigen, deren Konsultation vom Minister beschlossen wird, übermitteln dem Minister ihre begründeten Stellungnahmen innerhalb von dreißig Tagen nach der Beendigung der öffentlichen Untersuchung.

Art. R. 44. Die Gemeindebehörden tragen dafür Sorge, die Bevölkerung über den Plan- bzw. Programmentwurf sowie über die Bedingungen der öffentlichen Untersuchung zu informieren. Diese Information stützt sich auf die durch den Minister ausgelieferten Unterlagen. Die Gemeindebehörden bestätigen direkt den Erhalt der Unterlagen und gehen in folgender Weise vor:

- 1° Aushang einer Ankündigung der öffentlichen Untersuchung, die nach dem in Anlage IV angeführten Muster verfasst ist, an den üblichen Anschlagorten mit ordnungsgemäßen Bedingungen für Sichtbarkeit und Lesbarkeit und während des Zeitraums der fünfundvierzig Tage der öffentlichen Untersuchung;
- 2° Bekanntmachung der Untersuchung mit dem gleichen Wortlaut wie dem im Ankündigungsaushang und spätestens sieben Tage nach dem Beginn des öffentlichen Aushangs in mindestens zwei Ausgaben von mindestens zwei Zeitungen mit regionaler Verbreitung;

Diese Zeitungsannoncen können unter der Voraussetzung, dass die Daten, Uhrzeiten und Orte, zu denen das unter 3° aufgeführte Dossier verfügbar ist, jeweils genau angegeben werden, für mehrere Nachbargemeinden gruppiert erfolgen.

3° Während des fünfundvierzig-tägigen Aushangs können die Unterlagen zum Plan- oder Programmentwurf an dem in der Ankündigung genannten Ort eingesehen werden. Dieser Ort muss für die Öffentlichkeit während der normalen Öffnungszeiten der Gemeindeverwaltung und zumindest einmal wöchentlich bis 20 Uhr oder am Samstag morgen zugänglich sein;

4° Während des fünfundvierzig-tägigen Aushangs kann jeder Betroffene seine Kommentare, Kritik oder Empfehlungen schriftlich an die Gemeindeverwaltung richten. Jedes Schreiben muss den Namen, die Anschrift und die Unterschrift des oder der Verfasser tragen;

5° In der gleichen Frist von fünfundvierzig Tagen können die Gemeindebehörden beschließen, den Plan- oder Programmwurf den von ihnen eingerichteten Beratungsausschüssen vorzulegen, die für die in dem zur Untersuchung gebrachten Text angesprochenen Inhalte zuständig sind. Ein Protokoll über die ergangene(n) Stellungnahme(n) wird schriftlich festgehalten;

6° Die Gemeindebehörden können zusätzliche Maßnahmen zur Information der Öffentlichkeit durchführen;

7° Innerhalb von dreißig Tagen nach Beendigung der öffentlichen Untersuchung senden die Gemeindebehörden dem Minister eine Kopie der Stellungnahmen der Bevölkerung und/oder der in Punkt 5° angeführten Ausschüsse zusammen mit eventuellen zusammenfassenden Berichten und begründeter Stellungnahme des Gemeinderats;

8° Die Frist für die öffentliche Untersuchung wird vom 15. Juli bis zum 15. August aufgehoben, unbeschadet des unter den Punkten 3° bis 6° des vorliegenden Artikels vorgesehenen Rechts auf Konsultierung und Stellungnahme.

Art. R. 45. Die Regierung ist nicht dazu verpflichtet, die Stellungnahmen zu berücksichtigen, die außerhalb der in Art. 43 und 44, 7° festgelegten Fristen eingegangen sind.

Teil V - Bewertung der Umweltverträglichkeit

KAPITEL I - Definitionen

Art. R. 46. Für die Anwendung des vorliegenden Teils gelten folgende Definitionen:

1° "Raumordnungsverwaltung": der Generaldirektor der Generaldirektion der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Erbes, sein Beauftragter oder seine Beauftragten;

2° "Umweltverwaltung": der Generaldirektor der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt oder seine Beauftragten;

3° "Umweltverträglichkeitsprüfer": die zugelassene Person, die eine Umweltverträglichkeitsprüfung durchführt;

4° "Antragsteller": der Verfasser eines Projekts, das dem System zur Bewertung der Umweltverträglichkeit unterzogen ist;

5° "C.C.A.T. » : die «Commission consultative communale d'aménagement du territoire»(kommunaler Beratungsausschuss für Raumordnung);

6° "C.R.A.T. » : die «Commission régionale d'aménagement du territoire»(Regionalausschuss für Raumordnung).

KAPITEL II - System zur Bewertung der Umweltverträglichkeit der Pläne und Programme

Art. R. 47. Die Liste der in Art. 53, § 1, des dekretalen Teils genannten Pläne und Programme wird in der Anlage V festgelegt.

Abschnitt 1 - Die öffentliche Untersuchung

Art. R. 48. § 1. In Übereinstimmung mit Art. 57 des dekretalen Teils erarbeitet das Bürgermeister- und Schöffenkollegium eine Bekanntmachung auf der Grundlage eines vom Verfasser des Plans oder Programms vorgeschlagenen Entwurfs; diese Bekanntmachung enthält mindestens folgende Angaben:

1° die Personalien des Verfassers des Plans oder des Programms;

2° die Art des Plans oder des Programms und das Gebiet, auf welches es anwendbar ist;

3° das Datum des Anfangs und Endes der öffentlichen Untersuchung;

4° die Uhrzeit und den Ort, wo in den Entwurf des Plans oder des Programms Einsicht genommen werden kann, sowie den Umweltverträglichkeitsbericht.

Das Bürgermeister- und Schöffenkollegium veröffentlicht diese Bekanntmachung in mindestens zwei in der ganzen Wallonischen Region verbreiteten Tageszeitungen.

§ 2. Das Bürgermeister- und Schöffenkollegium hängt die in § 1 genannte Bekanntmachung an den üblichen Anschlagstellen aus. Die Bekanntmachung weist eine Fläche von mindestens 35 dm² auf und muss bis zum Tag nach dem Ende der öffentlichen Untersuchung sichtbar und lesbar sein.

Art. R. 49. Jede Person kann innerhalb der Frist für die öffentliche Untersuchung ihre Bemerkungen und Anregungen äußern, indem sie diese dem Bürgermeister- und Schöffenkollegium der Gemeinde mitteilt, die von den Umweltauswirkungen des Plan- oder Programmwurfs betroffen ist; sie muss ihren Namen und Anschrift angeben. Am Ende der öffentlichen Untersuchung übermittelt das Bürgermeister- und Schöffenkollegium eine Abschrift an den Verfasser des Plans oder des Programms.

Abschnitt 2 - Grenzüberschreitende Auswirkungen

Art. R. 50. Wenn die Durchführung eines Plans oder Programms, der bzw. das ausgearbeitet wird, voraussichtlich erhebliche Auswirkungen auf die Umwelt einer anderen Region, eines anderen Mitgliedstaats der Europäischen Union oder eines Staates haben wird, der am Espooer UN/ECE-Übereinkommen vom 25. Februar 1991 über die Umweltverträglichkeitsprüfung im grenzüberschreitenden Rahmen beteiligt ist, übermittelt der Verfasser des Plans oder des Programms den Entwurf des Plans oder des Programms zuzüglich des Umweltberichts und jeder Information über die grenzüberschreitenden Auswirkungen des Plans oder Programms, über die er verfügt, an die betroffenen Behörden des Staats oder der Region, der bzw. die durch die Auswirkungen betroffen werden könnte, wobei er die Durchführungsbedingungen der öffentlichen Untersuchung bezüglich der Umweltbewertung des Plans oder Programms anführt; dies betrifft insbesondere die Dauer der Untersuchung, das voraussichtliche Datum für den Anfang der Untersuchung, und die Gemeinde(n), die mit der Entgegennahme der in Art. 49 genannten Bemerkungen der Öffentlichkeit beauftragt ist (sind).

An dem Tag, an dem der Verfasser des Plans oder des Programms die Akte übermittelt, informiert er ebenfalls die Regierung und die in Art. 49 genannte(n) Gemeinde(n) über diese Übermittlung.

Art. R. 51. Wenn die Regierung Informationen gemäß Art. 58, § 2 des dekretalen Teils erhält, übermittelt sie diese Informationen:

1° den Bürgermeister- und Schöffenkollegien, die ggf. betroffen werden könnten; diese teilen sie wiederum der Öffentlichkeit mit, unter Einhaltung des Verfahrens für die öffentliche Untersuchung nach Art. 57 des dekretalen Teils;

2° dem CWEDD.

Die in Absatz 1, 1° genannten Instanzen sammeln die Bemerkungen der Öffentlichkeit und teilen diese sowie ggf. ihre Stellungnahmen innerhalb einer Frist von fünfundvierzig Tagen ab dem Ende der in Absatz 1 genannten öffentlichen Untersuchung der Regierung mit. Gegebenenfalls übermittelt der CWEDD der Regierung seine Stellungnahme innerhalb einer Frist von fünfundvierzig Tagen ab dem Tag, an dem er die in Absatz 1 genannten Informationen erhalten hat.

KAPITEL III - *System zur Bewertung der Umweltverträglichkeit der Entwürfe*

Art. R. 52. Unbeschadet der in Artikel 49, 5°, a, b, c, d des dekretalen Teils und Artikel 62, Absatz 1 des dekretalen Teils angeführten Bestimmungen unterliegt die Ausstellung oder die Annahme der folgenden Verwaltungsakten der Durchführung des in Art. 62 bis 77 des dekretalen Teils vorgesehenen Systems zur Bewertung der Umweltverträglichkeit:

- 1° die Parzellierungsgenehmigung für einen Wochenendwohnpark, die aufgrund Artikel 149 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe erfordert wird;
- 2° die Bergwerkskonzession, die aufgrund des Dekrets vom 7. Juli 1988 über die Gruben erfordert wird;
- 3° in dem Gesetz vom 22. Juli 1970 über die gesetzliche Flurbereinigung der Landbesitze vorgesehene Flurbereinigung.

Art. R. 53. Wenn die Durchführung eines Projekts mehrere Genehmigungen erfordert, die für die günstige Abwicklung des Projekts erforderlich sind, unterliegt dieses Projekt einem einzigen System zur Bewertung der Umweltverträglichkeit, was voraussetzt, dass:

- 1° eine einzige Anhörung der Öffentlichkeit vor der Erstellung der Umweltverträglichkeitsprüfung organisiert wird;
- 2° eine einzige Bewertungsnotiz, die die Gesamtheit der Auskünfte umfasst, die für jeden der Anträge auf Genehmigung erforderlich sind, oder gegebenenfalls eine einzige Umweltverträglichkeitsprüfung erstellt wird;
- 3° nach Durchführung der Umweltverträglichkeitsprüfung eine einzige öffentliche Untersuchung organisiert wird und ein einziges Gutachten vom «CWEDD», vom «CCAT» oder mangels dessen vom «CRAT» eingeholt wird.

Art. R. 54. Jeder Antrag auf Ausstellung von in Artikel 52 erwähnten Verwaltungsakten umfasst entweder eine Bewertungsnotiz über die Umweltverträglichkeit oder eine Umweltverträglichkeitsprüfung.

Abschnitt 1 - Form und Inhalt der Bewertungsnotiz

Art. R. 55. Unbeschadet von Absatz 2 sind die Form und der Mindestinhalt der Notiz in der Anlage VI angegeben.

Die Akte zum Genehmigungsantrag bildet die Bewertungsnotiz über die Umweltverträglichkeit für die Umwelt- oder Globalgenehmigung, die aufgrund des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung erfordert wird.

Unbeschadet von Artikel 54 und für die im vorstehenden Absatz nicht erwähnten Verwaltungsakten muss dem Antrag die Bewertungsnotiz über die Umweltverträglichkeit beigelegt werden.

Abschnitt 2 - Projekte, die einer Umweltverträglichkeitsprüfung unterliegen

Art. R. 56. Jedes Projekt, das im Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten als solches identifiziert ist und das Gegenstand eines Antrags auf mindestens eine der in Artikel 52 erwähnten Verwaltungsakten ist, wird der Durchführung einer Umweltverträglichkeitsprüfung unterzogen, insofern dieser Antrag mindestens einen der folgenden Zwecke hat:

- 1° die Schaffung eines neuen Projekts;
- 2° die Erneuerung einer Genehmigung für eine bestehende Anlage;
- 3° wenn die Umwandlung oder die Erweiterung einer Anlage oder eines Projekts, die bzw. das schon besteht oder sich in der Durchführungsphase befindet, und wodurch einer der im Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten erwähnten Schwellenwerte erreicht oder überschritten wird;
- 4° die Umwandlung oder die Erweiterung einer Anlage oder eines Projekts, die bzw. das im Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten erwähnt ist und die eine Erhöhung um mehr als 25% des Wertes zur Folge hat, der in der auf der Grundlage der letzten Umweltverträglichkeitsprüfung erteilten Genehmigung erlaubt ist, für den Parameter, der für die Festlegung der Schwellenwerte zwecks der Bestimmung der einer Umweltverträglichkeitsprüfung unterzogenen Projekte berücksichtigt wird;
- 5° die Umwandlung oder die Erweiterung einer Anlage oder eines Projekts, die bzw. das im Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten erwähnt ist, ohne Bedingung hinsichtlich des Schwellenwerts und die eine Erhöhung um mehr als 25% der Kapazität, die in der auf der Grundlage der letzten Umweltverträglichkeitsprüfung erteilten Genehmigung erlaubt ist, zur Folge hat.

Abschnitt 3 - Form und Inhalt der Umweltverträglichkeitsprüfung

Art. R. 57. Die Form und der Mindestinhalt der Umweltverträglichkeitsprüfung werden in der Anlage VII festgelegt.

Der Antragsteller ist berechtigt, die zuständige Behörde über die im Rahmen der Umweltverträglichkeitsprüfung zu erteilenden Auskünfte zu Rate zu ziehen. In diesem Fall zieht die zuständige Behörde unverzüglich die zuständige Verwaltung, den "CWEDD", den "CCAT" oder mangels dessen den "CRAT" zu Rate.

Die zu Rate gezogenen Instanzen geben der zuständigen Behörde ihr Gutachten innerhalb einer Frist von 30 Tagen ab Eingang des Antrags ab und übermitteln dem Antragsteller eine Abschrift davon. Die zuständige Behörde gibt dem Antragsteller ihr Gutachten innerhalb einer Frist von 45 Tagen ab Eingang des Antrags auf Auskünfte ab. Wenn die zuständige Behörde ihr Gutachten innerhalb der festgelegten Frist nicht abgegeben hat, führt der Antragsteller die Umweltverträglichkeitsprüfung auf der Grundlage der durch die zu Rate gezogenen Instanzen abgegebenen Gutachten oder mangels deren auf der Grundlage des in der Anlage VII erwähnten Mindestinhalts durch.

KAPITEL IV - *Umweltverträglichkeitsprüfer**Abschnitt 1 - Zulassung, Aussetzung und Entzug der Zulassung der Umweltverträglichkeitsprüfer*

Unterabschnitt 1 - Allgemeines

Art. R. 58. Die Zulassung der Umweltverträglichkeitsprüfer wird für eine oder mehrere der folgenden Kategorien erteilt:

- 1° Raumordnung, Städtebau (Projekte, die in der Rubrik 70.11 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten erwähnt sind), kaufmännische Tätigkeiten (Projekte, die in der Rubrik 52.1 des

Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten erwähnt sind), und Freizeittätigkeiten (Projekte, die in den Rubriken 92.1 bis 92.7, 52.22, 52.23 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten erwähnt sind);

2° Infrastrukturprojekte (Projekte, die in den Rubriken 45.23, 45.24, 63.21, 70.19 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten erwähnt sind) einschließlich des Transportwesens (Projekte, die in den Rubriken 60.10 bis 60.30, 61.20, 62.00 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten erwähnt sind) und Kommunikationen;

3° Gruben und Steinbrüche;

4° Industrieprozesse in Bezug auf Energie;

5° Industrieprozesse in Bezug auf die Verarbeitung von Stoffen;

6° Abfallbewirtschaftung;

7° Wasserbewirtschaftung (Entnahme, Klärung, Versorgung und Behandlung);

8° mit dem landwirtschaftlichen Betrieb verbundene Genehmigungen.

Unterabschnitt 2 - Zulassungskriterien

Art. R. 59. § 1. Der Zulassungsantragsteller hat für jede der beantragten Zulassungskategorien die erforderlichen Fähigkeiten, um:

1° die Umweltverträglichkeitsprüfung zu koordinieren;

2° Lastenhefte für eventuelle Untervertragnehmer zu verfassen;

3° die gesamten Ergebnisse, einschließlich derjenigen der Untervertragnehmer, auszunutzen;

4° die gesamten erhaltenen Ergebnisse zu integrieren, um besondere und synergetische Auswirkungen festzustellen.

§ 2. Der Antragsteller verfügt über die technischen Mittel, die für die Erfüllung seiner Aufgaben erforderlich sind.

§ 3. Im Falle einer Zulassungserneuerung beweist der Antragsteller, dass er im Laufe der letzten Zulassungsperiode entweder Umweltverträglichkeitsprüfungen ausgeführt hat, oder an Umweltverträglichkeitsprüfungen als Untervertragnehmer teilgenommen hat oder dass er für die Ausführung von oder die Teilnahme an Umweltverträglichkeitsprüfungen bestellt worden ist.

Unterabschnitt 3 - Verfahren zur Zulassungserteilung

Art. R. 60. Der Antrag auf Zulassung wird der Umweltverwaltung in fünffacher Ausfertigung per Einschreibebrief bei der Post geschickt oder gegen Empfangsbescheinigung ausgehändigt.

Im Falle einer Zulassungserneuerung wird der Antrag auf Zulassung sechs Monate vor dem Ablauf der laufenden Zulassung geschickt.

Art. R. 61. Der Antrag auf Zulassung umfasst die folgenden Angaben:

1° den Namen und die Anschrift des Antragstellers;

2° wenn es sich um eine juristische Person handelt, eine Abschrift der Satzungen sowie die Liste der Verwalter oder der Geschäftsführer;

3° die Titel, Qualifikationen und Referenzen des Antragstellers, sowie der mit dem Antragsteller durch einen Arbeitsvertrag verbundenen Mitarbeiter und der eventuellen Untervertragnehmer;

4° die technischen Mittel, über die der Antragsteller verfügt;

5° die in Artikel 58 bestimmten Kategorien von Projekten, für die der Antragsteller Umweltverträglichkeitsprüfungen durchführen könnte.

Wenn der Antrag eine Zulassungserneuerung betrifft, werden ihm außerdem die Liste der Umweltverträglichkeitsprüfungen, die der Antragsteller durchgeführt oder an denen er als Untervertragnehmer teilgenommen hat, die Aufträge für die Durchführung von oder die Teilnahme an Umweltverträglichkeitsprüfungen sowie die eventuellen seit dem vorherigen Zulassungsbeschluss gerichteten Warnungen und/oder Ablehnungen beigefügt.

Art. R. 62. Der Antrag ist unvollständig, wenn gemäß dem Artikel 61 erforderliche Auskünfte oder Unterlagen fehlen.

Der Antrag ist unzulässig:

1° wenn er in Übertretung von Artikel 60 eingereicht wurde;

2° wenn er zweimal nacheinander als unvollständig betrachtet wurde;

3° wenn der Antragsteller die Unterlagen nicht in der in Artikel 63, Absatz 2 erwähnten Frist einreicht.

Art. R. 63. Die Umweltverwaltung richtet den über die Vollständigkeit und Zulässigkeit des Antrags gefassten Beschluss innerhalb von fünfzehn Tagen ab dem Tag, an dem sie den Antrag in Anwendung des Artikels 60 erhalten hat, an den Antragsteller.

Wenn der Antrag unvollständig ist, teilt die Umweltverwaltung dem Antragsteller per Einschreiben bei der Post mit, welche Unterlagen fehlen. Der Antragsteller verfügt danach über dreißig Tage ab dem Erhalt des Einschreibens, um der Umweltverwaltung die angeforderten ergänzenden Unterlagen per Einschreiben oder Aushändigung gegen Empfangsbescheinigung zu liefern.

Innerhalb von fünfzehn Tagen, nachdem die Umweltverwaltung die ergänzenden Unterlagen erhalten hat, richtet sie den über die Vollständigkeit und Zulässigkeit des Antrags gefassten Beschluss an den Antragsteller. Wenn die Umweltverwaltung den Antrag ein zweites Mal als unvollständig betrachtet, erklärt sie diesen für unzulässig.

Wenn der Antrag unzulässig ist, teilt die Umweltverwaltung dem Antragsteller unter Einhaltung der in Absatz 1 vorgesehenen Bedingungen und Fristen, oder gegebenenfalls innerhalb der in Absatz 3 vorgesehenen Frist, die Gründe der Unzulässigkeit mit.

Art. R. 64. Wenn die Umweltverwaltung keinen Beschluss unter Einhaltung der in Artikel 63 vorgesehenen Bedingungen und Fristen gerichtet hat, wird der Antrag als zulässig betrachtet.

In diesem Fall übermittelt der Antragsteller dem Minister eine Abschrift der Auftragsakte.

Art. R. 65. Sobald ein Antrag für zulässig erklärt worden ist oder als solcher betrachtet wird, legt die Umweltverwaltung ihn:

- 1° dem "CWEDD";
- 2° dem "CRAT";
- 3° der Raumordnungsverwaltung.

Die Gutachten der Raumordnungsverwaltung, des "CRAT" und des "CWEDD" werden der Umweltverwaltung innerhalb einer Frist von dreißig Tagen ab Eingang des Antrags auf Gutachten übermittelt oder gegen Empfangsbescheinigung ausgehändigt. Mangels dessen werden diese Gutachten als günstig betrachtet.

Diese Fristen werden vom 16. Juli bis zum 15. August unterbrochen.

Art. R. 66. Die Umweltverwaltung übermittelt dem Minister innerhalb von 50 Tagen, ab dem Tage, an dem sie die Vollständigkeit und Zulässigkeit der Akte beschlossen hat, ihren Beschlussvorschlag, dem die in Artikel 65 erwähnten Gutachten beigelegt werden.

Diese Fristen werden vom 16. Juli bis zum 15. August unterbrochen.

Art. R. 67. Der Minister übermittelt dem Antragsteller innerhalb von dreißig Tagen ab dem Eingang des Gutachtens der Umweltverwaltung seinen Beschluss über den Antrag auf Zulassung.

Der Zulassungsbeschluss wird auszugsweise im Belgischen Staatsblatt veröffentlicht.

Art. R. 68. Der Beschluss über den Zulassungsantrag bestimmt die Dauer der Zulassung und die in Artikel 58 festgelegten Kategorien von Projekten, für die der Empfänger der Zulassung Umweltverträglichkeitsprüfungen durchführen kann.

Die Dauer der Zulassung darf 5 Jahre nicht überschreiten.

Art. R. 69. Bei einer Änderung einer der im Zulassungsantrag gemäß Artikel 61 mitgeteilten Angaben muss der Umweltverträglichkeitsprüfer sofort die Umweltverwaltung per Einschreiben bei der Post gegen Empfangsbestätigung davon verständigen. Wenn diese der Ansicht ist, dass die angegebenen Änderungen derart sind, dass sie eine Änderung, eine Aussetzung oder einen Entzug der Zulassung rechtfertigen könnten, muss sie dies dem zugelassenen Umweltverträglichkeitsprüfer innerhalb von dreißig Tagen per Einschreiben bei der Post mitteilen.

Der zugelassene Umweltverträglichkeitsprüfer verfügt ab dem Eingang dieser Mitteilung über eine Frist von sechzig Tagen, um der Umweltverwaltung die Maßnahmen mitzuteilen, die er treffen will, um ihren Beobachtungen Folge zu leisten.

Art. R. 70. Aus eigener Initiative oder auf Vorschlag des "CWEDD", des "CCAT" oder des "CRAT" ist der Minister berechtigt, wenn er der Ansicht ist, dass eine oder mehrere Umweltverträglichkeitsprüfungen ungenügend oder unvollständig sind, dem Umweltverträglichkeitsprüfer eine Warnung zuschicken. Sein Beschluss wird per Einschreiben bei der Post gegen Empfangsbestätigung mitgeteilt.

Unterabschnitt 4 - Aussetzung oder Entzug einer Zulassung

Art. R. 71. Während der Dauer der Zulassung und nachdem er den Umweltverträglichkeitsprüfer aufgefordert hat, seine Erläuterungen geltend zu machen, ist der Minister berechtigt, die Zulassung ganz oder teilweise zu ändern, auszusetzen oder zu entziehen:

- 1° im in Artikel 69 erwähnten Falle, wenn der Umweltverträglichkeitsprüfer der Verwaltung keine Maßnahme mitgeteilt hat, die dazu bestimmt ist, den Beobachtungen Folge zu leisten oder wenn die erwogenen Maßnahmen als ungenügend erachtet werden;
- 2° nach einer in Artikel 70 erwähnten Warnung.

Der Beschluss wird auszugsweise im Belgischen Staatsblatt veröffentlicht.

Abschnitt 2 - Wahl des Umweltverträglichkeitsprüfers

Art. R. 72. Der Antragsteller wählt den Umweltverträglichkeitsprüfer unter den Personen, die für die Kategorie(n), auf die sich sein Projekt nach Artikel 58 bezieht, als Umweltverträglichkeitsprüfer zugelassen sind.

Seine Wahl meldet er sofort per Einschreiben bei der Post:

- 2° dem Minister;
- 2° der zuständigen Behörde;
- 3° der Umweltverwaltung und der Raumordnungsverwaltung.

Er meldet seine Wahl ebenfalls per gewöhnlichen Brief:

- 1° dem "CWEDD";
- 2° dem "CCAT" oder mangels dessen dem "CRAT".

Abschnitt 3 - Ablehnung einer Person, die als Umweltverträglichkeitsprüfer gewählt worden ist

Art. R. 73. Jede Person, die als Umweltverträglichkeitsprüfer gewählt wird, kann abgelehnt werden, wenn sie sich in einer Lage befindet, die die freie Ausübung ihrer Aufgabe beeinträchtigen könnte.

Art. R. 74. Die zuständige Behörde, die Umweltverwaltung oder die Raumordnungsverwaltung kann dem Minister die Ablehnung einer als Umweltverträglichkeitsprüfer gewählten Person vorschlagen.

Art. R. 75. Der Minister trifft seine Entscheidung innerhalb fünfzehn Tagen ab der in Art. 72 vorgesehenen Mitteilung. Wenn der Ablehnungsvorschlag angenommen wird, wird dieser dem Umweltverträglichkeitsprüfer sowie dem Genehmigungsantragsteller per Einschreiben bei der Post gegen Aufgabebescheinigung mitgeteilt.

Eine Abschrift davon wird den in Artikel 72 erwähnten Instanzen per gewöhnlichen Brief zugestellt.

KAPITEL V - Anhörung der Öffentlichkeit vor der Umweltverträglichkeitsprüfung

Art. R. 76. Die Phase der in Artikel 71 des dekretalen Teils vorgesehenen Anhörung der Öffentlichkeit wird gemäß den Bestimmungen des vorliegenden Kapitels organisiert.

Wenn ein Projekt sich auf dem Gebiet mehrerer Gemeinden befindet, sind Artikel 77 und 80 anwendbar auf jede der betroffenen Gemeinden.

Art. R. 77. Mindestens fünfzehn Tage vor der in Artikel 78 erwähnten Anhörung veröffentlicht der Antragsteller eine Bekanntmachung, die mindestens das Folgende angibt:

- 1° die Identität des Antragstellers;
- 2° die Natur des Projekts und der Ort, wo es betrieben werden soll;
- 3° das Datum, die Uhrzeit und der Ort der in Artikel 78 vorgesehenen Informationsversammlung.

Diese Bekanntmachung wird in zwei durch den Antragsteller unter den folgenden Medien ausgesuchten Medien verbreitet:

- 1° zwei in der Region verbreitete Tageszeitungen;
- 2° ein kommunales Informationsblatt, wenn es ein solches gibt und wenn es an die Bevölkerung verteilt wird;
- 3° eine Reklamezeitung, die kostenlos an die Bevölkerung verteilt wird;
- 4° ein Informationsblatt, das an die Bevölkerung in einem Umkreis von 3 Kilometern des Ortes, wo das Projekt betrieben werden soll, verbreitet wird.

Der Antragsteller sendet dem Kollegium eine Abschrift der veröffentlichten Bekanntmachungen und der damit verbundenen Rechnungen zu.

Die zuständige Behörde hängt eine Bekanntmachung, die Artikel 30, Absatz 1 wiedergibt, aus:

- 1° an den üblichen Anschlagstellen;
- 2° an drei Stellen in der Nähe des Ortes, wo das Projekt betrieben werden soll, entlang einer öffentlichen fahrbaren oder Durchfahrtsstraße.

Die Bekanntmachung muss mindestens 35dm² groß und bis zum Tage nach der in Artikel 31 vorgesehenen Versammlung sichtbar sowie lesbar sein.

Art. R. 78. Zwischen dem sechzehnten und dem siebenundzwanzigsten Tage nach der in Artikel 30 vorgesehenen Veröffentlichung organisiert der Antragsteller in der Gemeinde, auf deren Gebiet sich die größte Fläche des Ortes, wo das Projekt betrieben werden soll, befindet, eine Informationsversammlung, zu der die Bevölkerung der Gemeinden, auf deren Gebiet das Projekt ebenfalls betrieben werden sollte, eingeladen ist.

Zu dieser Versammlung können ebenfalls die folgenden Personen bzw. Behörden eingeladen werden und sich dort vertreten lassen:

- 1° die Person, die durch den Antragsteller gewählt wurde, um die Umweltverträglichkeitsprüfung durchzuführen;
- 2° die zuständige Behörde;
- 3° die Umweltverwaltung und die Raumordnungsverwaltung;
- 4° der "CWEDD", der "CCAT" oder der "CRAT", die dort höchstens zwei ihrer Mitglieder entsenden können;
- 5° die Vertreter der Gemeinde(n) des Ortes, wo das Projekt betrieben werden soll;
- 6° die Vertreter der Gemeinden, die sich in einem Umkreis von 3 Kilometern in der Nähe des Ortes, wo das Projekt betrieben werden soll, befinden.

Die Versammlung hat als Gegenstand:

- 1° dem Projektautor die Möglichkeit zu geben, sein Projekt vorzustellen;
- 2° der Bevölkerung die Möglichkeit zu bieten, sich zu informieren und ihre Anregungen und Vorschläge über das Projekt zu machen;
- 3° die besonderen Punkte, die in der Umweltverträglichkeitsprüfung angeschnitten werden könnten, hervorzuheben;
- 4° Alternativen vorzuschlagen, die durch den Antragsteller vernünftig erwogen werden können, damit sie bei der Durchführung der Umweltverträglichkeitsprüfung berücksichtigt werden.

Art. R. 79. Jede Person ist berechtigt, in einer Frist von fünfzehn Tagen ab dem Tage der in Artikel 78 vorgesehenen Informationsversammlung ihre Anregungen und Vorschläge zu machen, die für die Durchführung der Umweltverträglichkeitsprüfung bestimmt sind. Sie werden dem Bürgermeister- und Schöffenkollegium des Ortes, wo die Informationsversammlung stattgefunden hat, schriftlich mitgeteilt, unter Angabe des Namens und der Anschrift des Versenders. Eine Abschrift wird ebenfalls dem Antragsteller zugestellt, der sie unverzüglich dem Umweltverträglichkeitsprüfer weiterleitet.

Art. R. 80. Die im vorliegenden Kapitel vorgesehenen Fristen werden vom 16. Juli bis zum 15. August unterbrochen.

KAPITEL VI - *Gutachten über die Umweltverträglichkeitsprüfung und Bekanntmachung des Beschlusses*

Art. R. 81. An dem Tag, an dem sie dem Antragsteller die Vollständigkeit und/oder die Zulässigkeit des Genehmigungsantrags mitteilt oder an dem sie der zuständigen Behörde die Antragsakte übermittelt, richtet die Instanz, die diese Mitteilung oder Übermittlung vorgenommen hat, die folgenden Unterlagen an den "CWEDD", den "CCAT" oder mangels dessen den "CRAT":

- 1° der Antrag auf Genehmigung;
- 2° die Umweltverträglichkeitsprüfung;
- 3° die gesamten gemäß Artikel 79 mitgeteilten Anregungen und Vorschläge.

Art. R. 82. Für jedes einer Umweltverträglichkeitsprüfung unterworfenen Projekt richtet der "CWEDD" ein Gutachten über die Qualität der Umweltverträglichkeitsprüfung und die umweltbezogene Zweckdienlichkeit des Projekts an die Behörde, die es beantragt hat, oder händigt ihr dieses gegen Empfangsbescheinigung aus.

Der "CCAT" oder mangels dessen der "CRAT" richtet ein Gutachten über die Qualität der Umweltverträglichkeitsprüfung und über die Ziele des Projekts gemäß den in Artikel 1, § 1, Absatz 2 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe erwähnten Zielen an die Behörde, die es beantragt hat, oder händigt ihr dieses gegen Empfangsbescheinigung aus, und zwar innerhalb derselben Frist, wenn der Antrag eine der folgenden Genehmigungen betrifft:

1° eine Globalgenehmigung, die aufgrund des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung erfordert wird;

2° eine Städtebau- oder Parzellierungsgenehmigung, die durch das Wallonische Gesetzbuch über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe erfordert wird;

3° eine Gewinnungsgenehmigung, die aufgrund des Dekrets vom 7. Juli 1988 über die Gruben erfordert wird;

4° eine Genehmigung zur Erschließung von Halden, die aufgrund des Dekrets vom 9. Mai 1985 über die Erschließung von Halden erfordert wird;

In Ermangelung eines Gutachtens innerhalb der erforderlichen Frist wird das Gutachten als günstig betrachtet.

Der "CWEDD" und die oben erwähnten Ausschüsse können den Antragsteller und den Umweltverträglichkeitsprüfer um zusätzliche Auskünfte über die Umweltverträglichkeitsprüfung oder deren Inhalt bitten.

KAPITEL VII - Grenzüberschreitende Auswirkungen

Art. R. 83. Wenn ein Antrag über ein in der Wallonischen Region befindliches Projekt beachtliche Auswirkungen auf die Umwelt einer anderen Region, eines anderen Mitgliedsstaats der Europäischen Union oder eines dem Übereinkommen von Espoo angehörenden Staats haben könnte, übermittelt die Instanz, die die Antragsakte als vollständig und zulässig betrachtet hat, diese Akte an die zuständigen Behörden des Staats und/oder der Region, die betroffen werden könnten, unter Beifügung der Umweltverträglichkeitsprüfung und jeglicher Information über die grenzüberschreitenden Auswirkungen des Projekts auf die Umwelt, über die sie verfügt. Die Instanz gibt das Folgende an:

1° die zuständige Behörde und die Frist, innerhalb deren ihr Beschluss gefasst werden muss;

2° die Modalitäten, nach denen die mit der Überprüfung des Genehmigungsantrags zusammenhängende öffentliche Untersuchung organisiert wird, und insbesondere die Dauer der Untersuchung, das wahrscheinliche Datum des Anfangs der Untersuchung und die Behörde, der die Bemerkungen der Öffentlichkeit übermittelt werden.

Gleichzeitig zu der Übermittlung der Akte informiert sie die Regierung und die zuständige Behörde darüber.

Art. R. 84. Die zuständige Behörde teilt den in Artikel 83 erwähnten betroffenen Behörden ihre Entscheidung per Einschreiben mit.

Art. R. 85. Wenn die Regierung in Ausführung von Artikel 76, § 2 des Dekrets Informationen, die in Artikel 7.3 der Richtlinie 85/337/EWG des Rates vom 27. Juni 1985 über die Umweltverträglichkeitsprüfung bei bestimmten öffentlichen und privaten Projekten erwähnt sind, erhält, übermittelt sie diese:

den Bürgermeister- und Schöffenkollegien der Gemeinden, die betroffen werden könnten, welche sie wiederum gemäß dem in Artikel 24 und folgenden Artikeln des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung vorgesehenen öffentlichen Untersuchungsverfahren für die Anträge auf Umweltgenehmigung zur Verfügung der Öffentlichkeit stellen;

2° dem CWEDD.

Die in Absatz 1, 1° erwähnten Instanzen sammeln die Bemerkungen der Öffentlichkeit und übermitteln der Regierung ihre eventuellen Gutachten und die von ihnen gesammelten Bemerkungen innerhalb einer Frist von dreißig Tagen, ab dem Tage, an dem sie die in Absatz 1 erwähnten Informationen erhalten haben.

KAPITEL VIII - Aufhebende und vorübergehende Bestimmungen

Art. R. 86. Der Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 31. Oktober 1991 zur Ausführung des Dekrets vom 11. September 1985 zur Organisation der Bewertung der Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt in der Wallonischen Region wird aufgehoben;

In Abweichung von Absatz 1 kann der Antragsteller bis zum 3. Juni 2007 den Umweltverträglichkeitsprüfer unter den aufgrund des Artikels 16 des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 31. Oktober 1991 zur Durchführung des Dekrets vom 11. September 1985 zur Organisation der Bewertung der Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt in der Wallonischen Region als Umweltverträglichkeitsprüfer zugelassenen Personen für diejenige(n) Kategorie(n) auswählen, der bzw. denen sein Projekt gemäß Artikel 10 des vorerwähnten Erlasses zugeordnet wird. Wenn das Projekt jedoch die Wasserbewirtschaftung im Sinne des Artikels 58, 7° betrifft, wählt der Antragsteller den Umweltverträglichkeitsprüfer unter den als Umweltverträglichkeitsprüfer zugelassenen Personen für folgende Kategorien aus:

1° entweder für die Kategorien "Raumordnung, Projekte mittlerer Bedeutung, insbesondere ländliche und Freizeitanlagen und -ausstattungen" und "Industrieprozesse in Bezug auf die Verarbeitung von Stoffen";

2o oder für die Kategorien "Raumordnung, Städtebau" und "Industrieprozesse in Bezug auf die Verarbeitung von Stoffen".

Wird Absatz 2 angewandt, wird die Auswahl des Antragstellers gemäß Artikel 22, Absätze 2 und 3 übermittelt.

Teil VI - Umweltvereinbarungen

Anlage I

EMPFANGSBESTÄTIGUNG (Datum) (x).....

BETR.: Informationsanfrage betreffend die Umwelt.

Empfangsbestätigung.

Gemäß Art. 13, § 2, des dekretalen Teils bestätige ich den Empfang Ihres Schreibens vom (x)....., das ich am (x)..... erhalten habe und sich auf eine Informationsanfrage betreffend (x)..... bezieht

(xx) 1) Ab dem (x)..... (Datum) kann an der folgenden Anschrift:

(x)

an den folgenden Tagen und zu diesen folgenden Uhrzeiten (x)

in die benötigte(n) Unterlage(n) kostenlos Einsicht genommen werden

(xx) 2) Die benötigte(n) Unterlage(n) wird (werden) Ihnen per Nachnahme zu..... Euro/Seite vor dem (x)..... zugeschickt.

(xx) 3) Ihre Anfrage wird vor dem (x).....(Datum) beantwortet

(x) (Unterschrift).....

(x) bitte ausfüllen.

(xx) den Grund bzw. die Gründe bitte ankreuzen

MODALITÄTEN DES EINSPRUCHS

Buch I des Umweltgesetzbuches (Auszüge)

Art. R. 15. § 1. Die öffentliche Behörde erteilt dem Antragsteller die Daten so bald wie möglich, spätestens jedoch innerhalb des Monats ab dem Eingang des Antrags.

§ 2. Die öffentliche Behörde kann die in § 1 erwähnte Frist um einen Monat verlängern, wenn es ihr praktisch unmöglich ist, den Zugang in der vorgeschriebenen Frist zu erteilen. Diese Unmöglichkeit ist ordnungsgemäß zu begründen und dem Antragsteller schriftlich mitzuteilen. Die öffentliche Behörde weist den Antragsteller deutlich auf die Möglichkeiten und die Modalitäten eines Einspruchs im Sinne von Artikel 17 hin.

Art. R. 17. § 1. Jede natürliche oder juristische Person, die der Ansicht ist, dass die aufgrund des Artikels 15, § 2 von der öffentlichen Behörde festgesetzte Frist zu lang ist, oder die der Ansicht ist, dass ihr Antrag auf Information zu Unrecht abgelehnt oder nicht beachtet worden ist oder dass sie von der öffentlichen Behörde eine unzulängliche Antwort erhalten hat, kann einen Einspruch gegen den Beschluss gemäß den von der Regierung bestimmten Regeln erheben.

§ 2. Wenn die Daten nach Ablauf der in Anwendung von Artikel 15 von der öffentlichen Behörde festgelegten Frist nicht übermittelt worden sind, hat der Antragsteller die Möglichkeit, einen Einspruch gemäß den von der Regierung bestimmten Regeln einzureichen.

Art. R. 18. Es wird eine Einspruchskommission errichtet, um über die in Artikel 17 des dekretalen Teils vorgesehenen Einsprüche zu befinden. Der Sitz der Einspruchskommission wird in den Räumlichkeiten der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt festgelegt.

Art.R. 23. Der Einspruch wird durch eine Bittschrift eingelegt, die dem Sekretariat der Kommission per bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief zugeschickt wird. Es muss binnen fünfzehn Tagen nach der Zustellung des angefochtenen Beschlusses, oder mangels eines solchen Beschlusses binnen fünfzehn Tagen nach dem Ablauf der in Art. 15 des dekretalen Teils vorgesehenen Fristen eingelegt werden.

Art. R. 24. In der Bittschrift stehen folgende Angaben:

1° Personalien und Wohnsitz des Antragstellers;

2° Identität und Sitz der öffentlichen Behörde, bei der die Informationsanfrage eingereicht worden ist;

3° Gegenstand dieser Informationsanfrage;

4° die Mittel des Einspruches.

Als Anlage zu seiner Bittschrift legt der Antragsteller außerdem alle von ihm für notwendig gehaltenen Schriftstücke und eine ausführliche Bestandsaufnahme der Informationen, die er teilweise bekommen hat, bei.

Anlage II

VERLÄNGERUNG DER FRISTEN

Einschreibebrief (Datum) (x).....

OBJET: Informationsanfrage betreffend die Umwelt.

Verlängerung der festgelegten Fristen.

Infolge Ihres Schreibens vom (x)..... über eine Informationsanfrage betreffend (x).....

teile ich Ihnen mit, dass die Ihrem Antrag auf Zugang zu der Information entsprechende

Frist wegen der praktischen Unmöglichkeit, in der vorgeschriebenen Frist den Zugang zu gewähren, bis zum (x)..... (Datum) verlängert wird.

(Begründung:) (x)

.....

(Unterschrift) (x).....

(x) bitte ausfüllen.

MODALITÄTEN DES EINSPRUCHS

Buch I des Umweltgesetzbuches (Auszüge)

Art. R. 15. § 1. Die öffentliche Behörde erteilt dem Antragsteller die Daten so bald wie möglich, spätestens jedoch innerhalb des Monats ab dem Eingang des Antrags.

§ 2. Die öffentliche Behörde kann die in § 1 erwähnte Frist um einen Monat verlängern, wenn es ihr praktisch unmöglich ist, den Zugang in der vorgeschriebenen Frist zu erteilen. Diese Unmöglichkeit ist ordnungsgemäß zu begründen und dem Antragsteller schriftlich mitzuteilen. Die öffentliche Behörde weist den Antragsteller deutlich auf die Möglichkeiten und die Modalitäten eines Einspruchs im Sinne von Artikel 17 hin.

Art. R. 17. § 1. Jede natürliche oder juristische Person, die der Ansicht ist, dass die aufgrund des Artikels 15, § 2 von der öffentlichen Behörde festgesetzte Frist zu lang ist, oder die der Ansicht ist, dass ihr Antrag auf Information zu Unrecht abgelehnt oder nicht beachtet worden ist oder dass sie von der öffentlichen Behörde eine unzulängliche Antwort erhalten hat, kann einen Einspruch gegen den Beschluss gemäß den von der Regierung bestimmten Regeln erheben.

§ 2. Wenn die Daten nach Ablauf der in Anwendung von Artikel 15 von der öffentlichen Behörde festgelegten Frist nicht übermittelt worden sind, hat der Antragsteller die Möglichkeit, einen Einspruch gemäß den von der Regierung bestimmten Regeln einzureichen.

Art.R. 18. Es wird eine Einspruchskommission errichtet, um über die in Artikel 17 des dekretalen Teils vorgesehenen Einsprüche zu befinden. Der Sitz der Einspruchskommission wird in den Räumlichkeiten der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt festgelegt.

Art. R. 23. Der Einspruch wird durch eine Bittschrift eingelegt, die dem Sekretariat der Kommission per bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief zugeschickt wird. Es muss binnen fünfzehn Tagen nach der Zustellung des angefochtenen Beschlusses, oder mangels eines solchen Beschlusses binnen fünfzehn Tagen nach dem Ablauf der in Art. 15 des dekretalen Teils vorgesehenen Fristen eingelegt werden.

Art. R. 24. In der Bittschrift stehen folgende Angaben:

1° Personalien und Wohnsitz des Antragstellers;

2° Identität und Sitz der öffentlichen Behörde, bei der die Informationsanfrage eingereicht worden ist;

3° Gegenstand dieser Informationsanfrage;

4° die Mittel des Einspruches.

Als Anlage zu seiner Bittschrift legt der Antragsteller außerdem alle von ihm für notwendig gehaltenen Schriftstücke und eine ausführliche Bestandsaufnahme der Informationen, die er teilweise bekommen hat, bei.

Anlage III

VERWEIGERUNG

Einschreibebrief (Datum) (x).....

BETR.: Informationsanfrage betreffend die Umwelt.

Vollständige oder teilweise Verweigerung für den Zugang zur Information.

Infolge Ihres Schreibens vom (x)..... über eine Informationsanfrage betreffend (x).....

teile ich Ihnen mit, dass die Daten über (x)..... Ihnen aus den folgenden

Gründen nicht übermitteln werden können: (xx).....

- die Anfrage betrifft interne Mitteilungen;

- die Anfrage ist offensichtlich unrechtmäßig;

- die Anfrage ist in einer allzu allgemeinen Weise abgefasst;

- die Anfrage könnte Folgendes beeinträchtigen:

+ die Geheimhaltung der Beratungen der Regierung, des Bürgermeister- und Schöffenkollegiums, des Ständigen Ausschusses;

+ die Geheimhaltung der interregionalen, nationalen, internationalen Verhandlungen der Region;

+ die Geheimhaltung der vor Gericht eingeleiteten Verfahren;

+ Geschäfts- und Betriebsgeheimnisse;

+ die Geheimhaltung des Privatlebens, insbesondere die Einhaltung der Bestimmungen über den Schutz der Vertraulichkeit der namentlichen Daten, des Verwaltungsarchivs und der Verwaltungsdateien.

Begründung (x).....

(Unterschrift) (x).....

(x) bitte ausfüllen.

(xx) den Grund bzw. die Gründe bitte ankreuzen

MODALITÄTEN DES EINSPRUCHS

Buch I des Umweltgesetzbuches (Auszüge)

Art. R. 15. § 1. Die öffentliche Behörde erteilt dem Antragsteller die Daten so bald wie möglich, spätestens jedoch innerhalb des Monats ab dem Eingang des Antrags.

§ 2. Die öffentliche Behörde kann die in § 1 erwähnte Frist um einen Monat verlängern, wenn es ihr praktisch unmöglich ist, den Zugang in der vorgeschriebenen Frist zu erteilen. Diese Unmöglichkeit ist ordnungsgemäß zu begründen und dem Antragsteller schriftlich mitzuteilen. Die öffentliche Behörde weist den Antragsteller deutlich auf die Möglichkeiten und die Modalitäten eines Einspruchs im Sinne von Artikel 17 hin.

Art. R. 17. § 1. Jede natürliche oder juristische Person, die der Ansicht ist, dass die aufgrund des Artikels 15, § 2 von der öffentlichen Behörde festgesetzte Frist zu lang ist, oder die der Ansicht ist, dass ihr Antrag auf Information zu Unrecht abgelehnt oder nicht beachtet worden ist oder dass sie von der öffentlichen Behörde eine unzulängliche Antwort erhalten hat, kann einen Einspruch gegen den Beschluss gemäß den von der Regierung bestimmten Regeln erheben.

§ 2. Wenn die Daten nach Ablauf der in Anwendung von Artikel 15 von der öffentlichen Behörde festgelegten Frist nicht übermittelt worden sind, hat der Antragsteller die Möglichkeit, einen Einspruch gemäß den von der Regierung bestimmten Regeln einzureichen.

Art. R. 18. Es wird eine Einspruchskommission errichtet, um über die in Artikel 17 des dekretalen Teils vorgesehenen Einsprüche zu befinden. Der Sitz der Einspruchskommission wird in den Räumlichkeiten der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt festgelegt.

Art. R. 23. Der Einspruch wird durch eine Bittschrift eingelegt, die dem Sekretariat der Kommission per bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief zugeschickt wird. Es muss binnen fünfzehn Tagen nach der Zustellung des angefochtenen Beschlusses, oder mangels eines solchen Beschlusses binnen fünfzehn Tagen nach dem Ablauf der in Art. 15 des dekretalen Teils vorgesehenen Fristen eingelegt werden.

Art. R. 24. In der Bittschrift stehen folgende Angaben:

1° Personalien und Wohnsitz des Antragstellers;

2° Identität und Sitz der öffentlichen Behörde, bei der die Informationsanfrage eingereicht worden ist;

3° Gegenstand dieser Informationsanfrage;

4° die Mittel des Einspruches.

Als Anlage zu seiner Bittschrift legt der Antragsteller außerdem alle von ihm für notwendig gehaltenen Schriftstücke und eine ausführliche Bestandsaufnahme der Informationen, die er teilweise bekommen hat, bei.

Anlage IV

Bekanntmachung an die Bevölkerung

Die Gemeindeverwaltung von..... gibt bekannt, dass der Minister der Umwelt für die Wallonische Region gemäß Artikel 7 bis 9 und 30 bis 48 des dekretalen Teils und Artikel 42 bis 45, sowie gemäß dem Beschluss der Wallonischen Regierung vom....., den Planentwurf (oder den Programmentwurf) (den Titel des Plans bzw. Programms angeben) für den Zeitraum vom.....bis zum..... zur öffentlichen Untersuchung vorgelegt hat. Die Bevölkerung wird aufgefordert:

1. an der folgenden Adresse:
Einblick in die zur öffentlichen Untersuchung ausgelegte Akte zu nehmen
an folgenden Tagen und Uhrzeiten:
2. Stellungnahmen schriftlich an die Gemeindeverwaltung an folgender Adresse:
.....
zu senden, und zwar vor dem

Anlage V

Liste I der in Art. 53, § 1, des dekretalen Teils genannten Pläne und Programme

Die nachstehenden Pläne und Programme sind kraft Art. 53, § 1, Absatz 1 des dekretalen Teils einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehen:

1. Der Parzellenplan und der Flurbereinigungsplan gemäß Art. 3 des Gesetzes vom 22. Juli 1970 über die gesetzliche Flurbereinigung der Landbesitze;
2. Der Plan der neuen Wege und neuen Wasserableitwege gemäß Art. 24 des Gesetzes vom 22. Juli 1970 über die gesetzliche Flurbereinigung der Landbesitze;
3. Der Parzellenplan und der Austauschplan gemäß Art. 12 des Gesetzes vom 12. Juli 1976 über Sondermaßnahmen im Bereich der gesetzlichen Flurbereinigung von ländlichen Gütern bei der Ausführung großer Infrastrukturarbeiten;
4. Der Plan der neuen Wege und neuen Wasserableitwege gemäß Art. 37 des Gesetzes vom 12. Juli 1976 über Sondermaßnahmen im Bereich der gesetzlichen Flurbereinigung von ländlichen Gütern bei der Ausführung großer Infrastrukturarbeiten;
5. Der Parzellenplan und der Umlegungsplan gemäß Art. 47 des Gesetzes vom 12. Juli 1976 über Sondermaßnahmen im Bereich der gesetzlichen Flurbereinigung von ländlichen Gütern bei der Ausführung großer Infrastrukturarbeiten;
6. Der Parzellenplan und der Umlegungsplan gemäß Art. 18 des Gesetzes vom 10. Januar 1978 über Sondermaßnahmen im Bereich der gütlichen Flurbereinigung von ländlichen Gütern;
7. Der Plan der neuen Wege und neuen Wasserableitwege gemäß Art. 45 des Gesetzes vom 10. Januar 1978 über Sondermaßnahmen im Bereich der gütlichen Flurbereinigung von ländlichen Gütern;
8. Der Plan für die Abfallbewirtschaftung gemäß Art. 24, § 1, des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle;
9. Das Maßnahmenprogramm gemäß Art. 23 des dekretalen Teils vom Buch II des Umweltgesetzbuches;
10. Der Bewirtschaftungsplan des Wassereinzugsgebiets gemäß Art. 24 des dekretalen Teils von Buch II des Umweltgesetzbuches;
11. Der Abwasserreinigungsplan nach Zwischeneinzugsgebieten gemäß Art. 218 des dekretalen Teils von Buch II des Umweltgesetzbuches;
12. Das Programm der Kanalisationsarbeiten gemäß Art. 219 des dekretalen Teils von Buch II des Umweltgesetzbuches;
13. Die Programmierung der durchzuführenden Ausschläm- und Ausbaggerarbeiten gemäß Art. 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. November 1995 über die Bewirtschaftung der Stoffe, die infolge von Ausbagger- und Ausschlämarbeiten dem Bett und den Ufern von Wasserläufen und -flächen entnommen werden;
14. Der Verwaltungsplan der durch die Bewässerungsgenossenschaft durchgeführten Arbeiten gemäß Art. 132 des dekretalen Teils von Buch II des Umweltgesetzbuches;
15. Der Umweltplan für die nachhaltige Entwicklung gemäß Art. 37 des dekretalen Teils;
16. Das Aktionsprogramm für die Luftqualität gemäß Art. 46 des dekretalen Teils;
17. Das Aktionsprogramm für die Bodenqualität gemäß Art. 46 des dekretalen Teils;
18. Das Aktionsprogramm für den Naturschutz gemäß Art. 46 des dekretalen Teils;
19. Der kommunale Umwelt- und Naturförderungsplan gemäß Art. 48 des dekretalen Teils;
20. Der integrierte Aktionsplan pro Gebiet oder Ballungsraum gemäß Art. 8 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Juni 2000 über die Beurteilung und die Kontrolle der Luftqualität;
21. Der Erlass zur Einstufung der Halden gemäß Art. 3 des Dekrets vom 9. Mai 1985 über die Erschließung von Halden.

Anlage VI

**Form und Mindestinhalt der Bewertungsnotiz über die Umweltverträglichkeit
nach Artikel 67 § 1 des dekretalen Teils**

1° Antragsteller

Name.....

Vorname.....

Eigenschaft.....

Wohnort.....

Telefonnummer.....

Faxnummer.....

Datum des Antrags.....

2° Vorstellung des Projekts

— Für jede Phase: das Projekt je nach den geplanten Einrichtungen und Bauten beschreiben unter Angabe ihrer Hauptmerkmale (Fläche, Masse, usw.)

Angabe der verschiedenen damit verbundenen Arbeiten (Abholzung, Ausschachtungen, Aufschüttungen, usw.)

Angabe der Durchführungs- oder Betriebsmodalitäten (Herstellungsverfahren, Werkstätten, Lagerung,...).

Alle Dokumente beifügen, durch die die Merkmale des Projektes besser erfasst werden können (Zeichnungen, Schnitt, usw.).

3° Bestehende rechtliche Lage hinsichtlich der Raumordnung, des Städtebaus und des Erbes.

— die Zweckbestimmung und/oder Begrenzung des Grundstücks auf dem Sektorenplan mit einem Überdruck angeben.

— die Zweckbestimmung des Grundstücks auf dem kommunalen Raumordnungsplan angeben.

— Befindet sich das Grundstück:

* in einer stets gültigen Siedlung? JA – NEIN;

* in einem Schutzgebiet und/oder in einem in einer Schutzliste eingetragenen Gebiet? JA – NEIN;

* in der Nähe eines ehemaligen geschützten Zentrums, eines unter Denkmal- bzw. Landschaftsschutz stehenden unbeweglichen Gutes, einer archäologischen Stätte? JA – NEIN;

* in einem Schutzgebiet, das im Gesetz vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur, abgeändert insbesondere durch das Dekret vom 6. Dezember 2001 über die Natur- und Forstschutzgebiete, Natura 2000-Gebiete, erwähnt ist.

* In der Nähe eines Schutzgebiets, das im Gesetz vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur, abgeändert insbesondere durch das Dekret vom 6. Dezember 2001 über die Natur- und Forstschutzgebiete, Natura 2000-Gebiete, erwähnt ist;

4° Beschreibung des Geländes vor der Durchführung des Projekts.

— Bodenrelief und Neigung des natürlichen Grundstücks (niedriger als 6 %, zwischen 6 und 15 %, höher als 15 %)

Bodenbeschaffenheit.

Benutzung des Bodens, abgesehen von den bestehenden Bauten (Brüche, unbebautes Gelände, Garten, Wiese, Wald, Heideland, Venn, Feuchtgebiet, usw.).

Vorhandensein von Grundwasservorkommen und Wasserentnahmestellen.

Richtung und Stelle, in die bzw. an der Abwasser ins hydrographische Netz des an der Oberfläche abfließenden Wassers eingeleitet wird.

Eventuelle Wasserläufe, Weiher, Quellen, Wasserentnahmestellen.

Kurze Bewertung der biologischen Qualität des Geländes.

Kurze Bewertung der Qualität des Natura 2000-Gebiets, der Natur- und Forstschutzgebiete.

Anschluss an einem ausgerüsteten Strassennetz (Strasse, Kanalisation, Wasser, Strom, Naturgas,...).

Vorhandensein eines geschützten Gebiets oder eines in einer Schutzliste eingetragenen Gebiets? JA – NEIN.

Vorhandensein einer archäologischen Stätte? JA – NEIN.

Vorhandensein eines Natura 2000-Gebiets, von Natur- oder Forstschutzgebieten?

5° Auswirkungen des Projekts auf die Umwelt.

a) Wird das Projekt Gas, Wasserdampf, Staub oder Aerosole ausstoßen?

— in die Atmosphäre: JA - NEIN

* Art angeben

* Menge angeben.

b) Wird das Projekt Abwasser ableiten?

ins Oberflächenwasser: JA – NEIN.

in die Kanalisationen: JA – NEIN.

auf oder im Boden: JA – NEIN.

* Art angeben (Kühl-, Industrie-, Regenwasser, Schlämme,...);

* Abfluss und Menge angeben

Der Akte muss ein Plan mit den verschiedenen Stellen, an denen das Abwasser in die Kanalisationen oder in die Wasserläufe eingeleitet werden, beigelegt werden.

- c) Erfordert das Projekt Wasserentnahmen?
 — aus Oberflächenwasser:
 * Ort
 * Menge
 — aus Grundwasser:
 * Bezeichnung der Entnahmestelle;
 * Menge.
- d) Die Art, die Menge und den Modus beschreiben, die für die Beseitigung und/oder den Transport der durch das geplante Projekt erzeugten Nebenprodukte und Abfälle gewählt worden sind.
- e) Kann das Projekt Lärmbelästigungen in der Nachbarschaft hervorrufen? JA - NEIN:
 * welcher Art;
 * ständig oder nur ab und zu.
- f) Die verschiedenen vorgesehenen Transportverfahren und Zu- und Ausfahrten:
 * für den Transport von Produkten;
 * für den Transport von Personen;
 * Standort der Parkräume;
 * Gegebenenfalls Standort der Pipelines.
 Beeinträchtigt das Projekt das allgemeine Landschaftsbild? JA - NEIN
 Kann das Projekt zu der Erscheinung einer Erosion führen? JA - NEIN
- i) Eingliederung in den bebauten und unbebauten Rahmen: Gefahr von Abweichungen in der natürlichen Landschaft oder im Verhältnis zu den Merkmalen der herkömmlichen Wohngebäude der Gegend bzw. des Viertels (übermäßige oder unzureichende Dichte, Unterschiede im Verhältnis zu dem Standort, der Orientierung, der Grösse, dem Aufbau der Fassaden, zu den Materialien und anderen architektonischen Merkmalen der im Lageplan vermerkten umliegenden Bauten).
- j) Verträglichkeit des Projekts mit der Nachbarschaft (Vorhandensein einer Schule, eines Krankenhauses, eines Natura 2000-Gebiets, eines Naturschutzgebiets, eines Forstschutzgebiets, usw).
 Risiken von anderen eventuellen Belästigungen.
 Deutliche Änderung des Bodenreliefs. Größter Niveau-Unterschied im Verhältnis zum natürlichen Grundstück.
 Aufforstung und Abholzung.
 Anzahl Parkplätze.
 Auswirkung auf die Natur.
 Bau oder Ausrüstung von Verkehrsnetzen.
 Individuelle Klärung.
 6° Rechtfertigung der jeweiligen Wahl und der Leistungsfähigkeit der eventuellen Abhilfe- oder Vorbeugungsmaßnahmen oder des Fehlens solcher Maßnahmen.
 7° Maßnahmen, mit denen die nachteiligen Auswirkungen auf die Umwelt verhütet oder eingeschränkt werden sollen:
 — die Ausstöße in die Atmosphäre;
 — die Ableitungen ins Wasser;
 — die Produktionsabfälle
 — die Gerüche;
 — der Lärm;
 — der Verkehr;
 — die Auswirkung auf das Naturerbe;
 — die Auswirkung auf die Landschaft.

Anlage VII

Form und Mindestinhalt der Umweltverträglichkeitsprüfung nach Artikel 67 § 2 des dekretalen Teils

Umweltverträglichkeitsprüfer

1° zugelassenes Planungsbüro.

2° Außenmitarbeiter, die für die Prüfung assoziiert sind.

Geprüftes Projekt

1° Antragsteller.

2° Betriebssitz (Genaue Koordinaten des Ortes, wo das Projekt betrieben werden soll, Lambert-Koordinaten).

3° Beschreibung des Ortes und der unmittelbaren Umgebung (Beschreibung der Faktoren, die von dem vorgeschlagenen Projekt betroffen werden könnten, einschließlich insbesondere der Bevölkerung, der Fauna, der Flora, des Bodens, des Wassers, der Luft, der Klimafaktoren, der materiellen Güter, des architektonischen und archäologischen Erbes, der Landschaft sowie der Wechselwirkung zwischen den vorgenannten Faktoren).

4° Typ des Betriebs.

5° Vorstellung des Projekts:

— Tätigkeitssektor;

— Kurze Beschreibung;

— Ausführliche Beschreibung (Liste der Anlagen und Tätigkeiten sowie der Lagerungen, Natur der benutzten oder erzeugten Energien, Dauer der beantragten Genehmigung, grober Zeitplan der Ausführung des Projekts, Liste der eingehenden, zwischengelagerten und ausgehenden Stoffe).

6° Beschreibung der bedeutenden, direkten und indirekten Auswirkungen, die das Projekt auf die Umwelt haben könnten (einschliesslich insbesondere der Auswirkungen auf die Bevölkerung, die Fauna, die Flora, den Boden, das Wasser, die Luft, die Natur- und Forstschutzgebiete, die Natura 2000-Gebiete, die Klimafaktoren, die materiellen Güter, das architektonische und archäologische Erbe, die Landschaft sowie die Wechselwirkung zwischen den vorgenannten Faktoren), mit einer genauen Angabe der in Betracht gezogenen Voraussagemethoden und Basishypothesen sowie der benutzten relevanten Umweltdaten.

7° Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört, kann die Datenbanken bestimmen, die für die Durchführung der Berechnung der Verbreitung der Gasschadstoffe sowie für die Modellrechnung der Auswirkungen der im vorliegenden Erlass erwähnten Quellen nützlich sind. Die Umweltverträglichkeitsprüfung umfasst mindestens eine die oben erwähnten Daten benutzende Bewertung des Verschmutzungsniveaus.

8° Beschreibung der Auswirkungen auf die Umwelt eines anderen Mitgliedstaats der Europäischen Union, eines am Übereinkommen von Espoo vom 25. Februar 1991 über die Umweltverträglichkeitsprüfung im grenzüberschreitenden Rahmen teilhabenden Staats, einer anderen Region, einer benachbarten Provinz oder Gemeinde.

Lösungen und Maßnahmen zur Vermeidung und Verringerung der Auswirkungen auf die Umwelt:

1° Zusammenfassung der Bemerkungen, die im Rahmen der in Artikel 78 des vorliegenden Erlasses vorgesehenen öffentlichen Untersuchung geäußert worden sind.

2° Kurze Darstellung der wichtigsten, technisch ausführbaren Ersatzlösungen, die von dem Antragsteller untersucht wurden und Angabe der wichtigsten Gründe für die Wahl, die er in Anbetracht der Auswirkungen auf die Umwelt getroffen hat.

3° Beschreibung der in Aussicht genommenen Maßnahmen zur Vermeidung, Verringerung und wenn möglich zur Ausgleichung der bedeutenden negativen Auswirkungen auf die Umwelt.

Kommentare des Umweltverträglichkeitsprüfers:

1° Übersicht der eventuellen Schwierigkeiten (technische Lücken oder fehlende Kenntnisse), auf die der Umweltverträglichkeitsprüfer bei der Sammlung der erforderlichen Auskünfte gestoßen ist.

2° Vorschläge und Empfehlungen des Umweltverträglichkeitsprüfers.

Nichttechnische Zusammenfassung der in den vorstehenden Rubriken angegebenen Auskünfte:

Diese Rubrik 5 wird auf Seiten im Format A4 gedruckt und muss nach eventueller schwarzweißer Fotokopie mit Ausnahme der kartographischen Ausdrücke lesbar sein.»

Art. 2 - Folgende Bestimmungen werden aufgehoben:

1° Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 6. Mai 1993 zur Festlegung des Musters der in Ausführung des Dekrets vom 13. Juni 1991 über den freien Zugang der Bürger zu Informationen über die Umwelt zu benutzenden Dokumente, in seiner durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. April 1997 abgeänderten Fassung;

2° Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 6. Mai 1993 zur Bestimmung der Regeln betreffend den im Dekret vom 13. Juni 1991 über den freien Zugang der Bürger zu Informationen über die Umwelt vorgesehenen Einspruch, in seiner durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 12. Oktober 1995 und 21. Dezember 1995 abgeänderten Fassung;

3° Erlass der Wallonischen Regierung vom 21. April 1994 zur Festlegung der Regeln für die öffentliche Untersuchung und die Konsultation zur Umweltplanung im Rahmen einer nachhaltigen Entwicklung, in seiner durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 12. Juni 1997 abgeänderten Fassung;

4° Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 18. Mai 1995 zur Festlegung der Zusammensetzung und der Arbeitsweise des "Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable (Wallonischer Umweltrat für eine nachhaltige Entwicklung), in seiner durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 27. September 2000 und 24. Oktober 2003 abgeänderten Fassung;

5° Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Dezember 2000 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 20. Mai 1999 über die Umwelterziehung in der Wallonischen Region;

6° Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Organisation der Bewertung der Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt in der Wallonischen Region, in seiner durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. Januar 2004 abgeänderten Fassung.

Art. 3 - Die in Art. 1 des Dekrets vom 27. Mai 2004 über das Buch I des Umweltgesetzbuches enthaltenen dekreten Bestimmungen und die in Art. 1 des vorliegenden Erlasses genannten Bestimmungen werden in Übereinstimmung mit dem vorliegenden Erlass in der Anlage beigefügten Text koordiniert.

Art. 4 - Die vorliegenden Bestimmungen sowie das Dekret vom 27. Mai 2004 über das Buch I des Umweltgesetzbuches treten am Tag in Kraft, an dem der vorliegende Erlass im Belgischen Staatsblatt veröffentlicht wird.

Art. 5 - Der Minister der Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 17. März 2005.

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
B. LUTGEN

Anlage zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. März 2005 über das Buch I des Umweltgesetzbuches

Buch I - Gemeinsame und allgemeine Bestimmungen

DEKRETALER TEIL

Teil I - Grundsätze des Umweltrechts und allgemeine Definitionen

TITEL I - Grundsätze

Artikel D. 1 - Die Umwelt, insbesondere Freiräume, Landschaften, natürliche Ressourcen und Lebensräume, Luft, Wasser, Boden, biologische Vielfalt und Gleichgewichte, gehören zum gemeinsamen Erbe der Einwohner der wallonischen Region und bilden die Grundlage seiner Existenz, Zukunft und Entwicklung.

Die Umweltpolitik der Region beruht auf dem Grundsatz der vorbeugenden Maßnahmen, laut dem einem Schaden eher vorgebeugt werden sollte, als dass er repariert wird.

Art. D. 2 - Die Region und die anderen öffentlichen Behörden, jede im Rahmen ihres Zuständigkeitsbereich und in Zusammenarbeit mit der Region, sind Verwalter der Umwelt und Bürgen ihrer Erhaltung und nötigenfalls ihrer Wiederherstellung.

Jede Person achtet auf die Wahrung der Umwelt und trägt zu deren Schutz bei.

Die in Absatz 2 erwähnten Anforderungen werden in die Festlegung und Durchführung der anderen politischen Maßnahmen der Region mit einbezogen.

Art. D. 3 - Die Umweltpolitik der Region lässt sich von den folgenden drei Grundsätzen leiten:

1° dem Grundsatz der Vorsichtsmaßnahmen, laut dem das Fehlen wissenschaftlicher Gewissheit das Ergreifen effektiver und proportionierter Maßnahmen zu einem sozial und wirtschaftlich annehmbaren Preis zwecks der Verhütung eines Risikos schwerer und nicht umkehrbarer Schäden für die Umwelt nicht hinauszögern darf;

2° dem Verursachergrundsatz, laut dem die durch das Ergreifen von Maßnahmen zur Vorbeugung, Reduzierung und Bekämpfung der Umweltverschmutzung verursachten Kosten von dem Verschmutzer zu tragen sind;

3° dem Grundsatz der Wiedergutmachung, vorrangig an der Quelle, der Umweltschädigung.

Art. D. 4 - Das Recht auf Zugang zu Umweltinformationen im Besitz der öffentlichen Behörden wird jeder natürlichen oder juristischen Person gewährt, ohne dass diese ein Interesse geltend zu machen braucht.

Die öffentlichen Behörden verbreiten die Umweltinformationen in ihrem Besitz und stellen sie der Öffentlichkeit zur Verfügung.

Art. D. 5 - Die Erziehung und Ausbildung in Umweltfragen tragen zur Ausübung der in dem vorliegenden Titel angeführten Rechte und Pflichten bei.

Die Region berücksichtigt in der Ausarbeitung ihrer Umweltpolitik verfügbare technische und wissenschaftliche Angaben. Die wissenschaftliche Forschung und die Entwicklung der Kenntnisse müssen ihren Beitrag zur Erhaltung und Aufwertung der Umwelt leisten.

Titel II - Definitionen

Art. D. 6 - Im Sinne des vorliegenden Gesetzbuches gelten folgende Definitionen:

1° "CWATUP": der "Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine" (Wallonisches Gesetzbuch über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe);

2° "Erklärung": die in Artikel 1, 2° des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung erwähnte Urkunde;

3° "CWEDD": der "Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable" (Wallonischer Umweltrat für eine nachhaltige Entwicklung);

4° "Wallonisches Parlament": der Wallonische Regionalrat;

5° "Umweltgenehmigung": der in Artikel 1, 1° des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung erwähnte Beschluss.

Teil II - Beratungsinstanz

Art. D. 7 - Es wird ein "Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable" (Wallonischer Umweltrat für eine nachhaltige Entwicklung) eingerichtet.

Art. D. 8 - Dieser Rat hat zur Aufgabe, die ihm durch die Artikel 30 bis 48 und die Artikel 49 bis 81 übertragenen Pflichten, sowie weitere Aufgaben zu erfüllen, die ihm von der Regierung anvertraut werden können.

Art. D. 9 - Die Regierung legt die Regeln für die Zusammensetzung und die Arbeitsweise des Rates fest.

Sie kann die Aufgliederung des Rates in spezialisierte Abteilungen vorsehen und die Regeln bestimmen, aufgrund deren diese Abteilungen rechtsgültig im Namen des Rates beraten.

Teil III - Information und Sensibilisierung in Sachen Umwelt

TITEL I - Zugang zu Umweltinformationen

Art. D. 10 - Unbeschadet der Anwendung der Bestimmungen über die Verfahren zur Bevölkerungs- und Nachbarschaftsbefragung werden der freie Zugang zu den Umweltinformationen sowie deren Verbreitung gemäß dem vorliegenden Titel gewährleistet.

Art. D. 11 - Im Sinne des vorliegenden Titel gelten folgende Bestimmungen:

1° "öffentliche Behörden": die Gemeinde-, Provinzial- und Regionalverwaltungen, sowie die Einrichtungen, die in Sachen Umwelt öffentliche Verantwortung tragen und von den öffentlichen Behörden kontrolliert werden.

Die Personen, die im Rahmen ihrer Rechtssprechungszuständigkeit tätig sind, sowie die gesetzgebenden Einrichtungen sind nicht in dieser Definition einbezogen.

2° "Daten, die sich im Besitz der öffentlichen Behörden befinden": alle Daten, die die in dem vorliegenden Artikel, 1° erwähnten Einrichtungen eingeholt oder erarbeitet haben, mit Ausnahme der Protokolle und Berichte, die für die Staatsanwaltschaft bestimmt sind, und die zu folgenden Aufzeichnungen gehören:

- a) den schriftlichen Dokumenten, wie z.B. Berichte, Studien, Gutachten und Beschlüsse;
- b) der Datenbank aus der elektronischen Datenverarbeitung;
- c) den Bildaufzeichnungen;
- d) den Tonaufzeichnungen.

Bezüglich der Informationen im Besitz der Gemeinde- und Provinzialverwaltungen, sowie der Einrichtungen, die in Sachen Umwelt öffentliche Verantwortung tragen und von den öffentlichen Behörden kontrolliert werden, betrifft der vorliegende Titel nur die Dokumente, die im Hinblick auf die Anwendung einer Regelung erstellt oder erarbeitet worden sind, die in einer der in Punkt 3° erwähnten und in den regionalen Zuständigkeitsbereich fallenden Angelegenheiten von der Wallonischen Region oder, vor den Sondergesetzen zur Reform der Institutionen, vom Staat aufgestellt worden ist;

3° "Umweltinformationen": alle faktuellen oder rechtlichen Daten in Bezug auf einen der in Artikel 6, § 1, I, II, III, IV, V des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen erwähnten Bereiche, die Folgendes betreffen:

a) den Zustand der Gewässer, der Luft, des Bodens, der Tier- und Pflanzenwelt und der natürlichen Lebensräume sowie seine Veränderungen;

b) die Projekte und Tätigkeiten, die die Umwelt beeinträchtigen oder die menschliche Gesundheit und die Tier- und Pflanzenarten gefährden könnten, insbesondere was die Emission, die Ableitung bzw. die Freisetzung von Substanzen, Strahlungen, Vibrationen, Lebewesen oder Energie ins Wasser, in die Luft oder in den Boden, sowie die Herstellung und die Benutzung von gefährlichen Produkten und Substanzen betrifft;

c) die Maßnahmen zur Erhaltung, zum Schutz und zur Verbesserung der Qualität der Gewässer, der Luft, des Bodens, der Tier- und Pflanzenwelt und der natürlichen Lebensräume, sowie die Maßnahmen zur Vorbeugung und zum Ausgleich der Schäden, die verursacht werden könnten.

Art. D. 12 - § 1. Der Zugang zu den Daten, die zu den in Artikel 11, 2°, a) erwähnten schriftlichen Dokumenten gehören, erfolgt nach Wahl des Antragstellers entweder durch eine kostenlose Einsichtnahme vor Ort oder durch die Ausstellung von Kopien, deren Realkosten zu Lasten des Antragstellers gehen.

§ 2. Die Daten, die zu der Datenbank und zu den Bild- bzw. Tonaufzeichnungen im Sinne von Artikel 11, 2°, b) bis d) gehören, können durch die Ausstellung von Kopien übermittelt werden, deren Realkosten zu Lasten des Antragstellers gehen.

Art. D. 13 - § 1. Jeder Antrag auf Übermittlung von Daten über die Umwelt muss schriftlich gestellt werden und seinen Gegenstand auf angemessene Weise angeben.

§ 2. Die öffentliche Behörde muss den Empfang der in Artikel 12 und in § 1 des vorliegenden Artikels erwähnten Anträge innerhalb von zehn Werktagen nach Eingang des Antrags bestätigen.

Diese Empfangsbestätigung muss auf die Möglichkeiten und die Modalitäten eines Einspruchs seitens des Antragstellers deutlich hinweisen und die Frist angeben, innerhalb deren er die Daten gemäß Artikel 15 erhalten wird.

Art. D. 14 - Die öffentlichen Behörden müssen die Maßnahmen treffen, die erforderlich sind, um die Dokumente, die die angeforderten Daten enthalten, zu übermitteln und sie dem Antragsteller zur Verfügung zu stellen; sie können den Antrag jedoch als unzulässig ablehnen, wenn er sich auf die Übermittlung noch nicht abgeschlossener Schriftstücke oder noch nicht aufbereiteter Daten oder interner Mitteilungen bezieht oder wenn er offensichtlich missbräuchlich oder zu allgemein formuliert ist.

Art. D. 15 - § 1. Die öffentliche Behörde erteilt dem Antragsteller die Daten so bald wie möglich, spätestens jedoch innerhalb des Monats ab dem Eingang des Antrags.

§ 2. Die öffentliche Behörde kann die in § 1 erwähnte Frist um einen Monat verlängern, wenn es ihr praktisch unmöglich ist, den Zugang in der vorgeschriebenen Frist zu erteilen. Diese Unmöglichkeit ist ordnungsgemäß zu begründen und dem Antragsteller schriftlich mitzuteilen. Die öffentliche Behörde weist den Antragsteller deutlich auf die Möglichkeiten und die Modalitäten eines Einspruchs im Sinne von Artikel 17 hin.

Art. D. 16 - § 1. Wenn die Übermittlung von Daten völlig oder teilweise verweigert wird, muss diese Verweigerung jedesmal in einem Beschluss begründet werden, der dem Antragsteller schriftlich mitgeteilt wird.

§ 2. Die Mitteilung einer Verweigerung muss den Antragsteller deutlich auf die Möglichkeiten und die Modalitäten eines Einspruchs im Sinne von Artikel 17 hinweisen.

Art. D. 17 - § 1. Jede natürliche oder juristische Person, die der Ansicht ist, dass die aufgrund des Artikels 15, § 2 von der öffentlichen Behörde festgesetzte Frist zu lang ist, oder die der Ansicht ist, dass ihr Antrag auf Information zu Unrecht abgelehnt oder nicht beachtet worden ist oder dass sie von der öffentlichen Behörde eine unzulängliche Antwort erhalten hat, kann einen Einspruch gegen den Beschluss gemäß den von der Regierung bestimmten Regeln erheben.

§ 2. Wenn die Daten nach Ablauf der in Anwendung von Artikel 15 von der öffentlichen Behörde festgelegten Frist nicht übermittelt worden sind, hat der Antragsteller die Möglichkeit, einen Einspruch gemäß den von der Regierung bestimmten Regeln einzureichen.

Art. D. 18 - § 1. Unbeschadet der nationalen Bestimmungen, die in der Wallonischen Region zur Anwendung kommen, kann das durch den vorliegenden Titel zugesicherte Recht auf Zugang zu den Informationen eingeschränkt werden, wenn die Ausübung dieses Rechts Folgendes beeinträchtigen könnte:

— die Geheimhaltung der Beratungen der Regierung, des Bürgermeister- und Schöffenkollegiums, des Ständigen Ausschusses;

— die Geheimhaltung der interregionalen, nationalen, internationalen Verhandlungen der Region;

— die Geheimhaltung der vor Gericht eingeleiteten Verfahren;

— Geschäfts- und Betriebsgeheimnisse;

— die die Geheimhaltung des Privatlebens, insbesondere die Einhaltung der Bestimmungen über den Schutz der Vertraulichkeit der namentlichen Daten, des Verwaltungsarchivs und der Verwaltungsdateien.

§ 2. Die Dokumente werden nur auszugsweise übermittelt, sofern es möglich ist, Informationen, deren Verbreitung die im vorhergehenden Paragraphen angeführten Interessen beeinträchtigen würde, aus den dem Antragsteller auszustellenden Kopien zu entfernen.

§ 3. Dem Antragsteller dürfen keine Gründe entgegengehalten werden, die sich auf die Geheimhaltung des Privatlebens oder auf Geschäfts- bzw. Betriebsgeheimnisse stützen, wenn es um Begebenheiten geht, die seine eigene Person betreffen.

Art. D. 19 - § 1. Jede natürliche oder juristische Person, die feststellt, dass Informationen, die sich im Besitz der öffentlichen Behörde befinden und entweder den Zustand der Umwelt oder ihre Tätigkeiten betreffen, falsch oder unvollständig sind, kann die Streichung der Fehler bzw. die Berichtigung der Informationen beantragen.

§ 2. Wenn die öffentliche Behörde dem Antrag auf Berichtigung innerhalb einer Frist von einem Monat nicht nachkommt, wird davon ausgegangen, dass sie ihn ablehnt.

Art. D. 20 - Die Regierung bestimmt das Muster der Dokumente, die zu benutzen sind, damit die öffentliche Behörde den Anforderungen des Artikels 13, § 2, des Artikels 15 und des Artikels 16 nachkommen kann.

TITEL II - Umwelterziehung

Art. D. 21 - Der vorliegende Titel hat zum Ziel, in der Wallonischen Region ein Netz von Zentren für die Umwelterziehung einzuführen, die zum Empfang der Öffentlichkeit bestimmt sind, um diese über Umweltfragen zu informieren, ihr Umweltbewusstsein zu wecken und sie in Sachen Umwelt auszubilden.

Art. D. 22 - Zur Anwendung des vorliegenden Dekrets gelten folgende Definitionen:

1° "VoE": eine gemäß dem Gesetz vom 27. Juni 1921 zur Erteilung der Rechtspersönlichkeit an die Vereinigungen ohne Erwerbszweck und öffentlichen Einrichtungen gegründete Vereinigung ohne Erwerbszweck;

2° "C.R.I.E. » : "Centre régional d'initiation à l'environnement" (Regionales Zentrum für Umwelterziehung).

Art. D. 23 - Die Regierung teilt die "C.R.I.E. » nach folgenden Kriterien auf:

1° das geographische Gleichgewicht;

2° das Interesse des Naturerbes;

3° die Bevölkerungsdichte.

Art. D. 24 - Jedes "C.R.I.E. » hat als wichtigste Aufgabe, die allgemeinen Kenntnisse in Umweltfragen bei den Jugend- und Erwachsenenorganisationen, Schulen, Familien und Behörden zu fördern.

In diesem Zusammenhang sorgt das "C.R.I.E. » für Folgendes:

1° eine Anregungsmethode, Lehrmittel und Unterrichtsmaterial planen, verbreiten und zur Verfügung stellen;

2° Veranstaltungen und Aktivitäten zur Förderung des Interesses der Öffentlichkeit für die Umwelt organisieren;

3° Praktische Kurse organisieren;

4° Ausbildungsgänge organisieren;

Jedes "C.R.I.E. » ist mindestens in einem mit Umweltfragen verbundenen Sachbereich spezialisiert, im Sinne des Artikels 6, § 1, II, 1°, 2°, 3°, III, 2°, 3°, 4°, 5°, 6°, 7°, 8°, et V, 5° des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen.

Art. D. 25 - Die Regierung gewährt nach dem von ihr festgelegten Verfahren und nach Stellungnahme des in Artikel 29 erwähnten Begleitausschusses die Zulassung der VoE, die mit der Verwaltung der "C.R.I.E. » beauftragt werden. Sie bestimmt die Fälle und das Verfahren, in denen die Zulassung entzogen werden kann.

Die Dauer der Zulassung wird auf drei Jahre festgelegt und kann erneuert werden.

Die VoE muss folgende Bedingungen erfüllen, um zugelassen zu werden:

1° ihre Zielsetzung entspricht den in Artikel 21 erwähnten Zielen;

2° zu den Mitgliedern ihres Verwaltungsrats gehören mindestens zwei Personen, die eine pädagogische Befähigung und zwei Personen, die eine wissenschaftliche Befähigung in Zusammenhang mit Umweltfragen nachweisen können;

3° ihr Projekt entspricht den in Artikel 24 erwähnten Aufgaben;

4° sie verfügt über eine gesunde Finanzverwaltung.

Die Zulassung betrifft folgende Elemente:

1° die Zielsetzung der Aufgabe;

2° die Modalitäten für die Kontrolle der Durchführung der Aufgabe;

3° die von der VoE vorzulegenden Unterlagen, insbesondere der Tätigkeitsbericht und der Rechnungsbericht;

4° die von der VoE für die Ausführung ihrer Aufgabe zur Verfügung gestellten Mittel;

5° die jeweiligen Verpflichtungen der Regierung und der VoE.

Art. D. 26 - Während der Zulassungsdauer stellt die Regierung der zugelassenen VoE aufgrund des Artikels 25 die zur Ausführung der in Artikel 24 erwähnten Aufgaben beweglichen und unbeweglichen Güter zur Verfügung.

Art. D. 27 - Die Regierung beteiligt sich an der Finanzierung der "C.R.I.E. » , indem sie einen jährlichen Zuschuss gewährt, dessen Betrag sie für jedes Zentrum festlegt.

Die Regierung bestimmt die Zahlungsmodalitäten des jährlichen Zuschusses.

Art. D. 28 - Die Regierung wird mit der administrativen Bearbeitung und der Kontrolle für die Verwendung der Zuschüsse der "C.R.I.E. » beauftragt.

Die Regierung übernimmt die jährliche Bewertung der in den "C.R.I.E. » verrichteten Arbeiten, insbesondere auf der Grundlage eines Tätigkeitsberichts, den die aufgrund des Artikels 25 zugelassenen VoE der Regierung jährlich übermitteln.

Art. D. 29 - Ein Begleitausschuss wird gegründet, dessen Aufgabe es ist, die Kohärenz und die Bewertung der in den "C.R.I.E. » verrichteten Arbeiten zu gewährleisten und die Regierung im Rahmen des Zulassungsverfahrens zu beraten.

Die Regierung verabschiedet die Zusammensetzung und die Modalitäten, die sich auf die Arbeitsweise des Ausschusses beziehen.

Teil IV - Umweltplanung im Rahmen einer nachhaltigen Entwicklung

KAPITEL I - Allgemeine Bestimmungen

Art. D. 30 - Die Umweltplanung zielt auf Folgendes ab:

1° die Bewahrung der Naturschätze und Ökosysteme;

2° die Vermeidung und Verminderung der durch menschliches Einwirken hervorgerufenen Umweltbeeinträchtigungen;

3° die Berücksichtigung der nachhaltigen Entwicklung auf regionaler Ebene.

Art. D. 31 - Die Umweltplanung umfasst:

1° die Erstellung eines jährlichen Berichts über den Zustand der Umwelt in der Wallonie;

2° die Erstellung eines fünfjährigen Umweltplans für eine dauerhafte Entwicklung;

3° die Erstellung sektoraler Programme;

4° die Erstellung kommunaler Umwelt- und Naturförderungspläne.

KAPITEL II - Bericht über den Zustand der Umwelt in Wallonien

Art. D. 32 - Jedes Jahr vor der Einreichung des Haushaltsplans und spätestens vor dem 15. November legt die Regierung dem wallonischen Parlament einen Bericht "über den Zustand der Umwelt in der Wallonie" vor; zu dem Letzterer durch Beschluss Stellung nimmt.

Art. D. 33 - Der Bericht "über den Zustand der Umwelt in Wallonien" enthält eine kritische, entwicklungsfähige und vorausschauende Bestandsaufnahme der verschiedenen Komponenten der Umwelt und die durch menschliche Einwirkungen ausgeübten Einflüsse. Er umfasst eine Analyse der im Umweltbereich von den öffentlichen Behörden, den Unternehmen und den freiwilligen Verbänden verfolgten Tätigkeiten im Umweltbereich. Er umfasst ebenso einen Bericht über den Stand der Übertragung der europäischen Richtlinien für den Umweltbereich und zur Übereinstimmung mit den internationalen Verpflichtungen auf dem Gebiet der Umwelt sowie eine Bilanz der in der Wallonischen Region unternommenen Bemühungen auf dem Gebiet einer dauerhaften Entwicklung, um die im Rahmen der Konferenz von Rio im Juni 1992 über Umwelt und Entwicklung erarbeiteten internationalen Vereinbarungen und die im Aktionsprogramm 21 festgelegten Prinzipien zur Ausführung zu bringen.

Art. D. 34 - Der Bericht "über den Zustand der Umwelt in Wallonien" wird von der DGRNE ("Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement" (Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt) in enger Zusammenarbeit mit den frankophonen Universitäten und Forschungszentren Walloniens und Brüssels erstellt. Die Regierung definiert die praktischen Bedingungen für die Realisierung des Berichts.

Art. D. 35 - Auf Initiative der Regierung ist dieser Bericht Gegenstand einer Konsultierung und Rundtischdiskussion, zu der der Wirtschafts- und Sozialrat der Wallonischen Region und der in Artikel 7 erwähnte CWEDD geladen sind. Der CWEDD erstellt eine Zusammenfassung, die die Ergebnisse dieser Konsultation sowie eine prospektive Notiz enthält, in der Empfehlungen zur Bekämpfung und Vermeidung von Umweltbeeinträchtigungen aufgeführt werden können.

Art. D. 36 - Der Bericht über den "Zustand der Umwelt in Wallonien" und die vom CWEDD erarbeiteten Notizen werden auf Initiative der Regierung in großer Auflage verbreitet, insbesondere an die Mitglieder des Wallonischen Parlaments, die betroffenen industriellen und landwirtschaftlichen Kreise, die Verbraucherschutzvereinigungen, sowie an schulische und paraschulische Einrichtungen.

KAPITEL III - Umweltplan für die nachhaltige Entwicklung

Art. D. 37 - Die Regierung erstellt einen Umweltplan für die nachhaltige Entwicklung. Er legt die mittel- und langfristig zu befolgenden Leitlinien im Laufe jener Beschlüsse fest, die von der Regierung, der Regionalverwaltung, den pararegionalen Unternehmen, den mit einer Aufgabe öffentlichen Dienstes betrauten Privatpersonen, sowie in den Bereichen regionalen Interesses von den Provinzen, Gemeinden und Gemeindevereinigungen gefasst werden.

Art. D. 38 - Der Plan beruht vor allem auf den in Ausführung des Kapitels II erstellten Berichten über den Zustand der Umwelt in der Wallonie und den vom CWEDD erarbeiteten Notizen, sowie auf den von der Vollversammlung der Vereinten Nationen und dem Rat der Europäischen Union im Rahmen der nachhaltigen Entwicklung festgelegten Aktionsprogrammen.

Art. D. 39 - Der Plan enthält insbesondere folgende Elemente:

1° die für die verschiedenen Teilbereiche der Umwelt zu erreichenden Zielsetzungen und die zu fördernden Aktionsmittel;

2° die Elemente, die eine Integration der Umwelt und der Erhaltung der Naturschätze in den Entwicklungsprozess der Region, sowie in die Gesamtheit der regionalen sektoralen politischen Maßnahmen gestatten.

Art. D. 40 - Die Regierung erarbeitet den Vorentwurf des Planes bzw. lässt diesen ausarbeiten.

Die Regierung kann die Dienste der Wallonischen Region, die pararegionalen Unternehmen, die Provinzen, Gemeinden und Gemeindevereinigungen um die Übermittlung aller Informationen und Daten anfordern, die für die Erarbeitung des Planentwurfes erforderlich sind.

Die Regierung kann ebenfalls Informationen und Daten bei Unternehmen einsammeln. Es ist ihr untersagt, die eventuell in den eingeholten Informationen enthaltenen Fabrikationsgeheimnisse insgesamt oder teilweise bekannt zu geben, wenn die Unternehmen, die diese Informationen mitgeteilt haben, diejenigen angeben, die vertraulich sind, und um deren Geheimhaltung bitten.

Art. D. 41 - Zum Planentwurf führt die Regierung während eines Zeitraums von dreißig Tagen eine öffentliche Untersuchung durch. Die Gemeindebehörden informieren die Bevölkerung. Sie nehmen die Bemerkungen der Bevölkerung entgegen und übermitteln diese der Regierung gleichzeitig mit ihren eventuellen begründeten Gutachten.

Art. D. 42 - Gleichzeitig mit der öffentlichen Untersuchung zum Planentwurf konsultiert die Regierung die Provinzen, Gemeinden, die Gemeindevereinigungen in den Bereichen der Wassergewinnung und -versorgung und im Bereich der Abfälle, die anerkannten Vereinigungen für die Klärung, den CWEDD, den Wirtschafts- und Sozialrat der Wallonischen Region, sowie jegliche andere Einrichtung, deren Konsultierung sie für zweckmäßig erachtet.

Diese übermitteln ihre eventuellen begründeten Gutachten innerhalb von zwanzig Tagen nach Ablauf der in Artikel 41 vorgesehenen Frist an die Regierung.

Art. D. 43 - Die Regierung genehmigt den Plan durch Erlass nach erfolgter Beratung.

Die Regierung unterbreitet den Plan dem wallonischen Parlament, das durch Beschluss Stellung nimmt.

Die Regierung teilt den Plan den in Artikel 37 erwähnten Behörden und Einrichtungen, sowie jenen anderen Stellen mit, deren direkte Information sie für zweckmäßig hält.

Sie gewährleistet die auszugsweise Veröffentlichung dieses Plans im Belgischen Staatsblatt.

Art. D. 44 - Die Regierung kann Sonderbedingungen betreffend die Genehmigung des Plans festlegen. Sie kann insbesondere die Fristen für die öffentliche Untersuchung und die Übermittlung der Gutachten durch von ihr konsultierten Einrichtungen verlängern.

Art. D. 45 - Der Plan wird alle fünf Jahre erstellt. Solange er nicht ersetzt worden ist, bleibt er in Anwendung.

Die Regierung kann die zu entwickelnden Aktionsmittel jährlich neu bewerten.

KAPITEL IV - Sektorale Programme und Pläne zur Bewirtschaftung von Wassereinzugsgebieten

Art. D. 46 - Die Regierung erstellt sektorale Programme in den folgenden Bereichen:

1° ein Plan für die Abfallbewirtschaftung, wie er durch das Dekret vom 27. Juli 1996 über die Abfälle vorgesehen ist;

2° ein Aktionsprogramm für die Luftqualität;

3° ein Aktionsprogramm für die Bodenqualität;

4° ein Aktionsprogramm für den Naturschutz.

In jedem wallonischen Wassereinzugsgebiet erstellt die Behörde des Wassereinzugsgebiets einen in Artikel 24 des Buches II erwähnten Bewirtschaftungsplan.

Art. D. 47 - Die sektoralen Programme können separat oder als Gruppe erstellt werden.

Sie bestimmen die sektoralen Leitlinien gemäß Artikel 37 und werden in Übereinstimmung mit den Bestimmungen der Artikel 40 bis 45 erstellt, ausgenommen die Bestimmungen bezüglich der Häufigkeit ihrer Erarbeitung und unbeschadet der von der Regierung festgelegten abweichenden Bestimmungen, um die Besonderheiten des betreffenden Sektors zu berücksichtigen.

Der Bewirtschaftungsplan des wallonischen Wassereinzugsgebiets wird gemäß den Bestimmungen des Artikels 26 ff. des Buches II erstellt.

KAPITEL V - *Kommunaler Umwelt- und Naturförderungsplan*

Art. D. 48 - Der Gemeinderat kann einen kommunalen Umwelt- und Naturförderungsplan erstellen.

Dieser Plan enthält insbesondere die nachstehenden Elemente:

1° die von der Gemeinde eingeleiteten Maßnahmen im Bereich der Abfälle, des Oberflächen- und Grundwassers, des Abwassers, der Lärmbelästigung, der Luftverschmutzung und Bodenverseuchung, des Naturschutzes, der Naturförderung, der öffentlichen Gesundheit im allgemeinen und der Sensibilisierung der Bevölkerung für diese verschiedenen Themen;

2° die zu erreichenden Zielsetzungen und die Aktionsmittel, die in den in Punkt 1° aufgeführten Bereichen zu fördern sind, insbesondere unter Beachtung des in den Kapiteln III und IV erwähnten Plans und der Regionalprogramme.

Die Regierung bestimmt das Genehmigungsverfahren des Plans.

Der Plan wird für eine Dauer von fünf Jahren erstellt. Solange er nicht ersetzt worden ist, bleibt er in Anwendung. Der Gemeinderat kann die zu entwickelnden Aktionsmittel jährlich neu bewerten.

Der Gemeinderat kann den kommunalen Umwelt- und Naturförderungsplan gemeinsam mit dem Strukturschema der Gemeinde genehmigen. In diesem Fall gilt als einziges Genehmigungsverfahren jenes, das in Artikel 17 des CWATUP vorgesehen ist.

Die Regierung kann den Gemeinden, die einen kommunalen Umwelt- und Naturförderungsplan erstellen, einen Zuschuss unter den von ihr festgelegten Bedingungen gewähren.

Teil V - Bewertung der Umweltverträglichkeit

KAPITEL I - *Definitionen und Grundsätze*

Art. D. 49 - Zur Anwendung des vorliegenden Teils gelten folgende Definitionen:

1° "zuständige Behörde": jedes beratende oder nicht beratende Organ, mit oder ohne Rechtspersönlichkeit, das mit einer öffentlichen Aufgabe beauftragt und zur Ausstellung der in dem vorliegenden Artikel erwähnten Genehmigung befugt ist, einschließlich der nach erhobenem Einspruch zuständigen Behörde;

2° "Umweltverträglichkeitsprüfung": die von einer zugelassenen Person durchgeführte wissenschaftliche Untersuchung, welche die Auswirkungen des Projekts auf die Umwelt hervorhebt;

3° "Bewertungsnotiz über die Umweltverträglichkeit": das Dokument, das die wichtigsten ökologischen Parameter des Projekts beinhaltet und dessen Auswirkungen auf die Umwelt hervorhebt;

4° "Genehmigungen":

a) die aufgrund des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung erteilten Genehmigungen;

b) die aufgrund der Artikel 84, 89 und 127 des CWATUP gewährten Genehmigungen;

c) die aufgrund des Dekrets vom 9. Mai 1985 bezüglich der Erschließung von Halden ausgestellten Erschließungsgenehmigungen;

d) die von der Regierung angeführten, in Anwendung der Gesetze, Dekrete, Regelungen getroffenen Verwaltungsmaßnahmen, durch die die gesamte oder teilweise Durchführung oder die Möglichkeit zur Durchführung eines Projekts entschieden wird;

5° "Raumordnungsplan": der Raumordnungsplan im Sinne des CWATUP;

6° "Pläne und Programme": die Pläne und Programme, sowie deren Abänderungen:

a) die von einer Behörde, das heißt einer natürlichen oder juristischen, privat- oder öffentlich-rechtlichen Person, die eine Aufgabe öffentlichen Dienstes auf regionaler oder lokaler Ebene wahrnimmt, erstellt und/oder verabschiedet werden, oder die von einer Behörde im Hinblick auf deren Verabschiedung durch das Wallonische Parlament oder die Wallonische Regierung erstellt werden;

b) und die durch dekretale, vorschriftsmäßige und administrative Bestimmungen vorgesehen werden;

7° "Projekt": jeder Vorgang, Bau, Abriss, Umbau, jedes Bauwerk, jede Tätigkeit, Erweiterung oder Außerbetriebsetzung von Anlagen, dessen bzw. deren Durchführung von einer natürlichen oder juristischen Person privaten oder öffentlichen Rechts beabsichtigt wird;

8° "Öffentlichkeit": eine oder mehrere natürlichen oder juristischen, privat- oder öffentlich-rechtlichen Personen, sowie die Vereinigungen, Organisationen und Gruppen, die diese Personen aufnehmen;

9° "Umweltverträglichkeitsbericht": der Teil der Unterlagen bezüglich des Plans oder Programms, die in Artikel 56 vorgesehenen Informationen enthalten;

10° "nichttechnische Zusammenfassung": das Dokument, das die wichtigsten Ergebnisse der Umweltverträglichkeitsprüfung, eine Synthese der Einwirkungen des Projekts auf die Umwelt, eine Vorlage der in Aussicht genommenen Maßnahmen zur Vermeidung und Verringerung der negativen Auswirkungen des Projekts auf die Umwelt und, wenn möglich, zu deren Abhilfe darlegt;

11° "System zur Bewertung der Umweltverträglichkeit der Pläne und Programme": die Ausarbeitung eines Umweltverträglichkeitsberichts, die Durchführung von Öffentlichkeitsbefragungen, die Berücksichtigung des besagten Berichts und der Ergebnisse der Öffentlichkeitsbefragungen bei der Beschlussfassung, sowie die Übermittlung von Informationen über den Beschluss gemäß den Artikeln 52 bis 61;

12° "System zur Bewertung der Umweltverträglichkeit der Projekte": die gesamten Verfahren der dekretalen und vorschriftsmäßigen Bestimmungen des vorliegenden Teils, die vor jeder Genehmigung die Berücksichtigung der Umweltverträglichkeit der Projekte als Bestandteil des Beschlusses regeln.

Art. D. 50 - Die Durchführung der durch den vorliegenden Teil vorgesehenen Verfahren muss hauptsächlich zum Ziel haben:

- die Qualität der Lebensverhältnisse und -bedingungen der Bevölkerung zu schützen und zu verbessern, um ihr eine gesunde, sichere und angenehme Umwelt zu gewährleisten;
- den Lebensraum und die Naturschätze derart zu bewirtschaften, dass deren Qualität aufrechterhalten bleibt und deren Möglichkeiten rationell und sinnvoll genutzt werden;
- zwischen den menschlichen Bedürfnissen und der Umwelt ein Gleichgewicht zu schaffen, das der gesamten Bevölkerung ermöglicht, dauerhaft angemessene Lebensverhältnisse und
- bedingungen zu genießen;
- im Hinblick auf die Förderung einer nachhaltigen Entwicklung ein hohes Umweltschutzniveau sicherzustellen und dazu beizutragen, dass Umwelterwägungen bei der Ausarbeitung und Annahme von Plänen und Programmen einbezogen werden.

Art. D. 51 - In der Wallonischen Region werden ein System zur Bewertung der Umweltverträglichkeit der Pläne und Programme und ein System zur Bewertung der Umweltverträglichkeit der Projekte eingerichtet.

KAPITEL II - System zur Bewertung der Umweltverträglichkeit der Pläne und Programme

Art. D. 52 - Die Bewertung der Umweltverträglichkeit der Pläne und Programme wird während der Ausarbeitung und vor der Annahme eines Plans oder Programms oder dessen Einbringung in das Gesetzgebungsverfahren durchgeführt.

Die für die Ausarbeitung der Pläne und Programme vorgesehenen Fristen werden zwischen dem Datum des in Artikel 53, § 1 und § 2 erwähnten, bei der Regierung eingereichten Befreiungsantrags oder dem Datum des Antrags auf die Festlegung durch die Regierung des in Artikel 55 erwähnten Inhalts des Umweltverträglichkeitsberichts und dem Datum der Genehmigung des Umweltverträglichkeitsberichts ausgesetzt.

Art. D. 53 - § 1. Eine Bewertung der Umweltverträglichkeit der Pläne und Programme wird gemäß den Artikeln 52 bis 61 für die Pläne und Programme, sowie für deren Abänderungen durchgeführt, deren Liste I von der Regierung aufgestellt wird, und die:

- in den Bereichen Landwirtschaft, Forstwirtschaft, Fischerei, Energie, Industrie, Verkehr, Abfallwirtschaft, Wasserwirtschaft, Telekommunikation, Fremdenverkehr, ausgearbeitet werden und durch die der Rahmen für die künftige Genehmigung der in der aufgrund des Artikels 66, § 2 aufgestellten Liste aufgeführten Projekte gesetzt wird;
- einer Bewertung gemäß Artikel 29 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur unterliegen.

Wenn ein in Absatz 1 erwähnter Plan oder ein Programm die Nutzung kleiner Gebiete auf lokaler Ebene festlegt, geringfügige Änderungen der in Absatz 1 erwähnten Pläne oder Programme darstellt oder nicht den Rahmen für die künftige Genehmigung der in der aufgrund des Artikels 66, § 2 aufgestellten Liste aufgeführten Projekte setzt, und wenn sein Autor der Ansicht ist, dass dieser Plan oder dieses Programm keine erheblichen Auswirkungen auf die Umwelt haben könnte, kann er bei der Regierung beantragen, dass dieser Plan oder dieses Programm von der Bewertung der Umweltverträglichkeit befreit wird. Der Autor des Plans oder Programms begründet seinen Antrag im Verhältnis zu den in Artikel 54 erwähnten Kriterien, durch die die voraussichtliche Erheblichkeit der Umweltauswirkungen bestimmt werden kann.

Die Regierung konsultiert den CWEDD, die betroffenen Gemeinden und diejenigen Personen und Instanzen, deren Konsultierung sie für zweckmäßig erachtet. Die Gutachten werden innerhalb von dreißig Tagen ab dem Antrag der Regierung übermittelt. Nach Ablauf dieser Frist werden die Gutachten als günstig betrachtet. Innerhalb von dreißig Tagen ab dem Abschluss der Konsultierungen befindet die Regierung über den Befreiungsantrag. Der Beschluss der Regierung und die Gründe, aus denen sie beschlossen hat, den Plan oder das Programm von einer Bewertung der Umweltverträglichkeit zu befreien, werden im Belgischen Staatsblatt veröffentlicht.

§ 2. Die anderen als die in § 1 erwähnten Pläne und Programme, durch die der Rahmen für die künftige Genehmigung der Projekte gesetzt wird, unterliegen der Bewertung der Umweltverträglichkeit, wenn sie erhebliche Umweltauswirkungen haben können. Die Regierung stellt die Liste II dieser Pläne und Programme auf, indem sie die Kriterien anwendet, durch die die voraussichtliche Erheblichkeit der in Artikel 54 erwähnten Auswirkungen bestimmt werden kann, und konsultiert den CWEDD, die betroffenen Gemeinden und diejenigen Personen und Instanzen, deren Konsultierung sie für zweckmäßig erachtet. Die Gutachten werden innerhalb von dreißig Tagen ab dem Antrag der Regierung übermittelt. Nach Ablauf dieser Frist werden die Gutachten als günstig betrachtet.

Falls der Autor des in der Liste II angeführten Plans oder Programms der Ansicht ist, dass dieser Plan oder dieses Programm keine erheblichen Umweltauswirkungen haben könnte, kann er bei der Regierung beantragen, dass dieser Plan oder dieses Programm von der Bewertung der Umweltverträglichkeit befreit wird. Er Autor begründet seinen Antrag im Verhältnis zu den in Artikel 54 erwähnten Kriterien, durch die die voraussichtliche Erheblichkeit der Umweltauswirkungen bestimmt werden kann. Die Regierung konsultiert den CWEDD, die betroffenen Gemeinden und diejenigen Personen und Instanzen, deren Konsultierung sie für zweckmäßig erachtet. Die Gutachten werden innerhalb von dreißig Tagen ab dem Antrag der Regierung übermittelt. Nach Ablauf dieser Frist werden die Gutachten als günstig betrachtet. Innerhalb von dreißig Tagen ab dem Abschluss der Konsultierungen befindet die Regierung über den Befreiungsantrag. Der Beschluss der Regierung und die Gründe, aus denen sie beschlossen hat, den Plan oder das Programm von einer Bewertung der Umweltverträglichkeit zu befreien, werden im Belgischen Staatsblatt veröffentlicht.

§ 3. Die Regierung kann die Pläne und Programme, die erhebliche Auswirkungen auf die Umwelt haben könnten und die nicht durch dekretale, vorschriftsmäßige oder administrative Bestimmungen vorgesehen sind, einer Bewertung der Umweltverträglichkeit gemäß dem vorliegenden Kapitel unterwerfen.

§ 4. Folgende Pläne und Programme werden nicht einer Bewertung der Umweltverträglichkeit gemäß des vorliegenden Artikels unterworfen:

- 1° die Pläne und Programme, die ausschließlich Zielen der Landesverteidigung oder des Katastrophenschutzes dienen;
- 2° die Finanz- oder Haushaltspläne und -programme;
- 3° die Pläne und Programme, die in den laufenden jeweiligen Programmplanungszeiträumen für die Verordnungen Nr. 1260/1999 und Nr. 1257/1999 des Rates mitfinanziert werden;
- 4° der in Artikel 24, § 2 des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle erwähnte Plan der technischen Verabgabungszentren.

§ 5. Die Pläne und Programme, deren Umweltverträglichkeitsbewertung vom CWATUP geregelt wird, sind nicht von dem vorliegenden Artikel betroffen.

Art. D. 54 - Um festzustellen, ob die Pläne und Programme erhebliche Auswirkungen auf die Umwelt haben könnten, werden die nachstehenden Kriterien berücksichtigt, durch die die voraussichtliche Erheblichkeit der Umweltauswirkungen bestimmt werden kann:

1° die Merkmale der Pläne und Programme, insbesondere in Bezug auf:

- a. das Ausmaß, in dem der Plan oder das Programm für Projekte und andere Tätigkeiten in Bezug auf Standort, Art, Größe und Betriebsbedingungen oder durch die Inanspruchnahme von Ressourcen einen Rahmen setzt;
- b. das Ausmaß, in dem der Plan oder das Programm andere Pläne und Programme - einschließlich solcher in einer Planungs- oder Programmhierarchie - beeinflusst;
- c. die Übereinstimmung des Plans oder Programms mit der Einbeziehung der Umwelterwägungen, insbesondere im Hinblick auf die Förderung der nachhaltigen Entwicklung;
- d. die für den Plan oder das Programm relevanten Umweltprobleme;
- e. die Übereinstimmung des Plans oder Programms mit der Durchführung der Umweltgesetzgebung;

2° die Merkmale der Auswirkungen und der voraussichtlich betroffenen Gebiete, insbesondere in Bezug auf:

- a. die Wahrscheinlichkeit, Dauer, Häufigkeit und Umkehrbarkeit der Auswirkungen;
- b. den kumulativen Charakter der Auswirkungen;
- c. den grenzüberschreitenden Charakter der Auswirkungen;
- d. die Risiken für die menschliche Gesundheit oder die Umwelt;
- e. den Umfang und die räumliche Ausdehnung der Auswirkungen, das heißt das geographische Gebiet und die Anzahl der voraussichtlich betroffenen Personen;
- f. die Bedeutung und die Sensibilität des voraussichtlich betroffenen Gebiets aufgrund folgender Faktoren:
 - besondere natürliche Merkmale oder kulturelles Erbe,
 - Überschreitung der Umweltqualitätsnormen oder der Grenzwerte,
 - intensive Bodennutzung;
 - die Auswirkungen auf Gebiete oder Landschaften, deren Status als national, europäisch oder international geschützt anerkannt ist.

Art. D. 55 - Der Autor eines einer Umweltverträglichkeitsbewertung gemäß Artikel 53 unterliegenden Plans oder Programms, wenn es sich nicht um die Regierung handelt, übermittelt der Regierung oder der zu diesem Zweck beauftragten Person den Entwurf des Plans oder des Programms, damit diese den Inhalt des Umweltverträglichkeitsberichts in Anwendung des Artikels 56 bestimmt.

Art. D. 56 - § 1. Ist eine Bewertung der Umweltverträglichkeit der Pläne und Programme aufgrund des Artikels 53 durchzuführen, erstellt der Autor des Plans oder Programms einen Umweltverträglichkeitsbericht, in dem die voraussichtlichen erheblichen Auswirkungen, die die Durchführung des Plans oder Programms auf die Umwelt hat, sowie vernünftige Alternativen, die die Ziele und den geographischen Anwendungsbereich des Plans oder Programms berücksichtigen, ermittelt, beschrieben und bewertet werden.

§ 2. Die Regierung oder die zu diesem Zweck von ihr beauftragte Person bestimmt die Informationen, die der gemäß § 1 erstellte Umweltverträglichkeitsbericht enthalten muss, wobei zu diesem Zweck der gegenwärtige Wissensstand und aktuelle Bewertungsmethoden, der Inhalt und der Detaillierungsgrad des Plans oder Programms, dessen erreichtes Stadium im Entscheidungsprozess, sowie die Tatsache, dass die Bewertung bestimmter Aspekte im Laufe anderer Stadien dieses Prozesses zwecks der Vermeidung einer Wiederholung der Bewertung vorzuziehen ist, berücksichtigt werden.

§ 3. Die gemäß § 2 zu liefernden Informationen enthalten mindestens folgende Elemente:

1° eine Kurzdarstellung des Inhalts und eine Beschreibung der wichtigsten Ziele des Plans oder Programms sowie der Beziehung zu anderen relevanten Plänen und Programmen;

2° die relevanten Aspekte des derzeitigen Umweltzustands und dessen voraussichtliche Entwicklung bei Nichtdurchführung des Plans oder Programms;

3° die Umweltmerkmale der Gebiete, die voraussichtlich erheblich beeinflusst werden;

4° sämtliche derzeitigen für den Plan oder das Programm relevanten Umweltprobleme unter besonderer Berücksichtigung der Probleme, die sich auf Gebiete mit einer speziellen Umweltrelevanz beziehen, wie etwa die gemäß den Richtlinien 79/409/EWG und 92/43/EWG ausgewiesenen Gebiete;

5° die relevanten Ziele des Umweltschutzes und die Art, wie diese Ziele und alle Umwelterwägungen bei der Ausarbeitung des Plans oder Programms berücksichtigt wurden;

6° die voraussichtlichen erheblichen Umweltauswirkungen, und zwar die sekundären, kumulativen, synergetischen, kurz-, mittel- und langfristigen, ständigen und vorübergehenden, positiven und negativen Auswirkungen, einschließlich der Auswirkungen auf Aspekte wie die biologische Vielfalt, die Bevölkerung, die Gesundheit des Menschen, Fauna, Flora, Boden, Wasser, Luft, klimatische Faktoren, Sachwerte, das kulturelle Erbe, einschließlich der architektonisch wertvollen Bauten und der archäologischen Schätze, die Landschaft und die Wechselbeziehung zwischen den genannten Faktoren;

7° die Maßnahmen, die geplant sind, um erhebliche negative Umweltauswirkungen aufgrund der Durchführung des Plans oder Programms zu verhindern, zu verringern und soweit wie möglich auszugleichen;

8° eine Kurzdarstellung der Gründe für die Wahl der geprüften Alternativen und eine Beschreibung, wie die Umweltbewertung vorgenommen wurde, einschließlich etwaiger Schwierigkeiten bei der Zusammenstellung der erforderlichen Informationen, wie zum Beispiel technische Lücken oder fehlende Kenntnisse;

9° eine Beschreibung der geplanten Maßnahmen zur Überwachung gemäß Artikel 59;

10° eine nichttechnische Zusammenfassung der oben beschriebenen Informationen.

Zur Gewinnung der in Absatz 1 genannten Informationen können alle verfügbaren relevanten Informationen über die Umweltauswirkungen der Pläne und Programme herangezogen werden, die auf anderen Ebenen des Entscheidungsprozesses oder aufgrund anderer gesetzlicher Vorschriften gesammelt wurden.

§ 4. Die Regierung oder die zu diesem Zweck von ihr beauftragte Person legt den Entwurf des Inhalts des Umweltverträglichkeitsberichts, sowie den Plan- oder Programmentwurf dem CWEDD, den betroffenen Gemeinden und denjenigen Personen und Instanzen, deren Konsultierung sie für zweckmäßig erachtet, zur Begutachtung vor. Die Gutachten beziehen sich auf den Umfang und den Detaillierungsgrad der Informationen, die der Umweltverträglichkeitsbericht enthalten muss.

Die Gutachten werden der Regierung innerhalb von dreißig Tagen ab dem Antrag übermittelt. In Ermangelung dessen bestimmt die Regierung oder die zu diesem Zweck von ihr beauftragte Person den Inhalt des Umweltverträglichkeitsberichts.

Art. D. 57 - § 1. Der Plan- oder Programmentwurf, sowie der Umweltverträglichkeitsbericht werden von dem Autor des Plans oder Programms an das Bürgermeister- und Schöffenkollegium einer jeden Gemeinde gerichtet, die von den Umweltauswirkungen des Plan- oder Programmentwurfs betroffen ist und auf deren Gebiet eine öffentliche Untersuchung mit einer Mindestdauer von sechzig Tagen organisiert werden muss.

§ 2. Gemäß den von der Regierung verabschiedeten Modalitäten wird die öffentliche Untersuchung in jeder von den Umweltauswirkungen des Plan- oder Programmentwurfs betroffenen Gemeinde sowohl durch Anschlag, als auch durch Bekanntmachung in mindestens zwei in der gesamten Wallonischen Region verbreiteten Tageszeitungen angekündigt, wovon eine in deutscher Sprache ist. Der Beginn und der Ablauf der Frist der öffentlichen Untersuchung werden in der Ankündigung angegeben. Die Untersuchungsfrist wird zwischen dem 16. Juli und dem 15. August ausgesetzt.

Die Bemerkungen werden vor Fristablauf der öffentlichen Untersuchung schriftlich an das Bürgermeister- und Schöffenkollegium gerichtet. Sie werden dem Protokoll des Abschlusses der öffentlichen Untersuchung, das das Bürgermeister- und Schöffenkollegium innerhalb von acht Tagen ab diesem Abschluss aufnimmt, als Anlage beigelegt. Innerhalb von fünfundsiebenzig Tagen ab dem Abschluss der öffentlichen Untersuchung übermittelt das Bürgermeister- und Schöffenkollegium dem Autor des Plans oder Programms die Bemerkungen und das Protokoll des Abschlusses der öffentlichen Untersuchung.

§ 3. Der Plan- oder Programmentwurf, sowie der Umweltverträglichkeitsbericht werden ab deren Verabschiedung dem CWEDD, den betroffenen Gemeinden und den anderen Personen und Instanzen, deren Konsultierung die Regierung für zweckmäßig erachtet, von dem Autor des Plans oder Programms zur Begutachtung vorgelegt.

Die Gutachten werden dem Autor des Plans oder Programms innerhalb von sechzig Tagen ab dem Antrag übermittelt. In Ermangelung dessen werden die Gutachten als günstig betrachtet.

Art. D. 58 - § 1. Wenn die Regierung in Anwendung des Artikels 56, § 2 einen Beschluss fasst, stellt sie gegebenenfalls gleichzeitig fest, ob die Durchführung eines sich in der Ausarbeitung befindenden Plans oder Programms voraussichtlich erhebliche Auswirkungen auf die Umwelt einer anderen Region, eines anderen Mitgliedstaats der Europäischen Union oder eines anderen, dem Übereinkommen von Espoo vom 25. Februar 1991 über die Umweltverträglichkeitsprüfung im grenzüberschreitenden Rahmen als Vertragspartei angehörenden Staats haben könnte. In diesem Fall wird der Plan- oder Programmentwurf unter Beifügung des Umweltverträglichkeitsberichts und gegebenenfalls der eventuellen Informationen über die grenzüberschreitenden Auswirkungen den zuständigen Behörden dieser anderen Region, dieses anderen Mitgliedstaats der Europäischen Union oder dieses anderen, dem Übereinkommen von Espoo vom 25. Februar 1991 über die Umweltverträglichkeitsprüfung im grenzüberschreitenden Rahmen als Vertragspartei angehörenden Staats übermittelt.

Die Regierung kann Folgendes bestimmen:

1° die Instanzen, die mit der Übermittlung des Plan- oder Programmentwurfs unter Beifügung des Umweltverträglichkeitsberichts und gegebenenfalls der eventuellen Informationen über die grenzüberschreitenden Auswirkungen an die in Absatz 1 erwähnten Behörden beauftragt sind;

2° die Modalitäten, nach denen die zuständigen Behörden der Region oder des Staats, die in Mitleidenschaft gezogen werden könnten, an dem Verfahren zur Bewertung der Umweltauswirkungen teilnehmen können;

3° die Modalitäten, nach denen die in Artikel 60, Absatz 3 erwähnten Informationen den in Absatz 1 erwähnten Behörden übermittelt werden.

§ 2. Wenn die Durchführung eines sich in der Ausarbeitung befindenden Plans oder Programms auf dem Gebiet einer anderen Region, eines anderen Mitgliedstaats der Europäischen Union oder eines anderen, dem Übereinkommen von Espoo vom 25. Februar 1991 über die Umweltverträglichkeitsprüfung im grenzüberschreitenden Rahmen als Vertragspartei angehörenden Staats erhebliche Auswirkungen auf die Umwelt der Wallonischen Region haben kann, wird der Plan- oder Programmentwurf unter Beifügung des Umweltverträglichkeitsberichts, dessen Inhalt von den zuständigen Behörden dieser anderen Region oder dieses anderen Staats übermittelt wurde, der Öffentlichkeit und den von der Regierung bezeichneten Instanzen zur Verfügung gestellt.

Die Regierung bestimmt:

1° die Modalitäten, nach denen die in Absatz 1 erwähnten Informationen der Öffentlichkeit und den in Absatz 1 erwähnten Instanzen zur Verfügung gestellt werden;

2° die Modalitäten, nach denen die Stellungnahme der Öffentlichkeit und der zu Rate gezogenen Instanzen eingeholt und übermittelt werden.

Art. D. 59 - Bei der Ausarbeitung und vor der Annahme des Plans oder Programms oder vor dessen Einbringung in das Gesetzgebungsverfahren berücksichtigt der Autor des Plans oder Programms den Umweltverträglichkeitsbericht, die Ergebnisse der aufgrund des Artikels 57 abgegebenen Gutachten, sowie die aufgrund des Artikels 58 geführten grenzüberschreitenden Konsultationen.

Er bestimmt ebenfalls die hauptsächlichen Maßnahmen zur Überwachung der erheblichen Auswirkungen der Durchführung des Plans oder Programms auf die Umwelt, um unter anderem frühzeitig unvorhergesehene negative Auswirkungen zu ermitteln und um in der Lage zu sein, geeignete Abhilfemaßnahmen zu ergreifen.

Art. D. 60 - Bei der Annahme des Plans oder Programms legt der Autor des Plans oder Programms eine zusammenfassende Erklärung vor, wie Umwelterwägungen in den Plan oder das Programm einbezogen wurden, wie der Umweltverträglichkeitsbericht und die in Anwendung der Artikel 57 und 58 abgegebenen Gutachten berücksichtigt wurden und aus welchen Gründen der angenommene Plan oder das angenommene Programm, nach Abwägung mit den geprüften vernünftigen Alternativen, gewählt wurde.

Der angenommene Plan oder das angenommene Programm, die Umwelterklärung und die verabschiedeten Maßnahmen bezüglich der Überwachung gemäß Artikel 59 werden im Belgischen Staatsblatt veröffentlicht.

Innerhalb von zehn Tagen ab der Veröffentlichung im Belgischen Staatsblatt übermittelt der Autor des Plans oder Programms den betroffenen Gemeinden, dem CWEDD, den anderen Personen und Instanzen, deren Konsultierung die Regierung für zweckmäßig erachtet, und gegebenenfalls der Region oder dem Staat, die bzw. der in Anwendung des Artikels 58 zur Rate gezogen wurde, eine Abschrift des Plans oder Programms, sowie die Umwelterklärung und die verabschiedeten Maßnahmen bezüglich der Überwachung.

Art. D. 61 - § 1. Die Projekte, die durch einen Plan oder durch ein Programm vorgesehen sind, dessen Umweltauswirkungen bereits in Anwendung des Artikels 53 bewertet wurden, und die dem in Kapitel III erwähnten System zur Bewertung der Umweltverträglichkeit von Projekten unterliegen, werden nicht von der Bewertung dispensiert.

§ 2. Gehören die Pläne und Programme zu einer Plan- oder Programmhierarchie, kann die Bewertung der Umweltauswirkungen der Pläne und Programme im Hinblick auf die Vermeidung der Wiederholung dieser Bewertung insbesondere auf nützlichen Auskünften beruhen, die bei der vorher anlässlich der Annahme eines anderen Plans oder Programms derselben Programmhierarchie durchgeführten Bewertung erhalten wurden.

§ 3. Was die Pläne und Programme betrifft, für die die Verpflichtung, eine Bewertung der Umweltauswirkungen, eine öffentliche Untersuchung oder eine Konsultierung derselben Behörden durchzuführen, gleichzeitig aus dem vorliegenden Kapitel und aus anderen Gesetzgebungen herleitet, unterliegen diese einem koordinierten oder gemeinsamen Verfahren, das die anspruchsvollsten einschlägigen Rechtsvorschriften beachtet, um insbesondere eine mehrfache Bewertung zu vermeiden, was Folgendes voraussetzt:

- die Organisierung einer einzigen öffentlichen Untersuchung;
- die Organisierung einer einzigen Konsultierung derselben Behörden, die ein Gutachten über den Plan oder das Programm, das weiter ausgearbeitet wird, abgeben müssen;
- die Erstellung eines einzigen Berichts, der die gesamten, von den einschlägigen Gesetzgebungen erforderten Auskünfte enthält.

KAPITEL III - System zur Bewertung der Umweltverträglichkeit von Projekten

Art. D. 62 - Die Ausstellung jeglicher Genehmigungen unterliegt der Bewerksstellung des durch das vorliegende Kapitel vorgesehenen Systems zur Bewertung der Umweltverträglichkeit.

Falls sich herausstellt, dass für die Durchführung des Projekts mehrere Genehmigungen erforderlich sind, wird das System zur Bewertung der Umweltverträglichkeit eine einziges Mal eingesetzt, wobei sich die Bewertung auf die gesamten Umweltauswirkungen bezieht, die das Projekt haben kann.

Die Regierung bestimmt durch allgemeine Normen die Bedingungen zur Anwendung des vorliegenden Artikels.

Art. D. 63 - Die nach erhobenem Einspruch zuständige Behörde und der Verwaltungsrichter können die Nichtigkeit jeglicher Genehmigung aussprechen, die entgegen den Bestimmungen des Artikels 62, Absatz 1 ausgestellt wurde.

Die Nichtigkeit muss jedenfalls in folgenden Fällen ausgesprochen werden:

- 1° in Ermangelung einer Bewertungsnotiz, wenn sie aufgrund der Bestimmungen des vorliegenden Kapitels erforderlich ist;
- 2° falls eine der Bestimmungen des Artikels 74 verletzt wird;
- 3° in Ermangelung einer Umweltverträglichkeitsprüfung, wenn sie aufgrund oder kraft der Bestimmungen des vorliegenden Kapitels erforderlich ist;
- 4° falls die mit der Untersuchung beauftragte Person nicht zugelassen war;
- 5° falls die nichttechnische Zusammenfassung fehlt;
- 6° in Ermangelung der in Artikel 71 vorgesehenen Phase der Öffentlichkeitsbefragung.

Art. D. 64 - Die Genehmigung und die Verweigerung der Genehmigung müssen begründet werden, insbesondere hinsichtlich der Auswirkungen auf die Umwelt und der in Artikel 50 angegebenen Zielsetzungen.

Art. D. 65 - Jeder Genehmigungsantrag enthält entweder eine Bewertungsnotiz über die Umweltverträglichkeit oder eine Umweltverträglichkeitsprüfung.

Art. D. 66 - § 1. Unbeschadet der Artikel 42 und 50 des CWATUP identifiziert, beschreibt und beurteilt die Bewertung über die Umweltverträglichkeit, ob es sich nun um die Bewertungsnotiz über die Umweltverträglichkeit oder um die Umweltverträglichkeitsprüfung handelt, den Umständen entsprechend und unter Berücksichtigung eines jeden Sonderfalls kurz-, mittel- oder langfristig die mittelbaren und unmittelbaren Auswirkungen der Ansiedlung und der Durchführung des Projekts auf:

- 1° den Menschen, die Fauna und die Flora;
- 2° Boden, Wasser, Luft, Klima und Landschaft;
- 3° die materiellen Güter und das Kulturerbe;
- 4° die Wechselwirkung zwischen den in den Punkten 1°, 2° und 3° des vorliegenden Absatzes erwähnten Faktoren.

§ 2. Die Regierung verabschiedet die Liste der Projekte, die wegen ihrer Art, ihrem Umfang oder ihrem Standort beachtliche Auswirkungen auf die Umwelt haben können und einer Umweltverträglichkeitsprüfung unterliegen.

Bei der Bestimmung der einer Umweltverträglichkeitsprüfung unterliegenden Projekte berücksichtigt die Regierung folgende relevante Auswahlkriterien:

1° Die Eigenschaften der oben erwähnten Projekte müssen insbesondere unter folgenden Gesichtspunkten berücksichtigt werden:

- der Umfang des Projekts;
- die Anhäufung mit anderen Projekten;
- die Benutzung der Naturschätze;
- die Abfallerzeugung;
- die Umweltverschmutzung und Belastungen;
- die Unfallgefahren, insbesondere in Anbetracht der eingesetzten Substanzen oder Technologien;

2° Die Umweltempfindlichkeit der geographischen Zonen, die durch das Projekt geschädigt werden können, muss in Betracht gezogen werden, und zwar unter Berücksichtigung:

- der Benutzung des vorhandenen Bodens;
- des verhältnismäßigen Reichtums, der Qualität und der Regenerationsfähigkeit der Naturschätze der Zone;

— der Umweltbelastbarkeit der natürlichen Umwelt.

3° Die beachtlichen Auswirkungen, die ein Projekt verursachen könnte, müssen unter Berücksichtigung der in den Punkten 1 und 2 angeführten Kriterien in Betracht gezogen werden, insbesondere im Verhältnis zu:

- dem Ausmaß der Auswirkung (geographische Zone und Ausmaß der betroffenen Bevölkerung);
- dem grenzüberschreitenden Charakter der Auswirkung;
- dem Umfang und der Komplexität der Auswirkung;
- der Wahrscheinlichkeit der Auswirkung;
- der Dauer, Häufigkeit und Umkehrbarkeit der Auswirkung.

§ 3. Folgende Anträge unterliegen einer Bewertungsnotiz über die Umweltverträglichkeit:

1° die Genehmigungsanträge bezüglich der Projekte, die nicht in § 2 erwähnt werden;

2° die in § 2 erwähnten Anträge, die die in § 4, Absatz 1 erwähnten Bedingungen erfüllen;

3° die Genehmigungsanträge bezüglich der in § 2 erwähnten Projekte, die die in Artikel 26, § 4 des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle erwähnten Bedingungen erfüllen.

§ 4. Wenn der Genehmigungsantrag mit den Vorschriften eines Raumordnungsplans übereinstimmt, der gemäß den Artikeln 42 oder 50 des CWATUP einer Umweltverträglichkeitsprüfung unterzogen wurde, dispensiert die mit der Beurteilung der Vollständigkeit der Antragsakte beauftragte Behörde diesen Antrag von der Durchführung einer den Bestimmungen des vorliegenden Kapitels unterliegenden Umweltverträglichkeitsprüfung, insofern die der Verabschiedung des Plans vorhergehende Umweltverträglichkeitsprüfung die gesamten Informationen enthält, die für die Umweltverträglichkeitsprüfung in Bezug auf den Antrag gefordert würden.

Werden die Bedingungen des Absatzes 1 nicht erfüllt, kann die Umweltverträglichkeitsprüfung in Bezug auf den Genehmigungsantrag insbesondere auf den nützlichen Auskünften beruhen, die bei der (den) Umweltverträglichkeitsprüfung(en) oder dem vorher anlässlich der Verabschiedung eines Sektorenplans, eines kommunalen Raumordnungsplans, des Entwicklungsplans des regionalen Raums oder eines Entwicklungsplans des kommunalen Raums durchgeführten Umweltverträglichkeitsbericht erhalten wurden.

Art. D. 67 - § 1. Die Regierung verabschiedet die Form und den minimalen Inhalt der Bewertungsnotiz über die Umweltverträglichkeit. Sie kann vorsehen, dass die Akte des Genehmigungsantrags die Bewertungsnotiz über die Umweltverträglichkeit darstellt.

§ 2. Die Regierung kann die Form und den minimalen Inhalt der Umweltverträglichkeitsprüfung verabschieden.

§ 3. Die Bewertungsnotiz über die Umweltverträglichkeit oder die Umweltverträglichkeitsprüfung enthalten mindestens folgende Informationen:

1° eine Beschreibung des Projekts, die Informationen über dessen Standort, Konstruktion und Umfang enthält;

2° die zur Identifizierung und Bewertung der wichtigsten Auswirkungen, die das Projekt auf die Umwelt haben könnte, erforderlichen Angaben;

3° eine Beschreibung der in Aussicht genommenen Maßnahmen zur Vermeidung und Verringerung der negativen Auswirkungen des Projekts auf die Umwelt und, wenn möglich, zu deren Abhilfe;

4° eine kurze Darstellung der wichtigsten Ersatzlösungen, die von dem Antragsteller untersucht wurden und eine Angabe der wichtigsten Gründe für die Wahl, die er in Anbetracht der Auswirkungen auf die Umwelt getroffen hat;

5° eine nichttechnische Zusammenfassung der oben angeführten Punkte.

Die Regierung bestimmt die Modalitäten, nach denen die zuständige Behörde, falls der Antragsteller sie darum ersucht, ein Gutachten über die Informationen abgibt, die in der Bewertungsnotiz oder in der Umweltverträglichkeitsprüfung zu liefern sind.

Art. D. 68 - Wenn ein Genehmigungsantrag Gegenstand einer Bewertungsnotiz über die Umweltverträglichkeit ist, überprüft die mit der Beurteilung der Vollständigkeit der Antragsakte beauftragte Behörde zu diesem Anlass insbesondere in Anbetracht der Notiz und unter Berücksichtigung der in Artikel 66, § 2 erwähnten einschlägigen Auswahlkriterien, ob das Projekt erhebliche Auswirkungen auf die Umwelt haben kann. Wenn sie feststellt, dass dies der Fall ist, setzt sie den Antragsteller davon in Kenntnis und übermittelt ihm gleichzeitig die vollständige Akte.

Sie informiert gleichzeitig den CWEDD, indem sie angibt, dass die Akte des Genehmigungsantrags ihm zur Verfügung steht und dass sein Gutachten als günstig betrachtet wird, falls er es nicht innerhalb von dreißig Tagen ab dem Erhalt der vorerwähnten Information per Einschreiben bei der Post eingesandt oder gegen Empfangsbestätigung ausgehändigt hat.

Art. D. 69 - Die zuständige Behörde beurteilt die Auswirkungen des Projekts unter Berücksichtigung der Umweltverträglichkeitsprüfung oder der Bewertungsnotiz über die Umweltverträglichkeit, der im Rahmen des Genehmigungsverfahrens eingeholten Gutachten und jeder sonstigen Information, die sie als nützlich erachtet.

Falls sie nicht über die erforderlichen Informationen verfügt, können die zuständige Behörde oder die an der Untersuchung des Antrags beteiligten, von der Regierung bezeichneten Instanzen von dem Antragsteller oder Umweltverträglichkeitsprüfer zusätzliche Informationen erfordern.

Für die Durchführung der Umweltverträglichkeitsprüfung wählt der Projektautor eine aufgrund des Artikels 70 zugelassene Person und stellt der Regierung, sowie den von Letzterer bezeichneten Personen unverzüglich seine Wahl per Einschreiben bei der Post zu. Falls dem Projektautor nicht innerhalb von fünfzehn Tagen ab der vorerwähnten Zustellung eine Ablehnung gemäß Artikel 70, Absatz 2 zugeschickt wurde, gilt die Wahl des Autors als genehmigt.

Art. D. 70 - Die Zulassung der natürlichen und juristischen Personen, die mit der Durchführung einer Umweltverträglichkeitsprüfung beauftragt werden können, wird durch die Regierung nach den von ihr festgelegten Kriterien und Verfahren gewährt; sie bestimmt die Regeln für die Gewährung und den Entzug der Zulassung. Diese kann insbesondere dann vorübergehend oder endgültig entzogen werden, wenn die Regierung nach einem ersten ordnungsgemäß zugestellten Mahnschreiben die offensichtlich mangelhafte Qualität einer Umweltverträglichkeitsprüfung feststellt. Der durch die Artikel 7 bis 9 eingerichtete CWEDD, wie auch der Regionalausschuss für Raumordnung im Falle einer Umweltverträglichkeitsprüfung bezüglich eines Raumordnungsplans, müssen vor jedem Entzug einer Zulassung zu Rate gezogen werden, wenn sich die offensichtlich mangelhafte Qualität der Umweltverträglichkeitsprüfung auf einen Raumordnungsplan oder auf ein Raumordnungs-, Städtebau- oder Infrastrukturprojekt bezieht.

Die Regierung bestimmt die Fälle, in denen eine zugelassene Person für die Durchführung einer Umweltverträglichkeitsprüfung abgelehnt werden kann.

Art. D. 71 - Für Projekte, die Gegenstand einer Umweltverträglichkeitsprüfung sind, wird vor der Einreichung des Genehmigungsantrags eine Phase der Öffentlichkeitsbefragung durchgeführt. Diese Phase hat insbesondere zum Zweck, die speziellen Punkte, die im Laufe der Umweltverträglichkeitsprüfung angeschnitten werden könnten, hervorzuheben und Alternativen zu unterbreiten, die berechtigterweise von dem Projektautor in Aussicht genommen werden können, damit diese im Laufe der Durchführung der Umweltverträglichkeitsprüfung berücksichtigt werden.

Die Regierung bestimmt:

- 1° die Modalitäten, nach denen diese Alternativen der mit der Umweltverträglichkeitsprüfung beauftragten Person mitgeteilt werden;
- 2° die Modalitäten der Öffentlichkeitsbefragung und die zur vorhergehenden Information der Öffentlichkeit bestimmten Maßnahmen.

Art. D. 72 - Der CWEDD oder dessen Vertreter, wie auch der kommunale Beratungsausschuss für Raumordnung, oder mangels dessen der Regionalausschuss für Raumordnung im Falle einer Umweltverträglichkeitsprüfung bezüglich eines Raumordnungsplans, haben das Recht, jegliche von ihnen erforderte Information über den Genehmigungsantrag und den Ablauf der Umweltverträglichkeitsprüfung bei den betreffenden öffentlichen Behörden, dem Antragsteller und der Person, welche die Umweltverträglichkeitsprüfung durchführt, zu erhalten. Sie können jegliche nützlichen Bemerkungen oder Vorschläge bezüglich der Umweltverträglichkeitsprüfung an die Regierung richten.

Art. D.73 - Das den Gegenstand des Genehmigungsantrags bildende Projekt kann Abänderungen im Verhältnis zum Projekt enthalten, das Gegenstand einer Umweltverträglichkeitsprüfung war, wenn diesen Abänderungen Vorschläge des Autors der Umweltverträglichkeitsprüfung zugrunde liegen. Wenn ungeachtet der von dem Umweltverträglichkeitsprüfer vorgebrachten Vorschläge der Antragsteller der Genehmigung nicht beabsichtigt, sein Projekt abzuändern, legt er in seinem Antrag unter Angabe seiner Gründe Rechenschaft darüber ab.

Art. D.74 - § 1. Die Genehmigungsanträge, die Gegenstand einer Umweltverträglichkeitsprüfung sind, unterliegen einer öffentlichen Untersuchung.

§ 2. Die Genehmigungsanträge, die Gegenstand einer Bewertungsnotiz über die Umweltverträglichkeit sind, unterliegen einer öffentlichen Untersuchung:

- 1° wenn die mit der Beurteilung der Vollständigkeit der Antragsakte beauftragte Behörde gemäß Artikel 68 feststellt, dass das Projekt erhebliche Auswirkungen auf die Umwelt haben könnte;
- 2° in den anderen Fällen, wenn die Gesetzgebung, die darauf anwendbar ist, es erfordert.

§ 3. Die in § 1 und § 2 erwähnten öffentlichen Untersuchungen beachten mindestens folgende Grundsätze:

- 1° die Akte des Genehmigungsantrags, die nichttechnische Zusammenfassung, die Bewertungsnotiz über die Umweltverträglichkeit oder die Umweltverträglichkeitsprüfung werden veröffentlicht;
- 2° für die einer Bewertungsnotiz unterliegenden Projekte wird die Dauer der öffentlichen Untersuchung auf fünfzehn Tage und für die einer Umweltverträglichkeitsprüfung unterliegenden Projekte wird sie auf dreißig Tage festgelegt;
- 3° die Frist der öffentlichen Untersuchung wird zwischen dem 16. Juli und dem 15. August ausgesetzt.

Die Regierung kann für die einer Umweltverträglichkeitsbewertung unterliegenden Projekte zusätzliche Regeln für die öffentliche Untersuchung zu den durch andere Gesetze, Dekrete und Erlasse vorgesehenen Regeln vorsehen.

Die Regierung kann Regeln vorsehen, nach denen die öffentliche Untersuchung eingeleitet wird, wenn die mit der Organisierung dieser Untersuchung beauftragte Behörde ihren Verpflichtungen nicht nachkommt.

Art. D. 75 - Eine der Öffentlichkeit zugängliche Akte kann während den Öffnungszeiten an einem von der zuständigen Behörde bestimmten Ort eingesehen werden. Diese Akte beinhaltet den Genehmigungsantrag, die nichttechnische Zusammenfassung, die Bewertungsnotiz über die Umweltverträglichkeit oder das Original oder eine von dem Autor gleichlautend genehmigte Abschrift der Umweltverträglichkeitsprüfung, eine Abschrift der Stellungnahmen und der von den Bürgern und den verschiedenen betroffenen Dienststellen und Einrichtungen in Anwendung der Artikel 68, 71 und 72 zugesandten Schreiben. Die im Rahmen der öffentlichen Untersuchung zugesandten Schreiben und der Behörde übergebenen schriftlichen Stellungnahmen werden ab ihrem Eingang von der Behörde der Akte beifügt.

Art. D. 76 - § 1. Wenn die mit der Überprüfung der Vollständigkeit der Antragsakte beauftragte Behörde feststellt, dass ein sich in der Wallonischen Region befindendes Projekt Auswirkungen auf die Umwelt einer anderen Region, eines anderen Mitgliedstaats der Europäischen Union oder eines dem Übereinkommen von Espoo vom 25. Februar 1991 über die Umweltverträglichkeitsprüfung im grenzüberschreitenden Rahmen als Vertragspartei angehörenden Staats haben könnte, wird die Akte des Genehmigungsantrags unter Beifügung entweder der Bewertungsnotiz über die Umweltverträglichkeit oder der Umweltverträglichkeitsprüfung, sowie der in der Akte angegebenen eventuellen Informationen über die grenzüberschreitenden Auswirkungen der zuständigen Behörde dieser anderen Region, diesem anderen Staat der Europäischen Union oder diesem anderen, dem Übereinkommen von Espoo als Vertragspartei angehörenden Staat übermittelt.

Die Regierung bestimmt:

- 1° die Instanzen, die mit der Übermittlung der Akte an die in Absatz 1 erwähnten Behörden beauftragt sind;
- 2° die Modalitäten, nach denen die zuständigen Behörden der Region oder des Staats, die in Mitleidenschaft gezogen werden könnten, an dem Verfahren zur Bewertung der Umweltauswirkungen teilnehmen können;
- 3° die Modalitäten, nach denen die in Artikel 77 erwähnten Informationen den in Absatz 1 erwähnten Behörden übermittelt werden.

§ 2. Wenn ein sich auf dem Gebiet einer anderen Region, eines anderen Mitgliedstaats der Europäischen Union oder eines dem Übereinkommen von Espoo als Vertragspartei angehörenden Staats befindendes Projekt Auswirkungen auf die Umwelt der Wallonischen Region haben könnte, werden die in Artikel 7.3 der Richtlinie 85/337/EWG über die Umweltverträglichkeitsprüfung bei bestimmten öffentlichen und privaten Projekten in ihrer durch die Richtlinie 97/11/EWG abgeänderten Fassung erwähnten Informationen von den zuständigen Behörden dieser anderen Region oder dieses anderen Staates übermittelt und der betroffenen Öffentlichkeit und den von der Regierung bezeichneten Behörden zur Verfügung gestellt.

Die Regierung bestimmt:

- 1° die Modalitäten, nach denen die in Absatz 1 erwähnten Informationen der Öffentlichkeit und den in Absatz 1 erwähnten Instanzen zur Verfügung gestellt werden;

2° die Modalitäten, nach denen die Stellungnahme der Öffentlichkeit und der zu Rate gezogenen Instanzen eingeholt und übermittelt werden.

Art. D. 77 - Die Regierung bestimmt die Modalitäten, nach denen Folgendes veröffentlicht wird:

1° der Beschluss der zuständigen Behörde, gegebenenfalls unter Beifügung der Betriebsbedingungen;

2° die Gründe, die den Beschluss rechtfertigen;

3° gegebenenfalls eine Beschreibung der wichtigsten Maßnahmen, die zur Vermeidung, Verringerung und, wenn möglich, zum Ausgleich der wesentlichen negativen Auswirkungen des Projekts bestimmt sind.

KAPITEL IV - *Strafrechtliche Bestimmungen*

Art. D. 78 - Jeder, der die Durchführung der öffentlichen Untersuchung beeinträchtigt oder Unterlagen der in Artikel 75 erwähnten Akte der Einsichtnahme der Öffentlichkeit unterschlägt, wird mit einer Gefängnisstrafe von einem bis sechs Monate und mit einer Geldstrafe von 100 bis 250 EURO oder mit nur einer dieser Strafen bestraft.

Für die Anwendung des Titels IV, Kapitel IV des Strafgesetzbuches über die Bestechungsverfolgung werden die mit der Umweltverträglichkeitsprüfung beauftragten Personen mit Personen gleichgestellt, "die mit einer öffentlichen Dienstleistung beauftragt sind".

KAPITEL V - *Übergangsbestimmungen*

Art. D. 79 - Die in Artikel 52, Absatz 1 vorgesehene Verpflichtung gilt für die Pläne und Programme, deren erster förmlicher Vorbereitungsakt nach dem 21. Juli 2004 erstellt wird. Die Pläne und Programme, deren erster förmlicher Vorbereitungsakt vor diesem Zeitpunkt liegt und die mehr als vierundzwanzig Monate nach diesem Datum angenommen oder in das Gesetzgebungsverfahren eingebracht werden, unterliegen der Verpflichtung von Artikel 52, Absatz 1, es sei denn, die Regierung entscheidet im Einzelfall, dass dies nicht durchführbar ist, und unterrichtet die Öffentlichkeit über diesen begründeten Beschluss durch dessen Veröffentlichung im Belgischen Staatsblatt.

Art. D. 80 - Unbeschadet der in Artikel 70 vorgesehenen Möglichkeit für die Regierung, eine Zulassung vorübergehend oder endgültig zu entziehen, bleiben die vor dem 1. Oktober 2002 gewährten Zulassungen bis zu deren gewährten Ablauffrist gültig.

Art. D. 81 - Die Genehmigungsanträge, sowie die eingeleiteten, vor dem 1. Oktober 2002 eingereichten verwaltungsrechtlichen Einsprüche werden nach dem am Tag der Einreichung des Antrags rechtskräftigen Verfahren bearbeitet.

Teil VI - *Umweltvereinbarungen*

Art. D. 82 - Unter Umweltvereinbarung ist jede zwischen der Wallonischen Region, die zu diesem Zweck durch die Wallonische Regierung vertreten wird, einerseits, und einer oder mehreren Einrichtungen, die Unternehmen vertreten, nachstehend die Einrichtung genannt, andererseits, abgeschlossene Vereinbarung zu verstehen, die zum Zweck hat, der Umweltverschmutzung vorzubeugen, deren Auswirkungen zu begrenzen oder zu neutralisieren, oder eine wirksame Verwaltung der Umwelt zu fördern.

In der Umweltvereinbarung wird insbesondere Folgendes angegeben:

1° ihr Gegenstand einschließlich der europäischen oder regionalen Gesetzesbestimmungen, die in die Tat umgesetzt werden sollen, sowie die zu erreichenden Zielsetzungen, gegebenenfalls einschließlich der Zwischenziele;

2° die Modalitäten, gemäß denen sie aufgrund der in den Bestimmungen des vorliegenden Teils festgesetzten Regeln abgeändert werden kann;

3° die Modalitäten, gemäß denen sie aufgrund der in den Bestimmungen des vorliegenden Teils festgesetzten Regeln erneuert werden kann;

4° die Modalitäten, gemäß denen sie aufgrund der in den Bestimmungen des vorliegenden Teils festgesetzten Regeln aufgelöst werden kann;

5° bei Auflösung der Vereinbarung die Modalitäten, gemäß denen die Partei, welche die Vereinbarung auflöst, den Dekrets- und Verordnungsbestimmungen nachkommt, die die Vereinbarung in die Tat umsetzen soll;

6° die Kontrollmodalitäten bezüglich der Beachtung ihrer Bestimmungen;

7° die Modalitäten, gemäß denen Schwierigkeiten bezüglich der Auslegung der Klauseln der Vereinbarung gelöst werden;

8° die Konventionalstrafklauseln bei Nichtausführung der Umweltvereinbarung;

9° die Gründe und Bedingungen, aufgrund deren der Vereinbarung ein Ende gesetzt werden kann.

Die Umweltvereinbarung kann die Art und Weise festlegen, nach der die Vertragspartei(en) ihre Verpflichtungen in die Tat umsetzt bzw. umsetzen.

Die Regierung kann den Inhalt der durch sie bestimmten Umweltvereinbarungen näher darlegen.

Art. D. 83 - Eine Einrichtung kann eine Umweltvereinbarung mit der Region abschließen, abändern oder erneuern, insofern sie folgende Bedingungen erfüllt:

1° im Besitz der Rechtspersönlichkeit sein;

2° für Unternehmen, die eine gleichartige Tätigkeit ausüben, oder die mit einem gemeinsamen Umweltproblem konfrontiert werden, repräsentativ sein;

3° durch alle ihre Mitglieder oder einen Teil von ihnen bevollmächtigt werden.

Art. D. 84 - Während der Dauer der Umweltvereinbarung trifft die Region keine durch einen Erlass verkündete Verordnungsbestimmung, die in Bezug auf die durch die Umweltvereinbarung geregelten Angelegenheiten Bedingungen festlegen würde, die strenger sein würden als diejenigen, die durch diese festgelegt sind. Vorbehaltlich einer vorherigen Befragung der Parteien der Umweltvereinbarung behält jedoch die Region die Befugnis, die erforderlichen Verordnungsbestimmungen zu treffen, wenn die Dringlichkeit oder das Gemeinwohl es erforderlich machen, oder um mit dem internationalen oder dem europäischen Recht verbundenen Verpflichtungen nachzukommen.

Auch während der Gültigkeitsdauer der Umweltvereinbarung bleibt die Region befugt, die Gesamtheit oder einen Teil der Bestimmungen einer Umweltvereinbarung in einen Erlass einzufügen.

Art. D. 85 - Zehn Tage nach ihrer Veröffentlichung im Belgischen Staatsblatt ist die Umweltvereinbarung für die Vertragsparteien verbindlich. In der Vereinbarung kann eine längere Frist festgesetzt werden.

Die Umweltvereinbarung ist rechtsverbindlich für alle Unternehmen, die der Einrichtung nach dem Abschluss der Vereinbarung beitreten, vorbehaltlich einer in der Beitrittsurkunde oder in der Vereinbarung vorgesehenen Abweichung.

Das Unternehmen, dessen Mitgliedschaft in einer Einrichtung, die eine Umweltvereinbarung abgeschlossen hat, abläuft, bleibt an die Verpflichtungen gebunden, die ihm aufgrund dieser Vereinbarung zu Last fallen.

Die Umweltvereinbarung kann Rechte und Verpflichtungen gegenüber von ihrer Durchführung betroffenen Dritten entstehen lassen.

Art. D. 86 - § 1. Die Umweltvereinbarung wird gemäß den in den §§ 2 bis 4 erwähnten Modalitäten erstellt.

§ 2. Die Regierung und eine oder mehrere der in Artikel 83 erwähnten Einrichtungen erarbeiten ein Umweltvereinbarungsprojekt.

Das Projekt wird im Belgischen Staatsblatt und auf der Webseite der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt oder der Generaldirektion der Technologien, der Forschung und der Energie veröffentlicht. Innerhalb von sieben Tagen nach der Verabschiedung des Vereinbarungsprojekts kündigt die Regierung diese Veröffentlichung durch eine Bekanntmachung in zwei Tageszeitungen in französischer Sprache und einer Tageszeitung in deutscher Sprache an. Diese Bekanntmachung gibt mindestens den Gegenstand und die allgemeine Tragweite der Umweltvereinbarung, sowie den Ort und die Zeiten an, zu denen dieses Vereinbarungsprojekt eingesehen werden kann.

Jeder kann den in der Bekanntmachung zu diesem Zweck bezeichneten, zuständigen Dienststellen der Regierung seine Anmerkungen schriftlich mitteilen, dies innerhalb von dreißig Tagen nach der Veröffentlichung des Umweltvereinbarungsprojekts im Belgischen Staatsblatt.

§ 3. Die Regierung kann das Umweltvereinbarungsprojekt den durch sie bestimmten Personen und Instanzen vorlegen. Diese Personen und Instanzen geben ihr Gutachten innerhalb einer Frist von dreißig Tagen ab dem Tag des Eingangs des Antrags auf ein Gutachten ab.

In Ermangelung eines Gutachtens innerhalb dieser Frist wird das Gutachten als günstig betrachtet.

Die Regierung und die Einrichtungen, die das Umweltvereinbarungsprojekt erarbeitet haben, untersuchen die in § 2 erwähnten Anmerkungen und die in § 3 erwähnten Gutachten; sie ändern das Vereinbarungsprojekt gegebenenfalls ab und verabschieden die Umweltvereinbarung.

Die Vereinbarung wird abgeschlossen, indem sie durch die Vertragsparteien unterschrieben wird.

§ 4. Die Umweltvereinbarung wird im Belgischen Staatsblatt, sowie auf der Webseite der DGRNE oder der DGTRE ("Direction générale des Technologies, de la Recherche et de l'Energie" (Generaldirektion der Technologien, der Forschung und der Energie)) veröffentlicht.

§ 5. Die Regierung übermittelt und legt dem Wallonischen Regionalrat einen zweijährlichen Bericht über den Entwicklungsstand der verschiedenen geltenden Umweltvereinbarungen vor. In diesem Bericht wird insbesondere angegeben, in welchem Maße die Zwischenziele erreicht sind, wenn diese Ziele in der Vereinbarung vorgesehen sind.

Art. D. 87 - Eine Einrichtung, die Unternehmen zusammenfügt und den in Artikel 83 erwähnten Bedingungen genügt, kann mit der Zustimmung der Region und gemäß dem durch die Regierung festgesetzten Verfahren einer Umweltvereinbarung beitreten.

Dieser Beitritt ist Gegenstand einer Veröffentlichung im Belgischen Staatsblatt, sowie auf der Webseite der DGRNE oder der DGTRE.

Die Umweltvereinbarung ist am Tag der Veröffentlichung der Beitrittsbekanntmachung im Belgischen Staatsblatt für die beitretende Einrichtung verbindlich.

Art. D. 88 - § 1. Jede Umweltvereinbarung wird für einen begrenzten Zeitraum abgeschlossen, der zehn Jahre nicht überschreiten darf.

Eine Bewertung der Umweltvereinbarung wird am Ende der Vereinbarung und mindestens einmal alle fünf Jahre vorgenommen. Sie umfasst insbesondere eine Prüfung der in der Vereinbarung festgelegten Ziele.

§ 2. Die Region und eine oder mehrere vertraglich beteiligte Einrichtungen können eine Umweltvereinbarung erneuern, dies vorbehaltlich der Veröffentlichung einer die Erneuerung ankündigenden Bekanntgabe im Belgischen Staatsblatt sechs Monate vor dem Ablaufdatum der Vereinbarung und vorbehaltlich der Benachrichtigung der Öffentlichkeit durch eine Bekanntmachung in zwei Tageszeitungen in französischer Sprache und einer Tageszeitung in deutscher Sprache. Diese Bekanntmachung gibt mindestens den Gegenstand und die allgemeine Tragweite der Umweltvereinbarung, sowie den Ort und die Zeiten an, zu denen die Umweltvereinbarung, deren Erneuerung beabsichtigt wird, eingesehen werden kann.

Die Regierung kann ebenfalls die durch sie bestimmten Personen und Instanzen über diese Erneuerung zu Rate ziehen. Diese Personen und Instanzen geben ihr Gutachten innerhalb einer Frist von dreißig Tagen ab dem Tag des Erhalts des Antrags auf ein Gutachten ab. In Ermangelung eines Gutachtens innerhalb dieser Frist wird das Gutachten als günstig betrachtet.

Jeder kann den in der Bekanntmachung zu diesem Zweck bezeichneten zuständigen Dienststellen der Regierung seine Anmerkungen schriftlich mitteilen, und zwar innerhalb von dreißig Tagen nach der Veröffentlichung des Umweltvereinbarungsprojekts im Belgischen Staatsblatt.

Die Regierung und die Einrichtungen, die die Vereinbarung abgeschlossen haben, untersuchen die in den vorherigen Absätzen erwähnten Anmerkungen und Gutachten und genehmigen die Erneuerung der Umweltvereinbarung, die gegebenenfalls verbessert wird, um den abgegebenen Anmerkungen Rechnung zu tragen.

Die durch die Regierung genehmigte Erneuerung der Umweltvereinbarung ist Gegenstand eines Nachtrags zur Vereinbarung, der von den Vertragsparteien unterschrieben und im Belgischen Staatsblatt, sowie auf der Webseite der DGRNE oder der DGTRE veröffentlicht wird.

Art. D. 89 - Die Vertragsparteien können eine Umweltvereinbarung während deren Gültigkeitsdauer abändern, und zwar vorbehaltlich der Veröffentlichung einer Bekanntgabe der Abänderung und vorbehaltlich der Benachrichtigung der Öffentlichkeit durch eine Bekanntmachung in zwei Tageszeitungen in französischer Sprache und einer Tageszeitung in deutscher Sprache. Diese Bekanntmachung gibt mindestens den Gegenstand und die allgemeine Tragweite der Umweltvereinbarung und der beabsichtigten Abänderung, sowie den Ort und die Zeiten an, zu denen die Umweltvereinbarung, deren Abänderung beabsichtigt wird, eingesehen werden kann.

Diese Bekanntmachung wird den Personen zugestellt, die an die Umweltvereinbarung gebunden sind und die nicht mehr Mitglied einer Einrichtung sind, die diese Vereinbarung unterschrieben hat.

Die Regierung kann ebenfalls die durch sie bestimmten Personen und Instanzen über dieses Abänderungsprojekt zu Rate ziehen. Diese Personen und Instanzen geben ihr Gutachten innerhalb einer Frist von dreißig Tagen ab dem Tag des Erhalts des Antrags auf ein Gutachten ab.

In Ermangelung eines Gutachtens innerhalb dieser Frist wird das Gutachten als günstig betrachtet.

Jeder kann den in der Bekanntmachung zu diesem Zweck bezeichneten zuständigen Dienststellen der Regierung seine Anmerkungen schriftlich mitteilen, und zwar innerhalb von dreißig Tagen nach der Veröffentlichung des Umweltvereinbarungsprojekts im Belgischen Staatsblatt.

Die Regierung und die Einrichtungen, die die Vereinbarung abgeschlossen haben, untersuchen die in den vorherigen Absätzen erwähnten Anmerkungen und Gutachten und genehmigen die Abänderung der Umweltvereinbarung, die gegebenenfalls verbessert wird, um den abgegebenen Anmerkungen Rechnung zu tragen.

Die durch die Regierung genehmigte Abänderung der Umweltvereinbarung ist Gegenstand eines Nachtrags zur Vereinbarung, der von den Vertragsparteien unterschrieben wird.

Dieser Nachtrag wird durch die Regierung den in Absatz 2 erwähnten Personen per Einschreiben bei der Post zugestellt. Innerhalb einer Frist von fünfzehn Tagen nach dem Erhalt dieses Nachtrags teilen diese Personen mit, ob sie nicht mehr an die derart abgeänderte Vereinbarung gebunden sein möchten, oder ob sie an die vorgenommene Abänderung gebunden sein möchten. In Ermangelung einer Antwort innerhalb dieser Frist wird davon ausgegangen, dass sie mit der vorgenommenen Abänderung einverstanden sind.

Der Nachtrag wird im Belgischen Staatsblatt, sowie auf der Webseite der DGRNE oder der DGTRE veröffentlicht.

Diese Abänderung tritt zehn Tage nach ihrer Veröffentlichung im Belgischen Staatsblatt in Kraft und ist für jede vorher an die Vereinbarung gebundene Person unbeschadet des Absatzes 7 verbindlich.

Art. D. 90 - Unter der Bedingung, dass sie eine Auflösungsfrist einhalten, können die Vertragsparteien zu jeder Zeit eine Umweltvereinbarung im Einvernehmen auflösen.

Vorbehaltlich einer gegenteiligen Klausel in der Vereinbarung beträgt die Auflösungsfrist sechs Monate. Die in der Umweltvereinbarung vorgesehene Auflösungsfrist darf ein Jahr nicht übersteigen. Die Auflösung der Vereinbarung wird, unter Gefahr der Nichtigkeit, den Unterzeichnern der Vereinbarung per Einschreiben bei der Post zugestellt. Die Auflösungsfrist läuft ab dem ersten Tag des auf die Zustellung folgenden Monats.

Die Auflösung der Vereinbarung gibt Anlass zu der Veröffentlichung durch die Regierung einer Bekanntmachung bezüglich der Auflösung im Belgischen Staatsblatt und auf der Webseite der DGRNE oder der DGTRE, in der der Gegenstand der aufgelösten Vereinbarung und das Datum des Inkrafttretens der Auflösung angegeben werden.

Art. D. 91 - Jede Umweltvereinbarung endet mit dem Einverständnis der Vertragsparteien oder nach Ablauf der Gültigkeitsdauer oder infolge einer Auflösung.

Art. D. 92 - Von den Bestimmungen des vorliegenden Teils darf nicht abgewichen werden. Sie sind auf die nach dem 16. Februar 2002 abgeschlossenen Vereinbarungen anwendbar.

Die vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Teils abgeschlossenen Vereinbarungen können weder abgeändert noch erneuert werden, es sei denn die Abänderung oder die Erneuerung entspricht den Bestimmungen des vorliegenden Teils und den vorschriftsmäßigen Bestimmungen, die sie durchführen.

Sie bleiben bis zu ihrem Ablauf und höchstens bis zum 16. Februar 2007 gültig. »

VERORDNUNGSRECHTLICHER TEIL

Teil I - Grundsätze des Umweltrechts und allgemeine Definitionen

TITEL I - Grundsätze

TITEL II - Definitionen

Art. R. 1. Im Sinne des vorliegenden Buches versteht man unter "dekretalem Teil" diejenigen Bestimmungen des dekretalen Teils vom Buch I des Umweltgesetzbuches, die in Art. 1 des Dekrets vom 27. Mai 2004 über das Buch I des Umweltgesetzbuches enthalten sind.

Art. R. 2. Im Sinne des vorliegenden Gesetzbuches gelten folgende Definitionen:

1 "Minister": der Minister, der die in Art. 6, § 1, II des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen genannten Befugnisse ausübt;

2° "D.G.R.N.E. » : die Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt des Ministeriums der Wallonischen Region.

Teil II - Beratungsinstanz

Art. R. 3. Im Sinne des vorliegenden Teils versteht man unter "Rat" den durch Art. 7 des dekretalen Teils eingesetzten "CWEDD" (Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable) (Wallonischer Umweltrat für eine nachhaltige Entwicklung).

Art. R. 4. Der Rat besteht aus sechsundzwanzig effektiven und sechsundzwanzig stellvertretenden Mitgliedern oder aber, wenn der Vorsitzende und die beiden stellvertretenden Vorsitzenden nicht unter den in Art. 5 genannten Personen gewählt werden, aus neunundzwanzig effektiven und sechsundzwanzig stellvertretenden Mitgliedern.

Der Minister oder die von ihm bezeichneten Bevollmächtigten und der Generaldirektor der D.G.R.N.E. oder die von ihm bezeichneten Bevollmächtigten können den Versammlungen des Rats beiwohnen, ohne jedoch ihre Stimme abgeben zu können.

Art. R. 5. Der Rat setzt sich wie folgt zusammen:

1° 3 Vertreter der "Union wallonne des Entreprises" (Wallonischer Verband der Unternehmen);

2° 2 Vertreter der landwirtschaftlichen Berufsorganisationen;

3° 2 Vertreter der Gewerkschaftsorganisationen;

4° 2 Vertreter der Organisationen, die den Mittelstand vertreten;

5° 4 Vertreter der Umweltschutzvereinigungen;

6° 1 Vertreter der Verbrauchervereinigungen;

7° 2 Vertreter der "Association des Villes et Communes de Wallonie" (Vereinigung der wallonischen Städte und Gemeinden);

8° 3 Vertreter der französischsprachigen universitären Einrichtungen, deren Fachkenntnisse mindestens einen der folgenden Bereiche decken:

a) Ökologie, Naturwissenschaften;

b) Agronomie, Forstwirtschaft, Bodenschätze;

- c) Wirtschaftswissenschaft und Umweltrecht;
 - d) angewandte Wissenschaften: industrielle Verschmutzungen, Wasserwirtschaft, Luftreinhaltungspolitik, Abfallwirtschaft;
 - e) öffentliches Gesundheitswesen, Toxikologie;
- 9° die Vorsitzenden oder stellvertretenden Vorsitzenden:
- der Regionalkommission für Abfälle;
 - des Beratungsausschusses für Wasser;
 - des Regionalausschusses für Raumordnung;
 - der "Commission régionale d'avis pour l'exploitation des carrières" (begutachtender Regionalausschuss für den Steinbruchbetrieb);
 - des Wallonischen hohen Rats für die Erhaltung der Natur;
 - des Wallonischen Hohen Rats des Forstwesens und des Holzgewerbes;
 - des Wallonischen Hohen Rats für die Landwirtschaft, die Land- und Ernährungswirtschaft und die Ernährungswirtschaft.

Art. R. 6. Alle unter Art. 5, 1° bis 8° genannten Organe, Organisationen, Verbände oder Vereinigungen stellen dem Minister je eine doppelte Liste der effektiven und stellvertretenden Kandidaten pro verliehenes Mandat vor. Was die in Art. 5, 9° erwähnten Ausschüsse und Räte betrifft, sind die Vorsitzenden die effektiven, und die stellvertretenden Vorsitzenden die stellvertretenden Mitglieder.

Die effektiven und stellvertretenden Mitglieder werden von der Regierung ernannt.

Art. R. 7. Die Mandate werden für eine Periode von fünf Jahren erteilt. Sie laufen ab dem Tage der Unterzeichnung des Erlasses zur Ernennung der Mitglieder des Rates.

Die Mitglieder des Rates haben Anspruch auf einen Betrag von 8,60 Euro pro Sitzung als Anwesenheitsgeld.

Der Vorsitzende und die stellvertretenden Vorsitzenden des Rates haben Anspruch auf einen Betrag von 17,0 Euro pro Sitzung als Anwesenheitsgeld.

Die Mitglieder des Ausschusses sind gegebenenfalls berechtigt, die juristische Person zu bezeichnen, der die Anwesenheitsgelder, auf die sie Anspruch haben, vergütet werden.

Pro Sitzung haben die Mitglieder des Ausschusses Anrecht auf die Rückerstattung eines Betrags von 10 Euro als Aufenthaltskosten; der Vorsitzende sowie die stellvertretenden Vorsitzenden haben Anrecht auf die Rückerstattung eines Betrags von 20 Euro als Aufenthaltskosten.

Die Mitglieder des Ausschusses, einschließlich des Vorsitzenden und der stellvertretenden Vorsitzenden, haben Anspruch auf die Rückerstattung der Fahrtkosten nach den folgenden Modalitäten:

Den Mitgliedern werden die Fahrtkosten in Anwendung von Artikel 5 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 7. März 2001 zur Abänderung von Artikel 17 des Königlichen Erlasses vom 18. Januar 1965 zur allgemeinen Regelung in Sachen Fahrtkosten vergütet, wenn sie sich zu einer Sitzung des Ausschusses begeben.

Die Mitglieder werden erlaubt, ihr eigenes Fahrzeug zu benutzen und die Fahrtkosten werden ihnen in Anwendung von Artikel 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 7. März 2001 zur Abänderung von Artikel 13 des Königlichen Erlasses vom 18. Januar 1965 zur allgemeinen Regelung in Sachen Fahrtkosten vergütet, wenn sie eine Dienstreise im Rahmen einer Aufgabe vornehmen, die ihnen durch den Ausschuss zugewiesen wird. Für die Berechnung des zu vergütenden Betrags gilt der Wohnsitz des Mitglieds als Abfahrtsstelle. Für die Anwendung dieser Bestimmung werden die Mitglieder Bediensteten der Stufe 1 gleichgestellt. Für die Anwendung dieser Bestimmung werden die Mitglieder Bediensteten der Stufe 1 gleichgestellt.

Wenn ein effektives Mandat vor seinem Ablauf frei wird, beendet das stellvertretende Mitglied das laufende Mandat. Die Regierung kann jedoch ein neues effektives Mitglied ernennen, um das laufende Mandat zu beenden; in diesem Fall ist Art. 6, Absatz 1 anwendbar. Wenn ein stellvertretendes Mandat vor seinem Ablauf frei wird, ernannt die Regierung ein neues stellvertretendes Mitglied gemäß Artikel 6.

Das Amt eines Ratsmitglieds geht zu Ende, wenn der Betroffene die Eigenschaft verliert, aufgrund deren er ernannt worden ist.

Im Hinblick auf die Erneuerung der Mandate werden die Bewerbungen mindestens drei Monate vor dem Ablauf der in Absatz 1 erwähnten fünfjährigen Frist vorgelegt.

Art. R. 8. Auf Vorschlag des Ministers ernannt die Regierung den Vorsitzenden und den stellvertretenden Vorsitzenden, gegebenenfalls außerhalb der in Artikel 5 erwähnten Personen. Die Ämter des Vorsitzenden und des stellvertretenden Vorsitzenden werden Personen verliehen, deren Fachkenntnisse in den Umweltbereichen anerkannt sind, und die eine genügende Unabhängigkeitsgewähr leisten.

Wenn der Vorsitzende seinen Rücktritt erklärt oder stirbt, führt der älteste stellvertretende Vorsitzende, oder mangels dessen der zweite stellvertretende Vorsitzende den Vorsitz, bis die Regierung, auf Vorschlag des Ministers, seinen Vertreter bezeichnet hat.

Wenn einer der stellvertretenden Vorsitzenden seinen Rücktritt erklärt oder stirbt, wird er durch den anderen stellvertretenden Vorsitzenden ersetzt; dieser beendet das Mandat.

Art. R. 9. Der Minister kann den Rat in spezialisierte Abteilungen einteilen. Auf Vorschlag des Rates ernannt der Minister die Vorsitzenden der spezialisierten Abteilungen.

Art. R. 10. Der Rat ist berechtigt, Personen mit besonderen Fachkenntnissen einzuladen, um an den Arbeiten teilzunehmen. Diese Personen sind nicht berechtigt, an der Abstimmung teilzunehmen.

Art. R. 11. Der Rat wird von seinem Vorsitzenden, oder mangels dessen vom Minister einberufen. Der Minister führt den Vorsitz, wenn er es für notwendig hält.

Art. R. 12. Die Beschlüsse des Rates sind nur dann gültig, wenn mindestens die Hälfte seiner Mitglieder anwesend sind. Falls diese Bedingung nicht erfüllt ist, wird der Rat erneut mit derselben Tagesordnung einberufen. Seine Beschlüsse sind dann gültig, was die Anzahl der anwesenden Mitglieder dann auch sein mag.

Die Vertreter der französischsprachigen Universitäreinrichtungen sowie die Vertreter, die aus einer als Umweltverträglichkeitsprüfer anerkannten Einrichtung stammen, sind nicht berechtigt, an der Abstimmung in den Sachgebieten teilzunehmen, die dem Rat aufgrund der Artikel 49 bis 81 des dekretalen Teils vorgelegt werden.

Die Beschlüsse werden mit der einfachen Mehrheit der anwesenden Mitglieder gefasst. Bei Stimmgleichheit gibt die Stimme des Vorsitzenden den Ausschlag.

Wenn mindestens ein Viertel der anwesenden Mitglieder mit Wahlrecht dem von der Mehrheit abgegebenen Gutachten entgegenstehen, wird das Gutachten mit einem Vermerk über die Meinungsverschiedenheit ergänzt.

Art. R. 13. Vorbehaltlich einer vorherigen Genehmigung des Ministers werden die Gutachten ausschließlich den öffentlichen Behörden, die sie beantragt haben, zugeschickt.

Art. R. 14. Das Sekretariat des Rates wird vom Wirtschafts- und Sozialrat geführt, gemäß Artikel 4, § 3 des Dekrets vom 25. Mai 1983 zur Abänderung, was den regionalen Wirtschaftsrat für die Wallonie betrifft, des Rahmengesetzes vom 15. Juli 1970 zur Organisation der Planung und der wirtschaftlichen Dezentralisierung und zur Einführung eines Wirtschafts- und Sozialrates der Wallonischen Region.

Art. R. 15. Die Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt beantwortet jede Anfrage auf Information, die vom Rat oder dessen Sekretariat im Rahmen der Ausübung ihrer Aufgaben gestellt worden ist.

Art. R. 16. Der Rat legt seine allgemeine Dienstordnung fest, die dem Minister zur Zustimmung vorgelegt wird. Die allgemeine Dienstordnung gibt insbesondere Folgendes an:

1° die Einberufungsverfahren, die Anfertigung der Tagesordnung, die Verfahren für die Rechtmäßigkeit der Protokolle sowie der vom Rat veröffentlichten Gutachten und Dokumente;

2° die Regeln über die Teilnahme an den Sitzungen sowie die Beilegung der Interessenkonflikte, die sich insbesondere im Rahmen der Abstimmungsverfahren ereignen können, wenn ein bzw. mehrere Mitglieder des Rates an der Ausführung einer Studie teilgenommen haben;

3° die Arbeitsweise des Sekretariats.

Teil III - Information und Sensibilisierung in Sachen Umwelt

TITEL I - Zugang zu Umweltinformationen

KAPITEL I - Muster für die Dokumente

Art. R. 17. Die Dokumente, die die öffentlichen Behörden benutzen müssen, um den Empfang von Informationsanfragen zu bestätigen, um Fristen für den Zugang zu Informationen zu verlängern, um die Übermittlung von Daten ganz oder teilweise zu verweigern, werden nach den in den Anlagen I bis III angeführten Mustern aufgestellt.

KAPITEL II - Regeln für die Einsprüche

Abschnitt 1 - Einspruchskommission

Art. R. 18. Es wird eine Einspruchskommission errichtet, um über die in Artikel 17 des dekretalen Teils vorgesehenen Einsprüche zu befinden. Der Sitz der Einspruchskommission wird in den Räumlichkeiten der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt festgelegt.

Art. R. 19. § 1. Die Kommission besteht aus sechs von der Regierung ernannten effektiven Mitgliedern, nämlich:

1° ein Vorsitzender, der eine Erfahrung von mindestens fünf Jahren in der Magistratur nachweisen kann;

2° zwei Mitglieder, die eine Erfahrung von mindestens fünf Jahren in der Stufe 1 der Verwaltung nachweisen können, die vom Minister vorgestellt werden;

3° ein Mitglied, das eine Erfahrung von mindestens fünf Jahren in der Stufe 1 der Verwaltung nachweisen kann, das vom Minister vorgestellt wird, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Raumordnung gehört;

4° zwei Mitglieder, die auf doppelten Listen vom CWEDD vorgestellt werden.

§ 2. Für jedes effektive Mitglied ernennt die Regierung ein stellvertretendes Mitglied, unter Berücksichtigung der für die Ernennung der effektiven Mitglieder vorgesehenen Bedingungen und Verfahren.

Der stellvertretende Vorsitzende und die stellvertretenden Mitglieder tagen wenn der effektive Vorsitzende oder das effektive Mitglied, den/das sie vertreten, verhindert ist.

§ 3. Jedes Mandat hat eine Dauer von fünf Jahren ab dem Datum des Ernennungserlasses. Es ist erneuerbar.

Wenn ein Mandat vor seinem Ablauf frei wird, wird der Nachfolger für die noch zu laufende Dauer des Amtes ernannt.

Art. R. 20. Die Einspruchskommission wird von einem Sekretär unterstützt, der vom Generaldirektor der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt unter den dieser Generaldirektion angehörenden Bediensteten bezeichnet wird.

Art. R. 21. Die Kommission legt ihre allgemeine Dienstordnung fest, die sie der Regierung zur Genehmigung vorlegt.

Art. R. 22. Der Vorsitzende, die Mitglieder und der Sekretär der Kommission haben Anspruch auf:

1° einen Betrag von 57,60 Euro als Anwesenheitsgeld;

2° die Rückerstattung der Fahrtkosten nach den im Königlichen Erlass vom 18. Januar 1965 zur allgemeinen Regelung in Sachen Fahrtkosten vorgesehenen Modalitäten.

Für die Anwendung dieses Königlichen Erlasses werden der Vorsitzende, die Mitglieder und der Sekretär der Kommission den Bediensteten der Rangklasse 15 gleichgestellt.

Abschnitt 2 - Einspruchsverfahren

Art. R. 23. Der Einspruch wird durch eine Bittschrift eingelegt, die dem Sekretariat der Kommission per bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief zugeschickt wird. Es muss binnen fünfzehn Tagen nach der Zustellung des angefochtenen Beschlusses, oder mangels eines solchen Beschlusses binnen fünfzehn Tagen nach dem Ablauf der in Art. 15 des dekretalen Teils vorgesehenen Fristen eingelegt werden.

Art. R. 24. In der Bittschrift stehen folgende Angaben:

1° Personalien und Wohnsitz des Antragstellers;

2° Identität und Sitz der öffentlichen Behörde, bei der die Informationsanfrage eingereicht worden ist;

3° Gegenstand dieser Informationsanfrage;

4° die Mittel des Einspruches.

Als Anlage zu seiner Bittschrift legt der Antragsteller außerdem alle von ihm für notwendig gehaltenen Schriftstücke und eine ausführliche Bestandsaufnahme der Informationen, die er teilweise bekommen hat, bei.

Art. R. 25. § 1. Innerhalb von zehn Tagen nach Empfang der Bittschrift schickt der Sekretär der Einspruchskommission dem Antragsteller eine Empfangsbestätigung zu.

§ 2. Innerhalb derselben Frist übermittelt der Sekretär der betroffenen öffentlichen Behörde eine Abschrift des Einspruchs und bittet sie um die Mitteilung der Schriftstücke der Akte und aller Auskünfte und Dokumente, die er für notwendig hält.

Innerhalb von fünfzehn Tagen nach der Anfrage übermittelt die betroffene öffentliche Behörde dem Sekretär eine Abschrift der gefragten Schriftstücke, Auskünfte, Dokumente oder Angaben. Ein Bemerkungsschein wird gegebenenfalls dazu beigefügt.

Die Daten, zu denen der Antragsteller um freien Zugang gebeten, jedoch nicht erhalten hat müssen auf jeden Fall mitgeteilt werden.

§ 3. Die Angelegenheit wird vom Sekretär entscheidungsreif gemacht. Zu diesem Zweck sammelt der Sekretär bei allen betroffenen Personen die notwendigen zusätzlichen Schriftstücke, Dokumente und Angaben.

Art. R. 26. Die Kommission sitzt unter Ausschluss der Öffentlichkeit.

Sie kann den Antragsteller, die betroffene Behörde sowie jede von dieser Antragstellung betroffene Person vorladen und anhören. Diese dürfen sich von einer Person ihrer Wahl vertreten oder beraten lassen.

Die Kommission kann jeden Sachverständigen anhören, dessen Konsultierung sie für notwendig hält.

Sie kann auch vom Antragsteller oder von der betroffenen Behörde die Mitteilung der von ihr für nützlich gehaltenen zusätzlichen Schriftstücke, Auskünfte, Dokumente und Daten verlangen.

Art. R. 27. Die Beratungen und Beschlüsse der Kommission sind nur dann gültig, wenn wenigstens der Vorsitzende und drei andere Mitglieder anwesend sind.

Der Vorsitzende oder das Mitglied der Kommission, der / das für eine Akte keine genügenden Unparteilichkeitsgarantien bietet, hat sich vor der Untersuchung der Akte für nicht zuständig zu erklären.

Art. R. 28. Die Beschlüsse der Einspruchskommission werden mit der Stimmenmehrheit der anwesenden Mitglieder gefasst; die Stimmenthaltung wird nicht erlaubt. Bei Stimmgleichheit gibt die Stimme des Vorsitzenden den Ausschlag.

Art. R. 29. Die Einspruchskommission fasst ihren Beschluss binnen zwei Monaten nach Empfang der Bittschrift. Durch begründeten Beschluss darf sie jedoch diese Frist verlängern. Die Verlängerung(en) kann (können) fünf- und vierzig Tage nicht überschreiten.

Art. R. 30. Außer ihrer Begründung enthalten die Beschlüsse folgende Angaben:

- 1° Personalien und Wohnsitz des Antragstellers;
- 2° Identität und Sitz der öffentlichen Behörde, bei der die Informationsanfrage eingereicht worden ist;
- 3° ggf. Name, Vorname, Wohnsitz und Eigenschaft der Personen, die sie vertreten oder ihnen beigestanden haben.
- 4° gegebenenfalls die Vorladung, die Vernehmung und die Anhörung bestimmter Personen;
- 5° gegebenenfalls die Hinterlegung von schriftlichen Bemerkungen;
- 6° die Verkündung des Beschlusses, das Datum und der Ort, wo sie stattgefunden hat, sowie der Name der Personen, die den Beschluss getroffen haben;
- 7° die Frist, die von der Kommission unter Berücksichtigung der verschiedenen anwesenden Interessen festgelegt worden ist, am Ablauf deren der Antragsteller seinen Anspruch auf die Information, der ihm am Ende des Einspruchsverfahrens vor der Kommission zuerkannt worden ist, geltend machen darf.

Die Beschlüsse werden von dem Vorsitzenden und dem Sekretär unterzeichnet.

Art. R. 31. Der Beschluss wird dem Antragsteller, der öffentlichen Behörde, gegen die der Einspruch erhoben worden ist, und jeder betroffenen Person, die in Übereinstimmung mit Artikel 26 Absatz 2 angehört worden ist, mitgeteilt.

Wenn sie den Einspruch für begründet hält, darf die Kommission in Übereinstimmung mit den in Artikel 12 des dekretalen Teils vorgesehenen Modalitäten dem Antragsteller die Information, zu der sie ihm den Zugang erlaubt, selbst liefern.

Art. R. 32. § 1. Die im vorliegenden Kapitel vorgesehenen Fristen laufen ab dem Tag nach dem Empfang des Schriftstückes, das die Frist laufen lässt.

Es wird davon ausgegangen, dass das per Einschreibebrief zugeschickte Schriftstück am ersten Arbeitstag, nach dem das Schriftstück bei der Post aufgegeben worden ist, eingegangen ist.

Es gilt das Datum des Poststempels für die Sendung jedes Schriftstückes des Verfahrens.

§ 2. Der Verfallstag wird in der Frist aufgenommen.

Wenn der für eine Verfahrenshandlung vorgesehene Tag jedoch ein Samstag, ein Sonntag oder ein gesetzlicher Feiertag ist, wird das Ende der Frist auf den unmittelbar folgenden Werktag verlegt.

Art. R. 33. Der Vorsitzende und die anderen Mitglieder der Einspruchskommission sind zur Geheimhaltung der Beschlüsse und der Informationen verpflichtet, deren Vertraulichkeit nach Artikel 18 des dekretalen Teils eingehalten werden muss und wovon sie im Laufe der Ausübung ihres Amtes Kenntnis nehmen könnten.

TITEL II - Umwelterziehung

Art. R. 34. § 1. Jede VoE, die den durch den Artikel 5 des Dekrets festgelegten Bedingungen genügt, kann die Zulassung bezüglich der Übernahme der Verwaltung eines «C.R.I.E.» beantragen.

Der Zulassungsantrag muss der D.G.R.N.E. in dreifacher Ausfertigung per Einschreiben bei der Post gegen Empfangsbescheinigung übermittelt werden und folgende Auskünfte enthalten:

1° die Bezeichnung der VoE, ihre Anschrift, sowie eine Abschrift der Veröffentlichung ihrer Satzungen und der letzten Ernennungsurkunde ihrer Verwaltungsratsmitglieder oder eine gleichlautende Abschrift des Antrags auf die Veröffentlichung der Satzungen;

2° eine Abschrift der Dokumente, die die pädagogischen und wissenschaftlichen Befähigungen der vier in Artikel 25, Absatz 3, 2° des dekretalen Teils erwähnten Personen bestätigen;

3° eine Mitteilung, in der das beabsichtigte Projekt im Hinblick auf die in Artikel 24 des Dekrets erwähnten Aufgaben und die wissenschaftlichen und pädagogischen Befähigungsnachweise des zur Durchführung der Aufgaben angestellten Personals beschrieben werden;

4° eine Veranschlagung der zur Verwirklichung des in 3° erwähnten Projekts im Rahmen des in Artikel 37, § 2 festgelegten Betrags erforderlichen Haushaltsmittel.

§ 2. Der Minister stellt der antragstellenden VoE innerhalb von drei Monaten nach dem Erhalt des als vollständig befundenen Antrags die Zulassung oder die Ablehnung der Zulassung zu.

Art. R. 35. Der Minister kann jederzeit nach Stellungnahme des in Artikel 29 des dekretalen Teils erwähnten Begleitausschusses die Zulassung entziehen, wenn einer der folgenden Bedingungen begegnet wird:

- 1° die VoE entspricht nicht mehr den durch den Artikel 25 Absatz 3 des dekretalen Teils festgelegten Bedingungen;
- 2° die Aufgabe wurde nicht gemäß ihrer Zielsetzung durchgeführt, so wie sie in der Zulassung bestimmt wurde;
- 3° der Inhaber der Zulassung hat sich der Kontrolle durch die Verwaltung der Durchführung seiner Aufgabe widersetzt;
- 4° der Tätigkeitsbericht, der Rechnungsbericht oder jede andere zu übermittelnde Unterlage wurden von dem Inhaber der Zulassung nicht gemäß der in dem Zulassungsbeschluss vorgeschriebenen Frist übermittelt;
- 5° die Zuschüsse wurden nicht den Ausgaben zugeteilt, die es zu decken galt.

Der Minister informiert die VoE per Einschreiben gegen Empfangsbescheinigung über den Entzugsbescheid der Zulassung.

Die VoE gibt ihre Antwort innerhalb von dreißig Tagen ab dem Erhalt der Information per Einschreiben gegen Empfangsbescheinigung.

Der Minister fasst innerhalb von dreißig Tagen ab dem Erhalt der Antwort einen Beschluss.

Art. R. 36. Unbeschadet des Artikels 35 kann der Minister nach einem Zeitraum von drei Jahren die Zulassung erneuern.

Drei Monate vor Ablauf der Zulassung reicht die VoE gemäß dem in Artikel 34 festgelegten Verfahren einen neuen Antrag ein.

Der Minister fasst innerhalb von zwei Monaten nach dem Erhalt des Antrags auf der Grundlage des Gutachtens des Begleitausschusses einen Beschluss.

Art. R. 37. § 1. Im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel gewährt der Minister der zugelassenen VoE einen jährlichen Zuschuss, durch den es möglich ist, den Betrieb des "C.R.I.E." zu sichern.

Zu den Betriebskosten gehören:

- 1° die Ausgaben für das Personal;
- 2° die Konsum- und Materialkosten für die Durchführung der in Artikel 24 des dekretalen Teils erwähnten Aufgaben;
- 3° die der Funktion der Infrastruktur anhaftenden Kosten.

§ 2. Der jährliche Zuschuss beläuft sich auf einen Höchstbetrag von 248 000 Euro je "C.R.I.E." .

§ 3. Um den jährlichen Zuschuss in Anspruch nehmen zu können, lässt die zugelassene VoE der D.G.R.N.E. bis zum 15. November den Haushaltsvoranschlag des "C.R.I.E." für das folgende Jahr und das Programm der vorgesehenen Tätigkeiten zukommen.

§ 4. Der Minister beschließt auf der Grundlage des Gutachtens des Begleitausschusses innerhalb einer Frist, die einen Monat ab dem Erhalt des Haushaltsvoranschlags nicht überschreitet, über den Grundsatz zur Gewährung des Zuschusses auf der Grundlage der in § 3 erwähnten Unterlagen.

§ 5. Der Zuschuss wird nach folgenden Modalitäten ausgezahlt:

1° ein erster Teilbetrag, dessen Höchstbetrag 40 % des Zuschusses entspricht, bei der Bekanntgabe der Zuschussgewährung gegen Vorlage einer für richtig bescheinigten Forderungsanmeldung, unter Beifügung des von dem Begleitausschuss eines jeden "C.R.I.E." genehmigten jährlichen Tätigkeitsprogramms;

2° die nachfolgenden Teilbeträge, deren gesamter Höchstbetrag 50 % des Zuschusses entspricht, werden am Ende eines jeden Trimesters gegen Vorlage einer für richtig bescheinigten Forderungsanmeldung, unter Beifügung eines von dem Begleitausschuss eines jeden "C.R.I.E." genehmigten Zwischenberichts über die Tätigkeiten und Rechnungsberichts ausgezahlt;

3° der Restbetrag des Zuschusses wird bei Vorlage einer für richtig bescheinigten Forderungsanmeldung, unter Beifügung der Belege des Zuschusses, des von dem Begleitausschuss eines jeden "C.R.I.E." genehmigten in Artikel 28 des dekretalen Teils erwähnten Tätigkeitsberichts und Rechnungsberichts ausgezahlt.

§ 6. Die Buchhaltung wird gemäß der Gesetzgebung über die Buchhaltung der Unternehmen geführt.

Art. R. 38. § 1. Der Begleitausschuss des Netzes der "C.R.I.E." setzt sich aus folgenden Personen zusammen:

- 1° ein Vertreter des Ministers, der den Vorsitz führt;
- 2° ein Vertreter des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Naturerhaltung gehört und der den stellvertretenden Vorsitz führt;
- 3° ein Vertreter des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Tourismus gehört;
- 4° ein Vertreter des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Mobilität und die Energie gehören;
- 5° ein Vertreter des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Erbe gehört;
- 6° ein Vertreter der D.G.R.N.E.;
- 7° zwei Sachverständige, die entweder ihre pädagogischen oder ihre wissenschaftlichen Befähigungen in Verbindung mit den Fachgebieten bezüglich der Umwelt nachweisen können;
- 8° ein von den gesamten "C.R.I.E." gewählter Vertreter.

§ 2. Die Mitglieder des Begleitausschusses werden von dem Minister für eine Dauer von vier Jahren bezeichnet. Ihr Mandat kann erneuert werden.

Für jedes effektive Mitglied bezeichnet der Minister einen Stellvertreter, der an den Arbeiten des Begleitausschusses teilnehmen kann. Im Falle einer Vakanz vor Ablauf eines effektiven Mandats führt das stellvertretende Mitglied das laufende Mandat zu Ende.

Art. R. 39. Die D.G.R.N.E. stellt dem Begleitausschuss die erforderlichen Räume zur Verfügung.

Art. R. 40. § 1. Das über die Zulassungsanträge abgegebene Gutachten wird mit einfacher Mehrheit der anwesenden Mitglieder abgestimmt.

Bei Stimmgleichheit gibt die Stimme des Vorsitzenden den Ausschlag.

Wenn sich mindestens ein Viertel der anwesenden Mitglieder dem von der Mehrheit ausgedrückten Gutachten widersetzen, vervollständigt der Vorsitzende dieses Gutachten mit einem Vermerk, in dem die unterschiedliche Auffassung angegeben wird.

§ 2. Der Begleitausschuss wird von dem Vorsitzenden oder in dessen Ermangelung von dem Minister zur Versammlung einberufen. Er kommt mindestens zweimal im Jahr zusammen.

Der bei dem Minister beglaubigte Finanzinspektor wird zu den Versammlungen geladen.

Der Vorsitzende kann alle Personen, die über besondere Sachkenntnisse verfügen, aufrufen, an den Arbeiten des Begleitausschusses teilzunehmen. Diese nehmen nicht an der Abstimmung teil.

§ 3. Der Begleitausschuss verabschiedet seine allgemeine Dienstordnung, die von dem Minister genehmigt wird. Die allgemeine Dienstordnung gibt insbesondere Folgendes an:

1° die Verfahren zur Einberufung der Mitglieder, zur Aufstellung der Tagesordnung, zur Gültigkeitserklärung der Protokolle, Gutachten und anderen im Namen des Begleitausschusses ausgestellten Unterlagen;

2° die Modalitäten für die Abstimmung und die Anzahl der Teilnehmer, die erforderlich ist, um wirksam tagen zu können;

3° die Übertragungen der Zeichnungsberechtigungen;

4° die Arbeitsweise des Sekretariats.

Die Mandate werden nicht vergütet. Die Mitglieder des Begleitausschusses haben ein Anrecht auf die Rückerstattung der nach den auf die Vergütungen für die Beamten der Wallonischen Region anwendbaren Regeln berechneten Dienstfahrt- und Aufenthaltskosten. Sie werden zu diesem Zweck mit den Bediensteten des Dienststrangs A 4 gleichgestellt.

Art. R. 41. Der Begleitausschuss wird im Rahmen seines Auftrags mit folgenden Aufgaben beauftragt:

1° dem Minister ein Gutachten über die Zulassungsanträge, -entzüge und -erneuerungen abgeben;

2° die von den zugelassenen VoE vorgelegten jährlichen Tätigkeitsberichte und Rechnungsberichte überprüfen;

3° die Kohärenz und die Bewertung der in den gesamten "C.R.I.E. » in der Wallonischen Region verrichteten Arbeiten gewährleisten;

4° dem Minister jährlich einen Bericht über die Bewertung der in den "C.R.I.E. » verrichteten Arbeiten vorlegen;

5° dem Minister jeglichen Vorschlag unterbreiten.

Teil IV - Umweltplanung im Rahmen der nachhaltigen Entwicklung

Art. R. 42. Die in Art. 41 und 42 des dekretalen Teils vorgesehene öffentliche Untersuchung und Konsultation werden gemäß den nachstehenden verordnungsrechtliche Bestimmungen organisiert.

Art. R. 43. Die öffentliche Untersuchung findet während eines Zeitraums von fünfundvierzig Tagen ab dem vor der Regierung festgelegten Datum statt. Die gemäß Art. 42 des dekretalen Teils konsultierten Personen und Instanzen und diejenigen, deren Konsultation vom Minister beschlossen wird, übermitteln dem Minister ihre begründeten Stellungnahmen innerhalb von dreißig Tagen nach der Beendigung der öffentlichen Untersuchung.

Art. R. 44. Die Gemeindebehörden tragen dafür Sorge, die Bevölkerung über den Plan- bzw. Programmentwurf sowie über die Bedingungen der öffentlichen Untersuchung zu informieren. Diese Information stützt sich auf die durch den Minister ausgelieferten Unterlagen. Die Gemeindebehörden bestätigen direkt den Erhalt der Unterlagen und gehen in folgender Weise vor:

1° Aushang einer Ankündigung der öffentlichen Untersuchung, die nach dem in Anlage IV angeführten Muster verfasst ist, an den üblichen Anschlagorten mit ordnungsgemäßen Bedingungen für Sichtbarkeit und Lesbarkeit und während des Zeitraums der fünfundvierzig Tage der öffentlichen Untersuchung;

2° Bekanntmachung der Untersuchung mit dem gleichen Wortlaut wie dem im Ankündigungsaushang und spätestens sieben Tage nach dem Beginn des öffentlichen Aushangs in mindestens zwei Ausgaben von mindestens zwei Zeitungen mit regionaler Verbreitung;

Diese Zeitungsannoncen können unter der Voraussetzung, dass die Daten, Uhrzeiten und Orte, zu denen das unter 3° aufgeführte Dossier verfügbar ist, jeweils genau angegeben werden, für mehrere Nachbargemeinden gruppiert erfolgen.

3° Während des fünfundvierzig-tägigen Aushangs können die Unterlagen zum Plan- oder Programmentwurf an dem in der Ankündigung genannten Ort eingesehen werden. Dieser Ort muss für die Öffentlichkeit während der normalen Öffnungszeiten der Gemeindeverwaltung und zumindest einmal wöchentlich bis 20 Uhr oder am Samstag morgen zugänglich sein;

4° Während des fünfundvierzig-tägigen Aushangs kann jeder Betroffene seine Kommentare, Kritik oder Empfehlungen schriftlich an die Gemeindeverwaltung richten. Jedes Schreiben muss den Namen, die Anschrift und die Unterschrift des oder der Verfasser tragen;

5° In der gleichen Frist von fünfundvierzig Tagen können die Gemeindebehörden beschließen, den Plan- oder Programmentwurf den von ihnen eingerichteten Beratungsausschüssen vorzulegen, die für die in dem zur Untersuchung gebrachten Text angesprochenen Inhalte zuständig sind. Ein Protokoll über die ergangene(n) Stellungnahme(n) wird schriftlich festgehalten;

6° Die Gemeindebehörden können zusätzliche Maßnahmen zur Information der Öffentlichkeit durchführen;

7° Innerhalb von dreißig Tagen nach Beendigung der öffentlichen Untersuchung senden die Gemeindebehörden dem Minister eine Kopie der Stellungnahmen der Bevölkerung und/oder der in Punkt 5° angeführten Ausschüsse zusammen mit eventuellen zusammenfassenden Berichten und begründeter Stellungnahme des Gemeinderats;

8° Die Frist für die öffentliche Untersuchung wird vom 15. Juli bis zum 15. August aufgehoben, unbeschadet des unter den Punkten 3° bis 6° des vorliegenden Artikels vorgesehenen Rechts auf Konsultierung und Stellungnahme.

Art. R. 45. Die Regierung ist nicht dazu verpflichtet, die Stellungnahmen zu berücksichtigen, die außerhalb der in Art. 43 und 44, 7° festgelegten Fristen eingegangen sind.

Teil V - Bewertung der Umweltverträglichkeit

KAPITEL I - Definitionen

Art. R. 46. Für die Anwendung des vorliegenden Teils gelten folgende Definitionen:

1° "Raumordnungsverwaltung": der Generaldirektor der Generaldirektion der Raumordnung, des Wohnungsbaus und des Erbes, sein Beauftragter oder seine Beauftragten;

2° "Umweltverwaltung": der Generaldirektor der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt oder seine Beauftragten;

3° "Umweltverträglichkeitsprüfer": die zugelassene Person, die eine Umweltverträglichkeitsprüfung durchführt;

4° "Antragsteller": der Verfasser eines Projekts, das dem System zur Bewertung der Umweltverträglichkeit unterzogen ist;

5° "C.C.A.T." : die «Commission consultative communale d'aménagement du territoire»(kommunaler Beratungsausschuss für Raumordnung);

6° "C.R.A.T." : die «Commission régionale d'aménagement du territoire»(Regionalausschuss für Raumordnung).

KAPITEL II - System zur Bewertung der Umweltverträglichkeit der Pläne und Programme

Art. R. 47. Die Liste der in Art. 53, § 1, des dekretalen Teils genannten Pläne und Programme wird in der Anlage V festgelegt.

Abschnitt 1 - Die öffentliche Untersuchung

Art. R. 48. § 1. In Übereinstimmung mit Art. 57 des dekretalen Teils erarbeitet das Bürgermeister- und Schöffenkollegium eine Bekanntmachung auf der Grundlage eines vom Verfasser des Plans oder Programms vorgeschlagenen Entwurfs; diese Bekanntmachung enthält mindestens folgende Angaben:

1° die Personalien des Verfassers des Plans oder des Programms;

2° die Art des Plans oder des Programms und das Gebiet, auf welches es anwendbar ist;

3° das Datum des Anfangs und Endes der öffentlichen Untersuchung;

4° die Uhrzeit und den Ort, wo in den Entwurf des Plans oder des Programms Einsicht genommen werden kann, sowie den Umweltverträglichkeitsbericht.

Das Bürgermeister- und Schöffenkollegium veröffentlicht diese Bekanntmachung in mindestens zwei in der ganzen Wallonischen Region verbreiteten Tageszeitungen.

§ 2. Das Bürgermeister- und Schöffenkollegium hängt die in § 1 genannte Bekanntmachung an den üblichen Anschlagstellen aus. Die Bekanntmachung weist eine Fläche von mindestens 35 dm² auf und muss bis zum Tag nach dem Ende der öffentlichen Untersuchung sichtbar und lesbar sein.

Art. R. 49. Jede Person kann innerhalb der Frist für die öffentliche Untersuchung ihre Bemerkungen und Anregungen äußern, indem sie diese dem Bürgermeister- und Schöffenkollegium der Gemeinde mitteilt, die von den Umweltauswirkungen des Plan- oder Programmwurfs betroffen ist; sie muss ihren Namen und Anschrift angeben. Am Ende der öffentlichen Untersuchung übermittelt das Bürgermeister- und Schöffenkollegium eine Abschrift an den Verfasser des Plans oder des Programms.

Abschnitt 2 - Grenzüberschreitende Auswirkungen

Art. R. 50. Wenn die Durchführung eines Plans oder Programms, der bzw. das ausgearbeitet wird, voraussichtlich erhebliche Auswirkungen auf die Umwelt einer anderen Region, eines anderen Mitgliedstaats der Europäischen Union oder eines Staates haben wird, der am Espooer UN/ECE-Übereinkommen vom 25. Februar 1991 über die Umweltverträglichkeitsprüfung im grenzüberschreitenden Rahmen beteiligt ist, übermittelt der Verfasser des Plans oder des Programms den Entwurf des Plans oder des Programms zuzüglich des Umweltberichts und jeder Information über die grenzüberschreitenden Auswirkungen des Plans oder Programms, über die er verfügt, an die betroffenen Behörden des Staats oder der Region, der bzw. die durch die Auswirkungen betroffen werden könnte, wobei er die Durchführungsbedingungen der öffentlichen Untersuchung bezüglich der Umweltbewertung des Plans oder Programms anführt; dies betrifft insbesondere die Dauer der Untersuchung, das voraussichtliche Datum für den Anfang der Untersuchung, und die Gemeinde(n), die mit der Entgegennahme der in Art. 49 genannten Bemerkungen der Öffentlichkeit beauftragt ist (sind).

An dem Tag, an dem der Verfasser des Plans oder des Programms die Akte übermittelt, informiert er ebenfalls die Regierung und die in Art. 49 genannte(n) Gemeinde(n) über diese Übermittlung.

Art. R. 51. Wenn die Regierung Informationen gemäß Art. 58, § 2 des dekretalen Teils erhält, übermittelt sie diese Informationen:

1° den Bürgermeister- und Schöffenkollegien, die ggf. betroffen werden könnten; diese teilen sie wiederum der Öffentlichkeit mit, unter Einhaltung des Verfahrens für die öffentliche Untersuchung nach Art. 57 des dekretalen Teils;

2° dem CWEDD.

Die in Absatz 1, 1° genannten Instanzen sammeln die Bemerkungen der Öffentlichkeit und teilen diese sowie ggf. ihre Stellungnahmen innerhalb einer Frist von fünfundvierzig Tagen ab dem Ende der in Absatz 1 genannten öffentlichen Untersuchung der Regierung mit. Gegebenenfalls übermittelt der CWEDD der Regierung seine Stellungnahme innerhalb einer Frist von fünfundvierzig Tagen ab dem Tag, an dem er die in Absatz 1 genannten Informationen erhalten hat.

KAPITEL III - System zur Bewertung der Umweltverträglichkeit der Entwürfe

Art. R. 52. Unbeschadet der in Artikel 49, 5°, a, b, c,d des dekretalen Teils und Artikel 62, Absatz 1 des dekretalen Teils angeführten Bestimmungen unterliegt die Ausstellung oder die Annahme der folgenden Verwaltungsakten der Durchführung des in Art. 62 bis 77 des dekretalen Teils vorgesehenen Systems zur Bewertung der Umweltverträglichkeit:

1° die Parzellierungsgenehmigung für einen Wochenendwohnpark, die aufgrund Artikel 149 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe erfordert wird;

2° die Bergwerkskonzession, die aufgrund des Dekrets vom 7. Juli 1988 über die Gruben erfordert wird;

3° in dem Gesetz vom 22. Juli 1970 über die gesetzliche Flurbereinigung der Landbesitze vorgesehene Flurbereinigung.

Art. R. 53. Wenn die Durchführung eines Projekts mehrere Genehmigungen erfordert, die für die günstige Abwicklung des Projekts erforderlich sind, unterliegt dieses Projekt einem einzigen System zur Bewertung der Umweltverträglichkeit, was voraussetzt, dass:

1° eine einzige Anhörung der Öffentlichkeit vor der Erstellung der Umweltverträglichkeitsprüfung organisiert wird;

2° eine einzige Bewertungsnotiz, die die Gesamtheit der Auskünfte umfasst, die für jeden der Anträge auf Genehmigung erforderlich sind, oder gegebenenfalls eine einzige Umweltverträglichkeitsprüfung erstellt wird;

3° nach Durchführung der Umweltverträglichkeitsprüfung eine einzige öffentliche Untersuchung organisiert wird und ein einziges Gutachten vom «CWEDD», vom «CCAT» oder mangels dessen vom «CRAT» eingeholt wird.

Art. R. 54. Jeder Antrag auf Ausstellung von in Artikel 52 erwähnten Verwaltungsakten umfasst entweder eine Bewertungsnotiz über die Umweltverträglichkeit oder eine Umweltverträglichkeitsprüfung.

Abschnitt 1 - Form und Inhalt der Bewertungsnotiz

Art. R. 55. Unbeschadet von Absatz 2 sind die Form und der Mindestinhalt der Notiz in der Anlage VI angegeben.

Die Akte zum Genehmigungsantrag bildet die Bewertungsnotiz über die Umweltverträglichkeit für die Umwelt- oder Globalgenehmigung, die aufgrund des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung erfordert wird.

Unbeschadet von Artikel 54 und für die im vorstehenden Absatz nicht erwähnten Verwaltungsakten muss dem Antrag die Bewertungsnotiz über die Umweltverträglichkeit beigelegt werden.

Abschnitt 2 - Projekte, die einer Umweltverträglichkeitsprüfung unterliegen

Art. R. 56. Jedes Projekt, das im Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten als solches identifiziert ist und das Gegenstand eines Antrags auf mindestens eine der in Artikel 52 erwähnten Verwaltungsakten ist, wird der Durchführung einer Umweltverträglichkeitsprüfung unterzogen, insofern dieser Antrag mindestens einen der folgenden Zwecke hat:

- 1° die Schaffung eines neuen Projekts;
- 2° die Erneuerung einer Genehmigung für eine bestehende Anlage;
- 3° wenn die Umwandlung oder die Erweiterung einer Anlage oder eines Projekts, die bzw. das schon besteht oder sich in der Durchführungsphase befindet, und wodurch einer der im Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten erwähnten Schwellenwerte erreicht oder überschritten wird;
- 4° die Umwandlung oder die Erweiterung einer Anlage oder eines Projekts, die bzw. das im Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten erwähnt ist und die eine Erhöhung um mehr als 25% des Wertes zur Folge hat, der in der auf der Grundlage der letzten Umweltverträglichkeitsprüfung erteilten Genehmigung erlaubt ist, für den Parameter, der für die Festlegung der Schwellenwerte zwecks der Bestimmung der einer Umweltverträglichkeitsprüfung unterzogenen Projekte berücksichtigt wird;
- 5° die Umwandlung oder die Erweiterung einer Anlage oder eines Projekts, die bzw. das im Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten erwähnt ist, ohne Bedingung hinsichtlich des Schwellenwerts und die eine Erhöhung um mehr als 25% der Kapazität, die in der auf der Grundlage der letzten Umweltverträglichkeitsprüfung erteilten Genehmigung erlaubt ist, zur Folge hat.

Abschnitt 3 - Form und Inhalt der Umweltverträglichkeitsprüfung

Art. R. 57. Die Form und der Mindestinhalt der Umweltverträglichkeitsprüfung werden in der Anlage VII festgelegt.

Der Antragsteller ist berechtigt, die zuständige Behörde über die im Rahmen der Umweltverträglichkeitsprüfung zu erteilenden Auskünfte zu Rate zu ziehen. In diesem Fall zieht die zuständige Behörde unverzüglich die zuständige Verwaltung, den "CWEDD", den "CCAT" oder mangels dessen den "CRAT" zu Rate.

Die zu Rate gezogenen Instanzen geben der zuständigen Behörde ihr Gutachten innerhalb einer Frist von 30 Tagen ab Eingang des Antrags ab und übermitteln dem Antragsteller eine Abschrift davon. Die zuständige Behörde gibt dem Antragsteller ihr Gutachten innerhalb einer Frist von 45 Tagen ab Eingang des Antrags auf Auskünfte ab. Wenn die zuständige Behörde ihr Gutachten innerhalb der festgelegten Frist nicht abgegeben hat, führt der Antragsteller die Umweltverträglichkeitsprüfung auf der Grundlage der durch die zu Rate gezogenen Instanzen abgegebenen Gutachten oder mangels deren auf der Grundlage des in der Anlage VII erwähnten Mindestinhalts durch.

*KAPITEL IV - Umweltverträglichkeitsprüfer**Abschnitt 1 - Zulassung, Aussetzung und Entzug der Zulassung der Umweltverträglichkeitsprüfer**Unterabschnitt 1 - Allgemeines*

Art. R. 58. Die Zulassung der Umweltverträglichkeitsprüfer wird für eine oder mehrere der folgenden Kategorien erteilt:

- 1° Raumordnung, Städtebau (Projekte, die in der Rubrik 70.11 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten erwähnt sind), kaufmännische Tätigkeiten (Projekte, die in der Rubrik 52.1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten erwähnt sind), und Freizeittätigkeiten (Projekte, die in den Rubriken 92.1 bis 92.7, 52.22, 52.23 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten erwähnt sind);
- 2° Infrastrukturprojekte (Projekte, die in den Rubriken 45.23, 45.24, 63.21, 70.19 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten erwähnt sind) einschließlich des Transportwesens (Projekte, die in den Rubriken 60.10 bis 60.30, 61.20, 62.00 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten erwähnt sind) und Kommunikationen;
- 3° Gruben und Steinbrüche;
- 4° Industrieprozesse in Bezug auf Energie;
- 5° Industrieprozesse in Bezug auf die Verarbeitung von Stoffen;
- 6° Abfallbewirtschaftung;
- 7° Wasserbewirtschaftung (Entnahme, Klärung, Versorgung und Behandlung);
- 8° mit dem landwirtschaftlichen Betrieb verbundene Genehmigungen.

Unterabschnitt 2 - Zulassungskriterien

Art. R. 59. § 1. Der Zulassungsantragsteller hat für jede der beantragten Zulassungskategorien die erforderlichen Fähigkeiten, um:

- 1° die Umweltverträglichkeitsprüfung zu koordinieren;
- 2° Lastenhefte für eventuelle Untervertragnehmer zu verfassen;
- 3° die gesamten Ergebnisse, einschließlich derjenigen der Untervertragnehmer, auszunutzen;

4° die gesamten erhaltenen Ergebnisse zu integrieren, um besondere und synergetische Auswirkungen festzustellen.

§ 2. Der Antragsteller verfügt über die technischen Mittel, die für die Erfüllung seiner Aufgaben erforderlich sind.

§ 3. Im Falle einer Zulassungserneuerung beweist der Antragsteller, dass er im Laufe der letzten Zulassungsperiode entweder Umweltverträglichkeitsprüfungen ausgeführt hat, oder an Umweltverträglichkeitsprüfungen als Untervertragnehmer teilgenommen hat oder dass er für die Ausführung von oder die Teilnahme an Umweltverträglichkeitsprüfungen bestellt worden ist.

Unterabschnitt 3 - Verfahren zur Zulassungserteilung

Art. R. 60. Der Antrag auf Zulassung wird der Umweltverwaltung in fünffacher Ausfertigung per Einschreibebrief bei der Post geschickt oder gegen Empfangsbescheinigung ausgehändigt.

Im Falle einer Zulassungserneuerung wird der Antrag auf Zulassung sechs Monate vor dem Ablauf der laufenden Zulassung geschickt.

Art. R. 61. Der Antrag auf Zulassung umfasst die folgenden Angaben:

1° den Namen und die Anschrift des Antragstellers;

2° wenn es sich um eine juristische Person handelt, eine Abschrift der Satzungen sowie die Liste der Verwalter oder der Geschäftsführer;

3° die Titel, Qualifikationen und Referenzen des Antragstellers, sowie der mit dem Antragsteller durch einen Arbeitsvertrag verbundenen Mitarbeiter und der eventuellen Untervertragnehmer;

4° die technischen Mittel, über die der Antragsteller verfügt;

5° die in Artikel 58 bestimmten Kategorien von Projekten, für die der Antragsteller Umweltverträglichkeitsprüfungen durchführen könnte.

Wenn der Antrag eine Zulassungserneuerung betrifft, werden ihm außerdem die Liste der Umweltverträglichkeitsprüfungen, die der Antragsteller durchgeführt oder an denen er als Untervertragnehmer teilgenommen hat, die Aufträge für die Durchführung von oder die Teilnahme an Umweltverträglichkeitsprüfungen sowie die eventuellen seit dem vorherigen Zulassungsbeschluss gerichteten Warnungen und/oder Ablehnungen beigelegt.

Art. R. 62. Der Antrag ist unvollständig, wenn gemäß dem Artikel 61 erforderliche Auskünfte oder Unterlagen fehlen.

Der Antrag ist unzulässig:

1° wenn er in Übertretung von Artikel 60 eingereicht wurde;

2° wenn er zweimal nacheinander als unvollständig betrachtet wurde;

3° wenn der Antragsteller die Unterlagen nicht in der in Artikel 63, Absatz 2 erwähnten Frist einreicht.

Art. R. 63. Die Umweltverwaltung richtet den über die Vollständigkeit und Zulässigkeit des Antrags gefassten Beschluss innerhalb von fünfzehn Tagen ab dem Tag, an dem sie den Antrag in Anwendung des Artikels 60 erhalten hat, an den Antragsteller.

Wenn der Antrag unvollständig ist, teilt die Umweltverwaltung dem Antragsteller per Einschreiben bei der Post mit, welche Unterlagen fehlen. Der Antragsteller verfügt danach über dreißig Tage ab dem Erhalt des Einschreibens, um der Umweltverwaltung die angeforderten ergänzenden Unterlagen per Einschreiben oder Aushändigung gegen Empfangsbescheinigung zu liefern.

Innerhalb von fünfzehn Tagen, nachdem die Umweltverwaltung die ergänzenden Unterlagen erhalten hat, richtet sie den über die Vollständigkeit und Zulässigkeit des Antrags gefassten Beschluss an den Antragsteller. Wenn die Umweltverwaltung den Antrag ein zweites Mal als unvollständig betrachtet, erklärt sie diesen für unzulässig.

Wenn der Antrag unzulässig ist, teilt die Umweltverwaltung dem Antragsteller unter Einhaltung der in Absatz 1 vorgesehenen Bedingungen und Fristen, oder gegebenenfalls innerhalb der in Absatz 3 vorgesehenen Frist, die Gründe der Unzulässigkeit mit.

Art. R. 64. Wenn die Umweltverwaltung keinen Beschluss unter Einhaltung der in Artikel 63 vorgesehenen Bedingungen und Fristen gerichtet hat, wird der Antrag als zulässig betrachtet.

In diesem Fall übermittelt der Antragsteller dem Minister eine Abschrift der Auftragsakte.

Art. R. 65. Sobald ein Antrag für zulässig erklärt worden ist oder als solcher betrachtet wird, legt die Umweltverwaltung ihn:

1° dem "CWEDD";

2° dem "CRAT";

3° der Raumordnungsverwaltung.

Die Gutachten der Raumordnungsverwaltung, des "CRAT" und des "CWEDD" werden der Umweltverwaltung innerhalb einer Frist von dreißig Tagen ab Eingang des Antrags auf Gutachten übermittelt oder gegen Empfangsbescheinigung ausgehändigt. Mangels dessen werden diese Gutachten als günstig betrachtet.

Diese Fristen werden vom 16. Juli bis zum 15. August unterbrochen.

Art. R. 66. Die Umweltverwaltung übermittelt dem Minister innerhalb von 50 Tagen, ab dem Tage, an dem sie die Vollständigkeit und Zulässigkeit der Akte beschlossen hat, ihren Beschlussvorschlag, dem die in Artikel 65 erwähnten Gutachten beigelegt werden.

Diese Fristen werden vom 16. Juli bis zum 15. August unterbrochen.

Art. R. 67. Der Minister übermittelt dem Antragsteller innerhalb von dreißig Tagen ab dem Eingang des Gutachtens der Umweltverwaltung seinen Beschluss über den Antrag auf Zulassung.

Der Zulassungsbeschluss wird auszugsweise im Belgischen Staatsblatt veröffentlicht.

Art. R. 68. Der Beschluss über den Zulassungsantrag bestimmt die Dauer der Zulassung und die in Artikel 58 festgelegten Kategorien von Projekten, für die der Empfänger der Zulassung Umweltverträglichkeitsprüfungen durchführen kann.

Die Dauer der Zulassung darf 5 Jahre nicht überschreiten.

Art. R. 69. Bei einer Änderung einer der im Zulassungsantrag gemäß Artikel 61 mitgeteilten Angaben muss der Umweltverträglichkeitsprüfer sofort die Umweltverwaltung per Einschreiben bei der Post gegen Empfangsbestätigung davon verständigen. Wenn diese der Ansicht ist, dass die angegebenen Änderungen derart sind, dass sie eine Änderung, eine Aussetzung oder einen Entzug der Zulassung rechtfertigen könnten, muss sie dies dem zugelassenen Umweltverträglichkeitsprüfer innerhalb von dreißig Tagen per Einschreiben bei der Post mitteilen.

Der zugelassene Umweltverträglichkeitsprüfer verfügt ab dem Eingang dieser Mitteilung über eine Frist von sechzig Tagen, um der Umweltverwaltung die Maßnahmen mitzuteilen, die er treffen will, um ihren Beobachtungen Folge zu leisten.

Art. R. 70. Aus eigener Initiative oder auf Vorschlag des "CWEDD", des "CCAT" oder des "CRAT" ist der Minister berechtigt, wenn er der Ansicht ist, dass eine oder mehrere Umweltverträglichkeitsprüfungen ungenügend oder unvollständig sind, dem Umweltverträglichkeitsprüfer eine Warnung zuschicken. Sein Beschluss wird per Einschreiben bei der Post gegen Empfangsbestätigung mitgeteilt.

Unterabschnitt 4 - Aussetzung oder Entzug einer Zulassung

Art. R. 71. Während der Dauer der Zulassung und nachdem er den Umweltverträglichkeitsprüfer aufgefordert hat, seine Erläuterungen geltend zu machen, ist der Minister berechtigt, die Zulassung ganz oder teilweise zu ändern, auszusetzen oder zu entziehen:

1° im in Artikel 69 erwähnten Falle, wenn der Umweltverträglichkeitsprüfer der Verwaltung keine Maßnahme mitgeteilt hat, die dazu bestimmt ist, den Beobachtungen Folge zu leisten oder wenn die erwogenen Maßnahmen als ungenügend erachtet werden;

2° nach einer in Artikel 70 erwähnten Warnung.

Der Beschluss wird auszugsweise im Belgischen Staatsblatt veröffentlicht.

Abschnitt 2 - Wahl des Umweltverträglichkeitsprüfers

Art. R. 72. Der Antragsteller wählt den Umweltverträglichkeitsprüfer unter den Personen, die für die Kategorie(n), auf die sich sein Projekt nach Artikel 58 bezieht, als Umweltverträglichkeitsprüfer zugelassen sind.

Seine Wahl meldet er sofort per Einschreiben bei der Post:

2° dem Minister;

2° der zuständigen Behörde;

3° der Umweltverwaltung und der Raumordnungsverwaltung.

Er meldet seine Wahl ebenfalls per gewöhnlichen Brief:

1° dem "CWEDD";

2° dem "CCAT" oder mangels dessen dem "CRAT".

Abschnitt 3 - Ablehnung einer Person, die als Umweltverträglichkeitsprüfer gewählt worden ist

Art. R. 73. Jede Person, die als Umweltverträglichkeitsprüfer gewählt wird, kann abgelehnt werden, wenn sie sich in einer Lage befindet, die die freie Ausübung ihrer Aufgabe beeinträchtigen könnte.

Art. R. 74. Die zuständige Behörde, die Umweltverwaltung oder die Raumordnungsverwaltung kann dem Minister die Ablehnung einer als Umweltverträglichkeitsprüfer gewählten Person vorschlagen.

Art. R. 75. Der Minister trifft seine Entscheidung innerhalb fünfzehn Tagen ab der in Art. 72 vorgesehenen Mitteilung. Wenn der Ablehnungsvorschlag angenommen wird, wird dieser dem Umweltverträglichkeitsprüfer sowie dem Genehmigungsantragsteller per Einschreiben bei der Post gegen Aufgabebescheinigung mitgeteilt.

Eine Abschrift davon wird den in Artikel 72 erwähnten Instanzen per gewöhnlichen Brief zugestellt.

KAPITEL V - Anhörung der Öffentlichkeit vor der Umweltverträglichkeitsprüfung

Art. R. 76. Die Phase der in Artikel 71 des dekretalen Teils vorgesehenen Anhörung der Öffentlichkeit wird gemäß den Bestimmungen des vorliegenden Kapitels organisiert.

Wenn ein Projekt sich auf dem Gebiet mehrerer Gemeinden befindet, sind Artikel 77 und 80 anwendbar auf jede der betroffenen Gemeinden.

Art. R. 77. Mindestens fünfzehn Tage vor der in Artikel 78 erwähnten Anhörung veröffentlicht der Antragsteller eine Bekanntmachung, die mindestens das Folgende angibt:

1° die Identität des Antragstellers;

2° die Natur des Projekts und der Ort, wo es betrieben werden soll;

3° das Datum, die Uhrzeit und der Ort der in Artikel 78 vorgesehenen Informationsversammlung.

Diese Bekanntmachung wird in zwei durch den Antragsteller unter den folgenden Medien ausgesuchten Medien verbreitet:

- 1° zwei in der Region verbreitete Tageszeitungen;
- 2° ein kommunales Informationsblatt, wenn es ein solches gibt und wenn es an die Bevölkerung verteilt wird;
- 3° eine Reklamezeitung, die kostenlos an die Bevölkerung verteilt wird;
- 4° ein Informationsblatt, das an die Bevölkerung in einem Umkreis von 3 Kilometern des Ortes, wo das Projekt betrieben werden soll, verbreitet wird.

Der Antragsteller sendet dem Kollegium eine Abschrift der veröffentlichten Bekanntmachungen und der damit verbundenen Rechnungen zu.

Die zuständige Behörde hängt eine Bekanntmachung, die Artikel 30, Absatz 1 wiedergibt, aus:

- 1° an den üblichen Anschlagstellen;
- 2° an drei Stellen in der Nähe des Ortes, wo das Projekt betrieben werden soll, entlang einer öffentlichen fahrbaren oder Durchfahrtsstraße.

Die Bekanntmachung muss mindestens 35dm² groß und bis zum Tage nach der in Artikel 31 vorgesehenen Versammlung sichtbar sowie lesbar sein.

Art. R. 78. Zwischen dem sechzehnten und dem siebenundzwanzigsten Tage nach der in Artikel 30 vorgesehenen Veröffentlichung organisiert der Antragsteller in der Gemeinde, auf deren Gebiet sich die größte Fläche des Ortes, wo das Projekt betrieben werden soll, befindet, eine Informationsversammlung, zu der die Bevölkerung der Gemeinden, auf deren Gebiet das Projekt ebenfalls betrieben werden sollte, eingeladen ist.

Zu dieser Versammlung können ebenfalls die folgenden Personen bzw. Behörden eingeladen werden und sich dort vertreten lassen:

- 1° die Person, die durch den Antragsteller gewählt wurde, um die Umweltverträglichkeitsprüfung durchzuführen;
- 2° die zuständige Behörde;
- 3° die Umweltverwaltung und die Raumordnungsverwaltung;
- 4° der "CWEDD", der "CCAT" oder der "CRAT", die dort höchstens zwei ihrer Mitglieder entsenden können;
- 5° die Vertreter der Gemeinde(n) des Ortes, wo das Projekt betrieben werden soll;
- 6° die Vertreter der Gemeinden, die sich in einem Umkreis von 3 Kilometern in der Nähe des Ortes, wo das Projekt betrieben werden soll, befinden.

Die Versammlung hat als Gegenstand:

- 1° dem Projektautor die Möglichkeit zu geben, sein Projekt vorzustellen;
- 2° der Bevölkerung die Möglichkeit zu bieten, sich zu informieren und ihre Anregungen und Vorschläge über das Projekt zu machen;
- 3° die besonderen Punkte, die in der Umweltverträglichkeitsprüfung angeschnitten werden könnten, hervorzuheben;
- 4° Alternativen vorzuschlagen, die durch den Antragsteller vernünftig erwogen werden können, damit sie bei der Durchführung der Umweltverträglichkeitsprüfung berücksichtigt werden.

Art. R. 79. Jede Person ist berechtigt, in einer Frist von fünfzehn Tagen ab dem Tage der in Artikel 78 vorgesehenen Informationsversammlung ihre Anregungen und Vorschläge zu machen, die für die Durchführung der Umweltverträglichkeitsprüfung bestimmt sind. Sie werden dem Bürgermeister- und Schöffenkollegium des Ortes, wo die Informationsversammlung stattgefunden hat, schriftlich mitgeteilt, unter Angabe des Namens und der Anschrift des Versenders. Eine Abschrift wird ebenfalls dem Antragsteller zugestellt, der sie unverzüglich dem Umweltverträglichkeitsprüfer weiterleitet.

Art. R. 80. Die im vorliegenden Kapitel vorgesehenen Fristen werden vom 16. Juli bis zum 15. August unterbrochen.

KAPITEL VI - Gutachten über die Umweltverträglichkeitsprüfung und Bekanntmachung des Beschlusses

Art. R. 81. An dem Tag, an dem sie dem Antragsteller die Vollständigkeit und/oder die Zulässigkeit des Genehmigungsantrags mitteilt oder an dem sie der zuständigen Behörde die Antragsakte übermittelt, richtet die Instanz, die diese Mitteilung oder Übermittlung vorgenommen hat, die folgenden Unterlagen an den "CWEDD", den "CCAT" oder mangels dessen den "CRAT":

- 1° der Antrag auf Genehmigung;
- 2° die Umweltverträglichkeitsprüfung;
- 3° die gesamten gemäß Artikel 79 mitgeteilten Anregungen und Vorschläge.

Art. R. 82. Für jedes einer Umweltverträglichkeitsprüfung unterworfenen Projekt richtet der "CWEDD" ein Gutachten über die Qualität der Umweltverträglichkeitsprüfung und die umweltbezogene Zweckdienlichkeit des Projekts an die Behörde, die es beantragt hat, oder händigt ihr dieses gegen Empfangsbescheinigung aus.

Der "CCAT" oder mangels dessen der "CRAT" richtet ein Gutachten über die Qualität der Umweltverträglichkeitsprüfung und über die Ziele des Projekts gemäß den in Artikel 1, § 1, Absatz 2 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe erwähnten Zielen an die Behörde, die es beantragt hat, oder händigt ihr dieses gegen Empfangsbescheinigung aus, und zwar innerhalb derselben Frist, wenn der Antrag eine der folgenden Genehmigungen betrifft:

1° eine Globalgenehmigung, die aufgrund des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung erfordert wird;

2° eine Städtebau- oder Parzellierungsgenehmigung, die durch das Wallonische Gesetzbuch über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe erfordert wird;

3° eine Gewinnungsgenehmigung, die aufgrund des Dekrets vom 7. Juli 1988 über die Gruben erfordert wird;

4° eine Genehmigung zur Erschließung von Halden, die aufgrund des Dekrets vom 9. Mai 1985 über die Erschließung von Halden erfordert wird;

In Ermangelung eines Gutachtens innerhalb der erforderlichen Frist wird das Gutachten als günstig betrachtet.

Der "CWEDD" und die oben erwähnten Ausschüsse können den Antragsteller und den Umweltverträglichkeitsprüfer um zusätzliche Auskünfte über die Umweltverträglichkeitsprüfung oder deren Inhalt bitten.

KAPITEL VII - Grenzüberschreitende Auswirkungen

Art. R. 83. Wenn ein Antrag über ein in der Wallonischen Region befindliches Projekt beachtliche Auswirkungen auf die Umwelt einer anderen Region, eines anderen Mitgliedsstaats der Europäischen Union oder eines dem Übereinkommen von Espoo angehörenden Staats haben könnte, übermittelt die Instanz, die die Antragsakte als vollständig und zulässig betrachtet hat, diese Akte an die zuständigen Behörden des Staats und/oder der Region, die betroffen werden könnten, unter Beifügung der Umweltverträglichkeitsprüfung und jeglicher Information über die grenzüberschreitenden Auswirkungen des Projekts auf die Umwelt, über die sie verfügt. Die Instanz gibt das Folgende an:

1° die zuständige Behörde und die Frist, innerhalb deren ihr Beschluss gefasst werden muss;

2° die Modalitäten, nach denen die mit der Überprüfung des Genehmigungsantrags zusammenhängende öffentliche Untersuchung organisiert wird, und insbesondere die Dauer der Untersuchung, das wahrscheinliche Datum des Anfangs der Untersuchung und die Behörde, der die Bemerkungen der Öffentlichkeit übermittelt werden.

Gleichzeitig zu der Übermittlung der Akte informiert sie die Regierung und die zuständige Behörde darüber.

Art. R. 84. Die zuständige Behörde teilt den in Artikel 83 erwähnten betroffenen Behörden ihre Entscheidung per Einschreiben mit.

Art. R. 85. Wenn die Regierung in Ausführung von Artikel 76, § 2 des Dekrets Informationen, die in Artikel 7.3 der Richtlinie 85/337/EWG des Rates vom 27. Juni 1985 über die Umweltverträglichkeitsprüfung bei bestimmten öffentlichen und privaten Projekten erwähnt sind, erhält, übermittelt sie diese:

den Bürgermeister- und Schöffenkollegien der Gemeinden, die betroffen werden könnten, welche sie wiederum gemäß dem in Artikel 24 und folgenden Artikeln des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung vorgesehenen öffentlichen Untersuchungsverfahren für die Anträge auf Umweltgenehmigung zur Verfügung der Öffentlichkeit stellen;

2° dem CWEDD.

Die in Absatz 1, 1° erwähnten Instanzen sammeln die Bemerkungen der Öffentlichkeit und übermitteln der Regierung ihre eventuellen Gutachten und die von ihnen gesammelten Bemerkungen innerhalb einer Frist von dreißig Tagen, ab dem Tage, an dem sie die in Absatz 1 erwähnten Informationen erhalten haben.

KAPITEL VIII - Aufhebende und vorübergehende Bestimmungen

Art. R. 86. Der Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 31. Oktober 1991 zur Ausführung des Dekrets vom 11. September 1985 zur Organisation der Bewertung der Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt in der Wallonischen Region wird aufgehoben;

In Abweichung von Absatz 1 kann der Antragsteller bis zum 3. Juni 2007 den Umweltverträglichkeitsprüfer unter den aufgrund des Artikels 16 des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 31. Oktober 1991 zur Durchführung des Dekrets vom 11. September 1985 zur Organisation der Bewertung der Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt in der Wallonischen Region als Umweltverträglichkeitsprüfer zugelassenen Personen für diejenige(n) Kategorie(n) auswählen, der bzw. denen sein Projekt gemäß Artikel 10 des vorerwähnten Erlasses zugeordnet wird. Wenn das Projekt jedoch die Wasserbewirtschaftung im Sinne des Artikels 58, 7° betrifft, wählt der Antragsteller den Umweltverträglichkeitsprüfer unter den als Umweltverträglichkeitsprüfer zugelassenen Personen für folgende Kategorien aus:

1° entweder für die Kategorien "Raumordnung, Projekte mittlerer Bedeutung, insbesondere ländliche und Freizeitanlagen und -ausstattungen" und "Industrieprozesse in Bezug auf die Verarbeitung von Stoffen";

2o oder für die Kategorien "Raumordnung, Städtebau" und "Industrieprozesse in Bezug auf die Verarbeitung von Stoffen".

Wird Absatz 2 angewandt, wird die Auswahl des Antragstellers gemäß Artikel 22, Absätze 2 und 3 übermittelt.

Teil VI - Umweltvereinbarungen

Anlage I

EMPFANGSBESTÄTIGUNG (Datum) (x).....

BETR.: Informationsanfrage betreffend die Umwelt.

Empfangsbestätigung.

Gemäß Art. 13, § 2, des dekretalen Teils bestätige ich den Empfang Ihres Schreibens vom (x)....., das ich am (x)..... erhalten habe und sich auf eine Informationsanfrage betreffend (x)..... bezieht

(xx) 1) Ab dem (x)..... (Datum) kann an der folgenden Anschrift:

(x)

an den folgenden Tagen und zu diesen folgenden Uhrzeiten (x)

in die benötigte(n) Unterlage(n) kostenlos Einsicht genommen werden

(xx) 2) Die benötigte(n) Unterlage(n) wird (werden) Ihnen per Nachnahme

zu..... Euro/Seite vor dem (x)..... zugeschickt.

(xx) 3) Ihre Anfrage wird vor dem (x).....(Datum) beantwortet

(x) (Unterschrift).....

(x) bitte ausfüllen.

(xx) den Grund bzw. die Gründe bitte ankreuzen

MODALITÄTEN DES EINSPRUCHS

Buch I des Umweltgesetzbuches (Auszüge)

Art. R. 15. § 1. Die öffentliche Behörde erteilt dem Antragsteller die Daten so bald wie möglich, spätestens jedoch innerhalb des Monats ab dem Eingang des Antrags.

§ 2. Die öffentliche Behörde kann die in § 1 erwähnte Frist um einen Monat verlängern, wenn es ihr praktisch unmöglich ist, den Zugang in der vorgeschriebenen Frist zu erteilen. Diese Unmöglichkeit ist ordnungsgemäß zu begründen und dem Antragsteller schriftlich mitzuteilen. Die öffentliche Behörde weist den Antragsteller deutlich auf die Möglichkeiten und die Modalitäten eines Einspruchs im Sinne von Artikel 17 hin.

Art. R. 17. § 1. Jede natürliche oder juristische Person, die der Ansicht ist, dass die aufgrund des Artikels 15, § 2 von der öffentlichen Behörde festgesetzte Frist zu lang ist, oder die der Ansicht ist, dass ihr Antrag auf Information zu Unrecht abgelehnt oder nicht beachtet worden ist oder dass sie von der öffentlichen Behörde eine unzulängliche Antwort erhalten hat, kann einen Einspruch gegen den Beschluss gemäß den von der Regierung bestimmten Regeln erheben.

§ 2. Wenn die Daten nach Ablauf der in Anwendung von Artikel 15 von der öffentlichen Behörde festgelegten Frist nicht übermittelt worden sind, hat der Antragsteller die Möglichkeit, einen Einspruch gemäß den von der Regierung bestimmten Regeln einzureichen.

Art. R. 18. Es wird eine Einspruchskommission errichtet, um über die in Artikel 17 des dekretalen Teils vorgesehenen Einsprüche zu befinden. Der Sitz der Einspruchskommission wird in den Räumlichkeiten der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt festgelegt.

Art.R. 23. Der Einspruch wird durch eine Bittschrift eingelegt, die dem Sekretariat der Kommission per bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief zugeschickt wird. Es muss binnen fünfzehn Tagen nach der Zustellung des angefochtenen Beschlusses, oder mangels eines solchen Beschlusses binnen fünfzehn Tagen nach dem Ablauf der in Art. 15 des dekretalen Teils vorgesehenen Fristen eingelegt werden.

Art. R. 24. In der Bittschrift stehen folgende Angaben:

1° Personalien und Wohnsitz des Antragstellers;

2° Identität und Sitz der öffentlichen Behörde, bei der die Informationsanfrage eingereicht worden ist;

3° Gegenstand dieser Informationsanfrage;

4° die Mittel des Einspruches.

Als Anlage zu seiner Bittschrift legt der Antragsteller außerdem alle von ihm für notwendig gehaltenen Schriftstücke und eine ausführliche Bestandsaufnahme der Informationen, die er teilweise bekommen hat, bei.

Anlage II

VERLÄNGERUNG DER FRISTEN

Einschreibebrief (Datum) (x).....

OBJET: Informationsanfrage betreffend die Umwelt.

Verlängerung der festgelegten Fristen.

Infolge Ihres Schreibens vom (x)..... über eine Informationsanfrage

betreffend (x).....

teile ich Ihnen mit, dass die Ihrem Antrag auf Zugang zu der Information entsprechende

Frist wegen der praktischen Unmöglichkeit, in der vorgeschriebenen Frist den Zugang zu gewähren, bis zum (x)..... (Datum) verlängert wird.

(Begründung:) (x)

.....

(Unterschrift) (x).....

(x) bitte ausfüllen.

MODALITÄTEN DES EINSPRUCHS

Buch I des Umweltgesetzbuches (Auszüge)

Art. R. 15. § 1. Die öffentliche Behörde erteilt dem Antragsteller die Daten so bald wie möglich, spätestens jedoch innerhalb des Monats ab dem Eingang des Antrags.

§ 2. Die öffentliche Behörde kann die in § 1 erwähnte Frist um einen Monat verlängern, wenn es ihr praktisch unmöglich ist, den Zugang in der vorgeschriebenen Frist zu erteilen. Diese Unmöglichkeit ist ordnungsgemäß zu begründen und dem Antragsteller schriftlich mitzuteilen. Die öffentliche Behörde weist den Antragsteller deutlich auf die Möglichkeiten und die Modalitäten eines Einspruchs im Sinne von Artikel 17 hin.

Art. R. 17. § 1. Jede natürliche oder juristische Person, die der Ansicht ist, dass die aufgrund des Artikels 15, § 2 von der öffentlichen Behörde festgesetzte Frist zu lang ist, oder die der Ansicht, dass ihr Antrag auf Information zu Unrecht abgelehnt oder nicht beachtet worden ist oder dass sie von der öffentlichen Behörde eine unzulängliche Antwort erhalten hat, kann einen Einspruch gegen den Beschluss gemäß den von der Regierung bestimmten Regeln erheben.

§ 2. Wenn die Daten nach Ablauf der in Anwendung von Artikel 15 von der öffentlichen Behörde festgelegten Frist nicht übermittelt worden sind, hat der Antragsteller die Möglichkeit, einen Einspruch gemäß den von der Regierung bestimmten Regeln einzureichen.

Art.R. 18. Es wird eine Einspruchskommission errichtet, um über die in Artikel 17 des dekretalen Teils vorgesehenen Einsprüche zu befinden. Der Sitz der Einspruchskommission wird in den Räumlichkeiten der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt festgelegt.

Art. R. 23. Der Einspruch wird durch eine Bittschrift eingelegt, die dem Sekretariat der Kommission per bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief zugeschickt wird. Es muss binnen fünfzehn Tagen nach der Zustellung des angefochtenen Beschlusses, oder mangels eines solchen Beschlusses binnen fünfzehn Tagen nach dem Ablauf der in Art. 15 des dekretalen Teils vorgesehenen Fristen eingelegt werden.

Art. R. 24. In der Bittschrift stehen folgende Angaben:

1° Personalien und Wohnsitz des Antragstellers;

2° Identität und Sitz der öffentlichen Behörde, bei der die Informationsanfrage eingereicht worden ist;

3° Gegenstand dieser Informationsanfrage;

4° die Mittel des Einspruches.

Als Anlage zu seiner Bittschrift legt der Antragsteller außerdem alle von ihm für notwendig gehaltenen Schriftstücke und eine ausführliche Bestandsaufnahme der Informationen, die er teilweise bekommen hat, bei.

Anlage III

VERWEIGERUNG

Einschreibebrief

(Datum) (x).....

BETR.: Informationsanfrage betreffend die Umwelt.

Vollständige oder teilweise Verweigerung für den Zugang zur Information.

Infolge Ihres Schreibens vom (x)..... über eine Informationsanfrage

betreffend (x).....

teile ich Ihnen mit, dass die Daten über (x)..... Ihnen aus den folgenden

Gründen nicht übermitteln werden können: (xx).....

O – die Anfrage betrifft interne Mitteilungen;

O – die Anfrage ist offensichtlich unrechtmäßig;

O – die Anfrage ist in einer allzu allgemeinen Weise abgefasst;

O – die Anfrage könnte Folgendes beeinträchtigen:

+ die Geheimhaltung der Beratungen der Regierung, des Bürgermeister- und Schöffenkollegiums, des Ständigen Ausschusses;

+ die Geheimhaltung der interregionalen, nationalen, internationalen Verhandlungen der Region;

+ die Geheimhaltung der vor Gericht eingeleiteten Verfahren;

+ Geschäfts- und Betriebsgeheimnisse;

+ die Geheimhaltung des Privatlebens, insbesondere die Einhaltung der Bestimmungen über den Schutz der Vertraulichkeit der namentlichen Daten, des Verwaltungsarchivs und der Verwaltungsdateien.

Begründung (x).....

.....

(Unterschrift) (x).....

(x) bitte ausfüllen.

(xx) den Grund bzw. die Gründe bitte ankreuzen

MODALITÄTEN DES EINSPRUCHS

Buch I des Umweltgesetzbuches (Auszüge)

Art. R. 15. § 1. Die öffentliche Behörde erteilt dem Antragsteller die Daten so bald wie möglich, spätestens jedoch innerhalb des Monats ab dem Eingang des Antrags.

§ 2. Die öffentliche Behörde kann die in § 1 erwähnte Frist um einen Monat verlängern, wenn es ihr praktisch unmöglich ist, den Zugang in der vorgeschriebenen Frist zu erteilen. Diese Unmöglichkeit ist ordnungsgemäß zu begründen und dem Antragsteller schriftlich mitzuteilen. Die öffentliche Behörde weist den Antragsteller deutlich auf die Möglichkeiten und die Modalitäten eines Einspruchs im Sinne von Artikel 17 hin.

Art. R. 17. § 1. Jede natürliche oder juristische Person, die der Ansicht ist, dass die aufgrund des Artikels 15, § 2 von der öffentlichen Behörde festgesetzte Frist zu lang ist, oder die der Ansicht ist, dass ihr Antrag auf Information zu Unrecht abgelehnt oder nicht beachtet worden ist oder dass sie von der öffentlichen Behörde eine unzulängliche Antwort erhalten hat, kann einen Einspruch gegen den Beschluss gemäß den von der Regierung bestimmten Regeln erheben.

§ 2. Wenn die Daten nach Ablauf der in Anwendung von Artikel 15 von der öffentlichen Behörde festgelegten Frist nicht übermittelt worden sind, hat der Antragsteller die Möglichkeit, einen Einspruch gemäß den von der Regierung bestimmten Regeln einzureichen.

Art. R. 18. Es wird eine Einspruchskommission errichtet, um über die in Artikel 17 des dekretalen Teils vorgesehenen Einsprüche zu befinden. Der Sitz der Einspruchskommission wird in den Räumlichkeiten der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt festgelegt.

Art. R. 23. Der Einspruch wird durch eine Bittschrift eingelegt, die dem Sekretariat der Kommission per bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief zugeschiedt wird. Es muss binnen fünfzehn Tagen nach der Zustellung des angefochtenen Beschlusses, oder mangels eines solchen Beschlusses binnen fünfzehn Tagen nach dem Ablauf der in Art. 15 des dekretalen Teils vorgesehenen Fristen eingelegt werden.

Art. R. 24. In der Bittschrift stehen folgende Angaben:

1° Personalien und Wohnsitz des Antragstellers;

2° Identität und Sitz der öffentlichen Behörde, bei der die Informationsanfrage eingereicht worden ist;

3° Gegenstand dieser Informationsanfrage;

4° die Mittel des Einspruches.

Als Anlage zu seiner Bittschrift legt der Antragsteller außerdem alle von ihm für notwendig gehaltenen Schriftstücke und eine ausführliche Bestandsaufnahme der Informationen, die er teilweise bekommen hat, bei.

Anlage IV

Bekanntmachung an die Bevölkerung

Die Gemeindeverwaltung von..... gibt bekannt, dass der Minister der Umwelt für die Wallonische Region gemäß Artikel 7 bis 9 und 30 bis 48 des dekretalen Teils und Artikel 42 bis 45, sowie gemäß dem Beschluss der Wallonischen Regierung vom....., den Planentwurf (oder den Programmwurf) (den Titel des Plans bzw. Programms angeben) für den Zeitraum vom.....bis zum..... zur öffentlichen Untersuchung vorgelegt hat. Die Bevölkerung wird aufgefordert:

1. an der folgenden Adresse:..... Einblick in die zur öffentlichen Untersuchung ausgelegte Akte zu nehmen..... an folgenden Tagen und Uhrzeiten:
2. Stellungnahmen schriftlich an die Gemeindeverwaltung an folgender Adresse:..... zu senden, und zwar vor dem.....

Anlage V

Liste I der in Art. 53, § 1, des dekretalen Teils genannten Pläne und Programme

Die nachstehenden Pläne und Programme sind kraft Art. 53, § 1, Absatz 1 des dekretalen Teils einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehen:

1. Der Parzellenplan und der Flurbereinigungsplan gemäß Art. 3 des Gesetzes vom 22. Juli 1970 über die gesetzliche Flurbereinigung der Landbesitze;
2. Der Plan der neuen Wege und neuen Wasserableitwege gemäß Art. 24 des Gesetzes vom 22. Juli 1970 über die gesetzliche Flurbereinigung der Landbesitze;
3. Der Parzellenplan und der Austauschplan gemäß Art. 12 des Gesetzes vom 12. Juli 1976 über Sondermaßnahmen im Bereich der gesetzlichen Flurbereinigung von ländlichen Gütern bei der Ausführung großer Infrastrukturarbeiten;
4. Der Plan der neuen Wege und neuen Wasserableitwege gemäß Art. 37 des Gesetzes vom 12. Juli 1976 über Sondermaßnahmen im Bereich der gesetzlichen Flurbereinigung von ländlichen Gütern bei der Ausführung großer Infrastrukturarbeiten;
5. Der Parzellenplan und der Umlegungsplan gemäß Art. 47 des Gesetzes vom 12. Juli 1976 über Sondermaßnahmen im Bereich der gesetzlichen Flurbereinigung von ländlichen Gütern bei der Ausführung großer Infrastrukturarbeiten;
6. Der Parzellenplan und der Umlegungsplan gemäß Art. 18 des Gesetzes vom 10. Januar 1978 über Sondermaßnahmen im Bereich der gütlichen Flurbereinigung von ländlichen Gütern;
7. Der Plan der neuen Wege und neuen Wasserableitwege gemäß Art. 45 des Gesetzes vom 10. Januar 1978 über Sondermaßnahmen im Bereich der gütlichen Flurbereinigung von ländlichen Gütern;
8. Der Plan für die Abfallbewirtschaftung gemäß Art. 24, § 1, des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle;
9. Das Maßnahmenprogramm gemäß Art. 23 des dekretalen Teils vom Buch II des Umweltgesetzbuches;
10. Der Bewirtschaftungsplan des Wassereinzugsgebiets gemäß Art. 24 des dekretalen Teils von Buch II des Umweltgesetzbuches;
11. Der Abwasserreinigungsplan nach Zwischeneinzugsgebieten gemäß Art. 218 des dekretalen Teils von Buch II des Umweltgesetzbuches;
12. Das Programm der Kanalisationsarbeiten gemäß Art. 219 des dekretalen Teils von Buch II des Umweltgesetzbuches;
13. Die Programmierung der durchzuführenden Ausschlamm- und Ausbaggerarbeiten gemäß Art. 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. November 1995 über die Bewirtschaftung der Stoffe, die infolge von Ausbagger- und Ausschlammarbeiten dem Bett und den Ufern von Wasserläufen und -flächen entnommen werden;
14. Der Verwaltungsplan der durch die Bewässerungsgenossenschaft durchgeführten Arbeiten gemäß Art. 132 des dekretalen Teils von Buch II des Umweltgesetzbuches;
15. Der Umweltplan für die nachhaltige Entwicklung gemäß Art. 37 des dekretalen Teils;
16. Das Aktionsprogramm für die Luftqualität gemäß Art. 46 des dekretalen Teils;
17. Das Aktionsprogramm für die Bodenqualität gemäß Art. 46 des dekretalen Teils;
18. Das Aktionsprogramm für den Naturschutz gemäß Art. 46 des dekretalen Teils;
19. Der kommunale Umwelt- und Naturförderungsplan gemäß Art. 48 des dekretalen Teils;
20. Der integrierte Aktionsplan pro Gebiet oder Ballungsraum gemäß Art. 8 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Juni 2000 über die Beurteilung und die Kontrolle der Luftqualität;
21. Der Erlass zur Einstufung der Halden gemäß Art. 3 des Dekrets vom 9. Mai 1985 über die Erschließung von Halden.

Anlage VI

Form und Mindestinhalt der Bewertungsnotiz über die Umweltverträglichkeit nach Artikel 67 § 1 des dekretalen Teils

1° Antragsteller

Name.....

Vorname.....

Eigenschaft.....

Wohnort.....

Telefonnummer.....

Faxnummer.....

Datum des Antrags.....

2° Vorstellung des Projekts

— Für jede Phase: das Projekt je nach den geplanten Einrichtungen und Bauten beschreiben unter Angabe ihrer Hauptmerkmale (Fläche, Masse, usw.)

Angabe der verschiedenen damit verbundenen Arbeiten (Abholzung, Ausschachtungen, Aufschüttungen, usw.)

Angabe der Durchführungs- oder Betriebsmodalitäten (Herstellungsverfahren, Werkstätten, Lagerung,...).

Alle Dokumente beifügen, durch die die Merkmale des Projektes besser erfasst werden können (Zeichnungen, Schnitt, usw.).

3° Bestehende rechtliche Lage hinsichtlich der Raumordnung, des Städtebaus und des Erbes.

— die Zweckbestimmung und/oder Begrenzung des Grundstücks auf dem Sektorenplan mit einem Überdruck angeben.

— die Zweckbestimmung des Grundstücks auf dem kommunalen Raumordnungsplan angeben.

— Befindet sich das Grundstück:

* in einer stets gültigen Siedlung? JA – NEIN;

* in einem Schutzgebiet und/oder in einem in einer Schutzliste eingetragenen Gebiet? JA – NEIN;

* in der Nähe eines ehemaligen geschützten Zentrums, eines unter Denkmal- bzw. Landschaftsschutz stehenden unbeweglichen Gutes, einer archäologischen Stätte? JA – NEIN;

* in einem Schutzgebiet, das im Gesetz vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur, abgeändert insbesondere durch das Dekret vom 6. Dezember 2001 über die Natur- und Forstschutzgebiete, Natura 2000-Gebiete, erwähnt ist.

* In der Nähe eines Schutzgebiets, das im Gesetz vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur, abgeändert insbesondere durch das Dekret vom 6. Dezember 2001 über die Natur- und Forstschutzgebiete, Natura 2000-Gebiete, erwähnt ist;

4° Beschreibung des Geländes vor der Durchführung des Projekts.

— Bodenrelief und Neigung des natürlichen Grundstücks (niedriger als 6 %, zwischen 6 und 15 %, höher als 15 %)

Bodenbeschaffenheit.

Benutzung des Bodens, abgesehen von den bestehenden Bauten (Brüche, unbebautes Gelände, Garten, Wiese, Wald, Heideland, Venn, Feuchtgebiet, usw.).

Vorhandensein von Grundwasservorkommen und Wasserentnahmestellen.

Richtung und Stelle, in die bzw. an der Abwasser ins hydrographische Netz des an der Oberfläche abfließenden Wassers eingeleitet wird.

Eventuelle Wasserläufe, Weiher, Quellen, Wasserentnahmestellen.

Kurze Bewertung der biologischen Qualität des Geländes.

Kurze Bewertung der Qualität des Natura 2000-Gebiets, der Natur- und Forstschutzgebiete.

Anschluss an einem ausgerüsteten Strassennetz (Strasse, Kanalisation, Wasser, Strom, Naturgas,...).

Vorhandensein eines geschützten Gebiets oder eines in einer Schutzliste eingetragenen Gebiets? JA – NEIN.

Vorhandensein einer archäologischen Stätte? JA – NEIN.

Vorhandensein eines Natura 2000-Gebiets, von Natur- oder Forstschutzgebieten?

5° Auswirkungen des Projekts auf die Umwelt.

a) Wird das Projekt Gas, Wasserdampf, Staub oder Aerosole ausstoßen?

— in die Atmosphäre: JA – NEIN

* Art angeben

* Menge angeben.

b) Wird das Projekt Abwasser ableiten?

ins Oberflächenwasser: JA – NEIN.

in die Kanalisationen: JA – NEIN.

auf oder im Boden: JA – NEIN.

* Art angeben (Kühl-, Industrie-, Regenwasser, Schlämme,...);

* Abfluss und Menge angeben

Der Akte muss ein Plan mit den verschiedenen Stellen, an denen das Abwasser in die Kanalisationen oder in die Wasserläufe eingeleitet werden, beigelegt werden.

- c) Erfordert das Projekt Wasserentnahmen?
 — aus Oberflächenwasser:
 * Ort
 * Menge
 — aus Grundwasser:
 * Bezeichnung der Entnahmestelle;
 * Menge.
- d) Die Art, die Menge und den Modus beschreiben, die für die Beseitigung und/oder den Transport der durch das geplante Projekt erzeugten Nebenprodukte und Abfälle gewählt worden sind.
- e) Kann das Projekt Lärmbelästigungen in der Nachbarschaft hervorrufen? JA - NEIN:
 * welcher Art;
 * ständig oder nur ab und zu.
- f) Die verschiedenen vorgesehenen Transportverfahren und Zu- und Ausfahrten:
 * für den Transport von Produkten;
 * für den Transport von Personen;
 * Standort der Parkräume;
 * Gegebenenfalls Standort der Pipelines.
 Beeinträchtigt das Projekt das allgemeine Landschaftsbild? JA - NEIN
 Kann das Projekt zu der Erscheinung einer Erosion führen? JA - NEIN
- i) Eingliederung in den bebauten und unbebauten Rahmen: Gefahr von Abweichungen in der natürlichen Landschaft oder im Verhältnis zu den Merkmalen der herkömmlichen Wohngebäude der Gegend bzw. des Viertels (übermäßige oder unzureichende Dichte, Unterschiede im Verhältnis zu dem Standort, der Orientierung, der Grösse, dem Aufbau der Fassaden, zu den Materialien und anderen architektonischen Merkmalen der im Lageplan vermerkten umliegenden Bauten).
- j) Verträglichkeit des Projekts mit der Nachbarschaft (Vorhandensein einer Schule, eines Krankenhauses, eines Natura 2000-Gebiets, eines Naturschutzgebiets, eines Forstschutzgebiets, usw).
 Risiken von anderen eventuellen Belästigungen.
 Deutliche Änderung des Bodenreliefs. Größter Niveau-Unterschied im Verhältnis zum natürlichen Grundstück.
 Aufforstung und Abholzung.
 Anzahl Parkplätze.
 Auswirkung auf die Natur.
 Bau oder Ausrüstung von Verkehrsnetzen.
 Individuelle Klärung.
 6° Rechtfertigung der jeweiligen Wahl und der Leistungsfähigkeit der eventuellen Abhilfe- oder Vorbeugungsmaßnahmen oder des Fehlens solcher Maßnahmen.
 7° Maßnahmen, mit denen die nachteiligen Auswirkungen auf die Umwelt verhütet oder eingeschränkt werden sollen:
 — die Ausstöße in die Atmosphäre;
 — die Ableitungen ins Wasser;
 — die Produktionsabfälle
 — die Gerüche;
 — der Lärm;
 — der Verkehr;
 — die Auswirkung auf das Naturerbe;
 — die Auswirkung auf die Landschaft.

Anlage VII

Form und Mindestinhalt der Umweltverträglichkeitsprüfung nach Artikel 67 § 2 des dekretalen Teils

Umweltverträglichkeitsprüfer

1° zugelassenes Planungsbüro.

2° Außenmitarbeiter, die für die Prüfung assoziiert sind.

Geprüftes Projekt

1° Antragsteller.

2° Betriebssitz (Genaue Koordinaten des Ortes, wo das Projekt betrieben werden soll, Lambert-Koordinaten).

3° Beschreibung des Ortes und der unmittelbaren Umgebung (Beschreibung der Faktoren, die von dem vorgeschlagenen Projekt betroffen werden könnten, einschließlich insbesondere der Bevölkerung, der Fauna, der Flora, des Bodens, des Wassers, der Luft, der Klimafaktoren, der materiellen Güter, des architektonischen und archäologischen Erbes, der Landschaft sowie der Wechselwirkung zwischen den vorgenannten Faktoren).

4° Typ des Betriebs.

5° Vorstellung des Projekts:

— Tätigkeitssektor;

— Kurze Beschreibung;

— Ausführliche Beschreibung (Liste der Anlagen und Tätigkeiten sowie der Lagerungen, Natur der benutzten oder erzeugten Energien, Dauer der beantragten Genehmigung, grober Zeitplan der Ausführung des Projekts, Liste der eingehenden, zwischengelagerten und ausgehenden Stoffe).

6° Beschreibung der bedeutenden, direkten und indirekten Auswirkungen, die das Projekt auf die Umwelt haben könnten (einschliesslich insbesondere der Auswirkungen auf die Bevölkerung, die Fauna, die Flora, den Boden, das Wasser, die Luft, die Natur- und Forstschutzgebiete, die Natura 2000-Gebiete, die Klimafaktoren, die materiellen Güter, das architektonische und archäologische Erbe, die Landschaft sowie die Wechselwirkung zwischen den vorgenannten Faktoren), mit einer genauen Angabe der in Betracht gezogenen Voraussagemethoden und Basishypothesen sowie der benutzten relevanten Umweltdaten.

7° Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört, kann die Datenbanken bestimmen, die für die Durchführung der Berechnung der Verbreitung der Gasschadstoffe sowie für die Modellrechnung der Auswirkungen der im vorliegenden Erlass erwähnten Quellen nützlich sind. Die Umweltverträglichkeitsprüfung umfasst mindestens eine die oben erwähnten Daten benutzende Bewertung des Verschmutzungsniveaus.

8° Beschreibung der Auswirkungen auf die Umwelt eines anderen Mitgliedstaats der Europäischen Union, eines am Übereinkommen von Espoo vom 25. Februar 1991 über die Umweltverträglichkeitsprüfung im grenzüberschreitenden Rahmen teilhabenden Staats, einer anderen Region, einer benachbarten Provinz oder Gemeinde.

Lösungen und Maßnahmen zur Vermeidung und Verringerung der Auswirkungen auf die Umwelt:

1° Zusammenfassung der Bemerkungen, die im Rahmen der in Artikel 78 des vorliegenden Erlasses vorgesehenen öffentlichen Untersuchung geäußert worden sind.

2° Kurze Darstellung der wichtigsten, technisch ausführbaren Ersatzlösungen, die von dem Antragsteller untersucht wurden und Angabe der wichtigsten Gründe für die Wahl, die er in Anbetracht der Auswirkungen auf die Umwelt getroffen hat.

3° Beschreibung der in Aussicht genommenen Maßnahmen zur Vermeidung, Verringerung und wenn möglich zur Ausgleichung der bedeutenden negativen Auswirkungen auf die Umwelt.

Kommentare des Umweltverträglichkeitsprüfers:

1° Übersicht der eventuellen Schwierigkeiten (technische Lücken oder fehlende Kenntnisse), auf die der Umweltverträglichkeitsprüfer bei der Sammlung der erforderlichen Auskünfte gestoßen ist.

2° Vorschläge und Empfehlungen des Umweltverträglichkeitsprüfers.

Nichttechnische Zusammenfassung der in den vorstehenden Rubriken angegebenen Auskünfte:

Diese Rubrik 5 wird auf Seiten im Format A4 gedruckt und muss nach eventueller schwarzweißer Fotokopie mit Ausnahme der kartographischen Ausdrücke lesbar sein.»

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2005 — 1099

[C — 2005/27317]

17 MAART 2005. — Besluit van de Waalse Regering betreffende Boek I van het Milieuwetboek

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 27 mei 2004 betreffende Boek I van het Milieuwetboek;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 6 mei 1993 tot bepaling van het model van de krachtens het decreet van 13 juni 1991 met betrekking tot de vrije toegang van de burgers tot de informatie betreffende het leefmilieu te gebruiken documenten;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 6 mei 1993 tot bepaling van de regels aangaande het beroep bedoeld in het decreet van 13 juni 1991 met betrekking tot de vrije toegang van de burgers tot de informatie betreffende het leefmilieu;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 21 april 1994 tot vaststelling van de regeling voor de terinzagelegging en raadpleging betreffende de milieuplanning in het kader van de duurzame ontwikkeling;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 mei 1995 tot vaststelling van de regels voor de samenstelling en de werking van de "Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable" (Waalse Milieuraad voor de duurzame ontwikkeling);

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2000 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 20 mei 1999 betreffende de milieuintiatie in het Waalse Gewest;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 houdende organisatie van de milieueffectbeoordeling in het Waalse Gewest;

Gelet op het advies van "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoge Raad van Steden, Gemeenten en Provincies van het Waalse Gewest), gegeven op 12 februari 2004;

Gelet op het advies van de "Conseil wallon de l'environnement" (Waalse Raad voor het Leefmilieu), gegeven op 12 februari 2004;

Gelet op het advies van de "Commission régionale d'Aménagement du Territoire" (Gewestelijke Commissie voor Ruimtelijke Ordening), gegeven op 13 februari 2003;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 23 juni 2004;

Op de voordracht van de minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme, Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Hiernavolgende bepalingen vormen het regelgevend deel van Boek I van het Milieuwetboek :

« Boek I. — Gemeenschappelijke en algemene bepalingen

Deel I. — Rechtsbeginselen van het leefmilieurecht en algemene begripsbepalingen

TITEL I. — Beginselen

TITEL II. — Begripsbepalingen

Art. R. 1. In de zin van dit boek dienen onder « decreetgevend deel » de bepalingen van het decreetgevend deel van Boek I van het Milieuwetboek te worden verstaan vervat in artikel 1 van het decreet van 27 mei 2004 betreffende Boek I van het Milieuwetboek.

Art. R. 2. In de zin van dit wetboek dient te worden verstaan onder :

1° « minister » : de minister die de bevoegdheden uitoefent bedoeld in artikel 6, § 1, II, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

2° « DGRNE » : het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van het Ministerie van het Waalse Gewest.

Deel II. — Adviesverlenende instantie

Art. R. 3. In de zin van dit deel dient te worden verstaan onder de « Raad » de "Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable" (Waalse Raad voor het Leefmilieu voor Duurzame Ontwikkeling) opgericht bij artikel 7 van het decreetgevend deel.

Art. R. 4. De Raad bestaat uit zesentwintig werkende en zesentwintig plaatsvervangende leden of, als de voorzitter en de beide ondervoorzitters gekozen worden buiten de personen bedoeld in artikel 5 om, uit negentwintig werkende en negentwintig plaatsvervangende leden.

Art. R. 5. De Raad bestaat uit :

1° drie vertegenwoordigers van de « Union wallonne des Entreprises » (Waals Ondernemersverbond);

2° twee vertegenwoordigers van de beroepsorganisaties voor landbouwers;

3° twee vertegenwoordigers van de vakverbonden;

4° twee vertegenwoordigers van de organisaties die de middenstand vertegenwoordigen;

5° vier vertegenwoordigers van de verenigingen ter bescherming van het leefmilieu;

6° één vertegenwoordiger van de verenigingen in de verbruikers vertegenwoordigen;

7° twee vertegenwoordigers van de « Association des Villes et Communes de Wallonie »;

8° drie vertegenwoordigers van de Franstalige universiteitsinstellingen met bevoegdheden verplicht op volgende vakgebieden :

a) ecologie, natuurwetenschappen;

b) landbouwkunde, bosbouwkunde, bodemrijdommen;

c) economie en leefmilieurecht;

d) toegepaste wetenschappen : vervuiling door industrie, waterbeheer, beheer van de luchtkwaliteit, afvalstoffenbeheer;

e) volksgezondheid, toxicologie;

9° de voorzitters of ondervoorzitters :

— van de « Commission régionale des déchets » (Gewestelijke Afvalstoffencommissie);

— van de « Commission consultative de l'eau » (Commissie van advies voor water);

— van de "Commission régionale d'Aménagement du Territoire" (Gewestelijke Commissie voor Ruimtelijke Ordening);

— van de « Commission régionale d'avis pour l'exploitation des carrières » (Regionale Adviescommissie voor de ontginning van groeven);

— van de "Conseil supérieur wallon de la Conservation de la Nature" (Waalse Hoge Raad voor het Natuurbehoud);

— van de « Conseil supérieur wallon des forêts et de la filière bois » (Waalse Hoge Raad voor het Bos en de Houtkolom);

— van de « Conseil supérieur wallon de l'agriculture, de l'agro-alimentaire et de l'alimentation » (Waalse Hoge Raad voor de Landbouw, de Agrovoeding en de Voeding).

Art. R. 6. Elk organisme, elke organisatie, elk verbond of elke vereniging bedoeld in artikel 5, 1° tot en met 8°, legt de minister een dubbeltal met kandidaten werkende leden en kandidaten plaatsvervangende leden voor per toegewezen mandaat. Voor de commissie en raden bedoeld in artikel 5, 9°, zijn de voorzitters de werkende leden en de ondervoorzitters de plaatsvervangende leden.

De werkende leden en de plaatsvervangende leden worden door de regering benoemd.

Art. R. 7. De mandaten worden voor een periode van 5 jaar opgedragen. Ze lopen vanaf de dag waarop het besluit tot benoeming van de leden van de Raad ondertekend wordt.

De leden van de Raad hebben recht op aanwezigheidsgeld ten bedrage van 8,60 euro per vergadering.

De voorzitter en de ondervoorzitter hebben recht op aanwezigheidsgeld ten bedrage van 17,20 euro per vergadering.

De leden van de Raad genieten de terugbetaling van zijn verblijfkosten van 10 euro per vergadering en de voorzitter en de ondervoorzitters genieten de terugbetaling van hun verblijfkosten van 20 euro per vergadering.

De leden van de Raad, met inbegrip van de voorzitter en de ondervoorzitter, hebben recht op de terugbetaling van de reiskosten volgens de volgende modaliteiten :

De leden worden terugbetaald overeenkomstig artikel 5 van het besluit van de Waalse regering van 7 maart 2001 tot wijziging van artikel 17 van het koninklijk besluit van 18 januari 1965 houdende algemene regeling inzake reiskosten wanneer ze zich begeven naar een vergadering van de Raad.

De leden mogen hun persoonlijke wagen gebruiken en worden terugbetaald overeenkomstig artikel 2 van het besluit van de Waalse Regering van 7 maart 2001 tot wijziging van artikel 17 van het koninklijk besluit van 18 januari 1965 houdende algemene regeling inzake reiskosten wanneer ze zich verplaatsen in het kader van een opdracht die hen door de Raad wordt opgelegd. Voor de berekening van het terug te betalen bedrag wordt de woonplaats van het lid als referentievortrekpunt beschouwd. Voor de toepassing van die bepaling worden de leden gelijkgesteld met personeelsleden van niveau 1.

Als een gewoon lid zijn ambt vroegtijdig neerlegt, wordt het mandaat door het plaatsvervangende lid voleindigd. De Regering mag evenwel een ander gewoon lid benoemen om het lopende mandaat te voleindigen; in dit geval is artikel 6, eerste lid, van toepassing. Als een plaatsvervangend lid zijn ambt vroegtijdig neerlegt, benoemt de Regering een nieuw plaatsvervangend lid, overeenkomstig artikel 6.

Het lid van de Raad houdt op zijn mandaat uit te oefenen als hij niet meer beschikt over de hoedanigheid waarvoor hij benoemd werd.

Voor de vernieuwing van de mandaten worden de kandidaturen minstens drie maanden vóór het verstrijken van de in het eerste lid bedoelde termijn van 5 jaar ingediend.

Art. R. 8. Op de voordracht van de minister benoemt de Regering de voorzitter en de ondervoorzitters, in voorkomend geval onder andere personen dan degenen bedoeld in artikel 5. De ambten van voorzitter en ondervoorzitter worden toegewezen aan personen van wie de bevoegdheid inzake leefmilieu erkend is en die kunnen aantonen dat ze voldoende zelfstandig zijn.

In geval van ontslag of overlijden van de voorzitter bekleedt de oudste ondervoorzitter, of bij ontstentenis de tweede ondervoorzitter, het voorzitterschap totdat de Regering, op de voordracht van de minister, zijn plaatsvervanger heeft aangewezen.

In geval van ontslag of overlijden van één van de ondervoorzitters wijst de Regering, op de voordracht van de minister, zijn plaatsvervanger aan, die het mandaat voleindigt.

Art. R. 9. De minister kan de Raad in gespecialiseerde secties opdelen. De minister benoemt de voorzitters van de gespecialiseerde secties op de voordracht van de Raad.

Art. R. 10. De Raad kan personen met bijzondere bevoegdheden uitnodigen aan de werken deel te nemen. Deze personen zijn niet stemgerechtigd.

Art. R. 11. De Raad wordt door de voorzitter of, bij diens ontstentenis, door de minister bijeengeroepen. De minister bekleedt het voorzitterschap ervan wanneer hij het nodig acht.

Art. R. 12. De Raad vergadert slechts rechtsgeldig als ten minste de helft van zijn leden aanwezig is. Indien deze voorwaarde niet vervuld is, wordt de Raad opnieuw bijeengeroepen voor dezelfde agenda. Hij beslist dan rechtsgeldig, wat het aantal aanwezige leden ook moge zijn.

De vertegenwoordigers van de Franstalige universitaire instellingen alsmede de vertegenwoordigers afkomstig van een als auteur van een milieueffectonderzoek erkende instelling zijn niet stemgerechtigd voor materies onderworpen aan de Raad krachtens de artikelen 49 tot en met 81 van het decreetgevende deel.

De beslissingen worden bij gewone meerderheid van de aanwezigen genomen. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter doorslaggevend.

Wanneer minstens één vierde van de stemgerechtigde aanwezige leden zich verzetten tegen het advies van de meerderheid, wordt het advies aangevuld met de vermelding van het andere standpunt.

Art. R. 13. Behoudens voorafgaand akkoord van de minister worden de adviezen uitsluitend gericht aan de overheidsorganen die erom gevraagd hebben.

Art. R. 14. Het secretariaat van de Raad wordt waargenomen door de Economische en Sociale Raad, overeenkomstig artikel 4, § 3 van het decreet van 25 mei 1983 tot wijziging, wat de Economische Raad van het Waalse Gewest betreft, van de kaderwet van 15 juli 1970 houdende organisatie van de planning en de economische decentralisatie en tot oprichting van een Economische en Sociale Raad van het Waalse Gewest.

Art. R. 15. Het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu gaat in op elke informatieaanvraag ingediend door de Raad of door zijn secretariaat i.v.m. hun opdrachten.

Art. R. 16. De Raad stelt zijn huishoudelijk reglement op alvorens het aan de goedkeuring van de minister te onderwerpen.

Het huishoudelijk reglement vermeldt met name :

1° de oproepingsprocedures, de bepaling van de agenda, de validatie van de processen-verbaal, de door de Raad bekendgemaakte adviezen en stukken;

2° de regels voor de deelneming aan de vergaderingen alsmede het reglement m.b.t belangenconflicten die zich meer bepaald zouden kunnen voordoen in het kader van de stemmingsprocedures wanneer één of meer leden van de Raad aan een onderzoek hebben meegewerkt;

3° de werking van het secretariaat.

Deel III. — Informatieverstrekking en sensibilisatie op leefmilieugebied

TITEL I. — Toegang tot leefmilieuginformatie

HOOFDSTUK I. — *Type-document*

Art. R. 17. De door de openbare overheid te gebruiken documenten om ontvangst van informatieaanvragen te bevestigen, om termijnen van toegang tot de informatie te verlengen of om de overlegging van gegevens geheel of gedeeltelijk te weigeren, worden opgemaakt overeenkomstig de modellen bedoeld in respectievelijk bijlagen I, II en III.

HOOFDSTUK II. — *Regels betreffende het beroep*

Afdeling 1. — Commissie van beroep

Art. R. 18. Er wordt een commissie van beroep opgericht om te beslissen over de beroepen bedoeld in artikel 17 van het decreetgevende deel. De zetel van de commissie van beroep is gevestigd in de lokalen van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu.

Art. R. 19. § 1. De Commissie bestaat uit zes gewone leden benoemd door de Regering, namelijk :

1° een voorzitter met minstens vijf jaar ervaring in de magistratuur;

2° twee leden met minstens vijf jaar administratieve ervaring in niveau 1 en voorgedragen door de Minister;

3° een lid met minstens vijf jaar administratieve ervaring in niveau 1 en voorgedragen door de Minister bevoegd voor Ruimtelijke Ordening;

4° twee leden voorgedragen uit dubbeltallen door de "Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable" (Waalse milieuraad voor de duurzame ontwikkeling).

§ 2. De Regering wijst een vervanger aan voor elk werkend lid met inachtneming van de voor de benoeming van de werkende leden voorziene voorwaarden en procedure.

De plaatsvervangende voorzitter en de plaatsvervangende leden zetelen wanneer de werkende voorzitter of het werkende lid die zij vervangen, verhinderd zijn.

§ 3. Elk mandaat heeft een geldigheidsduur van vijf jaar vanaf de datum van inwerkingtreding van het besluit tot benoeming. Het is hernieuwbaar.

Indien een mandaat voor zijn vervaldatum wordt neergelegd, wordt de opvolger voor de overblijvende duur ervan aangewezen.

Art. R. 20. De commissie van beroep wordt bijgestaan door een secretaris aangewezen door de directeur-generaal van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu die hem uit de personeelsleden van die directie kiest.

Art. R. 21. De commissie stelt haar inwendig reglement van orde vast alvorens het aan de goedkeuring van de Regering voor te leggen.

Art. R. 22. De voorzitter, de leden en de secretaris van de commissie hebben recht op :

1° een aanwezigheidsgeld van 57,60 euro;

2° de terugbetaling van hun verplaatsingskosten overeenkomstig de modaliteiten bepaald in het koninklijk besluit van 18 januari 1965 houdende algemene regeling inzake reiskosten.

Voor de toepassing van dat koninklijk besluit zijn de voorzitter, de leden en de secretaris van de commissie gelijkgesteld met ambtenaren van rang 15.

Afdeling 2. — De procedure

Art. R. 23. Het beroep wordt per aangetekende brief als verzoek bij het secretariaat van de commissie ingediend. Het moet ingediend worden binnen vijftien dagen na de bekendmaking van de betwiste beslissing of, bij gebrek aan die beslissing, binnen vijftien dagen na het verstrijken van de in artikel 15 van het decreetgevende deel bedoelde termijn.

Art. R. 24. Het verzoek vermeldt :

1° de identiteit en de woonplaats van de aanvrager;

2° de identiteit en de zetel van de openbare overheid waaraan de informatieaanvraag werd gericht;

3° het voorwerp van die informatieaanvraag;

4° de middelen van het beroep.

Bovendien moet de aanvrager alle stukken die hij nuttig acht als bijlage bij zijn verzoek voegen alsook een nauwkeurige inventaris van de informatie die hij gedeeltelijk ontvangen zou hebben.

Art. R. 25. § 1. Binnen tien dagen na ontvangst van het verzoek zendt de secretaris van de commissie van beroep de aanvrager een ontvangstbewijs toe.

§ 2. De secretaris zendt binnen dezelfde termijn een afschrift van het beroep naar de betrokken openbare overheid van wie hij verlangt dat zij de stukken van het dossier overlegt alsook alle inlichtingen en documenten die hij nuttig acht.

De betrokken openbare overheid zendt de secretaris binnen vijftien dagen na de aanvraag een afschrift van de gevraagde stukken, inlichtingen, documenten of gegevens toe en voegt er in voorkomend geval een nota met haar opmerkingen bij.

In ieder geval moeten overgelegd worden de gegevens waartoe de aanvrager toegang heeft gevraagd, zonder echter voldoening te krijgen.

§ 3. De secretaris stelt de zaak in staat van wijzen. Daartoe zamelt hij de nuttige bijkomende stukken, inlichtingen, documenten en gegevens rechtstreeks bij elke betrokken persoon in.

Art. R. 26. De commissie zetelt met gesloten deuren.

Zij mag de aanvrager, de betrokken overheid alsmede iedere bij de aanvraag betrokken persoon oproepen en horen. Die personen mogen zich laten vertegenwoordigen of bijstaan door een persoon van hun keuze.

De commissie mag alle deskundigen horen die zij nuttig acht te raadplegen.

Ze mag eveneens eisen dat de aanvrager of de betrokken openbare overheid alle bijkomende stukken, inlichtingen, documenten en gegevens overlegt die zij nuttig acht.

Art. R. 27. De commissie beraadslaagt en beslist slechts geldig wanneer de voorzitter en minstens drie andere leden aanwezig zijn.

Indien de voorzitter of het lid van de commissie geen garanties van onpartijdigheid kan geven voor het onderzoek van een dossier, moet hij zich onbevoegd verklaren.

Art. R. 28. De beslissingen van de commissie van beroep worden genomen bij meerderheid van stemmen van de aanwezige leden; onthouding is niet toegelaten. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter beslissend.

Art. R. 29. De commissie van beroep neemt haar beslissing binnen twee maanden na ontvangst van het verzoek. Zij kan die termijn echter verlengen bij een met redenen omklede beslissing; de verlenging(en) wordt (worden) tot vijfenveertig dagen beperkt.

Art. R. 30. Naast hun motivering vermelden de beslissingen :

1° de identiteit en de woonplaats van de aanvrager;

2° de identiteit en de zetel van de openbare overheid waaraan de informatieaanvraag gericht werd;

3° in voorkomend geval, de naam, voornaam, woonplaats en hoedanigheid van de personen die ze vertegenwoordigd of bijgestaan hebben;

4° in voorkomend geval, de oproeping, de comparitie en het verhoor van de gehoorde personen;

5° in voorkomend geval, de overlegging van schriftelijke opmerkingen;

6° de uitspraak, de datum ervan en de plaats waar ze gedaan werd alsmede de naam van de personen die beraadslaagd hebben;

7° de met inachtneming van de verschillende aanwezige belangen door de commissie vastgestelde termijn na het verstrijken waarvan de aanvrager het informatierecht mag uitoefenen dat hem na afloop van de procedure van beroep voor de commissie toegekend wordt.

De beslissingen worden door de voorzitter en de secretaris ondertekend.

Art. R. 31. De beslissing wordt betekend aan de aanvrager, aan de openbare overheid tegen dewelke het beroep werd ingesteld en aan iedere betrokken persoon die overeenkomstig artikel 26, tweede lid.

Indien zij het beroep gegrond acht, mag de commissie, overeenkomstig de in artikel 12 van het decreetgevende deel, de informatie waartoe zij toegang verleent zelf aan de aanvrager verstrekken.

Art. R. 32. § 1. De in dit hoofdstuk bedoelde termijnen lopen vanaf de dag na de ontvangst van het stuk.

Het per aangetekende brief gezonden stuk wordt als ontvangen geacht op de eerste werkdag na afgifte van de brief bij de post.

De postdatum bewijst de zending van elk procedurestuk.

§ 2. De vervalddag wordt in de termijn berekend.

De vervalddag wordt echter naar de eerstvolgende werkdag verschoven wanneer de laatste dag voorzien om een procedureakte uit te voeren een zaterdag, een zondag of een wettelijke feestdag is.

Art. R. 33. De voorzitter en de andere leden van de commissie van beroep zijn gehouden aan het geheim van de beraadslagingen en van de informatie die overeenkomstig artikel 18 van het decreetgevende deel vertrouwelijk dienen te blijven en waarvan zij bij het waarnemen van hun functie kennis zouden krijgen.

TITEL II. — Milieuinitiatie

Art. R. 34. § 1. Elke V.Z.W. die de in artikel 25 van het decreetgevende deel gestelde voorwaarden vervult, mag verzoeken om de erkenning die recht geeft op een toelage voor het beheer van een 'CRIE'.

De erkenningsaanvraag moet bij ter post aangetekend schrijven met ontvangstbewijs in drie exemplaren ingediend worden bij het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu en de volgende gegevens bevatten :

1° de benaming en het adres van de V.Z.W., alsook een afschrift van de publicatie van haar statuten en van de laatste akte van benoeming van haar bestuurders of een eensluidend verklaarde afschrift van de aanvraag om publicatie van de statuten;

2° een afschrift van de bewijsstukken betreffende de pedagogische en wetenschappelijke titels van de vier personen bedoeld in artikel 25, derde lid, 2°, van het decreetgevende deel;

3° een nota met een omschrijving van het project betreffende de in artikel 24 van het decreetgevende deel bedoelde opdrachten, alsook de pedagogische en wetenschappelijke titels van het personeel dat in dienst wordt genomen om die opdrachten uit te voeren;

4° een raming van het budget dat nodig is voor de uitvoering van het sub 3° bedoelde project, binnen de perken van het bedrag vastgesteld in artikel 37, § 2.

§ 2. Binnen drie maanden na ontvangst van het als volledig beschouwde aanvraagformulier laat de Minister de verzoekende V.Z.W. weten of de erkenning wordt verleend of geweigerd.

Art. R. 35. Na advies van het begeleidingscomité bedoeld in artikel 29 van het decreetgevende deel mag de Minister de erkenning elk moment intrekken als :

1° de V.Z.W. de in artikel 25, derde lid, van het decreetgevende deel bedoelde voorwaarden niet meer vervult;

2° de opdracht niet is uitgevoerd met inachtneming van de doelstelling waarvan sprake in de erkenning;

3° de houder van de erkenning het bestuur belet heeft na te gaan of hij zijn opdracht uitoefent;

4° de houder van de erkenning het activiteitenrapport, het boekhoudrapport of elk ander over te maken document niet heeft overgemaakt binnen de termijn voorgeschreven bij de beslissing tot erkenning;

5° de toelagen niet werden gebruikt voor de kostendeckering waarvoor ze verleend werden.

De Minister stelt de V.Z.W. bij ter post aangetekend schrijven met ontvangstbewijs in kennis van het besluit tot intrekking van de erkenning. De V.Z.W. antwoordt bij aangetekend schrijven met ontvangstbewijs binnen dertig dagen na ontvangst van de kennisgeving. De Minister neemt een beslissing binnen dertig dagen na ontvangst van het antwoord.

Art. R. 36. De Minister kan de erkenning verlengen na een periode van drie jaar, onverminderd artikel 35.

Drie maanden vóór de vervalddatum van de erkenning dient de V.Z.W. een nieuwe aanvraag in volgens de procedure bedoeld in artikel 34.

De Minister neemt een beslissing binnen twee maanden na ontvangst van de aanvraag op grond van het advies van het begeleidingscomité.

Art. R. 37. § 1. Binnen de perken van de beschikbare kredieten verleent de Minister een jaarlijkse toelage aan de erkende V.Z.W. om de werking van het centrum te verzekeren.

De werkingskosten bestaan uit :

1° personeelsuitgaven;

2° verbruiks- en leveringskosten voor de uitvoering van de opdrachten bedoeld in artikel 24 van het decreetgevende deel;

3° lasten verbonden aan de werking van de infrastructuur.

§ 2. Elk centrum ontvangt jaarlijks een toelage van maximum 248.000 euro.

§ 3. Om de jaarlijkse toelage te genieten, bezorgt de erkende V.Z.W. het bestuur uiterlijk 15 november het begrotingsontwerp van het centrum voor het volgende jaar, alsmede het programma van de geplande activiteiten.

§ 4. Na advies van het begeleidingscomité en binnen hoogstens één maand na ontvangst van het begrotingsontwerp beslist de Minister of de toelage al dan niet verleend mag worden op basis van de documenten bedoeld in § 3.

§ 5. De toelage wordt uitbetaald als volgt :

1° een eerste schijf gelijk aan maximum 40 % van het totaalbedrag, bij de kennisgeving van de toekenning en na overlegging van een waar en echt verklaarde schuldvordering die vergezeld gaat van het jaarlijks activiteitenprogramma, goedgekeurd door het opvolgingscomité van elk centrum;

2° de volgende schijven, samen goed voor maximum 50 % van het toelagebedrag, aan het einde van elk kwartaal en na overlegging van een waar en echt verklaarde schuldvordering, een tussentijds verslag en een boekhoudrapport, goedgekeurd door het opvolgingscomité van elk centrum;

3° het saldo, na overlegging van een waar en echt verklaarde schuldvordering, vergezeld van de stukken waarbij de toelage gewettigd wordt, het in artikel 28 van het decreetgevende deel bedoelde activiteitenrapport en een boekhoudrapport, goedgekeurd door het opvolgingscomité van elk centrum.

§ 6. De boeken worden gehouden overeenkomstig de wetgeving op de bedrijfsboekhouding.

Art. R. 38. § 1. Het begeleidingscomité van het 'CRIE'-netwerk bestaat uit :

1° een vertegenwoordiger van de Minister van Leefmilieu, die het voorzitterschap waarneemt;

2° een vertegenwoordiger van de Minister die bevoegd is voor natuurbehoud, als vice-voorzitter;

3° een vertegenwoordiger van de Minister die bevoegd is voor toerisme;

4° een vertegenwoordiger van de Minister van Mobiliteit en

Energie;

5° een vertegenwoordiger van de Minister die bevoegd is voor patrimonium;

- 6° een vertegenwoordiger van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Energie;
- 7° twee deskundigen met een pedagogische of een wetenschappelijke titel in verband met leefmilieu;
- 8° een vertegenwoordiger gekozen door het geheel van de 'CRIE'.

§ 2. De leden van het begeleidingscomité worden door de Minister aangewezen voor een termijn van vier jaar. Hun mandaat is hernieuwbaar.

Voor ieder gewoon lid wijst de Minister een plaatsvervanger aan die deel kan nemen aan de werken van het begeleidingscomité. Als een gewoon lid zijn mandaat voortijdig opzegt, wordt zijn plaats ingenomen door zijn plaatsvervanger.

Art. R. 39. Het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Energie stelt de nodige lokalen ter beschikking van het begeleidingscomité.

Art. R. 40. § 1. Het advies over de erkenningsaanvragen wordt uitgebracht bij gewone meerderheid van de aanwezige leden. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter doorslaggevend.

Als minstens één vierde van de aanwezige leden zich verzet tegen een door de meerderheid uitgebracht advies, vult de voorzitter het advies aan met een melding waarin gewag wordt gemaakt van de uiteenlopende mening.

§ 2. Het begeleidingscomité wordt bijeengeroepen door de voorzitter of, in voorkomend geval, door de Minister. Het vergadert minstens twee keer per jaar.

De bij de Minister van Leefmilieu geaccrediteerde inspecteur van Financiën wordt verzocht de vergaderingen bij te wonen.

De voorzitter kan alle personen met specifieke bevoegdheden verzoeken aan de werkzaamheden van het begeleidingscomité deel te nemen. Deze personen nemen niet deel aan de stemming.

§ 3. Het begeleidingscomité maakt zijn huishoudelijk reglement op en legt het ter goedkeuring voor aan de Minister. Het huishoudelijk reglement bevat de volgende gegevens :

1° de procedure voor de oproep van de leden, voor het opmaken van de agenda, de goedkeuring van de notulen, adviezen en andere documenten opgemaakt namens het begeleidingscomité;

2° de modaliteiten van de stemming, alsook het aantal leden vereist om geldig te zetelen;

3° de delegaties inzake de handtekeningen;

4° de werking van het secretariaat.

De mandaten worden onbezoldigd uitgeoefend. De reis- en verblijfkosten van de leden van het begeleidingscomité worden terugbetaald volgens de regels die gelden voor de ambtenaren van het Waalse Gewest. Daartoe worden zij gelijkgesteld met ambtenaren van rang A4.

Art. R. 41. In het kader van zijn opdracht moet het begeleidingscomité :

1° de Minister advies geven over de aanvragen, intrekkingen en hernieuwingen van erkenningen;

2° de door de erkende V.Z.W.'s ingediende jaarlijkse activiteiten- en boekhoudrapporten onderzoeken;

3° zorgen voor de samenhang en de evaluatie van de activiteiten die in het Waalse Gewest georganiseerd worden door het geheel van de 'CRIE';

4° de Minister jaarlijks een evaluatierapport overmaken i.v.m. bovenbedoelde activiteiten;

5° voorstellen indienen bij de Minister.

Deel IV. — Milieuplanning in het kader van de duurzame ontwikkeling

Art. R. 42. De terinzagelegging en raadpleging, zoals bedoeld in de artikelen 41 en 42 van het decreetgevende deel worden overeenkomstig de regelgevende bepalingen geregeld.

Art. R. 43. De terinzagelegging duurt vijfenveertig dagen, te rekenen vanaf de door de Regering vastgestelde datum. De krachtens artikel 42 van het decreetgevende deel verplicht geraadpleegde personen en instanties en die welke de Minister van Leefmilieu beslist te raadplegen, doen hem hun met redenen omklede adviezen binnen dertig dagen na afsluiting van de terinzagelegging toekomen.

Art. R. 44. De gemeentelijke overheid licht de bevolking voor omtrent het ontwerp-plan of -programma en de praktische modaliteiten van de terinzagelegging. De voorlichting gaat uit van de door de Minister van Leefmilieu verstrekte documenten. De gemeentelijke overheid bevestigt onmiddellijk ontvangst van de documenten en gaat te werk als volgt :

1° Aanplakking van een naar bijgaand model opgesteld bericht van terinzagelegging op de gebruikelijke aanplakplaatsen en zodanig dat het gedurende de vijfenveertig dagen van de terinzagelegging perfect zicht- en leesbaar blijft.

2° Aankondiging van de terinzagelegging in dezelfde bewoordingen als die van het aangeplakte bericht en uiterlijk zeven dagen na de dag waarop het bericht werd aangeplakt, in tenminste twee in het Gewest verspreide dagbladen en minstens tweemaal.

De aankondigingen in de dagbladen mogen voor verschillende naburige gemeenten worden gegroepeerd, op voorwaarde dat datum, tijd en plaats waar het onder punt 3 bedoelde dossier beschikbaar is, duidelijk zijn vermeld.

3° Gedurende de vijfenveertig dagen van aanplakking kan het dossier betreffende het ontwerp-plan of -programma op de in het bericht aangeduide plaats worden ingezien. Deze plaats dient voor het publiek toegankelijk te zijn tijdens de gewone werktijden van het gemeentebestuur en minstens één keer per week tot 20 uur of op zaterdag voormiddag.

4° Tijdens de vijfenveertig dagen van aanplakking kan elke belanghebbende zijn commentaar, aanmerkingen en aanbevelingen schriftelijk aan het gemeentebestuur richten. Elk schrijven dient naam, adres en handtekening van de auteur(s) te vermelden.

5° Binnen dezelfde termijn van vijfenveertig dagen kan de gemeentelijke overheid beslissen het ontwerp-plan of -programma voor advies voor te leggen aan de door haar ingestelde overlegcommissies waarvan de bevoegdheden op de ter inzage gelegde tekst betrekking hebben. Over het uitgebrachte advies wordt schriftelijk gerapporteerd.

6° De gemeentelijke overheid kan extra initiatieven voor de voorlichting van het publiek uitwerken.

7° Binnen dertig dagen na afsluiting van de terinzagelegging doet het gemeentebestuur de Minister, samen met de ventuele synthesesnota's en het met redenen omklede advies van de gemeenteraad, een afschrift toekomen van de door de bevolking en/of de onder punt 5 bedoelde overlegcommissies uitgebrachte adviezen.

8° De termijn van het openbaar onderzoek wordt van 15 juli tot 15 augustus geschorst, onverminderd het raadplegings- en adviesrecht dat bedoeld wordt onder de punten 3 à 6 van dit artikel.

Art. R. 45. De Regering dient geen rekening te houden met adviezen die worden ingediend na afloop van de in artikel 43 en artikel 44, punt 7, gestelde termijnen.

Deel V. — Milieueffectbeoordeling

HOOFDSTUK I. — *Begripsomschrijvingen*

Art. R. 46. Voor de toepassing van dit deel wordt verstaan onder :

- 1° « Bestuur Ruimtelijke Ordening » : de Directeur-generaal van het Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Patrimonium of diens afgevaardigde(n);
- 2° « Bestuur Leefmilieu » : de Directeur-generaal van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu of diens afgevaardigde(n);
- 3° « auteur van een milieueffectonderzoek » : de erkende persoon die een milieueffectonderzoek uitvoert;
- 4° « verzoeker » : de projectontwerper wiens project onderworpen is aan het milieueffectbeoordelingssysteem;
- 5° « CCAT » : "Commission consultative communale d'aménagement du territoire" (Gemeentelijke adviescommissie voor ruimtelijke ordening);
- 6° « CRAT » : "Commission régionale d'aménagement du territoire" (Gewestelijke commissie voor ruimtelijke ordening).

HOOFDSTUK II. — *Systeem voor de beoordeling van de milieueffecten van plannen en programma's*

Art. R. 47. De lijst der plannen en programma's bedoeld in artikel 53, § 1, van het decreetgevende deel is bepaald in bijlage V.

Afdeling 1. — Openbaar onderzoek

Art. R. 48. § 1. Overeenkomstig artikel 57 van het decreetgevende deel werkt het college van burgemeester en schepenen op grond van een ontwerp-advies voorgelegd door de ontwerper van het plan of het programma een advies met vermelding van minstens :

- 1° de identiteit van de auteur van het plan of het programma;
- 2° de aard van het plan of het programma of het grondgebied waarop het geldt;
- 3° begin- en einddatum van het openbaar onderzoek;
- 4° uur en plaats waar het ontwerp-plan of -programma, alsook het milieueffectverslag, ter inzage liggen.

Het college van burgemeester en schepenen plaatst dat bericht in minstens twee dagbladen die over het gehele Waalse Gewest worden verspreid.

§ 2. Het college van burgemeester en schepenen plakt het bericht bedoeld in § 1 op de gewoonlijke plaatsen van aanplakking aan. Het aangeplakte bericht van minstens 35 dm² moet zichtbaar en leesbaar blijven tot de dag na de beëindiging van het openbaar onderzoek.

Art. R. 49. Elke persoon kan binnen de termijn van het openbaar onderzoek zijn opmerkingen en suggesties bekendmaken door ze te richten aan het college van burgemeester en schepenen van de gemeente die bij de milieuimpact van het ontwerp-plan of -programma betrokken is en er naam en adres bij te vermelden. Bij het afsluiten van het openbaar onderzoek wordt er een afschrift door het college van burgemeester en schepenen gericht aan de ontwerper van het plan of het programma.

Afdeling 2. — Grensoverschrijdende effecten

Art. R. 50. Indien de uitvoering van een plan of een programma die in een fase van uitwerking verkeren aanzienlijke milieueffecten zou kunnen hebben op het leefmilieu van een ander Gewest, een andere Lid-Staat van de Europese Unie of een Staat die verdragsluitende partij is bij het Verdrag van Espoo van 25 februari 1991 inzake milieueffectrapportage in grensoverschrijdend verband, maakt de ontwerper van het plan of het programma het ontwerp-plan of -programma samen met het milieueffectverslag en elke inlichting waarover hij beschikt over de grensoverschrijdende effecten van het plan of het programma over aan de betrokken overheden van de staat en/of het gewest die erbij betrokken zou kunnen zijn, waarbij de modaliteiten voor de organisatie van het openbaar onderzoek met betrekking tot de milieueffectbeoordeling van het plan of het programma, en met name de duur van het onderzoek, de waarschijnlijke begindatum ervan en de gemeente(n) belast met het in ontvangst nemen van de opmerkingen van het publiek zoals bedoeld in artikel 49 worden aangegeven.

Samen met het overmaken van het plan of het programma licht de ontwerper de regering en de in artikel 49 bedoelde gemeente(n) in over die overmaking.

Art. R. 51. Indien de regering inlichtingen krijgt zoals bedoeld in paragraaf 2 van artikel 58 van het decreetgevende deel maakt zij die over :

- 1° aan de colleges van burgemeester en schepenen van de gemeenten die erbij betrokken zouden kunnen worden, die ze ter beschikking stellen van het publiek overeenkomstig de procedure van het openbaar onderzoek bedoeld in artikel 57 van het decreetgevende deel;
- 2° aan de « CWEDD ».

De instanties bedoeld in lid 1, 1°, nemen de opmerkingen van het publiek in ontvangst en maken hun eventuele adviezen en de opmerkingen die ze gekregen hebben aan de regering over binnen een termijn van vijfenveertig dagen te rekenen van het afsluiten van het openbaar onderzoek bedoeld in lid 1. De CWEDD maakt zijn eventueel advies aan de regering over binnen een termijn van vijfenveertig dagen te rekenen van de dag waarop het de informatie bedoeld in lid 1 gekregen heeft.

HOOFDSTUK III. — *Systeem van milieueffectbeoordeling voor leefmilieuprojecten*

Art. R. 52. Onverminderd de bepalingen bedoeld in artikel 49, 5°, a, b, c, d, van het decreetgevende deel en onverminderd artikel 62, eerste lid, van het decreetgevende deel, gaat een milieueffectbeoordeling voor leefmilieuprojecten waarin de artikelen 62 tot en met 77 voorzien vooraf aan de verlening of goedkeuring van de volgende administratieve akten :

- 1° de verkavelingsvergunning voor een weekendverblijfpark, vereist krachtens artikel 149 van het Waals Wetboek van ruimtelijke ordening, stedenbouw en patrimonium);
- 2° de mijnconcessie vereist krachtens het decreet van 7 juli 1988 op de mijnen;
- 3° de ruilverkaveling bepaald bij de wet van 22 juli 1970 op de ruilverkaveling van landeigendommen uit kracht van de wet.

Art. R. 53. Als de verwezenlijking van een project verschillende vergunningen vereist, dient het project te worden onderworpen aan één enkel systeem van milieueffectbeoordeling, wat het volgende inhoudt :

- 1° organisatie van één enkel openbaar onderzoek vóór het opstellen van het milieueffectonderzoek;
- 2° opstelling van één enkele evaluatienota met alle gegevens vereist voor elk van de vergunningsaanvragen of, in voorkomend geval, van één enkel milieueffectonderzoek;
- 3° organisatie, na uitvoering van het milieueffectonderzoek, van één enkele procedure van openbaar onderzoek en van inwinning van advies van de "CWEDD", de "CCAT" of, bij gebreke ervan, van de "CRAT".

Art. R. 54. Elk verzoek om afgifte van administratieve akten bedoeld in artikel 25 heeft als bijlage hetzij een evaluatienota inzake milieueffecten, hetzij een milieueffectonderzoek.

Afdeling I. — Vorm en inhoud van de evaluatienota

Art. R. 55. De vorm en de minimale inhoud liggen vast in bijlage VI, onverminderd het tweede lid.

Het dossier m.b.t. de vergunningsaanvraag vormt de evaluatienota inzake milieueffecten voor de milieuvergunning of de enige vergunning vereist overeenkomstig het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning.

Voor de administratieve akten die niet vermeld worden in het vorige lid gaat de aanvraag vergezeld van de evaluatienota inzake milieueffecten, onverminderd artikel 54.

Afdeling 2. — Projecten onderworpen aan een milieueffectonderzoek

Art. R. 56. Een milieueffectonderzoek wordt vereist voor elk project bedoeld in het besluit van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectonderzoek onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten en waarvoor minstens één van de in artikel 2 bedoelde administratieve akten wordt aangevraagd, voor zover de aanvraag één van de volgende punten betreft :

- 1° de creatie van een nieuw project;
- 2° de vernieuwing van een vergunning voor een bestaande installatie;
- 3° de ombouw of uitbreiding van een bestaande of in uitvoering zijnde installatie of project waardoor één van de drempels bedoeld in het besluit van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectonderzoek onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten bereikt of overschreden wordt;
- 4° de ombouw of uitbreiding van een installatie of van een project bedoeld in het besluit van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectonderzoek onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten, met als gevolg een vermeerdering met meer dan 25% van de waarde die vastligt in de vergunning verleend op basis van de laatste milieueffectonderzoek voor de parameter die in aanmerking komt voor de bepaling van de drempels op grond waarvan beslist wordt welke projecten het voorwerp uitmaken van een milieueffectonderzoek;
- 5° de ombouw of uitbreiding van een installatie of project bedoeld in het besluit van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectonderzoek onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten, waarvoor een milieueffectonderzoek vereist is zonder drempelvoorwaarde en met als gevolg een verhoging met meer dan 25% van de waarde die vastligt in de vergunning verleend op grond van de laatste milieueffectonderzoek.

Afdeling 3. — Vorm en inhoud van het milieueffectonderzoek

Art. R. 57. De vorm en de minimale inhoud van het milieueffectonderzoek liggen vast in bijlage VII.

De aanvrager mag de bevoegde overheid om advies verzoeken i.v.m. de gegevens die in het kader van het milieueffectonderzoek verstrekt moeten worden. In dat geval wint de bevoegde overheid onmiddellijk het advies in van de "CWEDD", de "CCAT" of desnoods van de "CRAT".

Die instanties geven de bevoegde overheid advies binnen 30 dagen na de datum van ontvangst van het verzoek en bezorgen de aanvrager een afschrift van het advies. De bevoegde overheid geeft de aanvrager advies binnen 45 dagen na de datum van ontvangst van het verzoek om gegevens. Als de bevoegde overheid haar advies niet binnen de gestelde termijn geeft, voert de aanvrager het milieueffectonderzoek uit op grond van de adviezen van de geraadpleegde instanties en desnoods op grond van de minimale inhoud bedoeld in bijlage II.

HOOFDSTUK III. — *Auteurs van milieueffectonderzoeken*

Afdeling 1. — Erkenning, schorsing en intrekking van de erkenning van auteurs van milieueffectonderzoeken

Onderafdeling 1. — Algemeen

Art. R. 58. De erkenning van auteurs van milieueffectonderzoeken wordt verleend voor één of meer van de volgende categorieën van projecten :

1° ruimtelijke ordening, stedenbouw (projecten bedoeld in rubriek 70.11 van het besluit van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectonderzoek onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten), handelsactiviteiten (projecten bedoeld in rubriek 52.1 van het besluit van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectonderzoek onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten) en vrijetijdsactiviteiten (projecten bedoeld in de rubrieken 92.1 tot 92.7; 52.22; 52.23 van het besluit van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectonderzoek onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten);

2° infrastructuurprojecten (projecten bedoeld in rubrieken 45.23; 45.24; 63.21; 70.19 van het besluit van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectonderzoek onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten), met inbegrip van vervoer (projecten bedoeld in de rubrieken 60.10 tot 60.30; 61.20; 62.00 van het besluit van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectonderzoek onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten) en communicatie;

- 3° mijnen en steengroeven;
- 4° industriële processen i.v.m. energie;
- 5° industriële processen i.v.m. stoffenverwerking;
- 6° afvalbeheer;
- 7° waterbeheer (winning, zuivering, voorziening en verwerking);
- 8° landbouwvergunningen.

Onderafdeling 2. — Erkenningscriteria

Art. R. 59. § 1. De aanvrager van een erkenning beschikt voor elk van de aangevraagde erkenningscategorieën over de vereiste bevoegdheden om :

- 1° het milieueffectonderzoek te coördineren;
- 2° bestekken op te stellen voor eventuele onderaannemers;
- 3° alle resultaten te exploiteren, ook die van de onderaanneming;
- 4° alle verkregen resultaten te integreren en aparte en synergetische effecten vast te stellen.

§ 2. De aanvrager van een erkenning beschikt over de vereiste technische middelen om zijn opdrachten te vervullen.

§ 3. In geval van vernieuwing van een erkenning levert de aanvrager het bewijs dat hij tijdens de laatste erkenningstermijn milieueffectonderzoeken heeft uitgevoerd, of als onderaannemer aan milieueffectonderzoeken heeft meegewerkt of dat hij gevraagd werd om milieueffectonderzoeken uit te voeren of eraan deel te nemen.

Onderafdeling 3. — Procedure voor de verlening van de erkenning

Art. R. 60. De erkenningsaanvraag wordt bij ter post aangetekend schrijven verzonden of tegen ontvangstbewijs in vijf exemplaren aan het Bestuur van Leefmilieu overgemaakt.

De nieuwe erkenning wordt zes maanden vóór het verstrijken van de lopende erkenning aangevraagd.

Art. R. 61. De erkenningsaanvraag bevat de volgende gegevens :

- 1° de naam en het adres van de aanvrager;
- 2° als het gaat om een rechtspersoon, een afschrift van de eventuele statuten en de lijst van de bestuurders of beheerders;
- 3° de titels, kwalificaties en referenties van de aanvrager, van de medewerkers die een arbeidsovereenkomst aan de aanvrager bindt, en van de eventuele onderaannemers;
- 4° de technische middelen waarover de aanvrager beschikt;
- 5° de categorieën van projecten bedoeld in artikel 58 waarvoor de aanvrager milieueffectonderzoeken kan uitvoeren.

Als de aanvraag een vernieuwing van erkenning betreft, gaat ze bovendien vergezeld van de lijst van het milieueffectonderzoeken die de aanvrager heeft uitgevoerd of waartoe hij als onderaannemer heeft bijgedragen, van de aanvragen om uitvoering van of deelname aan milieueffectonderzoeken, alsook van de waarschuwingen en/of wrakingen die eventueel zijn verstuurd sinds het vorige besluit tot erkenning.

Art. R. 62. De aanvraag is onvolledig als krachtens artikel 61 vereiste gegevens of stukken ontbreken.

De aanvraag is niet-ontvankelijk :

- 1° als ze in overtreding van artikel 60 wordt ingediend;
- 2° als ze tweemaal onvolledig wordt verklaard;
- 3° als de aanvrager de gevraagde gegevens niet verstrekt binnen de termijn bedoeld in artikel 63, tweede lid.

Art. R. 63. Het Bestuur van Leefmilieu bezorgt de aanvrager zijn beslissing waarbij het de aanvraag als volledig en ontvankelijk beschouwt binnen vijftien dagen met ingang van de dag waarop het de aanvraag heeft ontvangen overeenkomstig artikel 60.

Als de aanvraag onvolledig is, wijst het Bestuur van Leefmilieu de aanvrager bij ter post aangetekend schrijven op de ontbrekende stukken. De aanvrager beschikt over dertig dagen na ontvangst van het aangetekend schrijven om het Bestuur van Leefmilieu de ontbrekende gegevens bij aangetekend schrijven toe te sturen of tegen ontvangstbewijs over te maken.

Binnen vijftien dagen na ontvangst van de ontbrekende stukken geeft het Bestuur van Leefmilieu de aanvrager kennis van zijn beslissing waarbij het de aanvraag als volledig en ontvankelijk beschouwt. Als de aanvraag een tweede keer onvolledig wordt geacht door het Bestuur van Leefmilieu, wordt ze niet-ontvankelijk verklaard.

Als de aanvraag niet ontvankelijk is, deelt het Bestuur van Leefmilieu de motieven van niet-ontvankelijkheid mee aan de aanvrager onder de voorwaarden en binnen de termijn bedoeld in het eerste lid of, in voorkomend geval, binnen de termijn bedoeld in het derde lid.

Art. R. 64. Als het Bestuur van Leefmilieu de aanvrager geen enkele beslissing heeft toegestuurd onder de voorwaarden en binnen de termijn bedoeld in artikel 63, wordt de aanvraag als ontvankelijk beschouwd. In dat geval stuurt de aanvrager een afschrift van het aanvraagdossier naar de Minister.

Art. R. 65. Zodra een aanvraag ontvankelijk wordt verklaard of als dusdanig wordt geacht te zijn, wordt ze door het Bestuur van Leefmilieu voor advies overgemaakt :

- 1° aan de "CWEDD";
- 2° aan de "CRAT";
- 3° aan het Bestuur van Ruimtelijke Ordening.

De adviezen van het Bestuur van Ruimtelijke Ordening, van de "CRAT" en van de "CWEDD" worden overgemaakt aan het Bestuur van Leefmilieu of tegen ontvangstbewijs afgegeven binnen dertig dagen na ontvangst van de aanvraag om advies. Bij gebreke daarvan worden ze geacht gunstig te zijn.

Die termijnen worden geschorst tussen 16 juli en 15 augustus.

Art. R. 66. Het Bestuur van Leefmilieu bezorgt de Minister zijn voorstel van beslissing samen met de adviezen bedoeld in artikel 65 binnen 50 dagen na de beslissing waarbij het dossier als volledig en ontvankelijk wordt beschouwd.

Die termijnen worden geschorst tussen 16 juli en 15 augustus.

Art. R. 67. De Minister bezorgt de aanvrager zijn besluit over de aanvraag om erkenning binnen dertig dagen na ontvangst van het advies van het Bestuur van Leefmilieu.

Het besluit tot erkenning wordt bij uittreksel bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. R. 68. Het besluit over de aanvraag om erkenning vermeldt de duur van de erkenning en de categorieën van de projecten bedoeld in artikel 58 waarvoor de begunstigde milieueffectonderzoeken zou kunnen uitvoeren.

De erkenning geldt hoogstens 5 jaar.

Art. R. 69. Als één van de gegevens uit de aanvraag om erkenning overeenkomstig artikel 61 wordt gewijzigd, verwittigt de auteur van het milieueffectonderzoek het Bestuur van Leefmilieu onmiddellijk bij ter post aangetekend schrijven met ontvangstbewijs. Als het Bestuur acht dat de aangebrachte wijzigingen een wijziging, opschorting of intrekking van de erkenning vereisen, wordt de erkende auteur binnen dertig dagen bij ter post aangetekend schrijven verwittigd.

De erkende auteur beschikt, met ingang van de dag waarop hij het aangetekend schrijven in ontvangst neemt, over zestig dagen om het Bestuur van Leefmilieu kennis te geven van de maatregelen die hij overweegt te nemen om gevolg te geven aan de opmerkingen van bedoeld Bestuur.

Art. R. 70. Als de Minister één of meer milieueffectonderzoeken onvoldoende of onvolledig acht, kan hij, op eigen initiatief of op voorstel van de "CWEDD", de "CCAT" of de "CRAT", de auteur van de studie een waarschuwing toesturen. Zijn besluit wordt meegedeeld bij ter post aangetekend schrijven met ontvangstbewijs.

Onderafdeling 4. — Schorsing of intrekking van de erkenning

Art. R. 71. Tijdens de geldigheidsduur van de erkenning kan de Minister, na de auteur van het milieueffectonderzoek te hebben verzocht verantwoording af te leggen, de erkenning geheel of gedeeltelijk wijzigen, schorsen of intrekken :

- 1° in het geval bedoeld in artikel 69 als de auteur het Bestuur geen maatregel heeft meegedeeld om gevolg te geven aan zijn opmerkingen of als de overwogen maatregelen onvoldoende worden geacht;
- 2° na een waarschuwing bedoeld in artikel 70.

Het besluit wordt bij uittreksel bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

Afdeling 2. — Keuze van de auteur van het milieueffectonderzoek

Art. R. 72. De aanvrager kiest de auteur van het milieueffectonderzoek onder de personen erkend als auteur van milieueffectonderzoeken voor de categorie(ën) waarin zijn project ingedeeld is overeenkomstig artikel 58.

Hij geeft bij ter post aangetekend schrijven onmiddellijk kennis van zijn keuze aan :

- 1° de Minister;
- 2° de bevoegde overheid;
- 3° het Bestuur van Leefmilieu en het Bestuur van Ruimtelijke Ordening.

Hij geeft ook bij gewoon schrijven onmiddellijk kennis van zijn keuze aan :

- 1° de "CWEDD";
- 2° de "CCAT" of, desnoods, de "CRAT".

Afdeling 3. — Wraking van een persoon gekozen als auteur van een milieueffectonderzoek

Art. R. 73. Elke persoon gekozen als auteur van een milieueffectonderzoek kan gewraakt worden als hij verkeert in één van de toestanden die het zelfstandig uitoefenen van zijn opdracht in het gedrang zou kunnen brengen.

Art. R. 74. De bevoegde overheid, het Bestuur van Leefmilieu of het Bestuur van Ruimtelijke Ordening kan de Minister voorstellen een als auteur van een milieueffectonderzoek gekozen persoon te wraken.

Art. R. 75. Het voorstel tot wraking is gemotiveerd, op straffe van niet-ontvankelijkheid. Het wordt bij ter post aangetekend schrijven met ontvangstbewijs overgemaakt aan de persoon gekozen als auteur van het milieueffectonderzoek. Tezelfdertijd wordt een afschrift ervan bij gewoon schrijven gestuurd naar de aanvrager van de vergunning en de overige instanties bedoeld in artikel 72.

HOOFDSTUK IV. — *Openbaar onderzoek voorafgaand aan de milieueffectonderzoek*

Art. R. 76. De raadpleging bedoeld in artikel 71 van het decreetgevende deel wordt georganiseerd overeenkomstig de bepalingen van dit hoofdstuk.

Als een project het grondgebied van verschillende gemeenten bestrijkt, zijn de artikelen 77 en 80 van toepassing op elk van de betrokken gemeenten.

Art. R. 77. Minstens vijftien dagen vóór de raadpleging bedoeld in artikel 78 publiceert de aanvrager een bericht dat hoe dan ook de volgende gegevens bevat :

- 1° de identiteit van de aanvrager;
- 2° de aard van het project en de plaats waar het wordt uitgevoerd;
- 3° de datum, het uur en de plaats van de informatievergadering bedoeld in artikel 31.

Dat bericht wordt bekendgemaakt in twee media die de aanvrager onder de volgende media kiest :

- 1° twee kranten verspreid in het gebied;
- 2° een gemeentelijk informatieblad als er één is en als het verspreid wordt onder de gezamenlijke bevolking;
- 3° een huis-aan-huis reclameblad;
- 4° een huis-aan-huis informatieblad verspreid in een straal van 3 kilometer rondom de plaats waar het project wordt uitgevoerd.

De aanvrager bezorgt het College een afschrift van de bekendgemaakte berichten en van de desbetreffende facturen.

Het eerste lid wordt door de bevoegde overheid middels een bericht aangeplakt :

- 1° op de gebruikelijke aanplakplaatsen;
- 2° op drie plaatsen nabij de plaats waar het project uitgevoerd moet worden, langs een openbare rijweg of -strook.

Het aangeplakte bericht is minstens 35dm² groot en zicht- en leesbaar tot de dag na de vergadering bedoeld in artikel 78.

Art. R. 78. Tussen de zestiende en de zevenentwintigste dag na de datum van de bekendmaking bedoeld in artikel 77, organiseert de aanvrager in de gemeente waar het project de grootste oppervlakte bestrijkt, een raadplegingsvergadering waarop de bevolking van de gemeenten waarvan het grondgebied mogelijk ook betrokken wordt bij het project, wordt uitgenodigd.

De volgende personen of instanties worden ook uitgenodigd op de vergadering en kunnen zich er laten vertegenwoordigen :

- 1° de persoon die de aanvrager heeft gekozen om het milieueffectonderzoek uit te voeren;
- 2° de bevoegde overheid;
- 3° het Bestuur van Leefmilieu en het Bestuur van Ruimtelijke Ordening;
- 4° de "CWEDD", de "CCAT" of, bij gebreke daarvan, de "CRAT", die hoogstens twee leden mogen afvaardigen;
- 5° de vertegenwoordigers van de gemeente(n) van de vestigingsplaats van het project;
- 6° de vertegenwoordigers van de gemeente(n) gelegen in een straal van 3 kilometer rondom de vestigingsplaats van het project.

De vergadering heeft als doel :

- 1° de auteur in staat te stellen zijn project voor te leggen;
- 2° het publiek in staat te stellen informatie in te winnen en opmerkingen te maken en voorstellen te doen m.b.t. het project;
- 3° specifieke punten in het licht te stellen die aangesneden kunnen worden in het milieueffectonderzoek;
- 4° alternatieven voor te leggen die redelijkerwijs kunnen worden overwogen door de aanvrager opdat ze tijdens het milieueffectonderzoek in aanmerking zouden worden genomen.

Art. R. 79. Iedereen kan binnen vijftien dagen vanaf de datum van de raadplegingsvergadering bedoeld in artikel 78 zijn geschreven opmerkingen en voorstellen i.v.m. de uitvoering van het milieueffectonderzoek indienen bij het college van burgemeester en schepenen van de gemeente waar de raadplegingsvergadering heeft plaatsgevonden. Daarbij worden naam en adres opgegeven. Een afschrift wordt overgemaakt aan de aanvrager, die het onmiddellijk doorstuurt naar de auteur van de studie.

Art. R. 80. De termijnen bedoeld in dit hoofdstuk worden geschorst tussen 16 juli en 15 augustus.

HOOFDSTUK VI. — *Adviezen betreffende de milieueffectonderzoek en de openbaarmaking van de beslissing*

Art. R. 81. De instantie die de aanvrager meedeelt dat de vergunningsaanvraag volledig en/of ontvankelijk is of die het aanvraagdossier aan de bevoegde overheid overmaakt, bezorgt de "CWEDD", de "CCAT" of, bij gebreke daarvan, de "CRAT" de volgende stukken :

- 1° de vergunningsaanvraag;
- 2° het milieueffectonderzoek;
- 3° de gezamenlijke opmerkingen en voorstellen ingediend overeenkomstig artikel 79.

Art. R. 82. Aan de overheid die er om vraagt, stuurt of verleent de "CWEDD" tegen ontvangbewijs haar advies over de kwaliteit van het milieueffectonderzoek en over het ecologische belang van het project als de aanvraag betrekking heeft op een inrichting van klasse 1. Ze doet dat binnen zestig dagen, te rekenen van de datum waarop de aanvraag aanhangig wordt gemaakt bij de instantie bedoeld in artikel 34.

Aan de overheid die er om vraagt, stuurt of verleent de "CCAT" of, bij gebreke daarvan de "CRAT", tegen ontvangbewijs binnen dezelfde termijn een advies over de kwaliteit van de studie en over de doelstellingen van het project overeenkomstig artikel 1, § 1, van het Waalse wetboek van ruimtelijke ordening, stedenbouw en patrimonium als de aanvraag betrekking heeft op één van volgende vergunningen :

- 1° een enige vergunning, vereist krachtens het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning;
- 2° een stedenbouwkundige vergunning of een verkavelingsvergunning, vereist krachtens het Waalse wetboek van ruimtelijke ordening, stedenbouw en patrimonium;
- 3° een ontginningsvergunning, vereist krachtens het decreet van 27 oktober 1988;
- 4° een mijnconcessie, vereist krachtens het decreet van 7 juli 1988 op de mijnen;
- 5° een vergunning om steenbergen te ontsluiten, vereist krachtens het decreet van 9 mei 1985 betreffende de ontsluiting van steenbergen.

Bij gebrek aan een advies binnen de vereiste termijn wordt het advies geacht gunstig te zijn.

De "CWEDD" en bovenbedoelde commissies kunnen de aanvrager en de auteur van het milieueffectonderzoek verzoeken om bijkomende informatie over het milieueffectonderzoek of de inhoud ervan.

HOOFDSTUK VII. — Grensoverschrijdende effecten

Art. R. 83. Als een aanvraag voor een project in het Waalse Gewest vermoedelijk aanzienlijke milieueffecten zal hebben in een ander Gewest, een andere Lidstaat van de Europese Unie of een Staat die partij is bij het Verdrag van Espoo, maakt de instantie die het aanvraagdossier volledig en ontvankelijk heeft geacht, dat dossier, samen met het milieueffectonderzoek en elk gegeven waarover ze beschikt i.v.m. de grensoverschrijdende effecten van het project, over aan de betrokken overheden van de Staat en/of het Gewest die onderhevig zouden zijn aan de effecten, met melding van :

- 1° de bevoegde overheid en de termijn waarbinnen de beslissing moet worden genomen;
- 2° de modaliteiten voor de organisatie van het openbaar onderzoek betreffende de behandeling van de vergunningsaanvraag, meer bepaald de duur van het onderzoek, de vermoedelijke begindatum ervan en de overheid die de opmerkingen van het publiek in ontvangst zal nemen.

Wanneer ze het dossier overmaakt, geeft ze de Regering en de bevoegde overheid kennis daarvan.

Art. R. 84. De bevoegde overheid zendt haar besluit bij aangetekend schrijven naar de overheden bedoeld in artikel 83.

Art. R. 85. Als de Regering overeenkomstig artikel 76, § 2, van het decreetgevende deel informatie ontvangt waarvan sprake in artikel 7.3 van richtlijn 85/337/EEG betreffende de waardering van de weerslagen van sommige openbare en privé-ontwerpen op het leefmilieu, maakt ze die over aan :

- 1° het college van burgemeester en schepenen van de gemeenten waar het project effecten zou kunnen veroorzaken, dat die informatie ter inzage ligt van het publiek overeenkomstig de procedure van openbaar onderzoek bedoeld in de artikelen 24 en volgende van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning voor de aanvragen om milieuvergunning;
- 2° de "CWEDD".

De instanties bedoeld in het eerste lid winnen de opmerkingen van het publiek in en verstrekken de Regering hun eventuele adviezen en ingewonnen opmerkingen binnen dertig dagen, te rekenen van de dag waarop ze de in het eerste lid bedoelde informatie hebben ontvangen.

HOOFDSTUK VII. — Wijzigings-, opheffings- en slotbepalingen

Art. R. 86. Het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 31 oktober 1991 houdende uitvoering van het decreet van 11 september 1985 tot organisatie van de milieueffectbeoordeling in het Waalse Gewest wordt opgeheven.

In afwijking van het eerste lid kan de aanvrager tot en met 3 juni 2007 de auteur van het onderzoek kiezen uit de personen die erkend zijn als auteurs van milieueffectonderzoeken krachtens artikel 16 van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 31 oktober 1991 houdende uitvoering van het decreet van 11 september 1985 tot organisatie van de milieueffectbeoordeling in het Waalse Gewest voor de categorie(ën) waartoe zijn project behoort overeenkomstig artikel 10 van bedoeld besluit. Indien het project evenwel enkel het waterbeheer betreft in de zin van artikel 58, 7°, kiest de aanvrager de auteur uit de als auteur van milieueffectonderzoeken erkende personen :

- 1° ofwel voor de categorieën « ruimtelijke ordening, middelgrote projecten en in het bijzonder de uitrustingen en landelijke en recreatieinrichtingen » en « industriële verwerkingsprocessen van stoffen »;
- 2° ofwel voor de categorieën « ruimtelijke ordening, stedenbouw » en « industriële verwerkingsprocessen van stoffen ».

Indien lid 2 wordt toegepast, wordt de keuze van de auteur bekendgemaakt overeenkomstig artikel 72, leden 2 en 3.

Deel VI. — Milieuovereenkomsten

Bijlage I

BERICHT VAN ONTVANGST (Datum) (x)

BETREFT : Verzoek om inlichtingen betreffende het leefmilieu.

Bericht van ontvangst

Overeenkomstig artikel 13, § 2, van het decreetgevend deel bericht ik ontvangst van uw letter met datum (x) ontvangen op (x) en betreffende een verzoek om inlichtingen betreffende (x)

(xx) 1) Het of de document(en) die u aanvraagt ligt/liggen kosteloos ter inzage vanaf (datum) (x)

op volgend adres : (x)

op (dagen en uren)

(xx) 2) Het of de document(en) die u aanvraagt wordt/worden u toegestuurd tegen terugbetaling voor (x) tegen euro/blad.

(xx) 3) Een antwoord op uw aanvraag wordt u verstrekt voor (datum) (x)

(x) (handtekening)

(x) : in te vullen

(xx) : schrappen wat niet past

BEROEPSMODALITEITEN

Boek I van het Milieuwetboek (uittreksels)

Art. R. 15. § 1. De publieke overheid verstrekt de gegevens aan de aanvrager binnen de kortste termijn en uiterlijk binnen één maand te rekenen van de ontvangst van het verzoek.

§ 2. De publieke overheid kan de termijn vastgesteld in § 1 verlengen indien zij in de materiële onmogelijkheid verkeert om de toegang binnen de voorgeschreven termijn te verstrekken. Die onmogelijkheid wordt behoorlijk gemotiveerd en schriftelijk bekendgemaakt aan de verzoeker. De publieke overheid vermeldt duidelijk de beroepsmogelijkheden en -modaliteiten waarover de aanvrager beschikt, overeenkomstig artikel 17.

Art. R. 17. § 1. Elke natuurlijke of rechtspersoon die van mening is dat de termijn bepaald door de publieke overheid krachtens artikel 15, § 2, te lang is of van mening is dat zijn verzoek om inlichtingen abusievelijk verworpen of verwaarloosd is of dat zij geen voldoende antwoordt heeft gekregen vanwege de publieke overheid kan een beroep indienen tegen de beslissing overeenkomstig de regels bepaald door de regering.

§ 2. Het uitblijven van het overmaken van de inlichtingen na de termijn vastgesteld door de publieke overheid overeenkomstig artikel 15 opent de mogelijkheid voor de verzoeker om een beroep in te dienen overeenkomstig de regels vastgesteld door de regering.

Art. R. 18. Er wordt een commissie van beroep opgericht om te beslissen over de beroepen bedoeld in artikel 17 van het decreetgevende deel. De zetel van de commissie van beroep is gevestigd in de lokalen van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu.

Art. R.23. Het beroep wordt per aangetekende brief als verzoek bij het secretariaat van de commissie ingediend. Het moet ingediend worden binnen vijftien dagen na de bekendmaking van de betwiste beslissing of, bij gebrek aan die beslissing, binnen vijftien dagen na het verstrijken van de in artikel 15 van het decreetgevende deel bedoelde termijn.

Art. R.24. Het verzoek vermeldt :

1° de identiteit en de woonplaats van de aanvrager;

2° de identiteit en de zetel van de openbare overheid waaraan de informatieaanvraag werd gericht;

3° het voorwerp van die informatieaanvraag;

4° de middelen van het beroep.

Bovendien moet de aanvrager alle stukken die hij nuttig acht als bijlage bij zijn verzoek voegen alsook een nauwkeurige inventaris van de informatie die hij gedeeltelijk ontvangen zou hebben.

Bijlage II

VERLENGING VAN DE TERMIJN

Aangetekend schrijven

(Datum) (x)

BETREFT : Verzoek om inlichtingen betreffende het leefmilieu

Verlenging van de vastgestelde termijnen

In antwoord op uw schrijven van (x) betreffende het verzoek om inlichtingen in verband met (x)

Deel ik u mede dat de termijn vastgesteld om te antwoorden op uw verzoek om toegang tot de informatie verlengd is tot (x) (datum) wegens de materiële onmogelijkheid om de toegang te verstrekken binnen de voorgeschreven termijn.

(te motiveren als volgt) (x)

.....

(handtekening) (x)

(x) in te vullen

BEROEPSMODALITEITEN

Boek I van het Milieuwetboek (uittreksels)

Art. R. 15. § 1. De publieke overheid verstrekt de gegevens aan de aanvrager binnen de kortste termijn en uiterlijk binnen één maand te rekenen van de ontvangst van het verzoek.

§ 2. De publieke overheid kan de termijn vastgesteld in § 1 verlengen indien zij in de materiële onmogelijkheid verkeert om de toegang binnen de voorgeschreven termijn te verstrekken. Die onmogelijkheid wordt behoorlijk gemotiveerd en schriftelijk bekendgemaakt aan de verzoeker. De publieke overheid vermeldt duidelijk de beroepsmogelijkheden en -modaliteiten waarover de aanvrager beschikt, overeenkomstig artikel 17.

Art. R. 17. § 1. Elke natuurlijke of rechtspersoon die van mening is dat de termijn bepaald door de publieke overheid krachtens artikel 15, § 2, te lang is of van mening is dat zijn verzoek om inlichtingen abusievelijk verworpen of verwaarloosd is of dat zij geen voldoende antwoordt heeft gekregen vanwege de publieke overheid kan een beroep indienen tegen de beslissing overeenkomstig de regels bepaald door de regering.

§ 2. Het uitblijven van het overmaken van de inlichtingen na de termijn vastgesteld door de publieke overheid overeenkomstig artikel 15 opent de mogelijkheid voor de verzoeker om een beroep in te dienen overeenkomstig de regels vastgesteld door de regering.

Art. R. 18. Er wordt een commissie van beroep opgericht om te beslissen over de beroepen bedoeld in artikel 17 van het decreetgevende deel. De zetel van de commissie van beroep is gevestigd in de lokalen van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu.

Art. R.23. Het beroep wordt per aangetekende brief als verzoek bij het secretariaat van de commissie ingediend. Het moet ingediend worden binnen vijftien dagen na de bekendmaking van de betwiste beslissing of, bij gebrek aan die beslissing, binnen vijftien dagen na het verstrijken van de in artikel 15 van het decreetgevende deel bedoelde termijn.

Art. R.24. Het verzoek vermeldt :

1° de identiteit en de woonplaats van de aanvrager;

2° de identiteit en de zetel van de openbare overheid waaraan de informatieaanvraag werd gericht;

3° het voorwerp van die informatieaanvraag;

4° de middelen van het beroep.

Bovendien moet de aanvrager alle stukken die hij nuttig acht als bijlage bij zijn verzoek voegen alsook een nauwkeurige inventaris van de informatie die hij gedeeltelijk ontvangen zou hebben.

Bijlage III

WEIGERING

Aangetekend schrijven

(Datum) (x)

BETREFT : Verzoek om inlichtingen in verband met het leefmilieu.

Gehele of gedeeltelijke weigering van toegang tot de informatie.

In antwoord op uw schrijven van (x) betreffende een verzoek om inlichtingen betreffende (x)

Deel ik u mee dat de gegevens betreffende (x) c niet medegedeeld zullen kunnen worden om volgende redenen : (xx)

0 – het verzoek geldt interne mededelingen

0 – het verzoek is duidelijk abusievelijk

0 – het verzoek is op te algemene wijze verwoord

0 – de informatieverstrekking zou schadelijk kunnen zijn voor :

+ de geheimhouding van het regeringsoverleg, van het overleg van het college van burgemeester en schepenen, van de bestendige deputatie

+ de geheimhouding van intergewestelijke, nationale, internationale onderhandelingen waaraan het Gewest deelneemt

+ bedrijfs- en handelsgeheimen

+ de geheimhouding van het privé-leven, en met name de naleving van de bepalingen betreffende de bescherming en de vertrouwelijkheid van gegevens op naam in bestuursarchief en in bestuursbestanden.

Motivering (x)

(handtekening) (x)

(x) in te vullen

(xx) motief of motieven aangeven

Boek I van het Milieuwetboek (uittreksels)

Art. R. 15. § 1. De publieke overheid verstrekt de gegevens aan de aanvrager binnen de kortste termijn en uiterlijk binnen één maand te rekenen van de ontvangst van het verzoek.

§ 2. De publieke overheid kan de termijn vastgesteld in § 1 verlengen indien zij in de materiële onmogelijkheid verkeert om de toegang binnen de voorgeschreven termijn te verstrekken. Die onmogelijkheid wordt behoorlijk gemotiveerd en schriftelijk bekendgemaakt aan de verzoeker. De publieke overheid vermeldt duidelijk de beroepsmogelijkheden en -modaliteiten waarover de aanvrager beschikt, overeenkomstig artikel 17.

Art. R. 17. § 1. Elke natuurlijke of rechtspersoon die van mening is dat de termijn bepaald door de publieke overheid krachtens artikel 15, § 2, te lang is of van mening is dat zijn verzoek om inlichtingen abusievelijk verworpen of verwaarloosd is of dat zij geen voldoende antwoordt heeft gekregen vanwege de publieke overheid kan een beroep indienen tegen de beslissing overeenkomstig de regels bepaald door de regering.

§ 2. Het uitblijven van het overmaken van de inlichtingen na de termijn vastgesteld door de publieke overheid overeenkomstig artikel 15 opent de mogelijkheid voor de verzoeker om een beroep in te dienen overeenkomstig de regels vastgesteld door de regering.

Art. R. 18. Er wordt een commissie van beroep opgericht om te beslissen over de beroepen bedoeld in artikel 17 van het decreetgevende deel. De zetel van de commissie van beroep is gevestigd in de lokalen van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu.

Art. R.23. Het beroep wordt per aangetekende brief als verzoek bij het secretariaat van de commissie ingediend. Het moet ingediend worden binnen vijftien dagen na de bekendmaking van de betwiste beslissing of, bij gebrek aan die beslissing, binnen vijftien dagen na het verstrijken van de in artikel 15 van het decreetgevende deel bedoelde termijn.

Art. R.24. Het verzoek vermeldt :

1° de identiteit en de woonplaats van de aanvrager;

2° de identiteit en de zetel van de openbare overheid waaraan de informatieaanvraag werd gericht;

3° het voorwerp van die informatieaanvraag;

4° de middelen van het beroep.

Bovendien moet de aanvrager alle stukken die hij nuttig acht als bijlage bij zijn verzoek voegen alsook een nauwkeurige inventaris van de informatie die hij gedeeltelijk ontvangen zou hebben.

Bijlage IV

BERICHT AAN DE BEVOLKING

Het gemeentebestuur van c licht de bevolking in dat krachtens de artikelen 7 tot en met 9 en 30 tot en met 48 van het decreetgevende deel en de artikelen 42 tot en met 45, en overeenkomstig de beslissing van de Waalse Regering van de minister van Leefmilieu van het Waalse Gewest het ontwerp-plan (of -programma) (met als opschrift) aan een openbaar onderzoek onderworpen heeft tijdens een periode van tot en met

De bevolking wordt uitgenodigd om :

1. het dossier dat aan openbaar onderzoek onderworpen is in te zien op volgend adres : op volgende dagen en uren :
2. schriftelijk zijn opmerkingen bekend te maken bij het gemeentebestuur en dit op volgend adres : vóór de datum van :

Bijlage V

Lijst I van de plannen en programma's bedoeld in artikel 53, § 1, van het decreetgevend deel

Krachtens artikel 53, § 1, lid 1, van het decreetgevend deel worden volgende plannen en programma's onderworpen aan de milieueffectbeoordeling :

1. Het kavelplan en het herverkavelingsplan bedoeld in artikel 3 van de wet van 22 juli 1970 op de ruilverkaveling van landeigendommen uit kracht van de wet;
2. Het plan van de nieuwe wegen en afwateringen bedoeld in artikel 24 van de wet van 22 juli 1970 op de ruilverkaveling van landeigendommen uit kracht van de wet;
3. Het kavelplan en het ruilplan bedoeld in artikel 12 van de wet van 12 juli 1976 houdende bijzondere maatregelen inzake ruilverkaveling van landeigendommen uit kracht van de wet bij de uitvoering van grote infrastructuurwerken;
4. Het plan van de nieuwe wegen en afwateringen bedoeld in artikel 37 van de wet van 12 juli 1976 houdende bijzondere maatregelen inzake ruilverkaveling van landeigendommen uit kracht van de wet bij de uitvoering van grote infrastructuurwerken;
5. Het kavelplan en het herverkavelingsplan bedoeld in artikel 47 van de wet van 12 juli 1976 houdende bijzondere maatregelen inzake ruilverkaveling van landeigendommen uit kracht van de wet bij de uitvoering van grote infrastructuurwerken;
6. Het kavelplan en het herverkavelingsplan bedoeld in artikel 18 van de wet van 10 januari 1978 houdende bijzondere maatregelen inzake ruilverkaveling van landeigendommen in der minne;
7. Het plan van de nieuwe wegen en afwateringen bedoeld in artikel 45 van de wet van 10 januari 1978 houdende bijzondere maatregelen inzake ruilverkaveling van landeigendommen in der minne;
8. Het afvalstoffenplan bedoeld in artikel 24, § 1, van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen;
9. Het maatregelenprogramma bedoeld in artikel 23 van het decreetgevend deel van boek II van het Milieuwetboek;
10. Het beheersplan van het hydrografisch bekken bedoeld in artikel 24 van het decreetgevend deel van boek II van het Milieuwetboek;
11. Het saneringsplan per hydrografisch onderbekken bedoeld in artikel 218 van het decreetgevend deel van boek II van het Milieuwetboek;
12. Het programma van de rioleringswerken bedoeld in artikel 219 van het decreetgevend deel van boek II van het Milieuwetboek;
13. De programmering van de te verrichten ruimings- en baggerwerken bedoeld in artikel 3 van het besluit van de Waalse Regering van 30 november 1995 betreffende het beheer van stoffen die d.m.v. bagger- of ruimingswerken uit de bedding en de oevers van waterlopen en watervlakken verwijderd worden;
14. Het beheersplan van de werken uitgevoerd door de watering bedoeld in artikel 132 van het decreetgevend deel van Boek II van het Milieuwetboek;
15. Het milieuplan voor de duurzame ontwikkeling bedoeld in artikel 37 van het decreetgevend deel;
16. Het actieprogramma voor de luchtkwaliteit bedoeld in artikel 46 van het decreetgevend deel;
17. Het actieprogramma voor de bodemkwaliteit bedoeld in artikel 46 van het decreetgevend deel;
18. Het actieprogramma voor de natuurbescherming bedoeld in artikel 46 van het decreetgevend deel;
19. Het gemeentelijk plan voor het leefmilieu en de ontwikkeling van de natuur bedoeld in artikel 48 van het decreetgevend deel;
20. Het per zone of agglomeratie geïntegreerde actieplan bedoeld in artikel 8 van het besluit van de Waalse Regering van 23 juni 2000 betreffende de beoordeling en het beheer van de luchtkwaliteit;
21. Het besluit tot classificatie van de steenbergen bedoeld in artikel 3 van het decreet van 9 mei 1985 betreffende de valorisatie van de steenbergen.

Bijlage VI

Vorm en minimale inhoud van de nota inzake milieueffectbeoordeling bedoeld in artikel 67, § 2, van het decreetgevend deel

1° Aanvrager

- Naam
- Voornaam
- Hoedanigheid
- Woonplaats
- Telefoon
- Fax
- Datum van de aanvraag

2° Project

— Voor elke fase, het project omschrijven naar gelang van de geplande inrichtingen en constructies, met opgave van de voornaamste kenmerken (oppervlakte, afmetingen, enz.).

- Lijst van de verschillende werken die ermee gepaard gaan (ontbossing, excavatie, ophoging, enz.).
- Vermelding van de operatie- of exploitatiemodaliteiten (fabricageproces, werkplaatsen, opslag, c).
- Alle stukken bijvoegen voor een beter overzicht van de kenmerken van het project (schets, doorsnede, enz.);

3° bestaande rechtstoestand inzake ruimtelijke ordening, stedenbouw en patrimonium

- De bestemming en/of perimeter van het terrein in overdruk aangeven op het gewestplan.
- De bestemming van het terrein vermelden op het gemeentelijk plan van aanleg.

— Ligging van het terrein :

* in een niet vervallen verkaveling ? JA - NEE;

* in een beschermingsperimeter en/of is het opgenomen op een beschermingslijst ? JA - NEE;

* dichtbij een beschermd centrum, een beschermd onroerend goed, een archeologische vindplaats ? JA - NEE;

* binnen een beschermingsperimeter bedoeld in de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud, gewijzigd o.a. bij het decreet van 6 december 2001 betreffende de natuur- of bosreservaten en Natura 2000-gebieden;

* in de nabijheid van een beschermingsperimeter bedoeld in de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud, gewijzigd o.a. bij het decreet van 6 december 2001 betreffende de natuur- of bosreservaten en Natura 2000-gebieden;

4° beschrijving van de site vóór de uitvoering van het project.

— Bodemreliëf en helling van het natuurlijk terrein (minder dan 6%, tussen 6 en 15%, meer dan 15%).

— Aard van de bodem.

— Andere grondbezetting dan bestaande constructies (braakland, onbebouwd terrein, tuin, teelt, grasland, bos, heide, ven, vochtig gebied...).

— Aanwezigheid van grondwater en winningspunten.

— Richting en lozingspunten in het hydrografisch netwerk voor het afvloeiingswater.

— Waterlopen, vijvers, bronnen, eventuele winningspunten.

— Beknopte evaluatie van de biologische kwaliteit van de site.

— Beknopte evaluatie van de biologische kwaliteit van de Natura 2000-site, van de natuur- of bosreservaten.

— Aansluiting op een uitgerust wegennet (weg, riolering, water, elektriciteit, aardgas, ...).

— Aanwezigheid van een beschermd gebied of van een gebied dat op een beschermingslijst staat ? JA - NEE.

— Aanwezigheid van een archeologische vindplaats ? JA - NEE.

— Aanwezigheid van een Natura 2000-site, van natuur- of bosreservaten ? JA - NEE.

5° Milieueffecten van het project.

a) Zal het project aanleiding geven tot emissies van gassen, stoom, stof of aërosols ?

— in de lucht : JA -NEE

Vermeld

* het soort

* het debiet.

b) Zal het project aanleiding geven tot vloeibare lozingen ?

— in het oppervlaktewater : JA - NEE.

— in het rioolstelsel : JA - NEE.

— boven- of ondergronds : JA - NEE.

Vermeld

* het soort (koelwater, industrieel water, regenwater, slib, ...);

* het debiet of de hoeveelheid.

Het dossier gaat vergezeld van een plan met de plaats(en) waar in het riolenstelsel of in de waterlopen wordt geloosd.

c) Voorziet het project in winningen ?

— voor oppervlaktewater :

* plaats;

* hoeveelheid;

— voor grondwater :

* benaming van het winningspunt;

* hoeveelheid.

d) Beschrijving van de aard en hoeveelheid van de bijproducten en afvalstoffen voortgebracht door het project, alsmede van de wijze waarop ze verwijderd en/of vervoerd worden.

- e) Kan het project geluidshinder veroorzaken voor de omwoners ? JA – NEE :
- * van welke aard;
 - * voortdurend of af en toe.
- f) Voorziene vervoermiddelen en toegangswegen :
- * voor het vervoer van producten;
 - * voor het vervoer van personen;
 - * lokalisatie van de parkeerplaatsen;
 - * lokalisatie van de eventuele pijpleidingen.
- g) Zal het project het gebied schade toebrengen op esthetisch vlak ? JA – NEE
- h) Zal het project aanleiding geven tot erosieverschijnselen? JA – NEE
- i) Integratie in het bebouwde en onbebouwde kader : gevaar voor een breukeffect in het natuurlijk landschap of ten aanzien van de kenmerken van het traditionele woonmilieu van de streek of van de wijk (bovenmatige of onvoldoende dichtheid, verschillen ten aanzien van de vestiging, de oriëntatie, het profiel, de samenstelling van de voorgevels, de bouwstoffen en de overige architecturale kenmerken van de naburige constructies vermeld op het vestigingsplan).
- j) Verenigbaarheid van het project met de omgeving (aanwezigheid van een school, ziekenhuis, Natura 2000-gebied, natuureservaat, bosreservaat, enz).
- k) Gevaar voor andere mogelijke hinder.
- l) Aanzienlijke wijziging van het bodemreliëf. Maximale denivellering ten aanzien van het natuurlijk terrein.
- m) Bebossing en/of ontbossing.
- n) Aantal parkeerplaatsen.
- o) Weerslag op de natuur.
- p) Wegenbouw of -inrichting.
- q) Individuele zuivering.
- 6° Verantwoording van de keuzen en van de efficiëntie van de eventuele palliatieve of beschermingsmaatregelen of van het gebrek aan dergelijke maatregelen.
- 7° Maatregelen om de negatieve milieueffecten te voorkomen of te beperken
- lozingen in de lucht;
 - lozingen in het water;
 - productieafval;
 - geuren;
 - lawaai;
 - verkeer;
 - weerslag op het natuurlijk patrimonium;
 - weerslag op het landschap.

Bijlage VII

Vorm en minimale inhoud van de effectstudie bedoeld in artikel 67, § 2, van het decreetgevend deel

- 1) Auteur van de studie
 - 1° Erkend studiebureau.
 - 2° Externe medewerkers verenigd om de studie uit te voeren.
- 2) Bestudeerd project
 - 1° Aanvrager
 - 2° Exploitantiezetel (Exacte gegevens van de vestigingsplaats van het project, Lambert-coördinaten).
 - 3° Beschrijving van de plaats en omgeving (beschrijving van de elementen waarop het voorgestelde project betrekking kan hebben, met inbegrip van o.a. de bevolking, de fauna, de flora, de bodem, het water, de lucht, de klimaatfactoren, de materiële goederen, het architecturaal en archeologisch patrimonium, het landschap, alsook de interactie tussen die factoren).
 - 4° Soort inrichting.
 - 5° Het project :
 - Activiteitssector;
 - Beknopte beschrijving;
 - Uitvoerige beschrijving (lijst van de installaties, activiteiten en opslagplaatsen, aard van de gebruikte of voortgebrachte energieën, duur van de aangevraagde vergunning, approximatief kalender van de tenuitvoerlegging van de vergunning, lijst van de binnenkomende, intermediaire en uitgaande stoffen).
 - 6° Beschrijving van de belangrijke effecten die het project rechtstreeks en onrechtstreeks op het leefmilieu kan hebben (o.a. op de bevolking, de fauna, de flora, de bodem, het water, de lucht, de klimaatfactoren, de materiële goederen, het architecturaal en archeologisch patrimonium, het landschap, alsook op de interactie tussen die factoren), met de juiste indicatie van de gekozen prognosetechnieken en basishypothesen, alsook van de gebruikte relevante milieugegevens.
 - 7° De Minister van Leefmilieu kan bepalen welke databanken nuttig zijn voor de berekening van de verspreiding van afvalgassen en voor de modelvorming van de effecten van de bronnen bedoeld in dit besluit. Het dossier betreffende de effectstudie bevat minstens een schatting van de verontreinigingsniveaus op grond van bovenbedoelde gegevens.
 - 8° Beschrijving van de milieueffecten in een andere lidstaat van de Europese Unie, in een Staat die partij is bij het Verdrag van Espoo inzake milieueffectrapportage in grensoverschrijdend verband, in een ander gewest, in een naburige provincie of gemeente.

3) Oplossingen en maatregelen om milieueffecten te voorkomen

1° Synthese van de opmerkingen geformuleerd in het kader van de in artikel 31 van dit besluit bedoelde bevolkingsraadpleging die aan de effectstudie voorafgaat.

2° Overzicht van de voornaamste technisch uitvoerbare alternatieven die door de opdrachtgever werden onderzocht en opgave van de voornaamste redenen voor zijn keuze, rekening houdende met de milieueffecten.

3° Beschrijving van de geplande maatregelen om de voornaamste schadelijke milieueffecten te voorkomen, te beperken, en, voor zover mogelijk, te compenseren.

4) Commentaar van de auteur van de studie

1° Overzicht van de eventuele moeilijkheden (technische leemten of gebrekkige kennis) die de auteur van de studie heeft ondervonden bij het verzamelen van de vereiste gegevens.

2° Voorstellen en aanbevelingen van de auteur van de studie.

5) Niet-technische samenvatting van de gegevens vermeld in de bovenstaande rubrieken

Deze rubriek 5 wordt gedrukt op A4-bladzijden en moet leesbaar zijn na eventueel zwart-wit fotokopiëren, met uitzondering van de grafieken. »

Art. 2. Opgeheven worden :

1° het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 6 mei 1993 tot bepaling van het model van de krachtens het decreet van 13 juni 1991 met betrekking tot de vrije toegang van de burgers tot de informatie betreffende het leefmilieu te gebruiken documenten, gewijzigd bij het besluit van de Waalse regering van 17 april 1997;

2° het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 6 mei 1993 tot bepaling van de regels aangaande het beroep bedoeld in het decreet van 13 juni 1991 met betrekking tot de vrije toegang van de burgers tot de informatie betreffende het leefmilieu gewijzigd bij het besluit van de Waalse regering van 12 oktober 1995 en het besluit van 21 december 1995;

3° het besluit van de Waalse Regering van 21 april 1994 tot vaststelling van de regeling voor de terinzagelegging en raadpleging betreffende de milieuplanning in het kader van de duurzame ontwikkeling gewijzigd bij het besluit van de Waalse regering van 12 juni 1997;

4° het besluit van de Waalse Regering van 18 mei 1995 tot vaststelling van de regels voor de samenstelling en de werking van de "Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable" (Waalse Milieuraad voor de duurzame ontwikkeling) gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 27 september 2000 en het besluit van 24 oktober 2003;

5° het besluit van de Waalse regering van 20 december 2000 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 20 mei 1999 betreffende de milieuintiatie in het Waalse Gewest;

6° het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 houdende organisatie van de milieueffectbeoordeling in het Waalse Gewest.

Art. 3. De decreetgevende bepalingen vervat in artikel 1 van het decreet van 27 mei 2004 betreffende Boek I van het Milieuwetboek en de bepalingen bedoeld in artikel 1 van dit besluit zijn gecoördineerd overeenkomstig de tekst als bijlage bij dit besluit.

Art. 4. Deze bepalingen, evenals het decreet van 27 mei 2004 betreffende Boek I van het Milieuwetboek en de bepalingen treden in werking de dag van bekendmaking van dit besluit in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 5. De minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 17 maart 2005.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN

Bijlage bij het besluit van de Waalse Regering van 17 maart 2005 betreffende boek I van het milieuwetboek

Boek I. — Gemeenschappelijke en algemene bepalingen

DECREETGEVEND DEEL

Deel I. — Beginselen van het milieurecht en algemene begripsomschrijvingen

TITEL I. — Beginselen

Art. D. 1. Het milieu en, meer bepaald, de ruimte, de landschappen, de natuurlijke hulpbronnen en het natuurlijke milieu, de bodem, het water, de biologische diversiteit en het biologisch evenwicht maken deel uit van het gemeenschappelijk erfgoed van de inwoners van het Waalse Gewest en vormen de basis van diens bestaan, diens toekomst en diens ontwikkeling.

Het gewestelijk milieubeleid berust op het beginsel van de preventieve actie dat ertoe strekt eerder schade te voorkomen dan de schade te moeten herstellen.

Art. D. 2. Het Gewest en de andere openbare overheden, elk in het kader van haar bevoegdheden en in coördinatie met het Gewest, zijn beheerders van het leefmilieu en staan borg voor het behoud en, indien nodig, het herstel ervan.

Elke persoon waakt over de instandhouding en draagt bij tot de bescherming van het leefmilieu.

De vereisten bedoeld in lid 2 worden in de begripsomschrijving en in de uitvoering van de andere beleidslijnen van het Gewest opgenomen.

Art. D. 3. Het gewestelijk milieubeleid laat zich eveneens leiden door de drie volgende beginselen :

1° het voorzorgsbeginsel, namelijk dat het uitblijven van wetenschappelijke zekerheid de goedkeuring van daadwerkelijke en in evenredigheid uitgewerkte maatregelen met het oog op de voorkoming van een risico op ernstige en onomkeerbare schade op het leefmilieu met een sociaal en economisch aanvaardbare kostprijs;

2° het principe « de vervuiler betaalt », namelijk dat de kosten die ontstaan wegens het aannemen van maatregelen tot voorkoming, terugdringing en bestrijding van milieuvervuiling overgenomen worden door de vervuiler;

3° het correctiebeginsel, namelijk dat de impact op het leefmilieu bij voorrang aan de bron gecorrigeerd wordt.

Art. D. 4. Het recht op toegang tot milieuinformatie in handen van de publieke overheden wordt aan ieder natuurlijke of rechtspersoon gewaarborgd zonder dat zij enig belang moeten laten gelden.

De publieke overheden verspreiden en stellen ter beschikking van het publiek, de milieuinformaties die zij bezitten.

Art. D. 5. Milieuoopvoeding en -vorming dragen bij tot de uitoefening van de rechten en plichten waarvan in deze titel gewag wordt gemaakt.

Het Gewest houdt in de uitwerking van zijn milieubeleid rekening met de beschikbare technische en wetenschappelijke gegevens. Het wetenschappelijk onderzoek en de kennisontwikkeling dienen hun bijdrage te leveren tot het behoud en de valorisatie van het leefmilieu.

TITEL II. — Begripsomschrijvingen

Art. D. 6. In de zin van dit wetboek dient te worden verstaan onder :

1° « CWATUP » : Waals Wetboek van Ruimtelijke ordening, Stedenbouw en Patrimonium;

2° « aangifte » : de handeling bedoeld in artikel 1, 2°, van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning;

3° « CWEDD » : de "Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable" (Waalse Raad voor het Leefmilieu voor Duurzame Ontwikkeling) zoals bedoeld in deel II van dit boek;

4° « Waals Parlement » : de Waalse Gewestraad;

5° « milieuvergunning » : de beslissing bedoeld in artikel 1, 1°, van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning.

Deel II. — Adviserende instantie

Art. D. 7. ER wordt een "Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable" (Waalse Raad voor het Leefmilieu voor Duurzame Ontwikkeling) opgericht.

Art. D. 8. Die raad heeft als opdracht de taken te verwezenlijken die hem worden toevertrouwd bij de artikelen 30 tot en met 48, evenals andere taken die hem door de regering toevertrouwd kunnen worden.

Art. D. 9. De regering legt de regels vast voor de samenstelling en de werking van de raad.

Hij kan erin voorzien de raad in vakafdelingen onder te verdelen en de regels te bepalen krachtens welke die afdelingen rechtsgeldig in de naam van de raad beraadslagen.

Deel III. — Voorlichting en sensibilisatie in milieuzaken

TITEL I. — Toegang tot de informatie op het vlak van het leefmilieu

Art. D. 10. Onverminderd de toepassing van de bepalingen met betrekking tot de procedures inzake raadpleging van de bevolking en van het nabuurschap worden de vrije toegang tot de informatie betreffende het leefmilieu waargenomen overeenkomstig de bepalingen van dit decreet.

Art. D. 11. In de zin van dit decreet dient te worden verstaan onder :

1° "Openbare overheden" : de gemeentelijke, provinciale, gewestelijke overheden, en de instellingen die openbare bevoegdheden inzake leefmilieu uitoefenen en onder het toezicht van de overheid staan.

De personen die in de uitoefening van rechtelijke machten handelen, alsmede de wetgevende instellingen worden niet begrepen in deze bepaling.

2° "Gegevens in het bezit van de openbare overheden" : alle bestaande gegevens die door de in dit artikel, 1°, bedoelde instellingen verzameld of opgemaakt worden, met uitsluiting van voor het Parket bestemde processen-verbaal en verslagen, en die ingevoegd worden in :

- a. de schriftelijke documenten, zoals verslagen, studies, adviezen en beslissingen;
- b. de databases met betrekking tot de informatieverwerking;
- c. de visuele opnamen;
- d. de geluidsopnamen.

Wat betreft de informatie in het bezit van de gemeentelijke en provinciale overheden, evenals van de instellingen die openbare bevoegdheden inzake leefmilieu uitoefenen en onder het toezicht van de overheid staan, betreft deze titel enkel de documenten opgesteld of ingezameld met het oog op de toepassing van een reglementering uitgevaardigd door het Gewest of voorheen de wetten betreffende de hervorming der instellingen, door de Staat, in één van de aangelegenheden die onder de gewestelijke bevoegdheid vallen, bedoeld in 3°;

3° "Informatie betreffende het leefmilieu" : alle feitelijke of rechtskundige gegevens met betrekking tot één van de materies bedoeld in artikel 6, § 1, I, II, III, IV, V, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1988, betreffende :

- a. de staat van het water, de lucht, de fauna, de flora en van de natuurlijke ruimten, alsmede de aantastingen daarvan;
- b. de projecten en activiteiten die het leefmilieu kunnen schaden of de menselijke en de dierlijke of plantesoorten kunnen in gevaar brengen, inzonderheid wat de emissie, het lozen of de vrijkoming van stralingsstoffen, trillingen, levende organismen of van energie in het water, in de lucht of in de grond betreft, alsmede de vervaardiging en het gebruik van gevaarlijke producten of stoffen;
- c. de maatregelen inzake voorkoming, bescherming en verbetering van de kwaliteit van het water, van de lucht, van de grond, van de fauna en de flora en van de natuurlijke ruimten, alsmede de maatregelen betreffende de voorkoming en het herstellen van de schaden die veroorzaakt kunnen worden.

Art. D. 12. § 1. De toegang tot de gegevens die verwerkt zijn in de schriftelijke documenten bedoeld in artikel 11, 2°, a., wordt uitgeoefend naar keuze van de aanvrager ofwel door kosteloze inzage ter plaatse ofwel door verstrekking van afschriften waarvan de reële kostprijs aan de aanvrager doorverrekend wordt.

§ 2. De gegevens die verwerkt zijn in de geautomatiseerde gegevensbanken en in de visuele en/of geluidsopnames bedoeld in artikel 11, 2°, b. tot en met d., kunnen medegedeeld worden door het verstrekken van afschriften waarvan de reële kostprijs aan de aanvrager doorverrekend wordt.

Art. d. 13. § 1. Elke aanvraag om mededeling van gegevens met betrekking tot het leefmilieu moet schriftelijk zijn en haar voorwerp duidelijk vermelden.

§ 2. De openbare overheid wordt ertoe gehouden ontvangst van de in artikel 12 en in § 1 van dit artikel vermelde aanvragen te bevestigen binnen een termijn van tien werkdagen met ingang van de ontvangst van de aanvraag.

Dit ontvangstbewijs moet de mogelijkheden en modaliteiten inzake beroep waarover de aanvrager beschikt duidelijk vermelden en de termijn waarin de gegevens hem overeenkomstig artikel 15 zullen kunnen medegedeeld worden.

Art. D. 14. De openbare overheden worden ertoe gehouden de noodzakelijke maatregelen te treffen met het oog op de identificatie en de beschikkingstelling van de aanvrager van de documenten die de gegevens betreffende de aanvraag bevatten; zij kunnen echter de aanvraag verwerpen die niet ontvankelijk is wanneer die aanvraag de mededeling van onvolmaakte gegevens of documenten of van inwendige mededelingen veronderstelt of wanneer zij duidelijk verkeerd is of te in het algemeen opgesteld is.

Art. D. 15. § 1. De openbare overheid verstrekt de gegevens aan de aanvrager binnen de beste termijn en uiterlijk binnen twee maanden met ingang van de ontvangst van de aanvraag.

§ 2. De openbare overheid kan de termijn vermeld in de § 1 verlengen in geval van feitelijke onmogelijkheid toegang tot de informatie binnen de voorgeschreven termijn te geven. Deze onmogelijkheid wordt behoorlijk met redenen omkleed en schriftelijk bekendgemaakt aan de aanvrager. De openbare overheid vermeldt duidelijk de mogelijkheden en modaliteiten inzake beroep waarover overeenkomstig artikel 17 de aanvrager beschikt.

Art. D. 16. § 1. Elke gehele of gedeeltelijke weigering de gegevens mede te delen is het voorwerp van een met redenen omklede beslissing die schriftelijk aan de aanvrager wordt bekendgemaakt.

§ 2. De bekendmaking van de weigering moet de mogelijkheden en modaliteiten van beroep waarover overeenkomstig artikel 17 de aanvrager beschikt duidelijk vermelden.

Art. D. 17. § 1. Elke natuurlijke of rechtspersoon die oordeelt dat de door de openbare overheid krachtens artikel 15, § 2, vastgestelde termijn te lang is of oordeelt dat haar aanvraag verkeerd verworpen of verwaarloosd werd of dat zij geen van de openbare overheid heeft ontvangen, kan overeenkomstig de door de regering bepaalde regelen beroep doen tegen de beslissing.

§ 2. Bij gebrek aan mededeling van de informatie op het verstrijken van de door de openbare overheid met toepassing van artikel 15 vastgestelde termijn heeft de aanvrager de mogelijkheid een beroep te doen overeenkomstig de door de regering bepaalde regelen.

Art. D. 18. § 1. Onverminderd de nationale bepalingen die in het Waalse Gewest van toepassing zijn, kan de door dit decreet gewaarborgde toegangsrecht tot de informatie beperkt worden voor zover de uitoefening van dit recht kan schaden aan :

1° het geheim van de beraadslagingen van de Executieve van het Waalse Gewest, van het college van burgemeester en schepenen, van de bestendige deputatie;

2° het geheim van de interregionale, nationale, internationale handelingen van het Gewest;

3° het geheim van de voor de rechtbanken gevoerde procedures;

4° het handels- en industriële geheim;

5° het geheim van het privé-leven en inzonderheid op de inachtneming van de bepalingen betreffende de bescherming van de vertrouwelijkheid van de nominatieve gegevens, het archief en van de administratieve kaartsystemen.

§ 2. De documenten zijn het voorwerp van een gedeeltelijke mededeling wanneer het mogelijk is de meldingen van het aan de aanvrager te verstrekken afschrift te vernietigen waarvan de bekendmaking de in de vorige paragraaf bedoelde belangen zouden kunnen schaden.

§ 3. De redenen die uit het geheim van het privé-leven of van het handels- of industriële geheim voortkomen en die betrekking hebben op feiten welke persoonlijk zijn aan de aanvrager kunnen niet tegen hem opgeworpen worden.

Art. D. 19. § 1. Elke natuurlijke of rechtspersoon die vaststelt dat een door een openbare overheid gehouden informatie en die betrekking heeft, hetzij op de staat van het leefmilieu, hetzij op haar activiteiten, onjuist is, kan de afschaffing van de vergissingen of de verbetering van de informatie vorderen.

De schriftelijke en behoorlijke aanvraag vertegenwoordigt een stuk, dat om ervan deel te maken, bij het dossier moet gevoegd worden.

§ 2. De openbare overheid die niet binnen een termijn van één maand aan de verbeteringsaanvraag voldoet, wordt beschouwd als zij die aanvraag weigerde.

Art. D. 20. De regering stelt het model vast van de te gebruiken documenten ten einde de openbare overheden in de mogelijkheid te stellen aan de verplichtingen van artikel 13, § 2, en in de artikelen 15 en 16 te voldoen.

TITEL II. — Milieuinitiatie

Art. D. 21. Deze titel beoogt de creatie van een net van centra voor milieu-initiatie in het Waalse Gewest om het publiek voor te lichten, ontvankelijk te maken en op te leiden inzake milieu-aangelegenheden.

Art. D. 22. Voor de toepassing van dit decreet wordt verstaan onder :

1° v.z.w. : vereniging zonder winstoogmerk opgericht overeenkomstig de wet van 27 juni 1921 waarbij aan de verenigingen zonder winstgevend doel en aan de instellingen van openbaar nut rechtspersoonlijkheid wordt verleend;

2° "C.R.I.E. » : "centre régional d'initiation à l'environnement" (gewestelijk centrum voor milieu-initiatie).

Art. D. 23. De Regering verspreidt de "C.R.I.E. » met inachtneming van de volgende criteria :

1° het geografische evenwicht;

2° het belang van het natuurlijke patrimonium;

3° de bevolkingsdichtheid.

Art. D. 24. Elk "C.R.I.E. » heeft als hoofdplicht de algemene milieukennis te bevorderen bij jeugd- en volwassenenorganisaties, in scholen, gezinnen en besturen.

In dat verband is het centrum belast met :

1° het uitwerken van een animatiemethodologie en het ter beschikking stellen van didactisch en vulgarisatiemateriaal;

2° de organisatie van animaties en sensibilisatie-activiteiten;

3° de organisatie van stages;

4° de organisatie van opleidingen.

Elk "C.R.I.E. » is gespecialiseerd in ten minste één van de milieu-aangelegenheden bedoeld in artikel 6, § 1, II, 1°, 2°, 3°, III, 2°, 3°, 4°, 5°, 6°, 7°, 8°, en V, 5°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de wetten van 8 augustus 1988 en 16 juli 1993.

Art. D. 25. Na advies van het in artikel 29 bedoelde begeleidingscomité erkent de Regering volgens de door haar bepaalde procedure de v.z.w.'s die het beheer van de "C.R.I.E. » zullen waarnemen. Ze bepaalt in welke gevallen en volgens welke procedure de erkenning kan worden ingetrokken.

De erkenning wordt verleend voor drie jaar en is verlengbaar.

Om erkend te worden moet de vzw aan de volgende voorwaarden voldoen :

- 1° haar maatschappelijk doel ligt in de lijn van de in artikel 1 bedoelde doestellingen;
- 2° haar raad van bestuur telt onder zijn leden ten minste twee personen die houder zijn van een diploma in de pedagogie en twee die houder zijn van een diploma in de wetenschappen m.b.t. milieu-aangelegenheden;
- 3° haar project past in het kader van de in artikel 4 bedoelde opdrachten;
- 4° haar financieel beheer is gezond.

De erkenning slaat met name op de volgende gegevens :

- 1° het doel van de opdracht;
- 2° de wijze waarop toezicht wordt gehouden op de vervulling van de opdracht;
- 3° de door de vzw te verstrekken documenten, met name het activiteiten- en het boekhoudverslag;
- 4° de middelen die de vzw ter beschikking stelt voor de vervulling van haar opdracht;
- 5° de respectievelijke verplichtingen van de Regering en de v.z.w.

Art. D. 26. Gedurende de erkenning verschaft de Regering de krachtens artikel 25 erkende vzw de onroerende en roerende goederen die nodig zijn voor het vervullen van de in artikel 24 bedoelde opdrachten.

Art. D. 27. De Regering draagt bij tot de werking van het "C.R.I.E. » d.m.v. een jaarlijkse toelage waarvan ze het bedrag per centrum bepaalt.

De Regering bepaalt de voorwaarden waaronder de jaarlijkse toelage wordt betaald.

Art. D. 28. De Regering is belast met de administratieve opvolging en de controle van het gebruik van de toelagen van het "C.R.I.E. » .

De Regering zorgt voor de jaarlijkse evaluatie van de binnen het "C.R.I.E. » verrichte activiteiten, met name op grond van een activiteitenverslag dat de krachtens artikel 25 erkende vzw's haar jaarlijks overmaken.

Art. D. 29. Er wordt een begeleidingscomité opgericht dat moet zorgen voor de samenhang en de evaluatie van de binnen de "C.R.I.E. » uitgeoefende activiteiten en de Regering advies moet geven in het kader van de erkenningsprocedure.

De Regering bepaalt de samenstelling en de werkwijze van het comité.

Deel IV. — Milieuplanning in het kader van de duurzame ontwikkeling

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Art. d. 30. Artikel De milieuplanning heeft tot doel :

- 1° de bescherming van de natuurlijke hulpbronnen en de ecosystemen;
- 2° de voorkoming en de vermindering van de door menselijke activiteiten veroorzaakte milieuhinder;
- 3° het in beschouwing nemen op gewestelijk niveau van het aspect duurzame ontwikkeling.

Art. D. 31. Milieuplanning omvat :

- 1° de jaarlijkse uitwerking van het verslag over de staat van het Waalse milieu;
- 2° de vijfjaarlijkse uitwerking van het milieubeleidsplan gericht op de duurzame ontwikkeling;
- 3° de uitwerking van sectorale programma's.
- 4° de opmaak van gemeentelijke plannen voor leefmilieu en natuurontwikkeling.

HOOFDSTUK II. — Verslag over de staat van het Waalse milieu

Art. D. 32. De Regering bezorgt de Waalse Gewestraad jaarlijks vóór de indiening van de begroting en uiterlijk vóór 15 november een verslag over "de staat van het Waalse milieu". De Waalse Gewestraad spreekt zich uit bij resolutie.

Art. D. 33. Het verslag over de staat van het Waalse milieu behelst een kritische, evolutieve en prospectieve vaststelling omtrent de onderscheidene milieucomponenten en de door menselijke activiteiten veroorzaakte belastingen.

Het omvat een analyse van het door de overheid, de bedrijven en de vrijwillige verenigingen gevoerde milieubeleid. Het omvat eveneens een stand van zaken betreffende de omzetting van de Europese milieurichtlijnen en de inachtneming van de internationale verbintenissen inzake milieu, alsmede een balans van de inspanningen welke in het Waalse Gewest op het gebied van de duurzame ontwikkeling zijn verwezenlijkt ter uitvoering van de in het kader van de Conferentie van Rio van juni 1992 uitgewerkte internationale overeenkomsten inzake milieu en ontwikkeling en van de in het programma " Action 21 " omschreven beginselen.

Art. D. 34. Het verslag over de staat van het Waalse milieu wordt opgesteld door de " Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement " (Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu) van het Ministerie van het Waalse Gewest, in nauwe samenwerking met de franstalige universiteiten en onderzoekscentra van Wallonië en Brussel. De Regering legt de praktische modaliteiten voor de opstelling van het verslag vast.

Art. D. 35. Op initiatief van de Regering wordt het verslag ter overleg en ter discussie gesteld op een rondetafelbijeenkomst waaraan de " Conseil économique et social de la Région wallonne " (Economische en Sociale Raad van het Waalse Gewest) en de in artikel 7 bedoelde " Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable " (Waalse Milieuraad voor de duurzame ontwikkeling) deelnemen. De " Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable " stelt een synthesenota op met de resultaten van het overleg, alsmede een prospectnota met eventueel suggesties inzake bestrijding en voorkoming van milieuaantastingen.

Art. d. 36. Het verslag over de staat van het Waalse milieu alsmede de door de " Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable " uitgewerkte nota's worden op initiatief van de Regering op ruime schaal verspreid, met name onder de leden van de Waalse Gewestraad, de betrokken bedrijfs- en landbouwkringen, de verenigingen voor de consumentenbescherming en de educatieve kringen.

HOOFDSTUK III. — *Milieubeleidsplan voor de duurzame ontwikkeling*

Art. d. 37. De Regering maakt een milieubeleidsplan voor de duurzame ontwikkeling op, waarin de richtsnoeren worden gegeven voor de besluitvorming op middellange en lange termijn door de Regering, de gewestelijke administratie, de pararegionale ondernemingen, de met een openbare dienst belaste particulieren en, in materies van gewestelijk belang, door de provincies, gemeenten en verenigingen van gemeenten.

Art. d. 38. Het plan is met name gebaseerd op de overeenkomstig hoofdstuk II opgestelde verslagen over de staat van het Waalse milieu en de door de "Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable" uitgewerkte nota's, alsmede op de actieprogramma's die in het kader van de duurzame ontwikkeling door de Algemene Vergadering van de Verenigde Naties en de Raad van de Europese Unie zijn vastgesteld.

Art. d. 39. Het plan omvat met name :

1° de voor de onderscheidene milieucomponenten te bereiken doelstellingen en de te ontwikkelen actiemiddelen;

2° de gegevens aan de hand waarvan het milieu en de bescherming van de natuurlijke hulpbronnen kunnen worden opgenomen in het ontwikkelingsproces van het Gewest en in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen voor de sector.

Art. D. 40. Het ontwerp-plan wordt door of in opdracht van de Regering opgemaakt.

De Regering kan een beroep doen op de diensten van het Waalse Gewest, de pararegionale ondernemingen, de provincies, de gemeenten en de verenigingen van gemeenten, opdat ze haar alle voor het opmaken van het ontwerp-plan vereiste informatie en gegevens zouden verstrekken.

De Regering kan tevens inlichtingen en gegevens bij de bedrijven inzamelen. Het is haar verboden eventueel in de verkregen inlichtingen vervatte fabricagegeheimen geheel dan wel gedeeltelijk te onthullen, wanneer de bedrijven die de inlichtingen hebben verstrekt wijzen op die met een vertrouwelijk karakter en om geheimhouding vragen.

Art. D. 41. Het ontwerp-plan wordt door de Regering voor eenieder ter inzage gelegd gedurende een periode van dertig dagen. De gemeentelijke overheid stelt de bevolking hiervan in kennis. Zij zamelt de opmerkingen van de bevolking in en zendt ze met hun eventuele met redenen omklede adviezen door naar de Regering.

Art. D. 42. Samen met de terinzagelegging van het ontwerp-plan wint de Regering het advies in van de provincies, gemeenten, verenigingen van gemeenten inzake waterproductie en -voorziening. Wat afvalstoffen betreft, wint ze het advies in van de erkende zuiveringsinstellingen, de "Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable", de "Conseil économique et social" van het Waalse Gewest, alsmede van elke andere instantie waarvan zij het advies nuttig acht.

Deze sturen hun eventuele met redenen omklede adviezen naar de Regering binnen twintig dagen na het vervallen van de in artikel 41 bedoelde termijn.

Art. D. 43. De Regering keurt het plan goed bij een in haar midden genomen besluit.

De Regering onderwerpt het plan aan de Waalse Gewestraad, die zich bij resolutie uitspreekt.

De Regering deelt het plan mee aan de in artikel 37 bedoelde overheid en instellingen, alsook aan de andere instanties waarvan zij het advies nuttig acht.

Ze zorgt voor de bekendmaking bij uittreksel in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. D. 44. De Regering kan bijzondere bepalingen vaststellen voor de procedure van goedkeuring van het plan. Zij kan met name de termijnen van terinzagelegging en doorgeleiding van de adviezen van de door haar geraadpleegde instanties verlengen.

Art. D. 45. Het plan wordt om de vijf jaar opgesteld. Het blijft van toepassing zolang het niet is vervangen.

De Regering kan de te ontwikkelen actiemiddelen jaarlijks opnieuw evalueren.

HOOFDSTUK IV. — *Sectorale programma's*

Art. D. 46. De Regering werkt sectorale programma's uit op de volgende gebieden :

- 1° een afvalbeheersplan, als bedoeld in het decreet van 27 juni 1996 met betrekking tot de afvalstoffen;
- 2° een actieprogramma voor de luchtkwaliteit;
- 3° een actieprogramma voor de bodemkwaliteit;
- 4° een actieprogramma voor de natuurbescherming.

Art. D. 47. De sectorale programma's kunnen afzonderlijk dan wel gegroepeerd worden opgemaakt.

Zij omvatten sectorale richtsnoeren, zoals bedoeld in artikel 37, en worden opgemaakt met inachtneming van de artikelen 40 tot 45, met uitzondering van de bepalingen betreffende de frequentie van de opmaking en onverminderd de afwijkende bepalingen vastgesteld door de Regering om rekening te houden met de eigenheden van betrokken sector.

HOOFDSTUK V. — *Gemeentelijke plannen voor leefmilieu en natuurontwikkeling*

Art. D. 48. De gemeenteraad kan een gemeentelijk plan voor leefmilieu en natuurontwikkeling opmaken.

Dit plan bevat o.a. de volgende gegevens :

1° de door de gemeente gevoerde acties inzake de afval, het oppervlakte- en grondwater, het afvalwater, de geluidshinder, de lucht- en bodemverontreiniging, de natuurbescherming en -ontwikkeling, de volksgezondheid in het algemeen en de bewustmaking van de bevolking daaromtrent;

2° de te bereiken doelstellingen en de te ontwikkelen middelen i.v.m. de in punt 1° bedoelde acties, met inachtneming o.a. van het plan en de gewestelijke programma's bedoeld in de hoofdstukken III en IV.

De Regering bepaalt de procedure voor de goedkeuring van het plan.

Het plan wordt opgemaakt voor een periode van vijf jaar. Het blijft van toepassing zolang het niet vervangen wordt. De gemeenteraad kan de te ontwikkelen actiemiddelen jaarlijks opnieuw evalueren.

De gemeenteraad kan het gemeentelijk plan voor leefmilieu en natuurontwikkeling en het gemeentelijk structuurplan gezamenlijk aannemen. In dit geval is de enige goedkeuringsprocedure die bedoeld in artikel 17 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium.

De Regering kan onder de door haar bepaalde voorwaarden een toelage verlenen aan de gemeenten die een gemeentelijk plan voor leefmilieu en natuurontwikkeling opmaken.

Deel V. — Milieueffectbeoordeling

HOOFDSTUK I. — *Begripsomschrijvingen en beginselen*

Art. D. 49. Voor de toepassing van dit deel wordt verstaan onder :

1° « bevoegde overheid » : elk al dan niet beraadslagend orgaan al dan niet voorzien van de rechtspersoonlijkheid, belast met een openbare dienstopdracht en gemachtigd om de vergunning bedoeld in dit artikel te verstrekken, met inbegrip van de bevoegde beroepsverheid;

2° « effectonderzoek » : het wetenschappelijk onderzoek dat uitgevoerd wordt door een erkende persoon en dat de effecten van het project op het leefmilieu onderstreept;

3° « korte uiteenzetting van de milieueffectrapportering » : document waarin de voornaamste ecologische parameters van het project opgenomen zijn en waarin de nadruk wordt gelegd op de effecten ervan op het milieu;

4° « vergunning » :

a. de vergunningen verstrekt krachtens het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning;

b. de vergunningen verstrekt krachtens de artikelen 84, 89 en 127 van het Waals Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium;

c. de krachtens het decreet van 9 mei 1985 betreffende de ontsluiting van de steenbergen verleende vergunningen voor de nuttige toepassing van de steenbergen;

d. de administratieve handelingen, opgesomd door de regering, getroffen overeenkomstig de wetten, decreten en reglementen, waarbij beslist wordt een project geheel of gedeeltelijk te realiseren of te kunnen realiseren;

5° « inrichtingsplan » : inrichtingsplan in de zin van het Waals Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium;

6° »plannen en programma's » : de plannen en programma's, alsook de wijzigingen ervan :

a. uitgewerkt en/of goedgekeurd door een overheid, namelijk een privaatrechtelijke of publiekrechtelijke natuurlijke of rechtspersoon die een openbare dienstopdracht uitvoert op gewestelijk of lokaal niveau, of uitgewerkt door een overheid met het oog op de goedkeuring door het Waals Parlement of de Waalse regering;

b. en voorzien bij decreetgevende, regelgevende of bestuurlijke bepalingen;

7° « ontwerp of project » : elke verrichting, activiteit, elk werk, bouwwerk, elke afbraak, verbouwing, uitbreiding of afdanking van installaties die het leefmilieu wijzigen en waarvan de uitvoering in het vooruitzicht gesteld wordt door een publiek- of privaatrechtelijke natuurlijke of rechtspersoon;

8° « publiek » : één of meerdere natuurlijke of rechtspersonen, evenals de verenigingen, organisaties en groepen die die personen verenigen;

9° « verslag over de milieueffecten » : het deel van de documentatie met betrekking tot het plan of het programma dat de informatie bedoeld in artikel 56 bevat;

10° « niet-technische samenvatting » : het document bevattende de voornaamste resultaten van het effectonderzoek, een synthese van de effecten van het project op het milieu, een lijst van de maatregelen die overwogen worden om de negatieve effecten van het project op het milieu te voorkomen, te beperken en, indien mogelijk, te verhelpen;

11° « systeem van milieueffectrapportering van de plannen en programma's » : de uitwerking van een verslag over de milieueffecten, het verrichten van raadplegingen, het in rekening nemen van dat verslag en de resultaten van de raadplegingen bij het treffen van de beslissing, evenals de mededeling van informatie over de beslissing overeenkomstig de artikelen 52 tot en met 61;

12° « systeem van milieueffectrapportering van de projecten » : het geheel van de procedures van decreetgevende en regelgevende bepalingen van dit deel tot organisatie vóór elke vergunning verstrekt wordt, van het in beschouwing nemen als bestanddeel van de beslissing van de milieueffecten.

Art. D. 50. De tenuitvoerlegging van de bij dit deel bepaalde procedures heeft als hoofddoel :

— de kwaliteit van het leefklimaat en de leefomstandigheden van de bevolking te beschermen en te verbeteren en haar een gezonde, veilige en aangename omgeving te verschaffen;

— de leefomgeving en de natuurlijke hulpbronnen te beheren met het oog op het behoud van hun kwaliteiten en op het rationele en oordeelkundig gebruik van hun potentialiteiten;

— evenwicht te brengen tussen de menselijke behoeften en het leefmilieu, waardoor de gezamenlijke bevolking op lange termijn zal kunnen genieten van een goed leefklimaat en van degelijke leefomstandigheden;

— voorzien in een hoog beschermingsniveau voor het leefmilieu en bijdragen in de opname van beschouwingen over het leefmilieu in de uitwerking en de goedkeuring van de plannen en programma's die een niet te verwaarlozen effect zouden kunnen hebben op het leefmilieu met het oog op de bevordering van een duurzame ontwikkeling.

Art. D. 51. In het Waalse Gewest wordt een systeem ingevoerd om de effecten van de projecten op het milieu te evalueren.

HOOFDSTUK II. — *Systeem van milieueffectrapportering van de plannen en programma's*

Art. D. 52. De milieueffectrapportering wordt uitgevoerd tijdens de uitwerking van het plan of het programma en vóór het wordt goedgekeurd of, in voorkomend geval, onderworpen wordt aan de wetgevende procedure.

De termijnen voorzien voor de uitwerking van de plannen en de programma's worden opgeschort tussen de datum van het verzoek om vrijstelling aan de regering bedoeld in artikel 53, §§ 1 en 2, of de datum van het verzoek om bepaling van de inhoud van het milieueffectverslag door de regering bedoeld in artikel 55, en de datum van goedkeuring van het milieueffectverslag.

Art. D. 53. § 1. Er wordt een milieueffectrapportering van de plannen en de programma's uitgevoerd overeenkomstig de artikelen 52 tot en met 61 voor de plannen en programma's evenals de wijzigingen ervan waarvan lijst I opgesteld wordt door de regering en die :

1° uitgewerkt worden voor de landbouw, de bosbouw, de visvangst, de energie, de industrie, het vervoer, het afvalstoffenbeheer, het waterbeheer, het bodembeheer, de telecommunicatie, het toerisme en het raam omschrijven waarin de uitvoering van de projecten vermeld in de lijst opgesteld krachtens artikel 66, § 2, in de toekomst gemachtigd zal kunnen worden;

2° onderworpen worden aan een beoordeling krachtens artikel 29 van de wet van 12 juli 1973 over het natuurbehoud.

Indien een plan of een programma zoals bedoeld in lid 1 het gebruik van kleine gebieden bepaalt op lokaal vlak of geringe wijzigingen uitmaakt aan de plannen en programma's bedoeld in lid 1 of het raam niet omschrijft waarin de uitvoering van de projecten vermeld in de lijst opgesteld krachtens artikel 66, § 2, in de toekomst gemachtigd zal kunnen worden, en de ontwerper ervan van oordeel is dat dat plan of programma geen niet te verwaarlozen effecten zou kunnen hebben op het leefmilieu, kan hij de regering vragen dat dat plan of programma vrijgesteld wordt van de milieueffectrapportering. De ontwerper van het plan of het programma verantwoordt zijn vraag tegenover de criteria die de vermoedelijke omvang van de effecten bedoeld in artikel 54 kan bepalen.

De regering raadpleegt de CWEDD, de betrokken gemeenten en de personen en instanties die zij nuttig acht te raadplegen. De adviezen worden binnen de dertig dagen overgemaakt na het verzoek van de regering. Als die termijn eenmaal verstreken is, worden de adviezen geacht gunstig te zijn. Binnen de dertig dagen na het afsluiten van de raadplegingen beslist de regering over de vraag om vrijstelling. De beslissing van de regering en de redenen waarom beslist wordt het plan of het programma vrij te stellen van een milieueffectrapportering worden in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

§ 2. De plannen en programma's andere dan die bedoeld in § 1 en die het raam omschrijven waarin de uitvoering van projecten in de toekomst gemachtigd zal kunnen worden, worden onderworpen aan een milieueffectrapportering indien zij niet te verwaarlozen effecten op het leefmilieu zouden kunnen hebben. De regering stelt lijst II op van die plannen en programma's met toepassing van de criteria die de vermoedelijke omvang van die effecten zou kunnen bepalen zoals bedoeld in artikel 54 en raadpleegt de CWEDD, de betrokken gemeenten en de personen en instanties die zij nuttig acht te raadplegen. De adviezen worden overgemaakt binnen de dertig dagen na het verzoek van de regering. Als die termijn eenmaal verstreken is, worden de adviezen geacht gunstig te zijn.

Indien de ontwerper van een plan of een programma opgenomen op lijst II van oordeel is dat dat plan of programma geen niet te verwaarlozen effecten zou kunnen hebben op het leefmilieu, kan zij de regering vragen om dat plan of programma vrij te stellen van de milieueffectrapportering. Hij verantwoordt zijn vraag ten opzichte van de criteria die de vermoedelijke omvang van de effecten bedoeld in artikel 54 zou kunnen bepalen.

De regering raadpleegt de CWEDD, de betrokken gemeenten en de personen en instanties die zij nuttig acht te raadplegen. Als die termijn eenmaal verstreken is, worden de adviezen geacht gunstig te zijn. Binnen de dertig dagen na het afsluiten van de raadplegingen, beslist de regering over de vraag om vrijstelling. De beslissing van de regering en de redenen waarom beslist is het plan of het programma vrij te stellen van een milieueffectrapportering worden in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

§ 3. De regering kan de plannen en programma's die een niet te verwaarlozen effect op het leefmilieu zouden kunnen hebben en die niet voorzien zijn bij decreetgevende, regelgevende of bestuurlijke bepalingen aan een milieueffectbeoordeling onderwerpen krachtens dit hoofdstuk.

§ 4. Krachtens dit hoofdstuk worden niet aan milieueffectrapportering onderworpen :

1° de plannen en programma's uitsluitend bestemd voor doelen van landsverdediging en burgerlijke bescherming;

2° de financiële of begrotingsplannen en -programma's;

3° de plannen en programma's die medegefinancierd worden door de Europese Unie ten titel van de periodes van programmering die lopende zijn betreffende, respectievelijk, de verordeningen nr. 1260/1999 en nr. 1257/1999 van de Raad;

4° het plan van de technische ingravingscentra bedoeld in artikel 24, § 2, van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen.

§ 5. De plannen en programma's waarvan de milieueffectrapportering geregeld wordt door het Waals Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium zijn niet bedoeld in dit artikel.

Art. D. 54. Om te bepalen of de plannen en programma's niet te verwaarlozen effecten zouden kunnen hebben op het leefmilieu, wordt rekening gehouden met de criteria waarmee bepaald kan worden welke de vermoedelijke omvang van volgende effecten zou kunnen zijn :

1° de kenmerken van de plannen en programma's, inzonderheid :

a. de mate waarin het betrokken plan of programma een raam omschrijft voor andere ontwerpen of activiteiten, wat betreft de ligging, de aard, de grootte en de werkingsvoorwaarden of door een toewijzing van bestaansmiddelen;

b. de mate waarin een plan of een programma invloed heeft op andere plannen of programma's, met inbegrip van die plannen of programma's die deel uitmaken van een hiërarchische eenheid;

c. de verhouding tussen het plan of het programma en de opname van de beschouwingen over het leefmilieu met het oog op met name de bevordering van een duurzame ontwikkeling;

d. de leefmilieuproblemen verbonden aan het plan of programma;

e. de verhouding tussen het plan of programma en de uitvoering van de wetgeving in verband met het leefmilieu;

2° de kenmerken van de effecten en van het gebied dat ze zou kunnen ondergaan, inzonderheid :

a. de waarschijnlijkheid, de duur, de frequentie en de omkeerbaarheid van de effecten;

b. het samengevoegd karakter van de effecten;

c. de grensoverschrijdende aard van de effecten;

d. de risico's voor de menselijke gezondheid of voor het leefmilieu;

e. de kracht en de geografische uitgestrektheid van de effecten, namelijk de geografische zone en de omvang van de bevolking die eronder zou kunnen lijden;

f. de waarde en de kwetsbaarheid van het gebied dat de effecten zou kunnen ondergaan, wegens :

— natuurlijke kenmerken of een bepaald cultureel erfgoed;

— een overschrijding van de normen inzake leefmilieukwaliteit of van de grenswaarden;

— de intensieve bodemexploitatie;

g. het effect voor gebieden of landschappen die een erkend beschermingsstatuut op nationaal, Europees of internationaal niveau genieten.

Art. D. 55. De ontwerper van een plan of een programma dat onderworpen wordt aan milieueffectrapportering krachtens artikel 53, indien die ontwerper niet de regering is, maakt het ontwerp-plan of -programma over aan de regering of aan de daartoe gemachtigde persoon opdat die laatste de inhoud van het milieueffectrapport bepaalt overeenkomstig artikel 56.

Art. D. 56. § 1. Indien een milieueffectrapportering van de plannen en programma's vereist is krachtens artikel 53, wordt door de ontwerper van het plan of het programma een milieueffectverslag geschreven waarin geïdentificeerd, omschreven en beoordeeld worden : de vermoedelijk niet te verwaarlozen effecten van de uitvoering van plan of programma, de redelijke vervangingsoplossingen waarbij rekening gehouden wordt met de doelstellingen en het geografisch toepassingsgebied van het plan of het programma.

§ 2. De regering of de persoon die zij daartoe machtigt bepaalt de informatie die in het milieueffectrapport uitgewerkt overeenkomstig § 1 opgenomen moeten worden, waarbij daartoe rekening gehouden wordt met de bestaande kennis en de methodes ter zake van rapportering, de inhoud en de nauwkeurigheidsgraad van het plan of het programma, van het stadium dat is bereikt in het beslissingsproces en met het feit dat het eventueel verkieslijker is om bepaalde aspecten te beoordelen in andere stadia van dat proces om te voorkomen dat de beoordeling herhaald wordt.

§ 3. De informatie die te verstrekken zijn krachtens § 2 bevatten minstens volgende bestanddelen :

1° een samenvatting van de inhoud, een omschrijving van de hoofddoelstellingen van het plan of het programma en de banden met andere relevante plannen of programma's;

2° de relevante aspecten van de leefmilieutoestand evenals de vermoedelijke evolutie ervan indien het programma of het plan niet uitgevoerd worden;

3° de leefmilieukeurmerken van de gebieden die op significante wijze de effecten zouden kunnen ondergaan;

4° de leefmilieuproblemen verbonden met het plan of het programma, inzonderheid de problemen die betrekking hebben op de gebieden die een bijzonder belang vertonen voor het leefmilieu, zoals de gebieden die aangewezen worden overeenkomstig de richtlijnen 79/409/EEG en 92/43/EEG;

5° de relevante doelstellingen ter zake van milieubescherming en de wijze waarop die doelstellingen en de beschouwingen over het leefmilieu in overweging zijn genomen in de loop van de uitwerking van het plan of het programma;

6° de vermoedelijke niet te verwaarlozen effecten, namelijk de secundaire, samengevoegde, synergetische effecten op korte, middellange en lange termijn, standvastig of tijdelijk, zowel positief als negatief, op het leefmilieu, met inbegrip over thema's zoals de biologische diversiteit, de bevolking, de menselijke gezondheid, de fauna, de flora, de bodems, het water, de lucht, de klimaatfactoren, de materiële goederen, het cultuurerfgoed, met inbegrip van het architectonisch en archeologisch erfgoed, de landschappen en de interacties tussen die factoren;

7° de maatregelen die in het vooruitzicht gesteld worden om elk negatief niet te verwaarlozen effect van de uitvoering van het plan of het programma op het leefmilieu te voorkomen, te beperken of zover mogelijk te compenseren;

8° een verklaring waarin de redenen samengevat worden waarvoor de in het vooruitzicht gestelde oplossingen uitgeroeid zijn en een omschrijving van de wijze waarop de beoordeling tot stand is gekomen, met inbegrip van de gerezen problemen, zoals de technische tekortkomingen of het gebrek aan know-how bij de inzameling van de vereiste informatie;

9° een omschrijving van de in het vooruitzicht gestelde opvolgingsmaatregelen overeenkomstig artikel 59;

10° een niet-technische samenvatting van bovenbedoelde informatie.

De nuttige inlichtingen betreffende de effecten van de plannen en de programma's op het leefmilieu die verkregen zijn op andere beslissingsniveaus of krachtens andere wetgevingen kunnen worden gebruikt om de informatie te verstrekken opgesomd in vorig lid.

§ 4. De regering of de persoon die zij daartoe machtigt onderwerpt de ontwerp-inhoud van het milieueffectverslag evenals het ontwerp-plan of programma aan het advies van de CWEDD, aan de betrokken gemeenten en aan de personen en de instanties die zij nuttig acht te raadplegen. De adviezen hebben betrekking op de omvang en de nauwkeurigheid van de informatie die in het milieueffectverslag vervat moeten zijn.

De adviezen worden aan de regering overgemaakt binnen de dertig dagen na het verzoek. Bij ontstentenis bepaalt de regering of de persoon die zij daartoe machtigt de inhoud van het milieueffectrapport.

Art. D. 57. § 1. Het ontwerp-plan of -programma evenals het milieueffectverslag worden door de ontwerper van het plan of het programma opgestuurd naar het college van burgemeester en schepenen van elke gemeente betrokken bij de milieueffecten van het ontwerp-plan of -programma en op het gebied waarvan een openbaar onderzoek met een minimumduur van zestig dagen gehouden wordt.

§ 2. Volgens de modaliteiten die de regering vastlegt wordt het openbaar onderzoek aangekondigd in elke gemeente die betrokken is bij de milieueffecten van het ontwerp-plan of programma zowel bij aanplakking als via een bericht ingevoegd in minstens twee dagbladen die verspreid worden over het gehele grondgebied van het Waalse Gewest, waarvan één Duitstalig. De aanvang en het einde van de termijn van het openbaar onderzoek worden in het bericht nader aangegeven. De onderzoekstermijn wordt opgeschort tussen 16 juli en 15 augustus.

De opmerkingen worden schriftelijk gericht aan het college van burgemeester en schepenen vóór het einde van de termijn van het openbaar onderzoek. Zij worden als bijlage gevoegd bij het proces-verbaal tot beëindiging van het openbaar onderzoek dat door het college van burgemeester en schepenen wordt opgesteld binnen de acht dagen na afsluiting ervan. Binnen de 45 dagen na afsluiting van het openbaar onderzoek maakt het college van burgemeester en schepenen de opmerkingen en het proces-verbaal tot afsluiting van het openbaar onderzoek over aan de ontwerper van het plan of het programma.

§ 3. Het ontwerp-plan of –programma evenals het milieueffectverslag worden zodra ze worden aangenomen door de ontwerper van het plan of programma ter advies voorgelegd aan de CWEDD, aan de betrokken gemeenten en aan de andere personen en instanties die de regering nuttig acht te raadplegen.

De adviezen worden overgemaakt aan de ontwerper van het plan of programma binnen de zestig dagen na het verzoek. Bij ontstentenis worden de adviezen geacht gunstig te zijn.

Art. D. 58. § 1. In dezelfde tijd als de regering beslist overeenkomstig artikel 56, § 2, stelt zij in voorkomend geval vast of de uitvoering van een plan of programma in uitwerking niet te verwaarlozen effecten zou kunnen hebben op het leefmilieu van een ander Gewest, een andere Lid-Staat van de Europese Unie of een Staat die verdragsluitende partij is bij het Verdrag van Espoo van 25 februari 1991 inzake milieueffectrapportage in grensoverschrijdend verband. In dat geval wordt het ontwerp-plan of programma samen met het milieueffectverslag en de eventuele informatie over de grensoverschrijdende effecten overgemaakt aan de bevoegde overheid van dat ander Gewest, die andere Lid-Staat van de Europese Unie of die andere verdragsluitende partij van het Verdrag van Espoo.

De regering kan bepalen :

1° de instanties die belast zijn met het overmaken van het ontwerp-plan of –programma samen met het milieueffectverslag en de eventuele informatie over de grensoverschrijdende effecten aan de overheden bedoeld in lid 1;

2° de modaliteiten volgens welke de bevoegde overheden van het Gewest of de staat die eventueel eraan onderworpen kunnen worden, deel kunnen nemen aan de procedure ter zake van milieueffectrapportering;

3° de modaliteiten volgens welke de informatie bedoeld in artikel 60, lid 3, medegedeeld worden aan de overheden bedoeld in lid 1.

§ 2. Indien de uitvoering van een plan of een programma in uitwerking op het grondgebied van een ander Gewest, een andere Lid-Staat van de Europese Unie of een andere verdragsluitende partij bij het Verdrag van Espoo van 25 februari 1991 inzake milieueffectrapportage in grensoverschrijdend verband niet te verwaarlozen effecten zou kunnen hebben op het leefmilieu van het Waalse Gewest, wordt het ontwerp-plan of –programma, samen met het milieueffectverslag die door de bevoegde overheden van dat ander Gewest of die andere staat zijn overgemaakt, ter beschikking gesteld van het publiek en de instanties aangewezen door de regering.

De regering bepaalt :

1° de modaliteiten volgens welke de informatie bedoeld in lid 1 ter beschikking worden gesteld van het publiek en de instanties bedoeld in lid 1;

2° de modaliteiten volgens welke het advies van het publiek en de geraadpleegde instanties wordt ingezameld en overgemaakt.

Art. D. 59. De ontwerper van het plan of programma neemt het milieueffectverslag in overweging, evenals de resultaten van de adviezen uitgedrukt krachtens artikel 57, alsook de grensoverschrijdende raadplegingen die zijn verricht krachtens artikel 58, tijdens de uitwerking van betrokken plan of programma en voor het aangenomen wordt of, in voorkomend geval, onderworpen wordt aan de wetgevende procedure.

Hij bepaalt eveneens de voornaamste maatregelen ter opvolging van de niet te verwaarlozen milieueffecten van de uitvoering van het plan of programma om met name in een vroegtijdig stadium de onverwachte negatieve impact te onderkennen en in staat te zijn de corrigerende acties die hij geschikt acht te ondernemen.

Art. D. 60. Indien hij het plan of programma aanneemt, geeft de ontwerper van het plan of programma een milieuverklaring af waarin de wijze samengevat wordt waarop de leefmilieuoverwegingen opgenomen zijn in het plan of programma en waarop het milieueffectverslag en de adviezen uitgebracht krachtens de artikelen 57 of 58 in overweging zijn genomen, evenals de redenen voor de keuze van het plan of programma zoals aangenomen, rekening houdend met andere redelijke en in het vooruitzicht gestelde maatregelen.

Het plan of programma zoals aangenomen, de milieuverklaring en de maatregelen die genomen zijn betreffende de opvolging overeenkomstig artikel 59 worden bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

De ontwerper van het plan of programma maakt bij ter post aangetekend schrijven binnen de tien dagen van de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* een afschrift van het plan of programma over evenals de milieuverklaring en de maatregelen getroffen betreffende de opvolging, aan de betrokken gemeenten, aan de CWEDD, aan de andere personen en instanties die de regering nuttig heeft geacht te raadplegen, en in voorkomend geval aan het Gewest of de staat die geraadpleegd is overeenkomstig artikel 58.

Art. D. 61. § 1. De ontwerpen voorzien in een plan of programma waarover reeds een milieueffectrapportering is verricht overeenkomstig artikel 53 en die onderworpen worden aan het systeem van milieueffectrapportering bedoeld in hoofdstuk III zijn ervan vrijgesteld.

§ 2. Indien de plannen en programma's deel uitmaken van een hiërarchie eenheid, met het oog op het voorkomen van een herhaling van de milieueffectrapportering, kan die inzonderheid gebaseerd zijn op de nuttige inlichtingen die verkregen zijn bij de voorheen verrichte rapportering ter gelegenheid van de goedkeuring van een ander plan of programma dat deel uitmaakt van hetzelfde geheel.

§ 3. Voor de plannen en programma's waarvoor de verplichting om een milieueffectrapportering door te voeren vloeit een openbaar onderzoek of een raadpleging van dezelfde overheden gelijktijdig uit dit hoofdstuk en andere wetgevingen, zijn zij onderworpen aan een gecoördineerde of gemeenschappelijke procedure die voldoet aan de strengste relevante wetgevende bepalingen om meerdere rapporteringen te voorkomen, wat inhoudt :

- het houden van één enkel openbaar onderzoek;
- het houden van een enige raadpleging van dezelfde overheden die advies moeten uitbrengen over het plan of programma dat in uitwerking is;
- het opstellen van één enkel verslag die alle door de relevante wetgevingen vereiste inlichtingen bevat.

HOOFDSTUK III. — *Systeem van milieueffectrapportering van projecten*

Art. D. 62. De afgifte van elke vergunning is onderworpen aan de tenuitvoerlegging van het in dit hoofdstuk bedoelde systeem van milieueffectrapportering.

Als voor de uitvoering van het project verschillende vergunningen worden vereist, wordt het effectrapporteringssysteem één keer toegepast en heeft de rapportering betrekking op de gezamenlijke milieueffecten die het project zou kunnen hebben.

De Regering bepaalt de regels voor de toepassing van dit artikel op grond van algemene normen.

Art. D. 63. De inzake beroepen bevoegde overheid en de administratieve rechter kunnen iedere vergunning die verleend wordt in strijd met de bepalingen van artikel 62, eerste lid, nietig verklaren.

De nietigheid moet hoe dan ook uitgesproken worden in de volgende gevallen :

- 1° bij gebrek aan een korte uiteenzetting als ze krachtens het decreet wordt vereist;
- 2° in geval van overtreding van één van de bepalingen van artikel 14;
- 3° bij gebrek aan een effectonderzoek als het vereist wordt bij of krachtens dit decreet;
- 4° als de met het onderzoek belaste persoon niet erkend is;
- 5° bij gebrek aan een niet-technische samenvatting;
- 6° bij gebrek aan de in artikel 71 bedoelde raadpleging van de bevolking.

Art. D. 64. De vergunning en de vergunningsweigering moeten met redenen omkleed zijn, met name op grond van de milieueffecten en van de doelstellingen bedoeld in artikel 50.

Art. D. 65. Elke vergunningsaanvraag bevat ofwel een korte uiteenzetting van de milieueffectrapportering, ofwel een milieueffectonderzoek.

Art. D. 66. § 1. Onverminderd de artikelen 42 en 50 van het "CWATUP" dient de effectrapportering, ongeacht of het gaat om de korte uiteenzetting van de milieueffectrapportering of om het effectonderzoek, voor de identificatie, de omschrijving en de evaluatie van de rechtstreekse en onrechtstreekse effecten, op korte, middellange en lange termijn, van de inrichting en de tenuitvoerlegging van het project op :

- 1° de mens, de fauna en de flora;
- 2° de bodem, het water, de lucht, het klimaat en de landschappen;
- 3° de materiële goederen en het cultureel patrimonium;
- 4° de wisselwerking tussen de factoren bedoeld in 1°, 2° en 3° van dit lid.

§ 2. De Regering bepaalt de lijst van de projecten die vanwege hun aard, omvang of localisatie aan een milieueffectonderzoek onderworpen moeten worden.

Bij de bepaling van de aan een milieueffectonderzoek te onderwerpen projecten, houdt de Regering rekening met de relevante selectiecriteria zoals volgt :

- 1° de kenmerken van bovenbedoelde projecten moeten in overweging genomen worden ten opzichte van :
 - de dimensie van het project;
 - de samenvoeging met andere projecten;
 - het gebruik van natuurlijke hulpbronnen;
 - de afvalstoffenproductie;
 - milieuverontreiniging en milieuhinder;
 - het risico op ongevallen, ten opzichte van met name de gebruikte stoffen en technologieën;
- 2° de milieusensibilisatie van geografische gebieden die onder het project zouden kunnen lijden dient in overweging te worden genomen door rekening te houden met :
 - de bezetting van de bestaande bodems;
 - de betrekkelijke rijkdom, de kwaliteit en regeneratiecapaciteit van de natuurlijke rijkdommen van het gebied;
 - de draagkracht van het natuurlijk milieu;
- 3° de significante effecten die een project zou kunnen hebben dienen in overweging te worden genomen in functie van de criteria opgesomd in 1° en 2°, inzonderheid ten opzichte van :
 - de omvang van de impact (geografisch gebied en omvang van de betrokken bevolking);
 - de grensoverschrijdende aard van de impact;
 - de omvang en de complexiteit van de impact;
 - de waarschijnlijkheid van de impact;
 - de duur, de frequentie en de omkeerbaarheid van de impact.

§ 3. De volgende aanvragen worden onderworpen aan een milieueffectrapportering :

- 1° de vergunningsaanvragen betreffende projecten die niet vermeld worden in § 2;
- 2° de in § 2 bedoelde aanvragen die voldoen aan de voorwaarden vermeld in § 4, eerste lid;
- 3° de vergunningsaanvragen betreffende projecten die vermeld worden in § 2 en die voldoen aan de voorwaarden bedoeld in artikel 26, § 4, van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen.

§ 4. Als de vergunningsaanvraag voldoet aan de voorschriften van een plan van aanleg dat het voorwerp heeft uitgemaakt van een effectonderzoek overeenkomstig de artikelen 42 of 50 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, eist de overheid die nagaat of het aanvraagdossier volledig is, geen effectonderzoek overeenkomstig dit decreet voorzover het effectonderzoek voorafgaand aan de goedkeuring van het plan de vereiste gegevens bevat. Als niet voldaan wordt aan de voorwaarden van het eerste lid, kan het effectonderzoek betreffende de vergunningsaanvraag uitgaan van de nuttige gegevens die ingezameld werden bij het (de) effectonderzoek(en) of de effectrapportering uitgevoerd vóór de goedkeuring van een plan van aanleg, een gemeentelijk plan van aanleg, een gewestelijk ruimtelijk ontwikkelingsplan of een gemeentelijk structuurplan.

Art. D. 67. § 1. De Regering bepaalt de vorm en de minimale inhoud van de korte uiteenzetting van de milieueffectrapportering. Ze kan beslissen dat het dossier van de vergunningsaanvraag gelijk staat met de korte uiteenzetting van de milieueffectrapportering.

§ 2. De Regering kan de vorm en de minimale inhoud van het milieueffectonderzoek bepalen.

§ 3. De milieueffectrapportering of het milieueffectonderzoek bevat minstens de volgende gegevens :

- 1° een omschrijving van het project, met gegevens over de site, het ontwerp en de omvang ervan;
- 2° de vereiste gegevens m.b.t. de opsporing en de evaluatie van de voornaamste milieueffecten van het project;
- 3° een omschrijving van de geplande maatregelen om ernstige negatieve effecten te voorkomen en te beperken en, indien mogelijk, te verhelpen;
- 4° een overzicht van de voornaamste alternatieve oplossingen die de aanvrager heeft onderzocht en een opgave van de voornaamste redenen voor zijn keuze, rekening houdende met de milieueffecten;
- 5° een niet-technische samenvatting van de bovenvermelde gegevens.

Als de aanvrager de bevoegde overheid om advies vraagt over de in het kader van de milieueffectrapportering of van het milieueffectonderzoek te verstrekken informatie, bepaalt de Regering hoe het advies moet worden uitgebracht.

Art. D. 68. Als een vergunningsaanvraag het voorwerp uitmaakt van een milieueffectrapportering, onderzoekt de overheid die nagaat of het aanvraagdossier volledig is, op grond van die rapportering en rekening houdende met de relevante selectiecriteria bedoeld in artikel 66, § 2, of het project aanzienlijke milieueffecten kan hebben. Als ze vaststelt dat zulks het geval is, geeft ze de aanvrager kennis daarvan wanneer ze hem meedeelt dat het dossier volledig is.

Tegelijkertijd geeft ze de " Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable " kennis daarvan en laat ze hem weten dat hij inzage kan nemen van het aanvraagdossier en dat zijn advies als gunstig wordt beschouwd als het niet binnen dertig dagen na ontvangst van de kennisgeving bij ter post aangetekend schrijven of tegen ontvangstbewijs toegezonden wordt.

Art. D. 69. De bevoegde overheid evalueert de effecten van het project op grond van het milieueffectonderzoek of van de korte uiteenzetting van de milieueffectrapportering, de ingewonnen adviezen en van elk ander gegeven dat ze nuttig acht.

Wanneer de bevoegde overheid of de door de Regering aangewezen organen die bij de behandeling van de aanvraag betrokken zijn, niet beschikken over de vereiste gegevens, kunnen ze bijkomende informatie verlangen van de aanvrager of de auteur van onderzoeken.

De projectontwikkelaar kiest een krachtens artikel 70 erkende persoon om het onderzoek uit te voeren en geeft de Regering en de door haar aangewezen personen onmiddellijk kennis van zijn keuze bij ter post aangetekend schrijven. Als de projectontwikkelaar de wraking waarin artikel 11, tweede lid, voorziet niet bij aangetekend schrijven ontvangt binnen vijftien dagen na bovenbedoelde kennisgeving, wordt zijn keuze gunstig geacht te zijn.

Art. D. 70. De Regering erkent, volgens de door haar bepaalde criteria en procedure, de natuurlijke en rechtspersonen die belast kunnen worden met milieueffectonderzoeken; ze bepaalt hoe de erkenning wordt verleend en ingetrokken. De erkenning kan namelijk tijdelijk of definitief worden ingetrokken als de Regering, na een eerste behoorlijk meegedeelde waarschuwing, de uiterst matige kwaliteit van een onderzoek vaststelt. De " Conseil wallon de l'environnement pour le développement " (Waalse Milieuraad voor de duurzame ontwikkeling), ingesteld bij de artikelen 7 tot en met 9, moet geraadpleegd worden vóór elke intrekking van erkenning, evenals de " Commission régionale d'aménagement du territoire " (Gewestelijke Commissie voor ruimtelijke ordening) als het effectonderzoek dat kwalitatief duidelijk te wensen overlaat, betrekking heeft op een plan van aanleg of een project van ruimtelijke ordening, stedenbouw of infrastructuur.

De Regering bepaalt in welke gevallen een erkende persoon onbevoegd kan worden verklaard voor de uitvoering van een onderzoek.

Art. D. 71. Voor de aan een effectonderzoek onderworpen projecten wordt de bevolking geraadpleegd vóór de indiening van de vergunningsaanvraag. De raadpleging dient met name om te wijzen op specifieke punten die zouden kunnen worden aangesneden in het effectonderzoek, en om alternatieven voor te leggen die de auteur van het project redelijkerwijs in overweging zou kunnen nemen bij de uitvoering van het effectonderzoek.

De Regering bepaalt :

- 1° hoe deze alternatieven worden medegedeeld aan de met het onderzoek belaste persoon;
- 2° de voorschriften voor de raadpleging en de maatregelen om de bevolking daarvan in kennis te stellen.

Art. D. 72. De " Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable " of zijn afgevaardigde alsmede, in het geval van een effectonderzoek betreffende een plan van aanleg of een project van ruimtelijke ordening, stedenbouw of infrastructuur, de Gemeentelijke adviescommissie voor ruimtelijke ordening of de Gewestelijke commissie voor ruimtelijke ordening hebben het recht de betrokken openbare overheden, de aanvrager en de persoon die het onderzoek uitvoert om elk gegeven te verzoeken i.v.m. de vergunningsaanvraag en het verloop van het effectonderzoek. Zij mogen de Regering en de bevoegde overheid alle nuttige opmerkingen en suggesties i.v.m. het effectonderzoek overmaken.

Art. D. 73. Het project dat het voorwerp heeft uitgemaakt van de vergunningsaanvraag, kan wijzigingen bevatten t.o.v. het project dat het voorwerp heeft uitgemaakt van het effectonderzoek als de wijzigingen gegrond zijn op suggesties van de auteur van het onderzoek. Als de vergunningaanvrager ondanks de suggesties van de auteur van het effectonderzoek weigert wijzigingen aan te brengen in zijn project, motiveert hij zijn standpunt in zijn aanvraag.

Art. D. 74. § 1. De vergunningsaanvragen waarvoor een effectonderzoek wordt geëist, worden aan een openbaar onderzoek onderworpen.

§ 2. De vergunningsaanvragen waarvoor een milieueffectrapportering wordt geëist, worden aan een openbaar onderzoek onderworpen :

- 1° als de overheid die nagaat of het aanvraagdossier volledig is, overeenkomstig artikel 68 vaststelt dat het project aanzienlijke milieueffecten kan hebben;
- 2° in de andere gevallen, als de desbetreffende wetgeving het oplegt.

§ 3. Bij het uitvoeren van de openbare onderzoeken bedoeld in de §§ 1 en 2 worden hoe dan ook de volgende principes in acht genomen :

- 1° het dossier van de vergunningsaanvraag, de niet-technische samenvatting, de milieueffectrapportering of het effectonderzoek wordt openbaar gemaakt;
- 2° het openbaar onderzoek duurt vijftien dagen voor projecten onderworpen aan een effectrapportering en dertig dagen voor projecten onderworpen aan een effectonderzoek;

3° het openbaar onderzoek wordt opgeschort tussen 16 juli en 15 augustus.

Voor de aan een effectonderzoek onderworpen projecten kan de Regering, naast de bij andere wetten, decreten of besluiten bepaalde regels betreffende een openbaar onderzoek, bijkomende regels opleggen.

De Regering kan regels voor de organisatie van het openbaar onderzoek opleggen als de overheid die voor de organisatie instaat, haar verplichtingen niet nakomt.

Art. D. 75. De bevolking kan tijdens de openingsuren inzage nemen van een dossier op een plaats die de bevoegde overheid bepaalt. Dat dossier bevat de vergunningsaanvraag, de niet-technische samenvatting, de milieueffectrapportering of het effectonderzoek in origineel of een door de auteur voor eensluidend verklaard afschrift ervan, een afschrift van de adviezen en briefwisseling die overeenkomstig de artikelen 68, 71 en 72 door de burgers en de verschillende betrokken diensten of instellingen toegezonden worden. De overheid voegt de briefwisseling en de geschreven adviezen die ze in het kader van het openbaar onderzoek ontvangt, bij het dossier.

Art. D. 76. § 1. Als de overheid die nagaat of het aanvraagdossier volledig is, vaststelt dat het in het Waalse Gewest uit te voeren project aanzienlijke milieueffecten kan hebben) in een ander Gewest, een andere Lidstaat van de Europese Unie of een Staat die partij is bij het Verdrag inzake milieueffectrapportage in grensoverschrijdend verband, opgemaakt te Espoo op 25 februari 1991, wordt het dossier betreffende de vergunningsaanvraag, samen met ofwel de milieueffectrapportering, ofwel het effectonderzoek en de eventuele gegevens over de grensoverschrijdende effecten overgemaakt aan de bevoegde overheden van het andere Gewest, de andere Lidstaat van de Europese Unie of de andere Staat die partij is bij het Verdrag van Espoo.

De Regering bepaalt :

1° welke organen belast zijn met de overdracht van het dossier aan de in het eerste lid bedoelde overheden;

2° de voorwaarden waaronder de bevoegde overheden van het betrokken Gewest of de betrokken Staat mogen deelnemen aan de procedure betreffende de milieueffectrapportering;

3° de wijze waarop de in artikel 77 bedoelde gegevens verstrekt worden aan de in het eerste lid bedoelde overheden.

§ 2. Als een project dat verwezenlijkt moet worden in een ander Gewest, een andere Lidstaat van de Europese Unie of een Staat die partij is bij het Verdrag van Espoo, schade kan toebrengen aan het milieu van het Waalse Gewest, worden de gegevens bedoeld in artikel 7.3 van Richtlijn 85/337/EEG betreffende de waardering van de weerslagen van sommige openbare en privé-ontwerpen op het leefmilieu, zoals gewijzigd bij Richtlijn 97/11/EEG, overgemaakt door de bevoegde overheden van het andere Gewest of de andere Staat en ter beschikking gesteld van de betrokken bevolking en de door de Regering aangewezen organen.

De Regering bepaalt :

1° de wijze waarop de in het eerste lid bedoelde gegevens ter beschikking worden gesteld van de bevolking en de in het eerste lid bedoelde organen;

2° hoe het advies van de bevolking en de geraadpleegde organen wordt ingewonnen en meegedeeld.

Art. D. 77. De Regering bepaalt de wijze van bekendmaking van :

1° de beslissing van de bevoegde overheid, in voorkomend geval vergezeld van de exploitatienormen;

2° de grondslag van de beslissing;

3° in voorkomend geval, een beschrijving van de voornaamste maatregelen die getroffen moeten worden om de belangrijke negatieve effecten van het project te voorkomen, te beperken en, indien mogelijk, te compenseren.

HOOFDSTUK IV. — *Algemene en stralgebepalingen*

Art. D. 78. De belemmering van de uitvoering van het openbaar onderzoek of het onttrekken van stukken van het in artikel 15 bedoelde dossier voor het openbaar onderzoek, wordt gestraft met een gevangenisstraf van één tot zes maanden en met een geldboete van 100 tot 250 euro, of met één van deze straffen.

De met het effectonderzoek belaste personen worden gelijkgesteld met " personen belast met een openbare dienst " voor de toepassing van Titel IV, hoofdstuk IV, van het Strafwetboek dat omkoping bestraft.

HOOFDSTUK V. — *Overgangsbepalingen*

Art. D. 79. De verplichting bedoeld bij artikel 52, lid 1, is van toepassing op de plannen en programma's waarvan de eerste vormelijke voorbereidende handeling na 21 juli 2004 plaatsvindt. De plannen en programma's waarvan de eerste voorbereidende handeling voor die datum plaatsvindt en die aangenomen zijn of voorgesteld zijn meer dan 24 maanden na die datum worden onderworpen aan de verplichting bedoeld bij artikel 52, lid 1, tenzij de regering geval per geval te behandelen beslist dat dit onmogelijk is en het publiek niet over die mogelijkheid inlicht door dat bekend te maken in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. D. 80. Onverminderd de mogelijkheid bedoeld in artikel 70 voor de regering om tijdelijk of definitief een erkenning in te trekken, gelden de erkenningen toegekend voor 1 oktober 2002 tot de vervaldatum die in de erkenning is vermeld.

Art. D. 81. De vergunningsaanvragen en de georganiseerde voor 1 oktober 2002 ingediende bestuurlijke beroepen worden behandeld volgens de procedure geldend op de dag van de indiening van het verzoek.

Deel VI. — *Milieuovereenkomsten*

Art. D. 82. Onder milieuovereenkomst wordt verstaan elke overeenkomst tussen, enerzijds, het Waalse Gewest, hierna het Gewest genoemd, dat door de Waalse Regering wordt vertegenwoordigd, en, anderzijds, één of meer instellingen die ondernemingen vertegenwoordigen, hierna de instelling genoemd, om milieuverontreiniging te voorkomen, om de gevolgen ervan te beperken of te neutraliseren of om een doeltreffend milieubeheer te bevorderen.

De milieuovereenkomst vermeldt met name :

1° haar doel, met inbegrip van de Europese of gewestelijke wetsbepalingen waarvan ze de uitvoering nastreeft, alsmede de te bereiken doelstellingen, in voorkomend geval ook de tussendoelstellingen;

2° de modaliteiten voor haar wijziging overeenkomstig de bij dit deel bepaalde voorschriften;

3° de modaliteiten voor haar vernieuwing overeenkomstig de bij dit deel bepaalde voorschriften;

4° de modaliteiten voor haar ontbinding overeenkomstig de bij dit deel bepaalde voorschriften;

5° in geval van ontbinding, de modaliteiten op grond waarvan de partij die de overeenkomst ontbindt, voldoet aan de decreetgevende en reglementaire bepalingen waarvan de overeenkomst de uitvoering nastreeft;

6° de modaliteiten voor de controle op de naleving van haar bepalingen;

7° de modaliteiten voor de oplossing van de moeilijkheden die de interpretatie van de bepalingen doet rijzen;

8° de strafbedingen als ze niet wordt uitgevoerd;

9° de redenen waarom en de voorwaarden waaronder er een einde aan kan worden gemaakt.

De milieuovereenkomst kan de wijze formaliseren waarop de betrokken partij(en) haar (hun) verplichtingen nakomt (nakomen).

De Regering kan de inhoud van de door haar bepaalde milieuovereenkomsten nader bepalen.

Art. D. 83. Een instelling mag met het Gewest een milieuovereenkomst sluiten, wijzigen of vernieuwen, voor zover ze aan de volgende voorwaarden voldoet :

1° ze bezit rechtspersoonlijkheid;

2° ze vertegenwoordigt instellingen die een gelijkaardige activiteit uitoefenen of die met een gemeenschappelijk milieuprobleem geconfronteerd worden;

3° ze is gemandateerd door een deel of het geheel van haar leden.

Art. D. 84. Zolang de milieuovereenkomst loopt, neemt het Gewest geen reglementaire bepalingen bij besluit die voor de bij de overeenkomst geregelde aangelegenheden restrictievere voorwaarden zouden opleggen dan die waarin ze reeds voorziet. Mits voorafgaande raadpleging van de betrokken partijen, behoudt het Gewest evenwel het recht om de nodige reglementaire bepalingen te nemen in geval van dringende noodzakelijkheid of wegens algemeen belang, of om internationale of Europese verplichtingen na te komen.

Het Gewest blijft zelfs tijdens de looptijd van de milieuovereenkomst bevoegd om de voorschriften van een milieuovereenkomst geheel of gedeeltelijk in een besluit op te nemen.

Art. D. 85. De milieuovereenkomst verbindt de betrokken partijen tien dagen na haar bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*. Ze kan een langere termijn vastleggen.

De milieuovereenkomst verbindt van rechtswege alle ondernemingen die na het sluiten ervan lid worden van de instelling, behoudens afwijking waarin voorzien wordt in de aansluitingsakte of in de overeenkomst.

De onderneming die niet langer aangesloten is bij een instelling die een milieuovereenkomst heeft gesloten, moet de verplichtingen die de overeenkomst haar oplegt, blijven nakomen. De milieuovereenkomst kan rechten of verplichtingen met zich meebrengen ten opzichte van derden die betrokken zijn bij de uitvoering ervan.

Art. D. 86. § 1. De milieuovereenkomst wordt opgemaakt volgens de modaliteiten bedoeld in de §§ 2 tot 4.

§ 2. De Regering maakt samen met één of meer instellingen bedoeld in artikel 2 een ontwerp van milieuovereenkomst op.

Het ontwerp wordt bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*, alsmede op de website van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu en van het Directoraat-generaal Technologie, Onderzoek en Energie. Binnen zeven dagen na de aanneming van het ontwerp kondigt de Regering de bekendmaking ervan aan via een bericht in twee Franstalige dagbladen en een Duitstalig dagblad. Het bericht vermeldt minstens het doel en de draagwijdte van de milieuovereenkomst, alsmede de plaats en het tijdstip waarop inzage kan worden genomen van het ontwerp.

Opmerkingen kunnen binnen dertig dagen na de bekendmaking van het ontwerp van milieuovereenkomst in het *Belgisch Staatsblad* schriftelijk worden overgemaakt aan de bevoegde diensten van de Regering die in het bericht worden vermeld.

§ 3. De Regering kan het ontwerp van milieuovereenkomst overleggen aan de door haar aangewezen personen en instellingen. Die personen en instellingen brengen advies uit binnen dertig dagen na ontvangst van het verzoek om advies.

Het advies wordt geacht gunstig te zijn als het niet binnen die termijn wordt gegeven.

De Regering en de instellingen die het ontwerp van milieuovereenkomst hebben opgemaakt, onderzoeken de opmerkingen bedoeld in § 2 en de adviezen bedoeld in § 3. In voorkomend geval brengen ze wijzigingen aan in het ontwerp en keuren ze de milieuovereenkomst goed.

De overeenkomst wordt gesloten na de ondertekening ervan door de partijen.

§ 4. De milieuovereenkomst wordt bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*, alsmede op de website van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu of van het Directoraat-generaal Technologie, Onderzoek en Energie.

§ 5. De Regering bezorgt de Waalse Gewestraad om een tweejarig verslag over de voortgang van de verschillende lopende milieuovereenkomsten. Dat verslag vermeldt met name in hoeverre de tussendoelstellingen zijn bereikt, wanneer de overeenkomst in die doelstellingen voorziet.

Art. D. 87. Een instelling die ondernemingen groepeerd en de in artikel 83 bedoelde voorwaarden vervult, mag met de toestemming van het Gewest en volgens de door de Regering bepaalde procedure instemmen met een milieuovereenkomst. De instemming wordt bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* en op de website van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu of van het Directoraat-generaal Technologie, Onderzoek en Energie.

De milieuovereenkomst verbindt de instemmende instelling vanaf de dag waarop het bericht over de instemming in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. D. 88. § 1. Elke milieuovereenkomst wordt gesloten voor een beperkte periode van maximum tien jaar.

De milieuovereenkomst wordt geëvalueerd na het verstrijken ervan en minstens één keer om de vijf jaar. Bij de evaluatie wordt met name nagegaan of de doelstellingen waarin de overeenkomst voorziet, in acht zijn genomen.

§ 2. Het Gewest en één of meer betrokken instellingen kunnen een milieuovereenkomst vernieuwen mits bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van een bericht waarbij de vernieuwing van de overeenkomst zes maanden vóór de vervaldatum ervan aangekondigd wordt en mits voorlichting van het publiek d.m.v. een bericht in twee Franstalige dagbladen en een Duitstalig dagblad. Dat bericht vermeldt minstens de doelstelling en de draagwijdte van de milieuovereenkomst en de plaats en het tijdstip waarop inzage kan worden genomen van de milieuovereenkomst waarvan de vernieuwing wordt overwogen.

De Regering kan ook de door haar aangewezen personen en instellingen om advies verzoeken over de vernieuwing. Die personen en instellingen brengen advies uit binnen dertig dagen na ontvangst van het verzoek om advies.

Het advies wordt geacht gunstig te zijn als het niet binnen die termijn wordt gegeven.

Opmerkingen kunnen binnen dertig dagen na de bekendmaking van het ontwerp van milieuovereenkomst in het *Belgisch Staatsblad* schriftelijk worden overgemaakt aan de bevoegde diensten van de Regering die in het bericht worden vermeld.

De Regering en de instellingen die de overeenkomst hebben gesloten, onderzoeken bovenbedoelde opmerkingen en adviezen en stemmen in met de vernieuwing van de milieuovereenkomst, eventueel gewijzigd op grond van de ingediende opmerkingen. De door de Regering goedgekeurde vernieuwing van de milieuovereenkomst maakt het voorwerp uit van een aanhangsel dat goedgekeurd wordt door de betrokken partijen. Het wordt bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* en op de website van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu of van het Directoraat-generaal Technologie, Onderzoek en Energie.

Art. D. 89. De betrokken partijen mogen een milieuovereenkomst wijzigen tijdens de looptijd ervan, mits bekendmaking van een wijzigingsbericht in het *Belgisch Staatsblad* en mits voorlichting van het publiek d.m.v. een bericht in twee Franstalige dagbladen en een Duitstalig dagblad. Het bericht vermeldt minstens de doelstelling en de draagwijdte van de milieuovereenkomst en van de overwogen wijziging, alsmede de plaats en het tijdstip waarop inzage kan worden genomen van de milieuovereenkomst waarvan de wijziging wordt overwogen.

Dat bericht is bestemd voor personen die gebonden zijn door de milieuovereenkomst en niet meer aangesloten zijn bij een instelling die de overeenkomst heeft ondertekend.

De Regering kan ook de door haar aangewezen personen en instellingen om advies verzoeken over het ontwerp van wijziging. Die personen en instellingen brengen advies uit binnen dertig dagen na ontvangst van het verzoek om advies.

Het advies wordt geacht gunstig te zijn als het niet binnen die termijn wordt gegeven.

Opmerkingen kunnen binnen dertig dagen na de bekendmaking van het wijzigingsbericht in het *Belgisch Staatsblad* schriftelijk worden overgemaakt aan de bevoegde diensten van de Regering die in het bericht worden vermeld.

De Regering en de instellingen die de overeenkomst hebben gesloten, onderzoeken bovenbedoelde opmerkingen en adviezen en stemmen in met de wijziging van de milieuovereenkomst, eventueel gewijzigd op grond van de opmerkingen. De door de Regering goedgekeurde wijziging van de milieuovereenkomst maakt het voorwerp uit van een aanhangsel bij de overeenkomst dat door de betrokken partijen wordt ondertekend. Dat aanhangsel wordt door de Regering bij ter post aangetekend schrijven gericht aan de in het tweede lid bedoelde personen. Binnen vijftien dagen na ontvangst van het aanhangsel laten de geadresseerden weten of ze wensen hetzij niet langer gebonden te zijn door de aldus gewijzigde overeenkomst, hetzij gebonden te zijn door de aangebrachte wijziging. Bij gebrek aan antwoord binnen bovenbedoelde termijn worden ze geacht in te stemmen met de wijziging.

Het aanhangsel wordt bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* en op de website van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu of van het Directoraat-generaal Technologie, Onderzoek en Energie. De wijziging treedt in werking tien dagen nadat ze in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt en verbindt elke persoon die vroeger door de overeenkomst gebonden was, onverminderd het zevende lid.

Art. D. 90. Voor zover ze een ontbindingstermijn in acht nemen, kunnen de betrokken partijen elk ogenblik een milieuovereenkomst in onderlinge overeenstemming ontbinden.

De ontbindingstermijn bedraagt zes maanden, behalve als de overeenkomst voorziet in een tegenstrijdige clausule. De in de milieuovereenkomst bedoelde ontbindingstermijn mag niet langer zijn dan één jaar. De ontbinding van de overeenkomst wordt op straffe van nietigheid bij ter post aangetekend schrijven meegedeeld aan de personen die de overeenkomst gesloten hebben. De ontbindingstermijn begint te lopen op de eerste dag van de maand na die van de mededeling.

De ontbinding van de overeenkomst wordt bij een bericht van de Regering bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* en op de website van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu of van het Directoraat-generaal Technologie, Onderzoek en Energie. Dat bericht vermeldt waarom de overeenkomst ontbonden wordt en de datum waarop de ontbinding ingaat.

Art. D. 91. Elke milieuovereenkomst eindigt met de instemming van de betrokken partijen, op de vervaldatum ervan of door ontbinding.

Art. D. 92. De bepalingen van dit deel zijn van openbare orde. Ze zijn toepasselijk op de overeenkomsten die na 16 februari 2002 zijn gesloten.

De vóór de inwerkingtreding van dit deel gesloten overeenkomsten mogen niet gewijzigd of vernieuwd worden, behalve als de wijziging of de vernieuwing voldoet aan de bepalingen van dit deel en de uitvoeringsbesluiten ervan. Ze blijven van kracht tot hun vervaldatum en maximum tot 16 februari 2007.

REGELGEVEND DEEL

Boek I. — Gemeenschappelijke en algemene bepalingen

Deel I. — Rechtsbeginselen van het leefmilieurecht en algemene begripsbepalingen

TITEL I. — Beginselen

TITEL II. — Begripsbepalingen

Art. R. 1. In de zin van dit boek dienen onder « decreetgevend deel » de bepalingen van het decreetgevend deel van Boek I van het Milieuwetboek te worden verstaan vervat in artikel 1 van het decreet van 27 mei 2004 betreffende Boek I van het Milieuwetboek.

Art. R. 2. In de zin van dit wetboek dient te worden verstaan onder :

1° « minister » : de minister die de bevoegdheden uitoefent bedoeld in artikel 6, § 1, II, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

2° « DGRNE » : het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van het Ministerie van het Waalse Gewest.

Deel II. — Adviesverlenende instantie

Art. R. 3. In de zin van dit deel dient te worden verstaan onder de « Raad » de "Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable" (Waalse Raad voor het Leefmilieu voor Duurzame Ontwikkeling) opgericht bij artikel 7 van het decreetgevend deel.

Art. R. 4. De Raad bestaat uit zesentwintig werkende en zesentwintig plaatsvervangende leden of, als de voorzitter en de beide ondervoorzitters gekozen worden buiten de personen bedoeld in artikel 5 om, uit negentwintig werkende en negentwintig plaatsvervangende leden.

Art. R. 5. De Raad bestaat uit :

- 1° drie vertegenwoordigers van de « Union wallonne des Entreprises » (Waals Ondernemersverbond);
- 2° twee vertegenwoordigers van de beroepsorganisaties voor landbouwers;
- 3° twee vertegenwoordigers van de vakverbonden;
- 4° twee vertegenwoordigers van de organisaties die de middenstand vertegenwoordigen;
- 5° vier vertegenwoordigers van de verenigingen ter bescherming van het leefmilieu;
- 6° één vertegenwoordiger van de verenigingen in de verbruikers vertegenwoordigen;
- 7° twee vertegenwoordigers van de « Association des Villes et Communes de Wallonie »;
- 8° drie vertegenwoordigers van de Franstalige universiteitsinstellingen met bevoegdheden verplicht op volgende vakgebieden :
 - a) ecologie, natuurwetenschappen;
 - b) landbouwkunde, bosbouwkunde, bodemrijksdommen;
 - c) economie en leefmilieurecht;
 - d) toegepaste wetenschappen : vervuiling door industrie, waterbeheer, beheer van de luchtkwaliteit, afvalstoffenbeheer;
 - e) volksgezondheid, toxicologie;
- 9° de voorzitters of ondervoorzitters :
 - van de « Commission régionale des déchets » (Gewestelijke Afvalstoffencommissie);
 - van de « Commission consultative de l'eau » (Commissie van advies voor water);
 - van de "Commission régionale d'Aménagement du Territoire" (Gewestelijke Commissie voor Ruimtelijke Ordening);
 - van de « Commission régionale d'avis pour l'exploitation des carrières » (Regionale Adviescommissie voor de ontginning van groeven);
 - van de "Conseil supérieur wallon de la Conservation de la Nature" (Waalse Hoge Raad voor het Natuurbehoud);
 - van de « Conseil supérieur wallon des forêts et de la filière bois » (Waalse Hoge Raad voor het Bos en de Houtkolom);
 - van de « Conseil supérieur wallon de l'agriculture, de l'agro-alimentaire et de l'alimentation » (Waalse Hoge Raad voor de Landbouw, de Agrovoeding en de Voeding).

Art. R. 6. Elk organisme, elke organisatie, elk verbond of elke vereniging bedoeld in artikel 5, 1° tot en met 8°, legt de minister een dubbeltal met kandidaten werkende leden en kandidaten plaatsvervangende leden voor per toegewezen mandaat. Voor de commissie en raden bedoeld in artikel 5, 9°, zijn de voorzitters de werkende leden en de ondervoorzitters de plaatsvervangende leden.

De werkende leden en de plaatsvervangende leden worden door de regering benoemd.

Art. R. 7. De mandaten worden voor een periode van 5 jaar opgedragen. Ze lopen vanaf de dag waarop het besluit tot benoeming van de leden van de Raad ondertekend wordt.

De leden van de Raad hebben recht op aanwezigheidsgeld ten bedrage van 8,60 euro per vergadering.

De voorzitter en de ondervoorzitter hebben recht op aanwezigheidsgeld ten bedrage van 17,20 euro per vergadering.

De leden van de Raad genieten de terugbetaling van zijn verblijfskosten van 10 euro per vergadering en de voorzitter en de ondervoorzitters genieten de terugbetaling van hun verblijfskosten van 20 euro per vergadering.

De leden van de Raad, met inbegrip van de voorzitter en de ondervoorzitter, hebben recht op de terugbetaling van de reiskosten volgens de volgende modaliteiten :

De leden worden terugbetaald overeenkomstig artikel 5 van het besluit van de Waalse regering van 7 maart 2001 tot wijziging van artikel 17 van het koninklijk besluit van 18 januari 1965 houdende algemene regeling inzake reiskosten wanneer ze zich begeven naar een vergadering van de Raad.

De leden mogen hun persoonlijke wagen gebruiken en worden terugbetaald overeenkomstig artikel 2 van het besluit van de Waalse regering van 7 maart 2001 tot wijziging van artikel 17 van het koninklijk besluit van 18 januari 1965 houdende algemene regeling inzake reiskosten wanneer ze zich verplaatsen in het kader van een opdracht die hen door de Raad wordt opgelegd. Voor de berekening van het terug te betalen bedrag wordt de woonplaats van het lid als referentievortrekpunt beschouwd. Voor de toepassing van die bepaling worden de leden gelijkgesteld met personeelsleden van niveau 1.

Als een gewoon lid zijn ambt vroegtijdig neerlegt, wordt het mandaat door het plaatsvervangende lid voleindigd. De Regering mag evenwel een ander gewoon lid benoemen om het lopende mandaat te voleindigen; in dit geval is artikel 6, eerste lid, van toepassing. Als een plaatsvervangend lid zijn ambt vroegtijdig neerlegt, benoemt de Regering een nieuw plaatsvervangend lid, overeenkomstig artikel 6.

Het lid van de Raad houdt op zijn mandaat uit te oefenen als hij niet meer beschikt over de hoedanigheid waarvoor hij benoemd werd.

Voor de vernieuwing van de mandaten worden de kandidaturen minstens drie maanden vóór het verstrijken van de in het eerste lid bedoelde termijn van 5 jaar ingediend.

Art. R. 8. Op de voordracht van de minister benoemt de Regering de voorzitter en de ondervoorzitters, in voorkomend geval onder andere personen dan degenen bedoeld in artikel 5. De ambten van voorzitter en ondervoorzitter worden toegewezen aan personen van wie de bevoegdheid inzake leefmilieu erkend is en die kunnen aantonen dat ze voldoende zelfstandig zijn.

In geval van ontslag of overlijden van de voorzitter bekleedt de oudste ondervoorzitter, of bij ontstentenis de tweede ondervoorzitter, het voorzitterschap totdat de Regering, op de voordracht van de minister, zijn plaatsvervanger heeft aangewezen.

In geval van ontslag of overlijden van één van de ondervoorzitters wijst de Regering, op de voordracht van de minister, zijn plaatsvervanger aan, die het mandaat voleindigt.

Art. R. 9. De minister kan de Raad in gespecialiseerde secties opdelen. De minister benoemt de voorzitters van de gespecialiseerde secties op de voordracht van de Raad.

Art. R. 10. De Raad kan personen met bijzondere bevoegdheden uitnodigen aan de werken deel te nemen. Deze personen zijn niet stemgerechtigd.

Art. R. 11. De Raad wordt door de voorzitter of, bij diens ontstentenis, door de minister bijeengeroepen. De minister bekleedt het voorzitterschap ervan wanneer hij het nodig acht.

Art. R. 12. De Raad vergadert slechts rechtsgeldig als ten minste de helft van zijn leden aanwezig is. Indien deze voorwaarde niet vervuld is, wordt de Raad opnieuw bijeengeroepen voor dezelfde agenda. Hij beslist dan rechtsgeldig, wat het aantal aanwezige leden ook moge zijn.

De vertegenwoordigers van de Franstalige universitaire instellingen alsmede de vertegenwoordigers afkomstig van een als auteur van een milieueffectonderzoek erkende instelling zijn niet stemgerechtigd voor materies onderworpen aan de Raad krachtens de artikelen 49 tot en met 81 van het decreetgevende deel.

De beslissingen worden bij gewone meerderheid van de aanwezigen genomen. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter doorslaggevend.

Wanneer minstens één vierde van de stemgerechtigde aanwezige leden zich verzetten tegen het advies van de meerderheid, wordt het advies aangevuld met de vermelding van het andere standpunt.

Art. R. 13. Behoudens voorafgaand akkoord van de minister worden de adviezen uitsluitend gericht aan de overheidsorganen die erom gevraagd hebben.

Art. R. 14. Het secretariaat van de Raad wordt waargenomen door de Economische en Sociale Raad, overeenkomstig artikel 4, § 3 van het decreet van 25 mei 1983 tot wijziging, wat de Economische Raad van het Waalse Gewest betreft, van de kaderwet van 15 juli 1970 houdende organisatie van de planning en de economische decentralisatie en tot oprichting van een Economische en Sociale Raad van het Waalse Gewest.

Art. R. 15. Het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu gaat in op elke informatieaanvraag ingediend door de Raad of door zijn secretariaat i.v.m. hun opdrachten.

Art. R. 16. De Raad stelt zijn huishoudelijk reglement op alvorens het aan de goedkeuring van de minister te onderwerpen.

Het huishoudelijk reglement vermeldt met name :

1° de oproepingsprocedures, de bepaling van de agenda, de validatie van de processen-verbaal, de door de Raad bekendgemaakte adviezen en stukken;

2° de regels voor de deelneming aan de vergaderingen alsmede het reglement m.b.t belangenconflicten die zich meer bepaald zouden kunnen voordoen in het kader van de stemmingsprocedures wanneer één of meer leden van de Raad aan een onderzoek hebben meegewerkt;

3° de werking van het secretariaat.

Deel III. — Informatieverstrekking en sensibilisatie op leefmilieugebied

TITEL I. — Toegang tot leefmilieuinformatie

HOOFDSTUK I. — *Type-document*

Art. R. 17. De door de openbare overheid te gebruiken documenten om ontvangst van informatieaanvragen te bevestigen, om termijnen van toegang tot de informatie te verlengen of om de overlegging van gegevens geheel of gedeeltelijk te weigeren, worden opgemaakt overeenkomstig de modellen bedoeld in respectievelijk bijlagen I, II en III.

HOOFDSTUK II. — *Regels betreffende het beroep*

Afdeling 1. — Commissie van beroep

Art. R. 18. Er wordt een commissie van beroep opgericht om te beslissen over de beroepen bedoeld in artikel 17 van het decreetgevende deel. De zetel van de commissie van beroep is gevestigd in de lokalen van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu.

Art. R. 19. § 1. De Commissie bestaat uit zes gewone leden benoemd door de Regering, namelijk :

1° een voorzitter met minstens vijf jaar ervaring in de magistratuur;

2° twee leden met minstens vijf jaar administratieve ervaring in niveau 1 en voorgedragen door de Minister;

3° een lid met minstens vijf jaar administratieve ervaring in niveau 1 en voorgedragen door de Minister bevoegd voor Ruimtelijke Ordening;

4° twee leden voorgedragen uit dubbeltallen door de "Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable" (Waalse milieuraad voor de duurzame ontwikkeling).

§ 2. De Regering wijst een vervanger aan voor elk werkend lid met inachtneming van de voor de benoeming van de werkende leden voorziene voorwaarden en procedure.

De plaatsvervangende voorzitter en de plaatsvervangende leden zetelen wanneer de werkende voorzitter of het werkende lid die zij vervangen, verhinderd zijn.

§ 3. Elk mandaat heeft een geldigheidsduur van vijf jaar vanaf de datum van inwerkingtreding van het besluit tot benoeming. Het is hernieuwbaar.

Indien een mandaat voor zijn vervaldatum wordt neergelegd, wordt de opvolger voor de overblijvende duur ervan aangewezen.

Art. R. 20. De commissie van beroep wordt bijgestaan door een secretaris aangewezen door de directeur-generaal van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu die hem uit de personeelsleden van die directie kiest.

Art. R. 21. De commissie stelt haar inwendig reglement van orde vast alvorens het aan de goedkeuring van de Regering voor te leggen.

Art. R. 22. De voorzitter, de leden en de secretaris van de commissie hebben recht op : 1° een aanwezigheidsgeld van 57,60 euro;

2° de terugbetaling van hun verplaatsingskosten overeenkomstig de modaliteiten bepaald in het koninklijk besluit van 18 januari 1965 houdende algemene regeling inzake reiskosten.

Voor de toepassing van dat koninklijk besluit zijn de voorzitter, de leden en de secretaris van de commissie gelijkgesteld met ambtenaren van rang 15.

Afdeling 2. — De procedure

Art. R. 23. Het beroep wordt per aangetekende brief als verzoek bij het secretariaat van de commissie ingediend. Het moet ingediend worden binnen vijftien dagen na de bekendmaking van de betwiste beslissing of, bij gebrek aan die beslissing, binnen vijftien dagen na het verstrijken van de in artikel 15 van het decreetgevende deel bedoelde termijn.

Art. R.24. Het verzoek vermeldt :

- 1° de identiteit en de woonplaats van de aanvrager;
- 2° de identiteit en de zetel van de openbare overheid waaraan de informatieaanvraag werd gericht;
- 3° het voorwerp van die informatieaanvraag;
- 4° de middelen van het beroep.

Bovendien moet de aanvrager alle stukken die hij nuttig acht als bijlage bij zijn verzoek voegen alsook een nauwkeurige inventaris van de informatie die hij gedeeltelijk ontvangen zou hebben.

Art. R. 25. § 1. Binnen tien dagen na ontvangst van het verzoek zendt de secretaris van de commissie van beroep de aanvrager een ontvangstbewijs toe.

§ 2. De secretaris zendt binnen dezelfde termijn een afschrift van het beroep naar de betrokken openbare overheid van wie hij verlangt dat zij de stukken van het dossier overlegt alsook alle inlichtingen en documenten die hij nuttig acht.

De betrokken openbare overheid zendt de secretaris binnen vijftien dagen na de aanvraag een afschrift van de gevraagde stukken, inlichtingen, documenten of gegevens toe en voegt er in voorkomend geval een nota met haar opmerkingen bij.

In ieder geval moeten overgelegd worden de gegevens waartoe de aanvrager toegang heeft gevraagd, zonder echter voldoening te krijgen.

§ 3. De secretaris stelt de zaak in staat van wijzen. Daartoe zamelt hij de nuttige bijkomende stukken, inlichtingen, documenten en gegevens rechtstreeks bij elke betrokken persoon in.

Art. R. 26. De commissie zetelt met gesloten deuren.

Zij mag de aanvrager, de betrokken overheid alsmede iedere bij de aanvraag betrokken persoon oproepen en horen. Die personen mogen zich laten vertegenwoordigen of bijstaan door een persoon van hun keuze.

De commissie mag alle deskundigen horen die zij nuttig acht te raadplegen.

Ze mag eveneens eisen dat de aanvrager of de betrokken openbare overheid alle bijkomende stukken, inlichtingen, documenten en gegevens overlegt die zij nuttig acht.

Art. R. 27. De commissie beraadslaagt en beslist slechts geldig wanneer de voorzitter en minstens drie andere leden aanwezig zijn.

Indien de voorzitter of het lid van de commissie geen garanties van onpartijdigheid kan geven voor het onderzoek van een dossier, moet hij zich onbevoegd verklaren.

Art. R. 28. De beslissingen van de commissie van beroep worden genomen bij meerderheid van stemmen van de aanwezige leden; onthouding is niet toegelaten. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter beslissend.

Art. R. 29. De commissie van beroep neemt haar beslissing binnen twee maanden na ontvangst van het verzoek. Zij kan die termijn echter verlengen bij een met redenen omklede beslissing; de verlenging(en) wordt (worden) tot vijfenveertig dagen beperkt.

Art. R. 30. Naast hun motivering vermelden de beslissingen :

- 1° de identiteit en de woonplaats van de aanvrager;
- 2° de identiteit en de zetel van de openbare overheid waaraan de informatieaanvraag gericht werd;
- 3° in voorkomend geval, de naam, voornaam, woonplaats en hoedanigheid van de personen die ze vertegenwoordigd of bijgestaan hebben;
- 4° in voorkomend geval, de oproeping, de comparitie en het verhoor van de gehoorde personen;
- 5° in voorkomend geval, de overlegging van schriftelijke opmerkingen;
- 6° de uitspraak, de datum ervan en de plaats waar ze gedaan werd alsmede de naam van de personen die beraadslaagd hebben;

7° de met inachtneming van de verschillende aanwezige belangen door de commissie vastgestelde termijn na het verstrijken waarvan de aanvrager het informatierecht mag uitoefenen dat hem na afloop van de procedure van beroep voor de commissie toegekend wordt.

De beslissingen worden door de voorzitter en de secretaris ondertekend.

Art. R. 31. De beslissing wordt betekend aan de aanvrager, aan de openbare overheid tegen dewelke het beroep werd ingesteld en aan iedere betrokken persoon die overeenkomstig artikel 26, tweede lid.

Indien zij het beroep gegrond acht, mag de commissie, overeenkomstig de in artikel 12 van het decreetgevende deel, de informatie waartoe zij toegang verleent zelf aan de aanvrager verstrekken.

Art. R. 32. § 1. De in dit hoofdstuk bedoelde termijnen lopen vanaf de dag na de ontvangst van het stuk.

Het per aangetekende brief gezonden stuk wordt als ontvangen geacht op de eerste werkdag na afgifte van de brief bij de post.

De postdatum bewijst de zending van elk procedurestuk.

§ 2. De vervalddag wordt in de termijn berekend.

De vervalddag wordt echter naar de eerstvolgende werkdag verschoven wanneer de laatste dag voorzien om een procedureakte uit te voeren een zaterdag, een zondag of een wettelijke feestdag is.

Art. R. 33. De voorzitter en de andere leden van de commissie van beroep zijn gehouden aan het geheim van de beraadslagingen en van de informatie die overeenkomstig artikel 18 van het decreetgevende deel vertrouwelijk dienen te blijven en waarvan zij bij het waarnemen van hun functie kennis zouden krijgen.

TITEL II. — Milieuinitiatie

Art. R. 34. § 1. Elke vzw die de in artikel 25 van het decreetgevende deel gestelde voorwaarden vervult, mag verzoeken om de erkenning die recht geeft op een toelage voor het beheer van een 'CRIE'.

De erkenningsaanvraag moet bij ter post aangetekend schrijven met ontvangstbewijs in drie exemplaren ingediend worden bij het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu en de volgende gegevens bevatten :

1° de benaming en het adres van de V.Z.W., alsook een afschrift van de publicatie van haar statuten en van de laatste akte van benoeming van haar bestuurders of een eensluidend verklaarde afschrift van de aanvraag om publicatie van de statuten;

2° een afschrift van de bewijsstukken betreffende de pedagogische en wetenschappelijke titels van de vier personen bedoeld in artikel 25, derde lid, 2°, van het decreetgevende deel;

3° een nota met een omschrijving van het project betreffende de in artikel 24 van het decreetgevende deel bedoelde opdrachten, alsook de pedagogische en wetenschappelijke titels van het personeel dat in dienst wordt genomen om die opdrachten uit te voeren;

4° een raming van het budget dat nodig is voor de uitvoering van het sub 3° bedoelde project, binnen de perken van het bedrag vastgesteld in artikel 37, § 2.

§ 2. Binnen drie maanden na ontvangst van het als volledig beschouwde aanvraagformulier laat de Minister de verzoekende V.Z.W. weten of de erkenning wordt verleend of geweigerd.

Art. R. 35. Na advies van het begeleidingscomité bedoeld in artikel 29 van het decreetgevende deel mag de Minister de erkenning elk moment intrekken als :

1° de V.Z.W. de in artikel 25, derde lid, van het decreetgevende deel bedoelde voorwaarden niet meer vervult;

2° de opdracht niet is uitgevoerd met inachtneming van de doelstelling waarvan sprake in de erkenning;

3° de houder van de erkenning het bestuur belet heeft na te gaan of hij zijn opdracht uitoefent;

4° de houder van de erkenning het activiteitenrapport, het boekhoudrapport of elk ander over te maken document niet heeft overgemaakt binnen de termijn voorgeschreven bij de beslissing tot erkenning;

5° de toelagen niet werden gebruikt voor de kostendekking waarvoor ze verleend werden.

De Minister stelt de V.Z.W. bij ter post aangetekend schrijven met ontvangstbewijs in kennis van het besluit tot intrekking van de erkenning. De V.Z.W. antwoordt bij aangetekend schrijven met ontvangstbewijs binnen dertig dagen na ontvangst van de kennisgeving. De Minister neemt een beslissing binnen dertig dagen na ontvangst van het antwoord.

Art. R. 36. De Minister kan de erkenning verlengen na een periode van drie jaar, onverminderd artikel 35.

Drie maanden vóór de vervaldatum van de erkenning dient de V.Z.W. een nieuwe aanvraag in volgens de procedure bedoeld in artikel 34.

De Minister neemt een beslissing binnen twee maanden na ontvangst van de aanvraag op grond van het advies van het begeleidingscomité.

Art. R. 37. § 1. Binnen de perken van de beschikbare kredieten verleent de Minister een jaarlijkse toelage aan de erkende V.Z.W. om de werking van het centrum te verzekeren.

De werkingskosten bestaan uit :

1° personeelsuitgaven;

2° verbruiks- en leveringskosten voor de uitvoering van de opdrachten bedoeld in artikel 24 van het decreetgevende deel;

3° lasten verbonden aan de werking van de infrastructuur.

§ 2. Elk centrum ontvangt jaarlijks een toelage van maximum 248.000 euro.

§ 3. Om de jaarlijkse toelage te genieten, bezorgt de erkende V.Z.W. het bestuur uiterlijk 15 november het begrotingsontwerp van het centrum voor het volgende jaar, alsmede het programma van de geplande activiteiten.

§ 4. Na advies van het begeleidingscomité en binnen hoogstens één maand na ontvangst van het begrotingsontwerp beslist de Minister of de toelage al dan niet verleend mag worden op basis van de documenten bedoeld in § 3.

§ 5. De toelage wordt uitbetaald als volgt :

1° een eerste schijf gelijk aan maximum 40 % van het totaalbedrag, bij de kennisgeving van de toekenning en na overlegging van een waar en echt verklaarde schuldvordering die vergezeld gaat van het jaarlijks activiteitenprogramma, goedgekeurd door het opvolgingscomité van elk centrum;

2° de volgende schijven, samen goed voor maximum 50 % van het toelagebedrag, aan het einde van elk kwartaal en na overlegging van een waar en echt verklaarde schuldvordering, een tussentijds verslag en een boekhoudrapport, goedgekeurd door het opvolgingscomité van elk centrum;

3° het saldo, na overlegging van een waar en echt verklaarde schuldvordering, vergezeld van de stukken waarbij de toelage gewettigd wordt, het in artikel 28 van het decreetgevende deel bedoelde activiteitenrapport en een boekhoudrapport, goedgekeurd door het opvolgingscomité van elk centrum.

§ 6. De boeken worden gehouden overeenkomstig de wetgeving op de bedrijfsboekhouding.

Art. R. 38. § 1. Het begeleidingscomité van het 'CRIE'-netwerk bestaat uit :

1° een vertegenwoordiger van de Minister van Leefmilieu, die het voorzitterschap waarneemt;

2° een vertegenwoordiger van de Minister die bevoegd is voor natuurbehoud, als vice-voorzitter;

3° een vertegenwoordiger van de Minister die bevoegd is voor toerisme;

4° een vertegenwoordiger van de Minister van Mobiliteit en

Energie;

5° een vertegenwoordiger van de Minister die bevoegd is voor patrimonium;

6° een vertegenwoordiger van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Energie;

7° twee deskundigen met een pedagogische of een wetenschappelijke titel in verband met leefmilieu;

8° een vertegenwoordiger gekozen door het geheel van de 'CRIE'.

§ 2. De leden van het begeleidingscomité worden door de Minister aangewezen voor een termijn van vier jaar. Hun mandaat is hernieuwbaar.

Voor ieder gewoon lid wijst de Minister een plaatsvervanger aan die deel kan nemen aan de werken van het begeleidingscomité. Als een gewoon lid zijn mandaat voortijdig opzegt, wordt zijn plaats ingenomen door zijn plaatsvervanger.

Art. R. 39. Het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Energie stelt de nodige lokalen ter beschikking van het begeleidingscomité.

Art. R. 40. § 1. Het advies over de erkenningsaanvragen wordt uitgebracht bij gewone meerderheid van de aanwezige leden. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter doorslaggevend.

Als minstens één vierde van de aanwezige leden zich verzet tegen een door de meerderheid uitgebracht advies, vult de voorzitter het advies aan met een melding waarin gewag wordt gemaakt van de uiteenlopende mening.

§ 2. Het begeleidingscomité wordt bijeengeroepen door de voorzitter of, in voorkomend geval, door de Minister. Het vergadert minstens twee keer per jaar.

De bij de Minister van Leefmilieu geaccrediteerde inspecteur van Financiën wordt verzocht de vergaderingen bij te wonen.

De voorzitter kan alle personen met specifieke bevoegdheden verzoeken aan de werkzaamheden van het begeleidingscomité deel te nemen. Deze personen nemen niet deel aan de stemming.

§ 3. Het begeleidingscomité maakt zijn huishoudelijk reglement op en legt het ter goedkeuring voor aan de Minister. Het huishoudelijk reglement bevat de volgende gegevens :

1° de procedure voor de oproep van de leden, voor het opmaken van de agenda, de goedkeuring van de notulen, adviezen en andere documenten opgemaakt namens het begeleidingscomité;

2° de modaliteiten van de stemming, alsook het aantal leden vereist om geldig te zetelen;

3° de delegaties inzake de handtekeningen;

4° de werking van het secretariaat.

De mandaten worden onbezoldigd uitgeoefend. De reis- en verblijfkosten van de leden van het begeleidingscomité worden terugbetaald volgens de regels die gelden voor de ambtenaren van het Waalse Gewest. Daartoe worden zij gelijkgesteld met ambtenaren van rang A4.

Art. R. 41. In het kader van zijn opdracht moet het begeleidingscomité :

1° de Minister advies geven over de aanvragen, intrekkingen en hernieuwingen van erkenningen;

2° de door de erkende V.Z.W.'s ingediende jaarlijkse activiteiten- en boekhoudrapporten onderzoeken;

3° zorgen voor de samenhang en de evaluatie van de activiteiten die in het Waalse Gewest georganiseerd worden door het geheel van de 'CRIE';

4° de Minister jaarlijks een evaluatierapport overmaken i.v.m. bovenbedoelde activiteiten;

5° voorstellen indienen bij de Minister.

Deel IV. — Milieuplanning in het kader van de duurzame ontwikkeling

Art. R. 42. De terinzagelegging en raadpleging, zoals bedoeld in de artikelen 41 en 42 van het decreetgevende deel worden overeenkomstig de regelgevende bepalingen geregeld.

Art. R. 43. De terinzagelegging duurt vijfenveertig dagen, te rekenen vanaf de door de Regering vastgestelde datum. De krachtens artikel 42 van het decreetgevende deel verplicht geraadpleegde personen en instanties en die welke de Minister van Leefmilieu beslist te raadplegen, doen hem hun met redenen omklede adviezen binnen dertig dagen na afsluiting van de terinzagelegging toekomen.

Art. R. 44. De gemeentelijke overheid licht de bevolking voor omtrent het ontwerp-plan of -programma en de praktische modaliteiten van de terinzagelegging. De voorlichting gaat uit van de door de Minister van Leefmilieu verstrekte documenten. De gemeentelijke overheid bevestigt onmiddellijk ontvangst van de documenten en gaat te werk als volgt :

1° Aanplakking van een naar bijgaand model opgesteld bericht van terinzagelegging op de gebruikelijke aanplakplaatsen en zodanig dat het gedurende de vijfenveertig dagen van de terinzagelegging perfect zicht- en leesbaar blijft;

2° Aankondiging van de terinzagelegging in dezelfde bewoordingen als die van het aangeplakte bericht en uiterlijk zeven dagen na de dag waarop het bericht werd aangeplakt, in tenminste twee in het Gewest verspreide dagbladen en minstens tweemaal;

De aankondigingen in de dagbladen mogen voor verschillende naburige gemeenten worden gegroepeerd, op voorwaarde dat datum, tijd en plaats waar het onder punt 3 bedoelde dossier beschikbaar is, duidelijk zijn vermeld.

3° Gedurende de vijfenveertig dagen van aanplakking kan het dossier betreffende het ontwerp-plan of -programma op de in het bericht aangeduide plaats worden ingezien. Deze plaats dient voor het publiek toegankelijk te zijn tijdens de gewone werktijden van het gemeentebestuur en minstens één keer per week tot 20 uur of op zaterdag voormiddag;

4° Tijdens de vijfenveertig dagen van aanplakking kan elke belanghebbende zijn commentaar, aanmerkingen en aanbevelingen schriftelijk aan het gemeentebestuur richten. Elk schrijven dient naam, adres en handtekening van de auteur(s) te vermelden;

5° Binnen dezelfde termijn van vijfenveertig dagen kan de gemeentelijke overheid beslissen het ontwerp-plan of -programma voor advies voor te leggen aan de door haar ingestelde overlegcommissies waarvan de bevoegdheden op de ter inzage gelegde tekst betrekking hebben. Over het uitgebrachte advies wordt schriftelijk gerapporteerd;

6° De gemeentelijke overheid kan extra initiatieven voor de voorlichting van het publiek uitwerken.

7° Binnen dertig dagen na afsluiting van de terinzagelegging doet het gemeentebestuur de Minister, samen met de ventuele synthesenota's en het met redenen omklede advies van de gemeenteraad, een afschrift toekomen van de door de bevolking en/of de onder punt 5 bedoelde overlegcommissies uitgebrachte adviezen;

8° De termijn van het openbaar onderzoek wordt van 15 juli tot 15 augustus geschorst, onverminderd het raadplegings- en adviesrecht dat bedoeld wordt onder de punten 3 à 6 van dit artikel.

Art. R. 45. De Regering dient geen rekening te houden met adviezen die worden ingediend na afloop van de in artikel 43 en artikel 44, punt 7, gestelde termijnen.

Deel V. — Milieueffectbeoordeling

HOOFDSTUK I. — Begripsomschrijvingen

Art. R. 46. Voor de toepassing van dit deel wordt verstaan onder :

1° « Bestuur Ruimtelijke Ordening » : de Directeur-generaal van het Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Patrimonium of diens afgevaardigde(n);

2° « Bestuur Leefmilieu » : de Directeur-generaal van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu of diens afgevaardigde(n);

- 3° « auteur van een milieueffectonderzoek » : de erkende persoon die een milieueffectonderzoek uitvoert;
 4° « verzoeker » : de projectontwerper wiens project onderworpen is aan het milieueffectbeoordelingssysteem;
 5° « CCAT » : "Commission consultative communale d'aménagement du territoire" (Gemeentelijke adviescommissie voor ruimtelijke ordening);
 6° « CRAT » : "Commission régionale d'aménagement du territoire" (Gewestelijke commissie voor ruimtelijke ordening).

HOOFDSTUK II. — *Systeem voor de beoordeling van de milieueffecten van plannen en programma's*

Art. R. 47. De lijst der plannen en programma's bedoeld in artikel 53, § 1, van het decreetgevende deel is bepaald in bijlage V.

Afdeling 1. — Openbaar onderzoek

Art. R. 48. § 1. Overeenkomstig artikel 57 van het decreetgevende deel werkt het college van burgemeester en schepenen op grond van een ontwerp-advies voorgelegd door de ontwerper van het plan of het programma een advies met vermelding van minstens :

- 1° de identiteit van de auteur van het plan of het programma;
 2° de aard van het plan of het programma of het grondgebied waarop het geldt;
 3° begin- en einddatum van het openbaar onderzoek;
 4° uur en plaats waar het ontwerp-plan of -programma, alsook het milieueffectverslag, ter inzage liggen.

Het college van burgemeester en schepenen plaatst dat bericht in minstens twee dagbladen die over het gehele Waalse Gewest worden verspreid.

§ 2. Het college van burgemeester en schepenen plakt het bericht bedoeld in § 1 op de gewoonlijke plaatsen van aanplakking aan. Het aangeplakte bericht van minstens 35 dm² moet zichtbaar en leesbaar blijven tot de dag na de beëindiging van het openbaar onderzoek.

Art. R. 49. Elke persoon kan binnen de termijn van het openbaar onderzoek zijn opmerkingen en suggesties bekendmaken door ze te richten aan het college van burgemeester en schepenen van de gemeente die bij de milieupact van het ontwerp-plan of -programma betrokken is en er naam en adres bij te vermelden. Bij het afsluiten van het openbaar onderzoek wordt er een afschrift door het college van burgemeester en schepenen gericht aan de ontwerper van het plan of het programma.

Afdeling 2. — Grensoverschrijdende effecten

Art. R. 50. Indien de uitvoering van een plan of een programma die in een fase van uitwerking verkeren aanzienlijke milieueffecten zou kunnen hebben op het leefmilieu van een ander Gewest, een andere Lid-Staat van de Europese Unie of een Staat die verdragsluitende partij is bij het Verdrag van Espoo van 25 februari 1991 inzake milieueffectrapportage in grensoverschrijdend verband, maakt de ontwerper van het plan of het programma het ontwerp-plan of -programma samen met het milieueffectverslag en elke inlichting waarover hij beschikt over de grensoverschrijdende effecten van het plan of het programma over aan de betrokken overheden van de staat en/of het gewest die erbij betrokken zou kunnen zijn, waarbij de modaliteiten voor de organisatie van het openbaar onderzoek met betrekking tot de milieueffectbeoordeling van het plan of het programma, en met name de duur van het onderzoek, de waarschijnlijke begindatum ervan en de gemeente(n) belast met het in ontvangst nemen van de opmerkingen van het publiek zoals bedoeld in artikel 49 worden aangegeven.

Samen met het overmaken van het plan of het programma licht de ontwerper de regering en de in artikel 49 bedoelde gemeente(n) in over die overmaking.

Art. R. 51. Indien de regering inlichtingen krijgt zoals bedoeld in paragraaf 2 van artikel 58 van het decreetgevende deel maakt zij die over :

- 1° aan de colleges van burgemeester en schepenen van de gemeenten die erbij betrokken zouden kunnen worden, die ze ter beschikking stellen van het publiek overeenkomstig de procedure van het openbaar onderzoek bedoeld in artikel 57 van het decreetgevende deel;
 2° aan de « CWEDD ».

De instanties bedoeld in lid 1, 1°, nemen de opmerkingen van het publiek in ontvangst en maken hun eventuele adviezen en de opmerkingen die ze gekregen hebben aan de regering over binnen een termijn van vijftien dagen te rekenen van het afsluiten van het openbaar onderzoek bedoeld in lid 1. De CWEDD maakt zijn eventueel advies aan de regering over binnen een termijn van vijftien dagen te rekenen van de dag waarop het de informatie bedoeld in lid 1 gekregen heeft.

HOOFDSTUK III. — *Systeem van milieueffectbeoordeling voor leefmilieuprojecten*

Art. R. 52. Onverminderd de bepalingen bedoeld in artikel 49, 5°, a, b, c, d, van het decreetgevende deel en onverminderd artikel 62, eerste lid, van het decreetgevende deel, gaat een milieueffectbeoordeling voor leefmilieuprojecten waarin de artikelen 62 tot en met 77 voorzien vooraf aan de verlening of goedkeuring van de volgende administratieve akten :

- 1° de verkavelingsvergunning voor een weekendverblijfpark, vereist krachtens artikel 149 van het Waals Wetboek van ruimtelijke ordening, stedenbouw en patrimonium);
 2° de mijnconcessie vereist krachtens het decreet van 7 juli 1988 op de mijnen;
 3° de ruilverkaveling bepaald bij de wet van 22 juli 1970 op de ruilverkaveling van landeigendommen uit kracht van de wet.

Art. R. 53. Als de verwezenlijking van een project verschillende vergunningen vereist, dient het project te worden onderworpen aan één enkel systeem van milieueffectbeoordeling, wat het volgende inhoudt :

- 1° organisatie van één enkel openbaar onderzoek vóór het opstellen van het milieueffectonderzoek;
 2° opstelling van één enkele evaluatienota met alle gegevens vereist voor elk van de vergunningsaanvragen of, in voorkomend geval, van één enkel milieueffectonderzoek;
 3° organisatie, na uitvoering van het milieueffectonderzoek, van één enkele procedure van openbaar onderzoek en van inwinning van advies van de "CWEDD", de "CCAT" of, bij gebreke ervan, van de "CRAT".

Art. R. 54. Elk verzoek om afgifte van administratieve akten bedoeld in artikel 25 heeft als bijlage hetzij een evaluatienota inzake milieueffecten, hetzij een milieueffectonderzoek.

Afdeling 1. — Vorm en inhoud van de evaluatienota

Art. R. 55. De vorm en de minimale inhoud liggen vast in bijlage VI, onverminderd het tweede lid.

Het dossier m.b.t. de vergunningsaanvraag vormt de evaluatienota inzake milieueffecten voor de milieuvergunning of de enige vergunning vereist overeenkomstig het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning.

Voor de administratieve akten die niet vermeld worden in het vorige lid gaat de aanvraag vergezeld van de evaluatienota inzake milieueffecten, onverminderd artikel 54.

Afdeling 2. — Projecten onderworpen aan een milieueffectonderzoek

Art. R. 56. Een milieueffectonderzoek wordt vereist voor elk project bedoeld in het besluit van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectonderzoek onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten en waarvoor minstens één van de in artikel 2 bedoelde administratieve akten wordt aangevraagd, voor zover de aanvraag één van de volgende punten betreft :

- 1° de creatie van een nieuw project;
- 2° de vernieuwing van een vergunning voor een bestaande installatie;
- 3° de ombouw of uitbreiding van een bestaande of in uitvoering zijnde installatie of project waardoor één van de drempels bedoeld in het besluit van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectonderzoek onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten bereikt of overschreden wordt;
- 4° de ombouw of uitbreiding van een installatie of van een project bedoeld in het besluit van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectonderzoek onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten, met als gevolg een vermeerdering met meer dan 25% van de waarde die vastligt in de vergunning verleend op basis van de laatste milieueffectonderzoek voor de parameter die in aanmerking komt voor de bepaling van de drempels op grond waarvan beslist wordt welke projecten het voorwerp uitmaken van een milieueffectonderzoek;
- 5° de ombouw of uitbreiding van een installatie of project bedoeld in het besluit van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectonderzoek onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten, waarvoor een milieueffectonderzoek vereist is zonder drempelvoorwaarde en met als gevolg een verhoging met meer dan 25% van de waarde die vastligt in de vergunning verleend op grond van de laatste milieueffectonderzoek.

Afdeling 3. — Vorm en inhoud van het milieueffectonderzoek

Art. R. 57. De vorm en de minimale inhoud van het milieueffectonderzoek liggen vast in bijlage VII.

De aanvrager mag de bevoegde overheid om advies verzoeken i.v.m. de gegevens die in het kader van het milieueffectonderzoek verstrekt moeten worden. In dat geval wint de bevoegde overheid onmiddellijk het advies in van de "CWEDD", de "CCAT" of desnoods van de "CRAT".

Die instanties geven de bevoegde overheid advies binnen 30 dagen na de datum van ontvangst van het verzoek en bezorgen de aanvrager een afschrift van het advies. De bevoegde overheid geeft de aanvrager advies binnen 45 dagen na de datum van ontvangst van het verzoek om gegevens. Als de bevoegde overheid haar advies niet binnen de gestelde termijn geeft, voert de aanvrager het milieueffectonderzoek uit op grond van de adviezen van de geraadpleegde instanties en desnoods op grond van de minimale inhoud bedoeld in bijlage II.

HOOFDSTUK III. — Auteurs van milieueffectonderzoeken

Afdeling 1. — Erkennung, schorsing en intrekking van de erkenning van auteurs van milieueffectonderzoeken

Onderafdeling 1. — Algemeen

Art. R. 58. De erkenning van auteurs van milieueffectonderzoeken wordt verleend voor één of meer van de volgende categorieën van projecten :

- 1° ruimtelijke ordening, stedenbouw (projecten bedoeld in rubriek 70.11 van het besluit van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectonderzoek onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten), handelsactiviteiten (projecten bedoeld in rubriek 52.1 van het besluit van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectonderzoek onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten) en vrijetijdsactiviteiten (projecten bedoeld in de rubrieken 92.1 tot 92.7; 52.22; 52.23 van het besluit van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectonderzoek onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten);
- 2° infrastructuurprojecten (projecten bedoeld in rubrieken 45.23; 45.24; 63.21; 70.19 van het besluit van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectonderzoek onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten), met inbegrip van vervoer (projecten bedoeld in de rubrieken 60.10 tot 60.30; 61.20; 62.00 van het besluit van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectonderzoek onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten) en communicatie;
- 3° mijnen en steengroeven;
- 4° industriële processen i.v.m. energie;
- 5° industriële processen i.v.m. stoffenverwerking;
- 6° afvalbeheer;
- 7° waterbeheer (winning, zuivering, voorziening en verwerking);
- 8° landbouwvergunningen.

Onderafdeling 2. — Erkenningscriteria

Art. R. 59. § 1. De aanvrager van een erkenning beschikt voor elk van de aangevraagde erkenningscategorieën over de vereiste bevoegdheden om :

- 1° het milieueffectonderzoek te coördineren;
- 2° bestekken op te stellen voor eventuele onderaannemers;
- 3° alle resultaten te exploiteren, ook die van de onderaanneming;
- 4° alle verkregen resultaten te integreren en aparte en synergetische effecten vast te stellen.

§ 2. De aanvrager van een erkenning beschikt over de vereiste technische middelen om zijn opdrachten te vervullen.

§ 3. In geval van vernieuwing van een erkenning levert de aanvrager het bewijs dat hij tijdens de laatste erkenningstermijn milieueffectonderzoeken heeft uitgevoerd, of als onderaannemer aan milieueffectonderzoeken heeft meegewerkt of dat hij gevraagd werd om milieueffectonderzoeken uit te voeren of eraan deel te nemen.

Onderafdeling 3. — Procedure voor de verlening van de erkenning

Art. R. 60. De erkenningsaanvraag wordt bij ter post aangetekend schrijven verzonden of tegen ontvangstbewijs in vijf exemplaren aan het Bestuur van Leefmilieu overgemaakt.

De nieuwe erkenning wordt zes maanden vóór het verstrijken van de lopende erkenning aangevraagd.

Art. R. 61. De erkenningsaanvraag bevat de volgende gegevens :

1° de naam en het adres van de aanvrager;

2° als het gaat om een rechtspersoon, een afschrift van de eventuele statuten en de lijst van de bestuurders of beheerders;

3° de titels, kwalificaties en referenties van de aanvrager, van de medewerkers die een arbeidsovereenkomst aan de aanvrager bindt, en van de eventuele onderaannemers;

4° de technische middelen waarover de aanvrager beschikt;

5° de categorieën van projecten bedoeld in artikel 58 waarvoor de aanvrager milieueffectonderzoeken kan uitvoeren.

Als de aanvraag een vernieuwing van erkenning betreft, gaat ze bovendien vergezeld van de lijst van het milieueffectonderzoeken die de aanvrager heeft uitgevoerd of waartoe hij als onderaannemer heeft bijgedragen, van de aanvragen om uitvoering van of deelname aan milieueffectonderzoeken, alsook van de waarschuwingen en/of wrakingen die eventueel zijn verstuurd sinds het vorige besluit tot erkenning.

Art. R. 62. De aanvraag is onvolledig als krachtens artikel 61 vereiste gegevens of stukken ontbreken.

De aanvraag is niet-ontvankelijk :

1° als ze in overtreding van artikel 60 wordt ingediend;

2° als ze tweemaal onvolledig wordt verklaard;

3° als de aanvrager de gevraagde gegevens niet verstrekt binnen de termijn bedoeld in artikel 63, tweede lid.

Art. R. 63. Het Bestuur van Leefmilieu bezorgt de aanvrager zijn beslissing waarbij het de aanvraag als volledig en ontvankelijk beschouwt binnen vijftien dagen met ingang van de dag waarop het de aanvraag heeft ontvangen overeenkomstig artikel 60.

Als de aanvraag onvolledig is, wijst het Bestuur van Leefmilieu de aanvrager bij ter post aangetekend schrijven op de ontbrekende stukken. De aanvrager beschikt over dertig dagen na ontvangst van het aangetekend schrijven om het Bestuur van Leefmilieu de ontbrekende gegevens bij aangetekend schrijven toe te sturen of tegen ontvangstbewijs over te maken.

Binnen vijftien dagen na ontvangst van de ontbrekende stukken geeft het Bestuur van Leefmilieu de aanvrager kennis van zijn beslissing waarbij het de aanvraag als volledig en ontvankelijk beschouwt. Als de aanvraag een tweede keer onvolledig wordt geacht door het Bestuur van Leefmilieu, wordt ze niet-ontvankelijk verklaard.

Als de aanvraag niet ontvankelijk is, deelt het Bestuur van Leefmilieu de motieven van niet-ontvankelijkheid mee aan de aanvrager onder de voorwaarden en binnen de termijn bedoeld in het eerste lid of, in voorkomend geval, binnen de termijn bedoeld in het derde lid.

Art. R. 64. Als het Bestuur van Leefmilieu de aanvrager geen enkele beslissing heeft toegestuurd onder de voorwaarden en binnen de termijn bedoeld in artikel 63, wordt de aanvraag als ontvankelijk beschouwd. In dat geval stuurt de aanvrager een afschrift van het aanvraagdossier naar de Minister.

Art. R. 65. Zodra een aanvraag ontvankelijk wordt verklaard of als dusdanig wordt geacht te zijn, wordt ze door het Bestuur van Leefmilieu voor advies overgemaakt :

1° aan de "CWEDD";

2° aan de "CRAT";

3° aan het Bestuur van Ruimtelijke Ordening.

De adviezen van het Bestuur van Ruimtelijke Ordening, van de "CRAT" en van de "CWEDD" worden overgemaakt aan het Bestuur van Leefmilieu of tegen ontvangstbewijs afgegeven binnen dertig dagen na ontvangst van de aanvraag om advies. Bij gebreke daarvan worden ze geacht gunstig te zijn.

Die termijnen worden geschorst tussen 16 juli en 15 augustus.

Art. R. 66. Het Bestuur van Leefmilieu bezorgt de Minister zijn voorstel van beslissing samen met de adviezen bedoeld in artikel 65 binnen 50 dagen na de beslissing waarbij het dossier als volledig en ontvankelijk wordt beschouwd.

Die termijnen worden geschorst tussen 16 juli en 15 augustus.

Art. R. 67. De Minister bezorgt de aanvrager zijn besluit over de aanvraag om erkenning binnen dertig dagen na ontvangst van het advies van het Bestuur van Leefmilieu.

Het besluit tot erkenning wordt bij uittreksel bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. R. 68. Het besluit over de aanvraag om erkenning vermeldt de duur van de erkenning en de categorieën van de projecten bedoeld in artikel 58 waarvoor de begunstigde milieueffectonderzoeken zou kunnen uitvoeren.

De erkenning geldt hoogstens 5 jaar.

Art. R. 69. Als één van de gegevens uit de aanvraag om erkenning overeenkomstig artikel 61 wordt gewijzigd, verwittigt de auteur van het milieueffectonderzoek het Bestuur van Leefmilieu onmiddellijk bij ter post aangetekend schrijven met ontvangstbewijs. Als het Bestuur acht dat de aangebrachte wijzigingen een wijziging, opschorting of intrekking van de erkenning vereisen, wordt de erkende auteur binnen dertig dagen bij ter post aangetekend schrijven verwittigd.

De erkende auteur beschikt, met ingang van de dag waarop hij het aangetekend schrijven in ontvangst neemt, over zestig dagen om het Bestuur van Leefmilieu kennis te geven van de maatregelen die hij overweegt te nemen om gevolg te geven aan de opmerkingen van bedoeld Bestuur.

Art. R. 70. Als de Minister één of meer milieueffectonderzoeken onvoldoende of onvolledig acht, kan hij, op eigen initiatief of op voorstel van de "CWEDD", de "CCAT" of de "CRAT", de auteur van de studie een waarschuwing toesturen. Zijn besluit wordt meegedeeld bij ter post aangetekend schrijven met ontvangstbewijs.

Onderafdeling 4. — Schorsing of intrekking van de erkenning

Art. R. 71. Tijdens de geldigheidsduur van de erkenning kan de Minister, na de auteur van het milieueffectonderzoek te hebben verzocht verantwoording af te leggen, de erkenning geheel of gedeeltelijk wijzigen, schorsen of intrekken :

1° in het geval bedoeld in artikel 69 als de auteur het Bestuur geen maatregel heeft meegedeeld om gevolg te geven aan zijn opmerkingen of als de overwogen maatregelen onvoldoende worden geacht;

2° na een waarschuwing bedoeld in artikel 70.

Het besluit wordt bij uittreksel bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

Afdeling 2. — Keuze van de auteur van het milieueffectonderzoek

Art. R. 72. De aanvrager kiest de auteur van het milieueffectonderzoek onder de personen erkend als auteur van milieueffectonderzoeken voor de categorie(ën) waarin zijn project ingedeeld is overeenkomstig artikel 58.

Hij geeft bij ter post aangetekend schrijven onmiddellijk kennis van zijn keuze aan :

- 1° de Minister;
- 2° de bevoegde overheid;
- 3° het Bestuur van Leefmilieu en het Bestuur van Ruimtelijke Ordening.

Hij geeft ook bij gewoon schrijven onmiddellijk kennis van zijn keuze aan :

- 1° de "CWEDD";
- 2° de "CCAT" of, desnoods, de "CRAT".

Afdeling 3. — Wraking van een persoon gekozen als auteur van een milieueffectonderzoek

Art. R. 73. Elke persoon gekozen als auteur van een milieueffectonderzoek kan gewraakt worden als hij verkeert in één van de toestanden die het zelfstandig uitoefenen van zijn opdracht in het gedrang zou kunnen brengen.

Art. R. 74. De bevoegde overheid, het Bestuur van Leefmilieu of het Bestuur van Ruimtelijke Ordening kan de Minister voorstellen een als auteur van een milieueffectonderzoek gekozen persoon te wraken.

Art. R. 75. Het voorstel tot wraking is gemotiveerd, op straffe van niet-ontvankelijkheid. Het wordt bij ter post aangetekend schrijven met ontvangstbewijs overgemaakt aan de persoon gekozen als auteur van het milieueffectonderzoek. Tezelfdertijd wordt een afschrift ervan bij gewoon schrijven gestuurd naar de aanvrager van de vergunning en de overige instanties bedoeld in artikel 72.

HOOFDSTUK IV. — Openbaar onderzoek voorafgaand aan de milieueffectonderzoek

Art. R. 76. De raadpleging bedoeld in artikel 71 van het decreetgevende deel wordt georganiseerd overeenkomstig de bepalingen van dit hoofdstuk.

Als een project het grondgebied van verschillende gemeenten bestrijkt, zijn de artikelen 77 en 80 van toepassing op elk van de betrokken gemeenten.

Art. R. 77. Minstens vijftien dagen vóór de raadpleging bedoeld in artikel 78 publiceert de aanvrager een bericht dat hoe dan ook de volgende gegevens bevat :

- 1° de identiteit van de aanvrager;
- 2° de aard van het project en de plaats waar het wordt uitgevoerd;
- 3° de datum, het uur en de plaats van de informatievergadering bedoeld in artikel 31.

Dat bericht wordt bekendgemaakt in twee media die de aanvrager onder de volgende media kiest :

- 1° twee kranten verspreid in het gebied;
- 2° een gemeentelijk informatieblad als er één is en als het verspreid wordt onder de gezamenlijke bevolking;
- 3° een huis-aan-huis reclameblad;

4° een huis-aan-huis informatieblad verspreid in een straal van 3 kilometer rondom de plaats waar het project wordt uitgevoerd.

De aanvrager bezorgt het College een afschrift van de bekendgemaakte berichten en van de desbetreffende facturen.

Het eerste lid wordt door de bevoegde overheid middels een bericht aangeplakt :

- 1° op de gebruikelijke aanplakplaatsen;
- 2° op drie plaatsen nabij de plaats waar het project uitgevoerd moet worden, langs een openbare rijweg of -strook.

Het aangeplakte bericht is minstens 35dm² groot en zicht- en leesbaar tot de dag na de vergadering bedoeld in artikel 78.

Art. R. 78. Tussen de zestiende en de zevenentwintigste dag na de datum van de bekendmaking bedoeld in artikel 77, organiseert de aanvrager in de gemeente waar het project de grootste oppervlakte bestrijkt, een raadplegingsvergadering waarop de bevolking van de gemeenten waarvan het grondgebied mogelijkwijs ook betrokken wordt bij het project, wordt uitgenodigd.

De volgende personen of instanties worden ook uitgenodigd op de vergadering en kunnen zich er laten vertegenwoordigen :

- 1° de persoon die de aanvrager heeft gekozen om het milieueffectonderzoek uit te voeren;
- 2° de bevoegde overheid;
- 3° het Bestuur van Leefmilieu en het Bestuur van Ruimtelijke Ordening;
- 4° de "CWEDD", de "CCAT" of, bij gebreke daarvan, de "CRAT", die hoogstens twee leden mogen afvaardigen;
- 5° de vertegenwoordigers van de gemeente(n) van de vestigingsplaats van het project;
- 6° de vertegenwoordigers van de gemeente(n) gelegen in een straal van 3 kilometer rondom de vestigingsplaats van het project.

De vergadering heeft als doel :

- 1° de auteur in staat te stellen zijn project voor te leggen;
- 2° het publiek in staat te stellen informatie in te winnen en opmerkingen te maken en voorstellen te doen m.b.t. het project;
- 3° specifieke punten in het licht te stellen die aangesneden kunnen worden in het milieueffectonderzoek;
- 4° alternatieven voor te leggen die redelijkerwijs kunnen worden overwogen door de aanvrager opdat ze tijdens het milieueffectonderzoek in aanmerking zouden worden genomen.

Art. R. 79. Iedereen kan binnen vijftien dagen vanaf de datum van de raadplegingsvergadering bedoeld in artikel 78 zijn geschreven opmerkingen en voorstellen i.v.m. de uitvoering van het milieueffectonderzoek indienen bij het college van burgemeester en schepenen van de gemeente waar de raadplegingsvergadering heeft plaatsgevonden. Daarbij worden naam en adres opgegeven. Een afschrift wordt overgemaakt aan de aanvrager, die het onmiddellijk doorstuurt naar de auteur van de studie.

Art. R. 80. De termijnen bedoeld in dit hoofdstuk worden geschorst tussen 16 juli en 15 augustus.

HOOFDSTUK VI. — *Adviezen betreffende de milieueffectonderzoek en de openbaarmaking van de beslissing*

Art. R. 81. De instantie die de aanvrager meedeelt dat de vergunningsaanvraag volledig en/of ontvankelijk is of die het aanvraagdossier aan de bevoegde overheid overmaakt, bezorgt de "CWEDD", de "CCAT" of, bij gebreke daarvan, de "CRAT" de volgende stukken :

- 1° de vergunningsaanvraag;
- 2° het milieueffectonderzoek;
- 3° de gezamenlijke opmerkingen en voorstellen ingediend overeenkomstig artikel 79.

Art. R. 82. Aan de overheid die er om vraagt, stuurt of verleent de "CWEDD" tegen ontvangbewijs haar advies over de kwaliteit van het milieueffectonderzoek en over het ecologische belang van het project als de aanvraag betrekking heeft op een inrichting van klasse 1. Ze doet dat binnen zestig dagen, te rekenen van de datum waarop de aanvraag aanhangig wordt gemaakt bij de instantie bedoeld in artikel 34.

Aan de overheid die er om vraagt, stuurt of verleent de "CCAT" of, bij gebreke daarvan de "CRAT", tegen ontvangbewijs binnen dezelfde termijn een advies over de kwaliteit van de studie en over de doelstellingen van het project overeenkomstig artikel 1, § 1, van het Waalse wetboek van ruimtelijke ordening, stedenbouw en patrimonium als de aanvraag betrekking heeft op één van volgende vergunningen :

- 1° een enige vergunning, vereist krachtens het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning;
- 2° een stedenbouwkundige vergunning of een verkavelingsvergunning, vereist krachtens het Waalse wetboek van ruimtelijke ordening, stedenbouw en patrimonium;
- 3° een ontginningsvergunning, vereist krachtens het decreet van 27 oktober 1988;
- 4° een mijnconcessie, vereist krachtens het decreet van 7 juli 1988 op de mijnen;
- 5° een vergunning om steenbergen te ontsluiten, vereist krachtens het decreet van 9 mei 1985 betreffende de ontsluiting van steenbergen.

Bij gebrek aan een advies binnen de vereiste termijn wordt het advies geacht gunstig te zijn.

De "CWEDD" en bovenbedoelde commissies kunnen de aanvrager en de auteur van het milieueffectonderzoek verzoeken om bijkomende informatie over het milieueffectonderzoek of de inhoud ervan.

HOOFDSTUK VII. — *Grensoverschrijdende effecten*

Art. R. 83. Als een aanvraag voor een project in het Waalse Gewest vermoedelijk aanzienlijke milieueffecten zal hebben in een ander Gewest, een andere Lidstaat van de Europese Unie of een Staat die partij is bij het Verdrag van Espoo, maakt de instantie die het aanvraagdossier volledig en ontvankelijk heeft geacht, dat dossier, samen met het milieueffectonderzoek en elk gegeven waarover ze beschikt i.v.m. de grensoverschrijdende effecten van het project, over aan de betrokken overheden van de Staat en/of het Gewest die onderhevig zouden zijn aan de effecten, met melding van :

- 1° de bevoegde overheid en de termijn waarbinnen de beslissing moet worden genomen;
- 2° de modaliteiten voor de organisatie van het openbaar onderzoek betreffende de behandeling van de vergunningsaanvraag, meer bepaald de duur van het onderzoek, de vermoedelijke begindatum ervan en de overheid die de opmerkingen van het publiek in ontvangst zal nemen.

Wanneer ze het dossier overmaakt, geeft ze de Regering en de bevoegde overheid kennis daarvan.

Art. R. 84. De bevoegde overheid zendt haar besluit bij aangetekend schrijven naar de overheden bedoeld in artikel 83.

Art. R. 85. Als de Regering overeenkomstig artikel 76, § 2, van het decreetgevende deel informatie ontvangt waarvan sprake in artikel 7.3 van richtlijn 85/337/EEG betreffende de waardering van de weerslagen van sommige openbare en privé-ontwerpen op het leefmilieu, maakt ze die over aan :

- 1° het college van burgemeester en schepenen van de gemeenten waar het project effecten zou kunnen veroorzaken, dat die informatie ter inzage ligt van het publiek overeenkomstig de procedure van openbaar onderzoek bedoeld in de artikelen 24 en volgende van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning voor de aanvragen om milieuvergunning;
- 2° de "CWEDD".

De instanties bedoeld in het eerste lid winnen de opmerkingen van het publiek in en verstrekken de Regering hun eventuele adviezen en ingewonnen opmerkingen binnen dertig dagen, te rekenen van de dag waarop ze de in het eerste lid bedoelde informatie hebben ontvangen.

HOOFDSTUK VII. — *Wijzigings-, opheffings- en slotbepalingen*

Art. R. 86. Het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 31 oktober 1991 houdende uitvoering van het decreet van 11 september 1985 tot organisatie van de milieueffectbeoordeling in het Waalse Gewest wordt opgeheven.

In afwijking van het eerste lid kan de aanvrager tot en met 3 juni 2007 de auteur van het onderzoek kiezen uit de personen die erkend zijn als auteurs van milieueffectonderzoeken krachtens artikel 16 van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 31 oktober 1991 houdende uitvoering van het decreet van 11 september 1985 tot organisatie van de milieueffectbeoordeling in het Waalse Gewest voor de categorie(ën) waartoe zijn project behoort overeenkomstig artikel 10 van bedoeld besluit. Indien het project evenwel enkel het waterbeheer betreft in de zin van artikel 58, 7°, kiest de aanvrager de auteur uit de als auteur van milieueffectonderzoeken erkende personen :

- 1° ofwel voor de categorieën « ruimtelijke ordening, middelgrote projecten en in het bijzonder de uitrustingen en landelijke en recreatieinrichtingen » en « industriële verwerkingsprocessen van stoffen »;
- 2° ofwel voor de categorieën « ruimtelijke ordening, stedenbouw » en « industriële verwerkingsprocessen van stoffen ».

Indien lid 2 wordt toegepast, wordt de keuze van de auteur bekendgemaakt overeenkomstig artikel 72, leden 2 en 3.

Deel VI. - Milieuovereenkomsten

Bijlage I

BERICHT VAN ONTVANGST (Datum) (x)

BETREFT : Verzoek om inlichtingen betreffende het leefmilieu.

Bericht van ontvangst

Overeenkomstig artikel 13, § 2, van het decreetgevend deel bericht ik ontvangst van uw letter met datum (x) ontvangen op (x) en betreffende een verzoek om inlichtingen betreffende (x)

(xx) 1) Het of de document(en) die u aanvraagt ligt/liggen kosteloos ter inzage vanaf (datum) (x)

op volgend adres : (x)

op (dagen en uren)

(xx) 2) Het of de document(en) die u aanvraagt wordt/worden u toegestuurd tegen terugbetaling voor (x) tegen euro/blad.

(xx) 3) Een antwoord op uw aanvraag wordt u verstrekt voor (datum) (x)

(x) (handtekening)

(x) : in te vullen

(xx) : schrappen wat niet past

BEROEPSMODALITEITEN

Boek I van het Milieuwetboek (uittreksels)

Art. R. 15. § 1. De publieke overheid verstrekt de gegevens aan de aanvrager binnen de kortste termijn en uiterlijk binnen één maand te rekenen van de ontvangst van het verzoek.

§ 2. De publieke overheid kan de termijn vastgesteld in § 1 verlengen indien zij in de materiële onmogelijkheid verkeert om de toegang binnen de voorgeschreven termijn te verstrekken. Die onmogelijkheid wordt behoorlijk gemotiveerd en schriftelijk bekendgemaakt aan de verzoeker. De publieke overheid vermeldt duidelijk de beroepsmogelijkheden en -modaliteiten waarover de aanvrager beschikt, overeenkomstig artikel 17.

Art. R. 17. § 1. Elke natuurlijke of rechtspersoon die van mening is dat de termijn bepaald door de publieke overheid krachtens artikel 15, § 2, te lang is of van mening is dat zijn verzoek om inlichtingen abusievelijk verworpen of verwaarloosd is of dat zij geen voldoende antwoordt heeft gekregen vanwege de publieke overheid kan een beroep indienen tegen de beslissing overeenkomstig de regels bepaald door de regering.

§ 2. Het uitblijven van het overmaken van de inlichtingen na de termijn vastgesteld door de publieke overheid overeenkomstig artikel 15 opent de mogelijkheid voor de verzoeker om een beroep in te dienen overeenkomstig de regels vastgesteld door de regering.

Art. R. 18. Er wordt een commissie van beroep opgericht om te beslissen over de beroepen bedoeld in artikel 17 van het decreetgevende deel. De zetel van de commissie van beroep is gevestigd in de lokalen van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu.

Art. R.23. Het beroep wordt per aangetekende brief als verzoek bij het secretariaat van de commissie ingediend. Het moet ingediend worden binnen vijftien dagen na de bekendmaking van de betwiste beslissing of, bij gebrek aan die beslissing, binnen vijftien dagen na het verstrijken van de in artikel 15 van het decreetgevende deel bedoelde termijn.

Art. R.24. Het verzoek vermeldt :

1° de identiteit en de woonplaats van de aanvrager;

2° de identiteit en de zetel van de openbare overheid waaraan de informatieaanvraag werd gericht;

3° het voorwerp van die informatieaanvraag;

4° de middelen van het beroep.

Bovendien moet de aanvrager alle stukken die hij nuttig acht als bijlage bij zijn verzoek voegen alsook een nauwkeurige inventaris van de informatie die hij gedeeltelijk ontvangen zou hebben.

Bijlage II

VERLENGING VAN DE TERMIJN

Aangetekend schrijven

(Datum) (x)

BETREFT : Verzoek om inlichtingen betreffende het leefmilieu

Verlenging van de vastgestelde termijnen

In antwoord op uw schrijven van (x) betreffende het verzoek om inlichtingen in verband met (x)

Deel ik u mede dat de termijn vastgesteld om te antwoorden op uw verzoek om toegang tot de informatie verlengd is tot (x) (datum) wegens de materiële onmogelijkheid om de toegang te verstrekken binnen de voorgeschreven termijn.

(te motiveren als volgt) (x)

.....

(handtekening) (x)

(x) in te vullen

BEROEPSMODALITEITEN

Boek I van het Milieuwetboek (uittreksels)

Art. R. 15. § 1. De publieke overheid verstrekt de gegevens aan de aanvrager binnen de kortste termijn en uiterlijk binnen één maand te rekenen van de ontvangst van het verzoek.

§ 2. De publieke overheid kan de termijn vastgesteld in § 1 verlengen indien zij in de materiële onmogelijkheid verkeert om de toegang binnen de voorgeschreven termijn te verstrekken. Die onmogelijkheid wordt behoorlijk gemotiveerd en schriftelijk bekendgemaakt aan de verzoeker. De publieke overheid vermeldt duidelijk de beroepsmogelijkheden en -modaliteiten waarover de aanvrager beschikt, overeenkomstig artikel 17.

Art. R. 17. § 1. Elke natuurlijke of rechtspersoon die van mening is dat de termijn bepaald door de publieke overheid krachtens artikel 15, § 2, te lang is of van mening is dat zijn verzoek om inlichtingen abusievelijk verworpen of verwaarloosd is of dat zij geen voldoende antwoordt heeft gekregen vanwege de publieke overheid kan een beroep indienen tegen de beslissing overeenkomstig de regels bepaald door de regering.

§ 2. Het uitblijven van het overmaken van de inlichtingen na de termijn vastgesteld door de publieke overheid overeenkomstig artikel 15 opent de mogelijkheid voor de verzoeker om een beroep in te dienen overeenkomstig de regels vastgesteld door de regering.

Art. R. 18. Er wordt een commissie van beroep opgericht om te beslissen over de beroepen bedoeld in artikel 17 van het decreetgevende deel. De zetel van de commissie van beroep is gevestigd in de lokalen van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu.

Art. R.23. Het beroep wordt per aangetekende brief als verzoek bij het secretariaat van de commissie ingediend. Het moet ingediend worden binnen vijftien dagen na de bekendmaking van de betwiste beslissing of, bij gebrek aan die beslissing, binnen vijftien dagen na het verstrijken van de in artikel 15 van het decreetgevende deel bedoelde termijn.

Art. R.24. Het verzoek vermeldt :

1° de identiteit en de woonplaats van de aanvrager;

2° de identiteit en de zetel van de openbare overheid waaraan de informatieaanvraag werd gericht;

3° het voorwerp van die informatieaanvraag;

4° de middelen van het beroep.

Bovendien moet de aanvrager alle stukken die hij nuttig acht als bijlage bij zijn verzoek voegen alsook een nauwkeurige inventaris van de informatie die hij gedeeltelijk ontvangen zou hebben.

Bijlage III

WEIGERING

Aangetekend schrijven

(Datum) (x)

BETREFT : Verzoek om inlichtingen in verband met het leefmilieu.

Gehele of gedeeltelijke weigering van toegang tot de informatie.

In antwoord op uw schrijven van (x) betreffende een verzoek om inlichtingen betreffende (x)

Deel ik u mee dat de gegevens betreffende (x) niet medegedeeld zullen kunnen worden om volgende redenen : (xx)

0 – het verzoek geldt interne mededelingen

0 – het verzoek is duidelijk abusievelijk

0 – het verzoek is op te algemene wijze verwoord

0 – de informatieverstrekking zou schadelijk kunnen zijn voor :

+ de geheimhouding van het regeringsoverleg, van het overleg van het college van burgemeester en schepenen, van de bestendige deputatie

+ de geheimhouding van intergewestelijke, nationale, internationale onderhandelingen waaraan het Gewest deelneemt

+ bedrijfs- en handelsgeheimen

+ de geheimhouding van het privé-leven, en met name de naleving van de bepalingen betreffende de bescherming en de vertrouwelijkheid van gegevens op naam in bestuursarchief en in bestuursbestanden.

Motivering (x)

(handtekening) (x)

(x) in te vullen

(xx) motief of motieven aangeven

Boek I van het Milieuwetboek (uittreksels)

Art. R. 15. § 1. De publieke overheid verstrekt de gegevens aan de aanvrager binnen de kortste termijn en uiterlijk binnen één maand te rekenen van de ontvangst van het verzoek.

§ 2. De publieke overheid kan de termijn vastgesteld in § 1 verlengen indien zij in de materiële onmogelijkheid verkeert om de toegang binnen de voorgeschreven termijn te verstrekken. Die onmogelijkheid wordt behoorlijk gemotiveerd en schriftelijk bekendgemaakt aan de verzoeker. De publieke overheid vermeldt duidelijk de beroepsmogelijkheden en -modaliteiten waarover de aanvrager beschikt, overeenkomstig artikel 17.

Art. R. 17. § 1. Elke natuurlijke of rechtspersoon die van mening is dat de termijn bepaald door de publieke overheid krachtens artikel 15, § 2, te lang is of van mening is dat zijn verzoek om inlichtingen abusievelijk verworpen of verwaarloosd is of dat zij geen voldoende antwoordt heeft gekregen vanwege de publieke overheid kan een beroep indienen tegen de beslissing overeenkomstig de regels bepaald door de regering.

§ 2. Het uitblijven van het overmaken van de inlichtingen na de termijn vastgesteld door de publieke overheid overeenkomstig artikel 15 opent de mogelijkheid voor de verzoeker om een beroep in te dienen overeenkomstig de regels vastgesteld door de regering.

Art. R. 18. Er wordt een commissie van beroep opgericht om te beslissen over de beroepen bedoeld in artikel 17 van het decreetgevende deel. De zetel van de commissie van beroep is gevestigd in de lokalen van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu.

Art. R.23. Het beroep wordt per aangetekende brief als verzoek bij het secretariaat van de commissie ingediend. Het moet ingediend worden binnen vijftien dagen na de bekendmaking van de betwiste beslissing of, bij gebrek aan die beslissing, binnen vijftien dagen na het verstrijken van de in artikel 15 van het decreetgevende deel bedoelde termijn.

Art. R.24. Het verzoek vermeldt :

1° de identiteit en de woonplaats van de aanvrager;

2° de identiteit en de zetel van de openbare overheid waaraan de informatieaanvraag werd gericht;

3° het voorwerp van die informatieaanvraag;

4° de middelen van het beroep.

Bovendien moet de aanvrager alle stukken die hij nuttig acht als bijlage bij zijn verzoek voegen alsook een nauwkeurige inventaris van de informatie die hij gedeeltelijk ontvangen zou hebben.

Bijlage IV

BERICHT AAN DE BEVOLKING

Het gemeentebestuur van ... licht de bevolking in dat krachtens de artikelen 7 tot en met 9 en 30 tot en met 48 van het decreetgevende deel en de artikelen 42 tot en met 45, en overeenkomstig de beslissing van de Waalse regering van de minister van Leefmilieu van het Waalse Gewest het ontwerp-plan (of -programma) (met als opschrift) aan een openbaar onderzoek onderworpen heeft tijdens een periode van tot en met

De bevolking wordt uitgenodigd om :

1. het dossier dat aan openbaar onderzoek onderworpen is in te zien op volgend adres : op volgende dagen en uren :
2. schriftelijk zijn opmerkingen bekend te maken bij het gemeentebestuur en dit op volgend adres : vóór de datum van :

Bijlage V

Lijst I van de plannen en programma's bedoeld in artikel 53, § 1, van het decreetgevend deel

Krachtens artikel 53, § 1, lid 1, van het decreetgevend deel worden volgende plannen en programma's onderworpen aan de milieueffectbeoordeling :

1. Het kavelplan en het herverkavelingsplan bedoeld in artikel 3 van de wet van 22 juli 1970 op de ruilverkaveling van landeigendommen uit kracht van de wet;
2. Het plan van de nieuwe wegen en afwateringen bedoeld in artikel 24 van de wet van 22 juli 1970 op de ruilverkaveling van landeigendommen uit kracht van de wet;
3. Het kavelplan en het ruilplan bedoeld in artikel 12 van de wet van 12 juli 1976 houdende bijzondere maatregelen inzake ruilverkaveling van landeigendommen uit kracht van de wet bij de uitvoering van grote infrastructuurwerken;
4. Het plan van de nieuwe wegen en afwateringen bedoeld in artikel 37 van de wet van 12 juli 1976 houdende bijzondere maatregelen inzake ruilverkaveling van landeigendommen uit kracht van de wet bij de uitvoering van grote infrastructuurwerken;
5. Het kavelplan en het herverkavelingsplan bedoeld in artikel 47 van de wet van 12 juli 1976 houdende bijzondere maatregelen inzake ruilverkaveling van landeigendommen uit kracht van de wet bij de uitvoering van grote infrastructuurwerken;
6. Het kavelplan en het herverkavelingsplan bedoeld in artikel 18 van de wet van 10 januari 1978 houdende bijzondere maatregelen inzake ruilverkaveling van landeigendommen in der minne;
7. Het plan van de nieuwe wegen en afwateringen bedoeld in artikel 45 van de wet van 10 januari 1978 houdende bijzondere maatregelen inzake ruilverkaveling van landeigendommen in der minne;
8. Het afvalstoffenplan bedoeld in artikel 24, § 1, van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen;
9. Het maatregelenprogramma bedoeld in artikel 23 van het decreetgevend deel van boek II van het Milieuwetboek;
10. Het beheersplan van het hydrografisch bekken bedoeld in artikel 24 van het decreetgevend deel van boek II van het Milieuwetboek;
11. Het saneringsplan per hydrografisch onderbekken bedoeld in artikel 218 van het decreetgevend deel van boek II van het Milieuwetboek;
12. Het programma van de rioleringswerken bedoeld in artikel 219 van het decreetgevend deel van boek II van het Milieuwetboek;
13. De programmering van de te verrichten ruimings- en baggerwerken bedoeld in artikel 3 van het besluit van de Waalse Regering van 30 november 1995 betreffende het beheer van stoffen die d.m.v. bagger- of ruimingswerken uit de bedding en de oevers van waterlopen en watervlakken verwijderd worden;
14. Het beheersplan van de werken uitgevoerd door de watering bedoeld in artikel 132 van het decreetgevend deel van Boek II van het Milieuwetboek;
15. Het milieuplan voor de duurzame ontwikkeling bedoeld in artikel 37 van het decreetgevend deel;
16. Het actieprogramma voor de luchtkwaliteit bedoeld in artikel 46 van het decreetgevend deel;
17. Het actieprogramma voor de bodemkwaliteit bedoeld in artikel 46 van het decreetgevend deel;
18. Het actieprogramma voor de natuurbescherming bedoeld in artikel 46 van het decreetgevend deel;
19. Het gemeentelijk plan voor het leefmilieu en de ontwikkeling van de natuur bedoeld in artikel 48 van het decreetgevend deel;
20. Het per zone of agglomeratie geïntegreerde actieplan bedoeld in artikel 8 van het besluit van de Waalse Regering van 23 juni 2000 betreffende de beoordeling en het beheer van de luchtkwaliteit;
21. Het besluit tot classificatie van de steenbergen bedoeld in artikel 3 van het decreet van 9 mei 1985 betreffende de valorisatie van de steenbergen.

Bijlage VI

Vorm en minimale inhoud van de nota inzake milieueffectbeoordeling bedoeld in artikel 67, § 2, van het decreetgevend deel

1° Aanvrager

- Naam
- Voornaam.....
- Hoedanigheid.....
- Woonplaats
- Telefoon.....
- Fax.....
- Datum van de aanvraag.....

2° Project

— Voor elke fase, het project omschrijven naar gelang van de geplande inrichtingen en constructies, met opgave van de voornaamste kenmerken (oppervlakte, afmetingen, enz.).

- Lijst van de verschillende werken die ermee gepaard gaan (ontbossing, excavatie, ophoging, enz.).
- Vermelding van de operatie- of exploitatiemodaliteiten (fabricageproces, werkplaatsen, opslag, ...).
- Alle stukken bijvoegen voor een beter overzicht van de kenmerken van het project (schets, doorsnede, enz.);

3° bestaande rechtstoestand inzake ruimtelijke ordening, stedenbouw en patrimonium

— De bestemming en/of perimeter van het terrein in overdruk aangeven op het gewestplan.

— De bestemming van het terrein vermelden op het gemeentelijk plan van aanleg.

— Ligging van het terrein :

* in een niet vervallen verkaveling ? JA - NEE;

* in een beschermingsperimeter en/of is het opgenomen op een beschermingslijst ? JA - NEE;

* dichtbij een beschermd centrum, een beschermd onroerend goed, een archeologische vindplaats ? JA - NEE;

* binnen een beschermingsperimeter bedoeld in de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud, gewijzigd o.a. bij het decreet van 6 december 2001 betreffende de natuur- of bosreservaten en Natura 2000-gebieden;

* in de nabijheid van een beschermingsperimeter bedoeld in de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud, gewijzigd o.a. bij het decreet van 6 december 2001 betreffende de natuur- of bosreservaten en Natura 2000-gebieden;

4° beschrijving van de site vóór de uitvoering van het project.

— Bodemreliëf en helling van het natuurlijk terrein (minder dan 6%, tussen 6 en 15%, meer dan 15%).

— Aard van de bodem.

— Andere grondbezetting dan bestaande constructies (braakland, onbebouwd terrein, tuin, teelt, grasland, bos, heide, ven, vochtig gebied...).

— Aanwezigheid van grondwater en winningspunten.

— Richting en lozingspunten in het hydrografisch netwerk voor het afvloeiingswater.

— Waterlopen, vijvers, bronnen, eventuele winningspunten.

— Beknopte evaluatie van de biologische kwaliteit van de site.

— Beknopte evaluatie van de biologische kwaliteit van de Natura 2000-site, van de natuur- of bosreservaten.

— Aansluiting op een uitgerust wegennet (weg, riolering, water, elektriciteit, aardgas, ...).

— Aanwezigheid van een beschermd gebied of van een gebied dat op een beschermingslijst staat ? JA - NEE.

— Aanwezigheid van een archeologische vindplaats ? JA - NEE.

— Aanwezigheid van een Natura 2000-site, van natuur- of bosreservaten ? JA - NEE.

5° Milieueffecten van het project.

a) Zal het project aanleiding geven tot emissies van gassen, stoom, stof of aërosols ?

— in de lucht : JA -NEE

Vermeld

* het soort

* het debiet.

b) Zal het project aanleiding geven tot vloeibare lozingen ?

— in het oppervlaktewater : JA - NEE.

— in het rioolstelsel : JA - NEE.

— boven- of ondergronds : JA - NEE.

Vermeld

* het soort (koelwater, industrieel water, regenwater, slib, c);

* het debiet of de hoeveelheid.

Het dossier gaat vergezeld van een plan met de plaats(en) waar in het riolenstelsel of in de waterlopen wordt geloosd.

c) Voorziet het project in winningen ?

— voor oppervlaktewater :

* plaats;

* hoeveelheid;

— voor grondwater :

* benaming van het winningspunt;

* hoeveelheid.

d) Beschrijving van de aard en hoeveelheid van de bijproducten en afvalstoffen voortgebracht door het project, alsmede van de wijze waarop ze verwijderd en/of vervoerd worden.

e) Kan het project geluidshinder veroorzaken voor de omwoners ? JA – NEE :

* van welke aard;

* voortdurend of af en toe.

f) Voorziene vervoermiddelen en toegangswegen :

* voor het vervoer van producten;

* voor het vervoer van personen;

* lokalisatie van de parkeerplaatsen;

* lokalisatie van de eventuele pijpleidingen.

g) Zal het project het gebied schade toebrengen op esthetisch vlak ? JA – NEE

h) Zal het project aanleiding geven tot erosieverschijnselen? JA – NEE

i) Integratie in het bebouwde en onbebouwde kader : gevaar voor een breukeffect in het natuurlijk landschap of ten aanzien van de kenmerken van het traditionele woonmilieu van de streek of van de wijk (bovenmatige of onvoldoende dichtheid, verschillen ten aanzien van de vestiging, de oriëntatie, het profiel, de samenstelling van de voorgevels, de bouwstoffen en de overige architecturale kenmerken van de naburige constructies vermeld op het vestigingsplan).

j) Verenigbaarheid van het project met de omgeving (aanwezigheid van een school, ziekenhuis, Natura 2000-gebied, natuurreservaat, bosreservaat, enz).

k) Gevaar voor andere mogelijke hinder.

l) Aanzienlijke wijziging van het bodemreliëf. Maximale denivellering ten aanzien van het natuurlijk terrein.

m) Bebossing en/of ontbossing.

n) Aantal parkeerplaatsen.

o) Weerslag op de natuur.

p) Wegenbouw of -inrichting.

q) Individuele zuivering.

6° Verantwoording van de keuzen en van de efficiëntie van de eventuele palliatieve of beschermingsmaatregelen of van het gebrek aan dergelijke maatregelen.

7° Maatregelen om de negatieve milieueffecten te voorkomen of te beperken

— lozingen in de lucht;

— lozingen in het water;

— productieafval;

— geuren;

— lawaai;

— verkeer;

— weerslag op het natuurlijk patrimonium;

— weerslag op het landschap.

Bijlage VII

Vorm en minimale inhoud van de effectstudie bedoeld in artikel 67, § 2, van het decreetgevend deel

1) Auteur van de studie

1° Erkend studiebureau.

2° Externe medewerkers verenigd om de studie uit te voeren.

2) Bestudeerd project

1° Aanvrager

2° Exploitatiezetel (Exacte gegevens van de vestigingsplaats van het project, Lambert-coördinaten).

3° Beschrijving van de plaats en omgeving (beschrijving van de elementen waarop het voorgestelde project betrekking kan hebben, met inbegrip van o.a. de bevolking, de fauna, de flora, de bodem, het water, de lucht, de klimaatfactoren, de materiële goederen, het architecturaal en archeologisch patrimonium, het landschap, alsook de interactie tussen die factoren).

4° Soort inrichting.

5° Het project :

— Activiteitssector;

— Beknopte beschrijving;

— Uitvoerige beschrijving (lijst van de installaties, activiteiten en opslagplaatsen, aard van de gebruikte of voortgebrachte energieën, duur van de aangevraagde vergunning, approximatief kalender van de tenuitvoerlegging van de vergunning, lijst van de binnenkomende, intermediaire en uitgaande stoffen).

6° Beschrijving van de belangrijke effecten die het project rechtstreeks en onrechtstreeks op het leefmilieu kan hebben (o.a. op de bevolking, de fauna, de flora, de bodem, het water, de lucht, de klimaatfactoren, de materiële goederen, het architecturaal en archeologisch patrimonium, het landschap, alsook op de interactie tussen die factoren), met de juiste indicatie van de gekozen prognosetechnieken en basishypothesen, alsook van de gebruikte relevante milieugegevens.

7° De Minister van Leefmilieu kan bepalen welke databanken nuttig zijn voor de berekening van de verspreiding van afvalgassen en voor de modelvorming van de effecten van de bronnen bedoeld in dit besluit. Het dossier betreffende de effectstudie bevat minstens een schatting van de verontreinigingsniveaus op grond van bovenbedoelde gegevens.

8° Beschrijving van de milieueffecten in een andere lidstaat van de Europese Unie, in een Staat die partij is bij het Verdrag van Espoo inzake milieueffectrapportage in grensoverschrijdend verband, in een ander gewest, in een naburige provincie of gemeente.

3) Oplossingen en maatregelen om milieueffecten te voorkomen

1° Synthese van de opmerkingen geformuleerd in het kader van de in artikel 31 van dit besluit bedoelde bevolkingsraadpleging die aan de effectstudie voorafgaat.

2° Overzicht van de voornaamste technisch uitvoerbare alternatieven die door de opdrachtgever werden onderzocht en opgave van de voornaamste redenen voor zijn keuze, rekening houdende met de milieueffecten.

3° Beschrijving van de geplande maatregelen om de voornaamste schadelijke milieueffecten te voorkomen, te beperken, en, voor zover mogelijk, te compenseren.

4) Commentaar van de auteur van de studie

1° Overzicht van de eventuele moeilijkheden (technische leemten of gebrekkige kennis) die de auteur van de studie heeft ondervonden bij het verzamelen van de vereiste gegevens.

2° Voorstellen en aanbevelingen van de auteur van de studie.

5) Niet-technische samenvatting van de gegevens vermeld in de bovenstaande rubrieken

Deze rubriek 5 wordt gedrukt op A4-bladzijden en moet leesbaar zijn na eventueel zwart-wit fotokopiëren, met uitzondering van de grafieken. »